1,80€ jeudi 17 avril 2014 LE FIGARO - N° 21 678 - www.lefigaro.fr - France métropolitaine uniquement

Première édition

# LE FIGARO

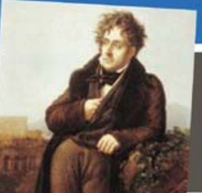
lefigaro.fr

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**ENQUÊTE**
LES ARTISTES QUI RATENT LEUR SORTIE... ET CEUX QUI LA RÉUSSISSENT PAGE 28

**FIGARO LITTÉRAIRE**
L'HISTOIRE DU MANUSCRIT RETROUVÉ DE CHATEAUBRIAND
QUATRIÈME CAHIER





**FIGARO OUI FIGARO NON**

**Réponses à la question de mercredi :**
Faut-il autoriser un smic jeunes pour favoriser l'emploi ?

| OUI | NON |
|---|---|
| 49,9 % | 50,1 % |

TOTAL DE VOTANTS : 52 660

**Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr**
Approuvez-vous le gel des retraites et des prestations sociales ?

CHAMUSSY/SIPA - NIVIERE/SIPA - RUE DES ARCHIVES/RDA - EFREM LUKATSKY/AP

# Mini-cure de rigueur, maxi-colère au PS



**Pour réduire les dépenses, Manuel Valls a annoncé le gel des prestations sociales. La gauche s'indigne, la droite demande des réformes structurelles.**

PHILIPPE WOJAZER/AFP

Manuel Valls s'est exprimé mercredi à l'issue du Conseil des ministres, en présence de Christian Eckert, Marisol Touraine, Michel Sapin et Marylise Lebranchu.

→ VALLS DÉTAILLE A MINIMA SES 50 MILLIARDS D'ÉCONOMIES → LE GOUVERNEMENT GÈLE LES PRESTATIONS SOCIALES → ÉTAT : UNE RIGUEUR EN TROMPE L'ŒIL → DES MESURES ENCORE VAGUES SUR LA SANTÉ → HOLLANDE ENVOIE VALLS AU FRONT → LA FRONDE SE PROPAGE CHEZ LES DÉPUTÉS SOCIALISTES PAGES 2, 4, 5, 6 ET L'ÉDITORIAL

## Ukraine : la négociation de la dernière chance s'ouvre à Genève

Alors que le pouvoir intérimaire à Kiev peine à reprendre le contrôle des provinces de l'Est, le chef de la diplomatie russe, l'habile Sergueï Lavrov, aborde la négociation en position de force. Avec une solution aux maux de l'Ukraine : la *«fédéralisation»* du pays. Face à lui, les Européens se déchirent autour de l'opportunité de plus lourdes sanctions. PAGES 8 ET 9



## Bouteflika : à Alger, la victoire annoncée du candidat fantôme

Malade et invisible durant toute la campagne, Abdelaziz Bouteflika, 77 ans, est donné favori d'une élection présidentielle sur mesure, face à son ex-premier ministre, Ali Benflis. Le scrutin d'aujourd'hui pourrait lui offrir un quatrième mandat à la tête d'un pays dont l'économie vacille, malgré la manne tirée des hydrocarbures. PAGE 7

**ÉDITORIAL** par Gaëtan de Capèle gdecapele@lefigaro.fr

## *Le compte n'y est toujours pas*

Il ne suffit pas de dire les choses sur un ton martial pour leur donner de la consistance. Le style de Manuel Valls a beau trancher avec celui de Jean-Marc Ayrault, on n'y voit pas beaucoup plus clair, au lendemain de sa « déclaration solennelle », sur le grand plan d'économies censé remettre les finances publiques sur de bons rails. En fait de mesures concrètes, détaillées et chiffrées, le premier ministre a livré un catalogue de généralités en tous points semblable à celui de son prédécesseur. Les économies de l'État, où les effectifs de fonctionnaires sont préservés ? Mystère. Celles des collectivités locales, lointaines et dépendantes de leur bon vouloir ? Mystère. Hormis un gel temporaire des prestations sociales - seule décision tangible, qui compte pour moins de 10 % du total -, bien malin qui peut dire où et comment seront trouvés les fameux 50 milliards dont on nous rebat les oreilles. Était-il bien utile de créer un pompeux Conseil stratégique de la finance publique, présidé depuis quatre mois par François Hollande lui-même, pour en arriver là ?

L'affaire serait moins grave si ce grand flou ne se doublait de douteuses acrobaties comptables. Non seulement les annonces de Manuel Valls reprennent des mesures déjà engagées - réforme des retraites, régimes complémentaires... - là où l'on attendait de vraies nouvelles économies, mais encore les baisses promises de prélèvements - une vingtaine de milliards d'euros - ne sont pas financées. Dans ces conditions, les adversaires du 3 % bruxellois peuvent dormir tranquille : même avec une calculatrice magique, on voit mal comment la France pourra réduire son déficit public conformément aux promesses faites à l'Europe. C'est peu dire que l'épreuve de Bruxelles, sans même parler des agences de notation, s'annonce périlleuse. Elle se transformerait en mission impossible si Manuel Valls cédait un pouce de terrain à sa gauche qui tempête. Déjà imprécis et minimaliste, son plan deviendrait insignifiant. ■

> Le premier ministre a livré un catalogue de généralités



AND : 2 € - BEL : 1,90 € - CH : 3,30 FS - CAN : 4,50 $C - D : 2,40 € - A : 3 € - ESP : 2,30 € - Canaries : 2,40 € - GB : 1,80 £ - GR : 2,40 € - Guadeloupe/Martinique : 2,20 € - Guyane/St Martin : 2,50 € - ITA : 2,40 € LUX : 1,90 € - NL : 2,40 € - PORT.CONT : 2,30 € - MAR : 15 DH - La Reunion : 2,20 € - TUN : 2,9 DTU - ZONE CFA : 1.800 CFA ISSN 0182.5852

50 MILLIARDS D'EUROS

**UN EFFORT QUASI IDENTIQUE À 2014**

Pour respecter la trajectoire de baisse du déficit (2,8 % en 2015, équilibre en 2017), l'ex-premier ministre Jean-Marc Ayrault annonce le 4 décembre sur RTL que la France réalisera 50 milliards d'économies sur trois ans, par rapport à la hausse tendancielle des dépenses publiques. Soit un effort annuel à peine supérieur à celui voté (de 14 milliards) pour 2014. En annonçant 10 milliards de baisse de cotisations supplémentaires le 14 janvier dans le pacte de responsabilité, François Hollande précise que *« plus de 50 milliards d'euros »* seront réalisés en trois ans.

=



18 MILLIARDS D'EUROS

**ÉTAT ET AGENCES**

Gel du point d'indice des fonctionnaires, suppression de postes dans les ministères non prioritaires, centralisation des achats, vente de biens immobiliers… permettront de réaliser 18 milliards d'économies sur trois ans.

+

10 MILLIARDS D'EUROS

**ASSURANCE-MALADIE**

L'effort de 10 milliards sur trois ans dans la santé portera notamment sur le développement des génériques, sans réduire la qualité et la prise en charge des soins.

+

11 MILLIARDS D'EUROS

**PRESTATIONS SOCIALES**

Des reports de revalorisation (hors minima sociaux) et des économies de fonctionnement dans les caisses de Sécurité sociale doivent permettre d'atteindre l'objectif de réaliser 11 milliards d'économies.

+

11 MILLIARDS D'EUROS

**COLLECTIVITÉS**

Une nouvelle étape de décentralisation, qui se traduira par une baisse de 11 milliards (un de plus que prévu) des dotations de l'État aux collectivités sur trois ans, doit permettre d'atteindre l'objectif.

# Valls détaille a minima ses 50 milliards d'économies

## Le premier ministre a annoncé peu de réformes structurelles.

MARIE VISOT @MarieVisot

« RÉFORMER, *réduire les déficits, redresser, réussir.* » Voilà la ligne de conduite fixée par Manuel Valls hier, dans un exercice plutôt inédit qui a conduit le premier ministre à s'exprimer à l'issue du Conseil des ministres à l'Élysée, en lieu et place du porte-parole du gouvernement.

Depuis le 31 décembre, date à laquelle François Hollande a pour la première fois évoqué le pacte de responsabilité et redit son intention de réduire de 50 milliards les dépenses d'ici à 2017, ce dernier n'en avait pas dit plus. Et le « Conseil stratégique de la dépense publique » que le chef de l'État présidait en personne, pour déterminer les 50 milliards, se réunissait dans le plus grand secret. D'où une impatience manifeste depuis plusieurs semaines.

Bien qu'accélérant le calendrier prévu (l'annonce du détail de l'enveloppe des 50 milliards était attendue le 23), Manuel Valls n'a pas exactement répondu à toutes les attentes… Il a eu beau entrer un peu plus dans le détail des économies – l'enveloppe sera répartie à hauteur de 18 milliards d'économies pour l'État, 11 milliards pour les collectivités locales, 10 milliards pour l'Assurance-maladie et 11 milliards pour les autres dépenses sociales –, les mesures nouvelles manquent. La plupart des économies présentées sont soit le résultat de politiques déjà en place (comme la réforme des retraites), soit la reconduction de dispositifs existants (comme la poursuite du gel du barème des fonctionnaires). L'une des rares véritables annonces concerne le gel des prestations sociales, hors minima sociaux, jusqu'à octobre 2015.

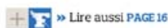
Surtout, les réformes de structures tant attendues, et chères à la Commission européenne, font clairement défaut… Geler le barème des fonctionnaires ou décaler la revalorisation des pensions sont des décisions courageuses à prendre politiquement mais ce ne sont pas des réformes qui modernisent l'appareil de l'État ou rationalisent l'action publique. Cela revient surtout à renvoyer le sujet à plus tard ! *« Ce que nous prévoyons de faire sur les dépenses de santé, ce sont de véritables réformes de structure ! »*, se défend-on à Matignon, où l'on cite une optimisation de la dépense dans le domaine des médicaments, un recours accru au générique ou une meilleure organisation du parcours de soins.

*« La chirurgie ambulatoire montre qu'on peut réaliser des économies tout en améliorant la qualité de la prise en charge »*, a souligné Manuel Valls, sans donner plus de détail. Pas plus qu'il n'en a donné sur ce qui pourrait être la vraie réforme de fond du quinquennat, celle qui touchera les collectivités territoriales, via notamment un rapprochement entre les régions. *« Le futur projet de loi de clarification des compétences des collectivités territoriales comportera des réformes profondes pour générer des économies »*, a simplement souligné le premier ministre.

### Pas un plan d'austérité

Manuel Valls a surtout voulu faire passer un message : *« Il ne s'agit pas d'austérité »*, a-t-il martelé. Comme pour répondre par avance aux critiques qui n'ont pas tardé à pleuvoir des syndicats et de l'aile gauche de son parti *(voir page 6)*. Et parce qu'il tient à les convaincre du bien-fondé des choix qui ont été faits, il a assigné *« trois objectifs »* au plan de 50 milliards d'économies. D'abord permettre de financer le pacte de stabilité qui doit réduire de 30 milliards d'euros le coût du travail des entreprises d'ici à la fin du quinquennat. *« C'est le moyen de mettre en mouvement notre économie, de redonner du souffle à nos entreprises. »* Ces économies doivent ensuite permettre de *« redonner du pouvoir d'achat aux salariés »*. Dès le mois de juin, le gouvernement prendra une mesure en faveur des contribuables les plus modestes. Un geste à *« 500 millions d'euros »*, a confié le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen. Le 1er janvier 2015, les cotisations salariales seront également allégées pour les bas salaires.

Enfin, tout cela doit se traduire par une amélioration de la situation de nos finances publiques. *« Nous ne pouvons pas vivre au-dessus de nos moyens »*, a martelé le premier ministre, qui a confirmé l'intention ferme de la France de ramener son déficit public sous la barre des 3 % en 2015 – il est aujourd'hui à 4,3 %. Pour l'instant, l'équation financière semble délicate et nombreux sont ceux qui affirment que le compte n'y est pas… *« Il y sera ! »*, assure-t-on à Matignon. L'exécutif doit présenter mercredi prochain en Conseil des ministres les nouvelles prévisions macroéconomiques de la France et la trajectoire de finances publiques qui en découle. Un nouveau moment de vérité. ■



» Lire aussi PAGE 16

Manuel Valls *(avec Michel Sapin, ministre des Finances)* s'est exprimé mercredi à l'issue du Conseil des ministres sur le plan d'économies du gouvernement. WOJAZER/AP

# Le gouvernement gèle les prestations sociales

GUILLAUME GUICHARD @guillaume_gui

LES PRESTATIONS sociales n'augmenteront pas d'un centime jusqu'au 1er octobre 2015, a annoncé Manuel Valls mercredi. *« Il n'est pas question, évidemment, de diminuer le montant des prestations sociales »*, a-t-il toutefois rassuré. Un tel coup de rabot est rare. Depuis le plan Juppé de 1996, seul François Fillon avait freiné en 2011 les dépenses sociales de cette manière, et encore, en limitant la hausse des prestations à 1 %.

La mesure est toutefois moins sévère qu'elle en a l'air. D'abord, le gouvernement a tenu à préserver les minima sociaux (RSA, minimum vieillesse, allocation adulte handicapé) qui pèsent 20 milliards d'euros par an et 3,1 % des dépenses de la Sécu. Ces minima seront donc revalorisés au 1er avril 2015, au même rythme que la hausse des prix. Ensuite, le report au 1er octobre 2015 signifie un gel de six mois seulement pour nombre de prestations familiales augmentées habituellement au 1er avril. Surtout, ce gel est annoncé alors que l'inflation est au plus bas (+ 0,6 % en mars sur un an). Les bénéficiaires perdent donc relativement peu en pouvoir d'achat.

Le traitement le plus dur a été réservé aux seniors dont les retraites resteront figées pendant un an et demi. Une première ! En effet, le gel de six mois des pensions de base – du 1er avril au 1er octobre 2014 –, déjà acté lors de la réforme 2013 des retraites, se trouve prolongé d'un an. D'autre part, l'exécutif compte sur les partenaires sociaux pour continuer de geler les retraites complémentaires des salariés et des cadres. Seul rescapé, le minimum vieillesse (Aspa) sera revalorisé comme prévu au 1er octobre.

Mais ce gel ne suffira pas. Il ne fournira que 4 milliards d'économies sur les 11 qui doivent être dégagés par la Sécu. La politique familiale, déjà sabrée l'année passée, sera remise à contribution à hauteur de 800 millions d'euros. Par conséquent, des mesures qui avaient été écartées l'année dernière se retrouvent à nouveau au centre des arbitrages. La prime à la naissance à partir du deuxième enfant et la dernière tranche du complément mode de garde pourraient être supprimées. D'autre part, le congé de libre choix d'activité pourrait être rééquilibré afin d'en faire bénéficier le père autant que la mère. Or, le gouvernement espère que les hommes l'utiliseront moins que les femmes et que cela diminuera d'autant le coût du dispositif. Par ailleurs, le plan pauvreté, présenté en janvier 2013, est reporté d'un an.

### Surcharge de travail

Pour boucler l'équation, les caisses de la Sécu devront réduire leurs coûts de gestion de 1,2 milliard *« grâce à la dématérialisation et à une meilleure articulation »*, a expliqué le premier ministre. Problème, la mise en place du *« compte pénibilité »*, usine à gaz visant à prendre en compte la pénibilité du travail dans le calcul de la retraite, promet de faire exploser la charge de travail des caisses d'assurance vieillesse !

Enfin, le gouvernement compte sur les effets des réformes des retraites et de la famille de 2013 (2,9 milliards d'euros). Qu'il revienne à la charge à peine un an après en gelant pensions et prestations prouve au passage à quel point ces mesures étaient insuffisantes. ■



CONTRE-POINT

PAR GUILLAUME TABARD @gtabard

# La course contre la montre du premier ministre

Pourtant, la majorité était prévenue. Cela faisait plus de quatre mois que le chiffre de 50 milliards d'économies était sur la table. Jean-Marc Ayrault l'avait annoncé, François Hollande l'avait martelé, Manuel Valls l'avait confirmé. L'effet produit sur les parlementaires socialistes par les annonces du premier ministre n'en est pas moins spectaculaire. Et annonciateur de tensions, de turbulences, de conflits qu'aucun gouvernement n'avait encore connus avec ses propres troupes.

D'ici au 30 avril, jour du vote du programme de stabilité, Manuel Valls a donc deux petites semaines pour convaincre ou pour contraindre les siens. Deux semaines pour rattraper quatre mois qui ont cruellement manqué de préparation, de concertation et de pédagogie. Suffiront-elles ?

En assurant que les minima sociaux ne seraient pas touchés, en confirmant la promesse de campagne d'embaucher 60 000 fonctionnaires de plus dans l'éducation nationale, en enterrant certaines pistes, comme le gel de l'avancement dans la fonction publique, en s'interdisant toute réforme structurelle courageuse, le premier ministre a pourtant déminé autant qu'il le pouvait le programme d'économies.

Mais, quelles que soient les précautions prises, le premier ministre a définitivement enterré l'illusion initiale du quinquennat de François Hollande. Celle d'un mandat qui serait scindé en deux temps : celui du redressement puis celui de la redistribution. Celui des mesures crucifiantes nécessaires au retour à l'équilibre des finances publiques puis celui des mesures gratifiantes utiles au maintien de la gauche au pouvoir.

Or, Manuel Valls l'a dit clairement hier. Il s'agit à nouveau de faire des *« efforts »*. Des efforts *« collectifs, équitablement répartis »*, comme on dit toujours. Mais des efforts quand même. Forcément douloureux pour ceux qui devront y consentir. Donc impopulaires. Ces efforts portant sur trois ans, l'évidence est avérée : le quinquennat de François Hollande sera tout entier un mandat de « redressement ». Sans garantie ni que les mesures suffiront à relancer l'économie ni qu'elles permettront à la gauche d'éviter la défaite en 2017.

C'est ce constat amer, bien que pourtant prévisible, qui a du mal à passer au sein du PS. Les élus de 2012 savent à quelle sanction électorale les ont conduits les deux premières années de Hollande ; les candidats de 2017 redoutent la sanction électorale à laquelle pourraient les conduire les trois années à venir de Hollande. D'où cette confiance votée dans la méfiance la semaine dernière. D'où cette vigilance qui, à tout moment, peut se transformer en défiance.

Manuel Valls est prévenu : c'est un bras de fer quotidien avec les parlementaires de son parti qui l'attend à partir d'aujourd'hui. Dans ce combat, sa popularité initiale est sa meilleure arme. Elle lui a permis d'afficher une image utile de détermination et de persuasion. Mais maintenant que les mesures concrètes sont sur la table, il sait que ce capital de bienveillance risque de fondre comme neige au soleil. C'est donc une véritable course contre la montre qu'il engage. ■




» Retrouvez Guillaume Tabard tous les matins à 8h10 sur Radio Classique

> C'est un bras de fer quotidien avec les parlementaires de son parti qui l'attend



Andrew Lauren
Cinéaste
BAR
Ralph Lauren
2 PLACE DE LA MADELEINE
PARIS
173 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
PARIS
CARRÉ D'OR GUSTAVIA
ST-BARTHÉLÉMY
RALPHLAUREN.COM

# État : une rigueur en trompe-l'œil

## Manuel Valls reconduit des économies déjà décidées et confirme les embauches dans l'Éducation.

CÉCILE CROUZEL @ccrouzel

DE L'ART de faire du neuf avec du vieux… D'après Manuel Valls, l'État participera à l'effort d'économies à hauteur de 18 milliards de 2015 à 2017 (et non plus 19, comme annoncé il y a une semaine, le milliard d'écart ayant été transféré aux collectivités locales). Ce qui revient donc à économiser 6 milliards par an. Or les règles qui s'appliquent au budget de l'État depuis trois ans permettent déjà de dégager un tel quantum.

Le gouvernement Fillon a décidé qu'à compter de 2011 les dépenses de l'État, hors charge de la dette et pension des fonctionnaires, seraient stabilisées en euros. Cette discipline a été respectée depuis, y compris par l'équipe Ayrault. Elle a même été dépassée en 2012 et devrait l'être encore cette année, le budget 2014 tablant sur une diminution de 1,5 milliard des dépenses. Mathématiquement, geler les dépenses hors dette et pension revient à économiser environ 7 milliards par an. Car selon le langage de Bercy, les économies ne s'entendent pas comme une baisse de dépenses, mais comme une moindre progression par rapport à une dérive « naturelle » des charges, évaluée à environ… 7 milliards par an.

Bref, modulo l'effet possible de la hausse de la charge des intérêts de la dette et des pensions, l'État ne se serrera pas davantage la ceinture de 2015 à 2017 qu'il ne l'a fait depuis 2011. Voilà pourquoi la potion annoncée mardi ressemble fort à ce qui se pratique depuis des années. La maîtrise des dépenses de fonctionnement dans les ministères, évoquée par le premier ministre, est mise en place depuis 2011. La rationalisation du parc immobilier et le regroupement des achats ont été lancés sous Sarkozy. Quant à l'effort demandé aux organismes parapublics (musées, agences diverses…), il a été amorcé il y a quatre ans, avant d'être accentué dans le budget 2013. Manuel Valls a en outre précisé que Pôle emploi et les universités seraient épargnés… comme c'est déjà le cas.

Même goût de déjà-vu pour la fonction publique. Manuel Valls a confirmé le gel du point d'indice - servant de base à la rémunération des 5,2 millions de fonctionnaires - en 2015 et l'étend jusqu'en 2017. Une telle mesure, qui permettra d'économiser 1,8 milliard par an dans les trois fonctions publiques (État, hospitalière et territoriale), est rendue d'autant plus nécessaire que l'actuelle majorité se prive d'un levier en ne réduisant pas les effectifs de l'État, comme l'avait fait Sarkozy.

### 13 000 recrutements par an

*« La priorité donnée à la jeunesse fait que nous maintiendrons les créations de postes prévues dans l'Éducation nationale. Pour garantir la sécurité des Français, nous créerons les postes prévus dans la police, la justice et l'administration pénitentiaire »*, a souligné Manuel Valls. Ce qui revient à créer 13 000 postes par an. L'objectif fixé par François Hollande de stabiliser les effectifs globaux sur le quinquennat étant maintenu, le gouvernement devra donc continuer à tailler à due concurrence dans les ministères non prioritaires. *« Il n'y aura pas de mesures exceptionnelles concernant les règles d'avancement dans la fonction publique d'État »*, a encore précisé le premier ministre. En clair, l'avancement sera maintenu.

Pas sûr que cela suffise à calmer les syndicats, pour qui la petite augmentation accordée en 2014 aux agents les moins bien payés (catégorie C) ne compense pas des années de gel de point - depuis 2010 - et de coupes dans les effectifs. Et qui ont en ligne de mire les élections syndicales de décembre 2014. La CFDT, la CFTC, la CGT, FSU, Solidaires, les autonomes et l'Unsa appellent ensemble à la mobilisation le 15 mai. Et FO organise une journée d'action le même jour. Comme Ayrault, Valls fait donc l'unanimité dans la fonction publique contre lui… ■



Les effectifs de l'enseignement ne seront pas rognés par les mesures d'économies tout comme ceux des ministères de la Justice et de l'Intérieur. MICHÈLE CONSTANTINI/ALTOPRESS/MAXPPP

## Des mesures encore très vagues dans la santé

GUILLAUME GUICHARD @guillaume_gui

ALORS qu'il s'agit de trouver 10 milliards d'économies dans la santé d'ici à 2017, les mesures présentées par Manuel Valls mercredi restent encore floues. Certes, l'Assurance-maladie a réussi à maîtriser son budget ces dernières années. Mieux, elle a dépensé moins que prévu ces deux dernières années ! Ces résultats ne sont toutefois pas automatiquement reproductibles jusqu'en 2017. D'autant plus que le premier ministre a tracé une ligne rouge : *« Ces efforts seront réalisés, je veux le dire très clairement, sans réduire la prise en charge des soins, ni leur qualité. »*

L'exécutif compte, pour arriver à ses fins, sur la *« stratégie nationale de santé »* portée par la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine. Cette « SNS » doit être bouclée d'ici l'été. En attendant, elle est encore floue. Pire, la mesure phare du dispositif, à savoir la généralisation du tiers payant chez le médecin d'ici à 2017, risque d'être inflationniste. Elle revient en effet, aux yeux du patient, à pouvoir consulter sans débourser un centime.

Le premier ministre n'en veut pas moins *« amplifier les réformes structurelles déjà engagées »*. Il s'agit en fait de mieux organiser le parcours du patient au sein du système de soins et de renforcer le rôle du médecin traitant. Le passage entre un médecin libéral et l'hôpital manque encore de fluidité, notamment dans l'échange d'informations. Las, il faut pour cela un outil qui manque gravement - et depuis longtemps - au système de santé français : un dossier médical informatisé qui permettrait à chaque praticien de savoir, entre autres, si le patient qu'il a en face de lui a déjà subi les examens qu'il s'apprête à lui ordonner. *« Il faut mettre en place d'urgence l'instrument numérique d'informations partagées »*, milite d'ailleurs Gérard Bapt, député PS rapporteur du budget de la Sécu.

### Développer la chirurgie ambulatoire

Le gouvernement compte aussi beaucoup sur la chirurgie ambulatoire, qui consiste à accueillir le patient le matin à l'hôpital, à l'opérer dans la journée et à le laisser rentrer chez lui le soir. L'établissement économise ainsi les frais d'hébergement. La France est en retard dans ce domaine par rapport aux pays développés. S'aligner sur les standards internationaux permettrait d'économiser entre 500 millions à court terme et 5 milliards d'euros à long terme.

Manuel Valls vise aussi les dépenses en médicaments, grâce notamment *« à une consommation plus raisonnée »*. Ce secteur a déjà été mis à contribution ces dernières années à hauteur d'un milliard d'euros par an et les dépenses ont été infléchies en 2012 et 2013. Une première historique. *« Les baisses de prix ont été très musclées. On atteint des limites »*, reconnaît-on au sein de l'exécutif. Pour autant, ajoute-t-on de même source, *« ce genre de mesures devrait être maintenu »*. Reste-t-il des marges de manœuvre ? Oui, sur le développement des médicaments génériques, copies conformes des pilules « de marque ». Là encore, même si elle progresse, la France est en retard par rapport à l'Allemagne ou au Royaume-Uni. Le gouvernement veut aussi continuer de lutter contre les actes médicaux redondants *« inutiles ou évitables »*. ■



» Ces efforts seront réalisés, je veux le dire très clairement, sans réduire la prise en charge des soins, ni leur qualité «

MANUEL VALLS

## Le pari de la baisse des dépenses des collectivités territoriales

LES PROCHAINES années s'annoncent difficiles pour les collectivités locales… ou pour les contribuables locaux. Manuel Valls a annoncé mercredi que les communes, intercommunalités, départements et régions devront économiser 11 milliards d'euros de 2015 à 2017. En la matière, le gouvernement dispose d'un levier pour les inciter à agir. Il peut couper dans les 55 milliards de dotations (subventions) que l'État verse chaque année aux collectivités. C'est ce qu'il fera, à hauteur de 11 milliards en trois ans. À vrai dire, ce mouvement est amorcé, les dotations étant en baisse de 1,5 milliard cette année. Mais l'équipe Valls a décidé de doubler ces coupes (11 milliards en trois ans équivalant à un effort de plus de 3 milliards par an).

Le pari du gouvernement est le suivant : ces dotations représentant 23 % du budget des collectivités, les réduire ne peut qu'inciter les élus locaux à être plus économes. Sauf qu'il y a un risque : que les maires, conseillers départementaux et régionaux préfèrent augmenter les impôts locaux, plutôt que de tailler dans les dépenses. Le passé récent, marqué par une hausse de la fiscalité locale, peut faire craindre un tel scénario.

Pour l'éviter, l'exécutif a décidé de mettre en place quelques incitations. Ainsi, la première loi sur la décentralisation, votée en janvier, prévoit de faire varier les dotations en fonction des efforts de mutualisation réalisés entre les communes et les intercommunalités. Et la deuxième loi sur la décentralisation, qui devrait être votée en fin d'année, mettra en place des outils pour rationaliser les syndicats communaux (qui gèrent les déchets, l'eau, l'énergie…). *« En moyenne, il y a en quatre par commune. Il y a des économies à faire en les groupant »*, explique-t-on au ministère de la Décentralisation. Où on ajoute que *« le bloc communal est l'échelon où il est possible d'économiser le plus sans dégrader la qualité de service »*. De fait, la création des intercommunalités (communautés de communes, d'agglomération), au lieu de provoquer des économies d'échelle, a abouti à des « doublons » de services. De 2002 à 2009, les communes ont créé 86 000 postes et les intercommunalités 101 500 !

Pour inciter les départements et les régions à plus de rigueur, le gouvernement Valls va prendre le contre-pied de l'équipe Ayrault et retirer à ces deux échelons, avec la deuxième loi de décentralisation, la clause de compétence générale, qui leur permettait de tout faire. Avec des compétences ciblées, ces collectivités devraient moins dépenser. Enfin, Manuels Valls a tenu mardi à *« saluer les initiatives de rapprochement de régions qui s'esquissent un peu partout en France »*.

Reste que *« ces fusions n'auront un effet sur les dépenses qu'à moyen et long terme »*, comme on l'admet au ministère de la Décentralisation. Sans parler de la suppression des départements, qui interviendrait au mieux en 2021. Quant au programme de réductions de normes, relancé par le gouvernement Valls, il devra faire ses preuves. Nicolas Sarkozy avait lui aussi promis de lutter contre les normes, sans grand succès.

« Le bloc communal est l'échelon où il est possible d'économiser le plus sans dégrader la qualité de service »

Rien ne garantit donc que les mesures imaginées par le gouvernement pour inciter les collectivités à être plus économes, bien qu'assez novatrices, suffiront. D'ailleurs, Martin Malvy, président PS de la région Midi-Pyrénées, et Alain Lambert, président divers droite du conseil général de l'Orne, proposent, dans un rapport remis mercredi à François Hollande, d'aller plus loin, en instaurant un système de bonus-malus pour les principales collectivités territoriales. ■ C.C.



JEAN MARC LOOS/PHOTOPQR/L'ALSACE

Le conseil régional d'Alsace. Les communes, intercommunalités, départements et régions devront économiser 11 milliards d'euros de 2015 à 2017.

# Hollande envoie Valls au front

## Très impopulaire, le président s'efface, laissant le premier ministre annoncer seul les mauvaises nouvelles.

SOLENN DE ROYER @sderoyer

LA MISE EN SCÈNE était soignée. À l'issue d'un Conseil des ministres inhabituellement long, François Hollande est sorti sur le perron de l'Élysée en même temps que Manuel Valls. Il lui a serré la main, avant de lui indiquer du doigt la direction à suivre pour rejoindre le studio de télévision, où le chef du gouvernement devait faire ses annonces *(lire page 2)*. Puis, le premier ministre entouré de son commando de « cost killers » – les ministres ayant participé au Comité stratégique de la dépense publique – ont traversé en rangs serrés la cour de l'Élysée. « *Le président a passé le témoin au premier ministre et à ses ministres* (Michel Sapin, Marisol Touraine, Marylise Lebranchu, Christian Eckert, NDLR) », souligne-t-on à Matignon.

**« Un président à 18 % est-il le mieux placé pour parler de ces sujets ? Est-ce son intérêt ? »**

De fait. Hollande a décidé de s'effacer devant Valls, contrairement à ce qu'il avait laissé entendre ces derniers mois. En annonçant le 14 janvier que le Comité stratégique de la dépense publique se réunirait à l'Élysée, et qu'il suivrait personnellement ce dossier sensible, le chef de l'État avait voulu réaffirmer le primat de l'Élysée sur Matignon. Dès le 31 décembre, il avait annoncé la couleur : « *J'assumerai moi-même la responsabilité et le suivi de ce programme d'économies durant tout le quinquennat.* » Ces dernières semaines, les conseillers du Château laissaient, eux aussi, entendre que le président porterait les annonces sur le pacte de responsabilité et les 50 milliards.

Mais le chef de l'État a changé de pied, laissant le premier ministre monter en première ligne et s'exposer, en annonçant des décisions forcément impopulaires. « *Il est logique que Hollande fasse porter à Valls les chantiers brutaux*, analyse un proche du président. *Sinon à quoi cela aurait-il servi de prendre Valls à Matignon ? Le président veut profiter du caractère abrupt de Valls pour lui faire annoncer les mauvaises nouvelles. Lui peut se représidentialiser, reprendre un peu d'air.* »

Pour le président, dont la courbe de popularité se situe 40 points derrière celle de Valls, selon un sondage, c'est donc un moyen d'utiliser le premier ministre comme bouclier et de l'user. Le président sait en outre qu'il est trop affaibli, trop impopulaire, pour annoncer lui-même aux Français d'aussi mauvaises nouvelles. « *Un président à 18 % est-il le mieux placé pour parler de ces sujets ?* interroge un député PS. *Est-ce son intérêt ? Est-ce le nôtre ? Il n'était pas en situation.* »

Dans l'entourage du chef de l'État, on justifie ce partage des tâches : « *Le président a confié à son premier ministre le soin d'annoncer les éléments de la mise en œuvre du pacte* », indique un conseiller élyséen. « *Il n'allait pas venir commenter des tableaux de chiffres* », ajoute un deuxième. Le fait que les annonces aient eu lieu à l'Élysée montre toutefois que le président n'a pas l'intention pour autant de perdre la main. Mercredi soir, Hollande a reconnu qu'il avait confié à Valls « *une feuille de route, difficile, âpre* ».

Reste que cette répartition des rôles est à double tranchant, alors que Valls, qui peut s'appuyer sur une popularité en béton armé et une communication redoutable, attire à lui toute la lumière. « *Sous Ayrault, on se demandait à quoi servait le premier ministre. Là, on risque de se poser la question inverse : à quoi sert le président ?* », s'inquiète un conseiller ministériel. « *Hollande avait réaffirmé le primat de l'Élysée, mais il fait machine arrière, c'est illisible* », soupire un autre.

Hollande et Valls, qui se sont vus dimanche et ont déjeuné ensemble lundi, ont également créé la surprise en décidant d'accélérer le calendrier des annonces. Afin de couper court aux fuites et ne pas laisser la majorité s'échauffer in abstracto avant la présentation le 23 avril du programme de stabilité budgétaire en Conseil des ministres. Une manière aussi d'illustrer la méthode Valls, censée incarner rapidité et efficacité. Hollande, quant à lui, devrait prochainement faire de la pédagogie sur ces annonces, à l'occasion d'une prise de parole. « *Ces 50 milliards, c'est un instrument, pas un objectif*, confirme un conseiller élyséen. *Le président s'exprimera pour remettre tout cela en perspective.* » La forme de son intervention n'est pas encore calée. Mais elle devrait être prononcée avant que ne commence la période de réserve liée à la campagne des européennes, selon un conseiller élyséen. « *Si les annonces ne sont pas accompagnées d'un discours fort, global, pédagogique, ça ne passera pas*, s'est inquiété un député PS reçu à déjeuner mardi à Matignon. *Il faut expliquer les choses aux Français.* » ■


SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Manuel Valls et François Hollande, mercredi, à la sortie du Conseil des ministres.

### UNE « COM » MILITAIRE

Manuel Valls en majesté au pupitre. Quatre ministres muets plantés comme des piquets pour l'encadrer. La mise en scène de l'intervention impromptue du premier ministre à la place du point presse habituel de débriefing du Conseil des ministres avait de quoi surprendre mercredi. Matignon voulait illustrer en une image l'idée d'une équipe soudée, incarner en un seul plan le « *gouvernement resserré* ». Effet raté. D'autant qu'après son annonce, Manuel Valls n'a souffert aucune question, pas plus que ses quatre ministres décoratifs. C'est pourtant eux qui avaient élaboré le plan toutes ces dernières semaines au sein du comité stratégique. Bras croisés, bras derrière le dos, bras ballants... Ils semblaient toujours s'interroger sur le pourquoi de leur présence en descendant de leur petit podium. Un poids lourd du Parlement soupire : « *Ce sont les méthodes de Valls. Les gens vont découvrir qui il est vraiment.* » F.-X. B. ET S. DE RO.

# Droite et centre demandent des réformes structurelles

JEAN-BAPTISTE GARAT @figarat

L'OPPOSITION demande encore à voir. Elle n'a pas davantage été convaincue mercredi par l'allocution de Manuel Valls à l'issue du Conseil des ministres que par la déclaration de politique générale la semaine dernière. « *Les annonces faites par M. Valls visant à réduire la dépense publique de 50 milliards d'euros sont inspirées, pour une fois, par une saine intention de rétablissement des comptes publics* », a commenté la secrétaire générale adjointe de l'UMP Camille Bedin. Mais, pour la responsable de la Droite forte, l'« *intention* » ne suffit pas. Les mesures « *rustines* » annoncées, non plus. « *Le gouvernement doit désormais s'attaquer à des décisions structurelles pour redéfinir le périmètre de l'État et ainsi soulager les entreprises et la société de son emprise sclérosante* », explique-t-elle.

Après la séquence des commentaires embarrassés la semaine dernière, l'UMP a trouvé un angle d'attaque contre le nouveau premier ministre : « *l'absence de réformes structurelles* ». « *Manuel Valls esquive les réformes structurelles dont notre pays a besoin. Les économies sont très insuffisantes, injustes, et n'ont rien de durable* », a estimé le député de la Drôme Hervé Mariton. « *Le compte n'y est pas, Manuel Valls s'est contenté de mesures ponctuelles et n'a pas annoncé une seule réforme de structure* », a renchéri Jean-François Copé, en défendant une baisse des « *dépenses publiques inutiles* » de 130 milliards d'euros.

« *Le discours est un peu plus détaillé qu'auparavant, mais n'est pas à la hauteur*, a jugé pour sa part Bernard Accoyer. *Les socialistes ne veulent pas s'attaquer aux tabous des 35 heures et de l'âge de la retraite.* » Invité par l'Association des journalistes parlementaires, le député savoyard a néanmoins souhaité « *que tout cela réussisse pour notre pays* ».

À l'UDI, « *engagée dans la démarche d'une opposition constructive* », l'impatience est également sensible. Le nouveau président du groupe centriste à l'Assemblée, Philippe Vigier, « *attend de savoir si le discours de politique générale restera la feuille de route du gouvernement ou si, comme aujourd'hui, le premier ministre y ajoutera de nouvelles annonces* ». « *Seule une feuille de route détaillant précisément les mesures du gouvernement nous permettra d'évaluer si ces dernières vont dans le sens de l'intérêt du pays* », explique le député d'Eure-et-Loir.

### Vacances parlementaires

Les réactions de l'opposition étaient cependant rares après l'intervention du premier ministre. Et les bancs de l'opposition clairsemés durant la séance de questions au gouvernement, à quelques heures des vacances parlementaires. Le député de Paris Bernard Debré donne une explication sur son blog. « *On pourrait s'imaginer que l'opposition est classique : droite contre gauche avec extrêmes de chaque côté*, explique-t-il. *Depuis un certain temps, on remarque néanmoins que l'opposition la plus virulente se trouve au sein de la gauche elle-même.* »

Ce constat désole Laurent Wauquiez : « *Le seul débat qui agite la droite consiste à parier sur l'effondrement de la majorité et de la gauche sur elles-mêmes sans que nous n'ayons rien à faire, sans même produire une idée* », estime l'ancien ministre. « *Si on continue à ne rien faire, à ne pas avancer sur les idées en attendant qu'ils perdent, nous le regretterons le moment venu* », prédit Wauquiez. ■

# La fronde se propage chez les députés socialistes

Les économies annoncées par le premier ministre passent mal au sein du groupe PS.



Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, mercredi, lors de la séance de questions d'actualité. JACQUES DEMARTHON/AFP

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD ET SOPHIE HUET
@fxbourmaud @sohuet1

DU JAMAIS VU dans les annales parlementaires. Moins d'une semaine après le vote de confiance à l'Assemblée nationale, l'épreuve de force est déjà engagée entre Manuel Valls et les députés socialistes. C'est dans le huis clos de la salle Colbert au Palais Bourbon qu'une partie d'entre eux ont découvert, « *atterrés* », dans une « *ambiance crispée* » et « *un silence de mort* », le contenu du plan d'économies dévoilé en direct à la télévision par le chef du gouvernement à l'issue du Conseil des ministres. La plupart n'avaient pas été prévenus de l'intervention et encore moins des mesures.

« *Ce n'est pas la philosophie que je me faisais d'un contrat de majorité* », déplorait Arnaud Leroy, député des Français de l'étranger, en référence à la récente lettre signée par 86 députés socialistes et demandant au gouvernement de prendre en compte le travail de sa majorité parlementaire avant de légiférer. À l'évidence, c'est mal parti. À en juger du moins par la colère de Christian Paul, proche de Martine Aubry, qui a qualifié la méthode du premier ministre d'« *inacceptable en l'état, sur le fond comme sur la forme* ». Affirmant s'exprimer au nom de 150 députés PS, il a ajouté : « *Nous n'avons pas été élus pour organiser la perte de pouvoir d'achat des retraités, des fonctionnaires et des salariés qui bénéficient de prestations sociales.* »

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette intervention télévisée du premier ministre a jeté un trouble profond chez les députés PS. Juste avant le discours de Valls, ils venaient de passer une heure et demie en réunion de groupe à tenter de comprendre les raisons de leur débâcle aux municipales. En donnant le compte à rebours d'un calendrier parlementaire concocté au-dessus de leurs têtes, Manuel Valls les a d'abord pris de cours. Mais surtout, le premier ministre les a divisés en deux camps apparemment irréconciliables : d'un côté, ceux qui sont décidés à défendre contre vents et marée le pacte de responsabilité et les 50 milliards d'euros d'économies, de l'autre, ceux qui veulent infléchir la politique de réduction des dépenses publiques. En clair, les partisans de Manuel Valls et ses opposants.

## « Une balle dans le genou »

« *On fait comme si on découvrait le sujet alors qu'il a toujours été sur la table*, déplore Malek Boutih. *On avait des béni-oui-oui sous Ayrault, aujourd'hui on a des gens crispés à la moindre décision. Arrêtons de faire un procès d'intention permanent à Valls. Les états d'âme, ça ne fait pas une politique.* » Mais sur fond de sondages cataclysmiques pour l'exécutif, ça provoque de violents remous.

Dans le camp de Matignon, on est déterminé à faire courber l'échine aux contestataires. « *Le premier qui bouge, c'est une balle dans le genou. Ça calmera les autres* », menace un député exaspéré par les attaques « *d'une minorité* ». Signe d'une certaine fébrilité dans le camp du premier ministre, Bruno Le Roux s'est imposé à la dernière minute pour poser une question téléguidée à Manuel Valls lors de la séance de questions d'actualité, pour lui permettre de défendre un plan que le président du groupe PS juge « *pleinement conforme aux valeurs de la gauche* ».

Déjà passablement remonté contre les députés contestataires lors du mandat de Jean-Marc Ayrault, Bruno Le Roux semble désormais déterminé à faire régner l'ordre, au sein du groupe PS, quitte à se montrer menaçant. « *Onze députés qui n'ont pas voté la confiance au gouvernement, c'est inédit, c'est anormal*, a-t-il déploré sur LCP. *C'est quelque chose de grave sur lequel nous sommes en train de travailler avec Manuel Valls.* » Et si certains ne sont pas d'accord, Eduardo Rihan Cypel prévient : « *Quand on ne se sent pas à l'aise dans la majorité, il faut la quitter.* » Pour tenter de mettre de l'huile dans les rouages, le porte-parole du PS, Thierry Mandon, a insisté sur le fait que les députés seraient amenés à « *amender* » le pacte de responsabilité. « *Il faut trouver l'équilibre entre le courage et la justice sociale* », a ajouté le député de l'Essonne, qui souhaite la création de groupes de travail sur les différents aspects du pacte. Nouvelle rapporteur générale du budget, Valérie Rabault a d'ailleurs évoqué des discussions à venir avec le gouvernement sur la revalorisation des petites retraites.

« *La preuve est apportée qu'on ne peut pas faire 50 milliards d'économie sans toucher au modèle social français. C'est symboliquement désastreux pour la gauche. Il est clair que si rien ne bouge, je fais partie des députés qui ne voteront pas* », a assuré Laurent Baumel. Il n'est pas le seul. Et c'est bien le risque majeur pour le gouvernement. « *On est dans les pires travers de la V^e République. Les parlementaires sont soit dans le baroud d'honneur, soit dans le conflit majeur* », observe Jérôme Guedj, l'un des onze membres de l'aile gauche à s'être abstenus lors du vote de confiance.

Leur colère peut-elle faire tache d'huile ? Et remettre en cause la courte majorité dont dispose Manuel Valls à l'Assemblée ? C'est tout le casse-tête de l'exécutif dans les trois mois à venir. ■

### Le calendrier parlementaire prévoit un vote sur le programme de stabilité

**Manuel Valls a confirmé mercredi que le « programme de stabilité » budgétaire serait examiné le 23 avril en Conseil des ministres, puis soumis au vote de l'Assemblée nationale le 30 avril avant la communication de ce plan à Bruxelles. Ce plan, qui sera présenté à l'examen de la commission des finances le 23 avril, n'est pas amendable, et le vote des députés n'aura pas de valeur contraignante pour l'exécutif. Outre la loi de règlement des comptes de l'année 2013, prévue début juin, un projet de loi de finances rectificative, et un projet de loi de financement de la Sécurité sociale rectificative seront présentés au Parlement avant l'été, probablement en juin aussi.** S. H.

## Rugy (EELV) fait part de sa méfiance




FRANÇOIS DE RUGY, hier, dans le studio du *Figaro*. B. RIOTORD/LE FIGARO

**Le député EELV François de Rugy fait part de ses doutes concernant les mesures annoncées par Manuel Valls. « *On s'y perd un peu* » : tel est le sentiment de François de Rugy, invité du « Talk Orange-Le Figaro » en évoquant le pacte de responsabilité et le pacte de solidarité. Sceptique par rapport au discours de politique générale de Manuel Valls, notamment sur le volet concernant l'abaissement des charges pour les entreprises, le coprésident du groupe EELV à l'Assemblée nationale déplore le choix du gouvernement. « *Nous aurions préféré une mesure claire, lisible, simple, affirme-t-il, comme ce qu'avait annoncé le chef de l'État le 14 janvier avec la suppression des cotisations familiales.* » Malgré une baisse des cotisations des salariés, perçue comme un « *petit geste bienvenu* », l'élu de Loire-Atlantique maintient ses doutes. « *Je crains que la réforme fiscale soit passée à la trappe et ça, ce n'est pas un bon signal.* » Concernant l'engagement du premier ministre de ramener le déficit public sous la barre des 3 % du PIB, le chef de file des écologistes est sans équivoque : « *3 % de déficit en 2015, ce n'est pas possible. Il faut une trajectoire de réduction mais il faut qu'elle soit réaliste dans le temps.* » Le vote de son parti en faveur du plan de stabilité des finances publiques ainsi que du collectif budgétaire, prochainement présentés aux parlementaires, apparaît aujourd'hui hypothétique. « *Dans l'état actuel, je ne vois pas comment on pourrait voter pour.* »** B. M.

# Syndicats et patronat unanimes contre le plan de Valls

MARC LANDRÉ @marclandre

POUR UNE FOIS, Manuel Valls a réussi à mettre tout le monde d'accord. Mais contre lui… Jean-Claude Mailly a immédiatement réagi au plan de 50 milliards d'euros d'économies détaillé par le premier ministre. « *De telles décisions vont pénaliser lourdement, notamment les plus défavorisés, et accroître les inégalités, la précarisation et la pauvreté* », a condamné le secrétaire général de FO, pronostiquant que les mesures annoncées vont conduire à la déflation. « *Le gel du point d'indice jusqu'en 2017 est inacceptable* », a-t-il ajouté, estimant à huit ans la « *perte programmée du pouvoir d'achat* » des fonctionnaires.

Quant aux suppressions de postes dans les ministères non prioritaires, « *la décrue des effectifs va rendre de plus en plus difficile la réalisation des missions de service public* », prévient Mailly, pronostiquant la « *privatisation de missions* » à laquelle son organisation, très représentée dans la fonction publique, « *s'opposera* ».

Son de cloche similaire de Thierry Lepaon, son frère ennemi de la CGT, qui avait pourtant soutenu François Hollande au deuxième tour de la présidentielle. « *Les mesures annoncées sont régressives et visent à accompagner une stratégie d'austérité*, a fustigé le successeur de Bernard Thibault à la tête de la centrale de Montreuil. *La santé et les services publics sont remis en cause par ce pacte que prépare le gouvernement.* » Adepte des formules qui font mouche, Thierry Lepaon juge par ailleurs que « *ce gouvernement est dur avec les faibles et faible avec les durs* », stigmatisant au passage le double discours de l'exécutif, qui porte aux nues le dialogue social alors que « *la politique brutale menée par Manuel Valls ne prend pas en compte les propositions qu'ont pu faire les syndicats* ».

Même la CFDT, considérée comme le « *syndicat officiel* » par l'exécutif et les autres centrales, a fait part de son plus grand scepticisme. Pour employer un doux euphémisme. Après quelques satisfecit liminaires (maintien des effectifs de Pôle emploi ou des recrutements dans l'Éducation…), la centrale réformiste attaque bille en tête l'exécutif. « *Les plus modestes sont insuffisamment protégés* », juge ainsi la CFDT pour qui le gel du point d'indice ou le report d'un an des mesures du plan pauvreté est tout bonnement « *inacceptable* ».

## « Trop peu » pour le Medef

À un retour à l'équilibre (non prévu à ce jour) des comptes du régime d'assurance-chômage pour 2017 annoncé par le premier ministre, le syndicat dirigé par Laurent Berger rétorque qu'il est « *hors de question de réduire les droits des chômeurs* ». Quant à la poursuite de la baisse des effectifs dans les ministères et les agences d'État, la centrale de Belleville l'assimile à « *un coup de rabot généralisé* », assez proche au fond de la méthode Sarkozy, et non le fruit d'« *une réflexion globale sur les missions, menée avec les agents et les utilisateurs* ».

Le Medef n'est pas plus indulgent. Le titre de son communiqué vaut d'ailleurs absence de quitus : « *trop flou et trop peu* » même si l'organisation patronale voit « *des choses intéressantes* » dans le plan annoncé par le premier ministre. Sans plus. « *L'ensemble manque d'ambition et on finit par se demander comment ils vont faire*, explique un proche du patron des patrons, Pierre Gattaz. *On s'attendait à quelque chose de plus courageux. En matière de santé, ils refont le coup des économies sur les médicaments mais épargnent l'hôpital. Il n'y a aucune réforme structurelle au niveau de l'État. Et sur la Sécurité sociale, on se contente de ne pas revaloriser certaines prestations. Il va pourtant bien falloir retoucher un de ces jours la retraite. Le maître mot général est déception* ». ■



« Au sein de la majorité, pas une voix ne doit manquer pour apporter au gouvernement la force dont il a besoin pour réussir »

SÉGOLÈNE ROYAL, MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE
J.-C. MARMARA/LE FIGARO

# Une élection sur mesure pour Bouteflika

**Son rival à la présidentielle, Ali Benflis, craint des fraudes à l'occasion d'un scrutin boycotté par l'opposition.**

**ALGÉRIE** Les électeurs algériens sont appelés ce jeudi aux urnes pour le premier tour de l'élection présidentielle. Ils ont le choix entre six candidats, mais la compétition se résume à un duel entre le président sortant Abdelaziz Bouteflika et son outsider, Ali Benflis, un ex-premier ministre du chef de l'État.

Abdelaziz Bouteflika, 77 ans, se représente pour un quatrième mandat de cinq ans. Il est gravement malade. Victime d'un accident vasculaire cérébral voici un an, il ne peut plus marcher et s'exprime difficilement. Le chef de l'État n'a pas pu expliquer de vive voix à son peuple les raisons de sa candidature, et des interrogations subsistent sur sa capacité à diriger en permanence et pendant plusieurs années le plus grand pays du continent africain. Il se veut le garant de la stabilité nationale dans un environnement régional troublé par les révoltes arabes de 2011. Sa stratégie est celle de « moi ou le chaos ».

La population garde en mémoire les violences qui ont coûté la vie à plus de 100 000 personnes pendant la « décennie noire » des années 1990. Elle tient à préserver la paix civile parachevée par Abdelaziz Bouteflika à la fin de l'insurrection islamiste.

Le président sortant peut s'appuyer sur le vote des habitants des campagnes qui se prononcent traditionnellement pour le candidat du pouvoir. Mais il devra compter cette fois avec les frustrations des électeurs de l'est du pays qui reprochent à l'État de favoriser l'ouest, la région d'origine du camp présidentiel dans la redistribution de l'argent de la rente des hydrocarbures.

De son côté, Ali Benflis, né à Batna dans les Aurès, espère créer la surprise. Issu lui aussi du sérail, il se présente comme une alternative à l'immobilisme et entend réformer et démocratiser l'Algérie. Il a mis en garde contre la fraude et pourrait ne pas reconnaître les résultats qui devraient être connus dans la nuit de jeudi à vendredi en cas d'irrégularités manifestes. Des affrontements entre partisans des deux camps sont à craindre. Un imposant dispositif de sécurité est prévu.

Tout comme une forte abstention en raison de la méfiance des citoyens pour un monde politique dont ils sont exclus depuis l'indépendance de 1962. Les partis d'opposition et des associations de la société civile ont appelé au boycott de cette élection qu'ils jugent « fermée ». ■

**T. O.**



Mardi, à Borj el-Bahri, dans la banlieue d'Alger, une affiche électorale déchirée du président Bouteflika qui brigue la réélection. BAZ/AFP

## Quand les « services » sortent de l'ombre

**THIERRY OBERLÉ** toberle@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À ALGER

LA SCÈNE se passe devant le Patio, un restaurant du quartier d'el-Biar où se côtoie le tout-Alger de la politique et des affaires. Croisé par hasard, un ancien fonctionnaire chargé de surveiller la presse internationale dans les grands hôtels durant les années noires de l'insurrection islamiste se lâche. « *Je peux vous le dire maintenant, je n'étais pas commissaire de police mais colonel au DRS* », glisse cet « *ex-policier* » reconverti dans le conseil aux entreprises. La confidence est révélatrice des changements en cours : le Département du renseignement et de la sécurité, DRS (les services secrets militaires NDLR), qui a fait longtemps la pluie et le beau temps dans la vie politique mais aussi sociale et économique du pays, sort peu à peu de l'ombre. Son rôle et sa place dans la société ne sont plus un tabou.

Véritable État dans l'État, le DRS s'est développé comme une pieuvre dans l'administration et les organismes publics, dans les syndicats et les entreprises. Il a ses relais dans les médias, les milieux universitaires, la diplomatie, les affaires religieuses. Il est censé écouter, savoir et surtout prévoir. L'opacité est son mode de fonctionnement. Il aurait favorisé la création de partis, d'associations, de journaux. Il peut avoir son mot à dire dans la nomination de n'importe quel fonctionnaire, qu'il soit préfet ou simple planton d'une obscure sous-préfecture. La légende de sa toute-puissance est à l'origine d'une forme de paranoïa collective, dont les effets varient d'un individu à l'autre, et qui se caractérise souvent, quel que soit le statut social, par une crainte - parfois fondée mais d'ordinaire fantasmée - d'un complot. Paradoxalement, cette machine à espionner n'empêche pas les Algériens de pouvoir s'exprimer librement.

Héritier de la sécurité militaire, le KGB local, le DRS a été créé en 1990 par les généraux pour coordonner les activités d'espionnage et de police politique du régime. Il a joué un rôle majeur lors de chaque rendez-vous électoral de la démocratie de façade algérienne. En Algérie tout impétrant sérieux à la magistrature suprême explore son niveau d'appui dans les sphères militaires et dans leur épicentre, le DRS, avant de se lancer dans la bataille électorale. En place depuis bientôt un quart de siècle, le chef du DRS, le général Mohammed Mediène, dit « Toufik », a intronisé à la présidence, avec un petit cénacle de hauts gradés, Liamine Zéroual en 1995, puis Abdelaziz Bouteflika en 1999. Un système de fraude quasi scientifique a permis d'éviter toute surprise. Il avait poussé en 1999 l'ensemble des adversaires d'Abdelaziz Bouteflika à se retirer de la course à la veille du scrutin. En 2004, le DRS n'avait pas pris position dans le premier duel Bouteflika-Benflis, contrairement au chef d'état-major de l'armée, qui avait donné des assurances au premier ministre. Cette « *neutralité* » des services avait favorisé la victoire avec un score écrasant d'Abdelaziz Bouteflika, qui avait dans la foulée mis à la retraite le patron de l'armée. Cette fois, pour cette élection rendue bizarre par l'absence du président malade, le flou règne.

### « Toufik est en slip »

Fort de ses quinze ans de pouvoir, Bouteflika a conforté son autorité en rognant les prérogatives des services sans parvenir à totalement les contrôler. L'an dernier, le camp présidentiel a écarté, à l'occasion d'un remaniement ministériel, les ministres réputés proches des services, et a réorganisé le DRS. « *Toufik est en slip* », confiait au *Figaro* un ancien haut responsable du DRS. En février, peu avant l'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika, Amar Saadani, le secrétaire général du FLN, a lancé un pavé dans la mare en demandant au général Mediène de ne plus s'ingérer dans la vie politique et de démissionner. Du jamais-vu ! Les langues se sont depuis déliées pour prendre la défense de l'institution occulte, ou pour l'accabler.

Cela veut-il dire que les équilibres sont rompus entre Abdelaziz Bouteflika et Mohammed Mediène ? Rien n'est moins sûr. Le pacte non écrit entre la présidence et les services pourrait être maintenu dans la perspective de l'après Bouteflika, le temps de s'accorder, selon la tradition, sur un successeur, ou sur le partage de l'héritage à l'issue d'un processus de transition comme le réclament l'opposition et une partie des représentants du système. Mais même affaiblis, les as de la manipulation du DRS n'ont sans doute pas dit leur dernier mot. ■

## Un eldorado pétrolier à l'économie chancelante

**MÉLANIE MATARESE**
ALGER

« *L'ALGÉRIE risque le même sort que le* Titanic. *Malgré sa puissance et faute d'avoir amorcé le virage à temps, il a sombré au contact d'un iceberg.* » Chez Nabni, un collectif d'Algériens de la société civile qui tente d'alerter depuis plusieurs années les décideurs sur la gravité de la situation, on ne sait plus quelle métaphore utiliser pour dire qu'il y a urgence à changer de cap.

Ils ne sont pas les seuls à penser que le modèle économique algérien, appuyé sur des recettes provenant à 97 % des hydrocarbures, n'est plus soutenable. L'an dernier, la directrice du FMI, Christine Lagarde, qui a remercié son créditeur (l'Algérie lui a accordé un prêt de 5 milliards de dollars) et félicité la première économie du Maghreb pour ses performances, a tout de même laissé entendre que le pays pourrait « *se retrouver débiteur plus rapidement qu'il ne le croit* ».

**97 %**
**des recettes de l'État**
provienent des hydrocarbures, pétrole et gaz

Mais sortir de la dépendance aux hydrocarbures suppose une rupture qui pourrait remettre en cause la paix sociale, largement financée par la rente. Subventions sur le carburant, l'électricité et le gaz, le lait, les céréales, aide à la création d'entreprise, au logement, augmentations des salaires des fonctionnaires En 2014, les transferts sociaux dépasseraient les 50 milliards de dollars, soit un peu plus d'un tiers du PIB. Mal gérées et diluées dans une inflation de plus de 10 %, ces dépenses, qui s'ajoutent à une facture de plus de 60 milliards de dollars d'importations, font frémir les experts, persuadés que l'État devrait se concentrer sur d'autres priorités.

### Le spectre de « l'assistanat »

Assurer son autosuffisance alimentaire, par exemple. L'Algérie est pour l'instant, en Méditerranée (hors UE), le pays qui importe le plus (21 %) et qui exporte le moins (0,48 %) de produits agroalimentaires. Son agriculture ne contribue que pour 7 % à la construction du PIB national, et, selon la FAO, elle ne parvient même pas à produire les aliments essentiels à la consommation humaine.

Enfin, instaurer un climat propice aux investissements. « *Comparées au reste du monde, nos entreprises ne sont pas* compétitives, regrette Abdelhak Lamiri, président de l'Institut international de management à Alger. *Nous n'avons ni la quantité ni la qualité des entrepreneurs qu'il faut pour nous développer.* » Il faut dire que l'État, qui se méfie du privé, ne fait rien pour aider l'entreprise dont il a asservi la croissance à l'administration centrale et à la commande publique. En 2013, dans son rapport « Doing business », examinant les facilités pour créer une entreprise, obtenir un permis de construire ou demander un prêt, la Banque mondiale, sur 189 pays, a rétrogradé l'Algérie à la... 153e position. Rassuré par ses performances (près de 200 milliards de dollars de réserves de change), convaincu qu'il dispose encore de gisements de gaz et de pétrole inconnus, et aveuglé par les estimations qui placent l'Algérie dans le top mondial des réserves de gaz de schiste, l'État ne perçoit pas les menaces.

Soumis au prix du baril de brut, son avenir ressemble à un scénario catastrophe : un endettement de plus de 60 milliards de dollars en 2020 et des réserves de change épuisées en 2025. Or, dans dix ans, l'actuelle poussée démographique garantit une explosion de la demande sociale. À ce moment-là, la population dépassera les 50 millions d'habitants et 70 % d'entre eux seront en âge de travailler. Pour le régime « *qui a fait des ressources économiques un outil politique pour la conservation du pouvoir et a créé une conscience collective de l'assistanat* », selon les termes du sociologue Noureddine Hakiki, directeur du laboratoire du changement social à l'université d'Alger, pourraient alors commencer les véritables ennuis. ■

# Naufrage tragique au large de la Corée du Sud

**Quelque trois cents personnes, majoritairement des lycéens, sont portées manquantes après la disparition mystérieuse du ferry « Suwol ».**

**SÉBASTIEN FALLETTI**
SÉOUL

**ASIE** Pris au piège, les adolescents tentent de briser la vitre qui les sépare des sauveteurs arrivés en hélicoptère. Une course contre la montre pour éviter la noyade. Dans quelques minutes, le *Suwol* aura sombré corps et biens au large de l'île de Byungpoong, à la pointe sud-ouest de la péninsule coréenne. Après une traversée de nuit sans histoire, le ferry et ses 459 personnes à bord n'étaient plus qu'à quelques heures de sa destination, l'île touristique de Jeju, lorsque le drame est survenu.

« *Nous avons entendu un bruit sourd puis le bateau a stoppé. Il a basculé et nous avons dû nous accrocher pour ne pas tomber* », a raconté l'une des 174 personnes rescapées dès les premières heures. Panique à bord. Le ferry de la compagnie Chung Hae-jin se penche dangereusement sur le flanc, tel le *Costa Concordia*. À moitié plein, il arrivait du port d'Incheon, avec notamment 325 lycéens en voyage scolaire.

La Corée du Sud se prépare à un lourd bilan. Malgré l'arrivée rapide des secours, les chances de retrouver des survivants parmi les 292 personnes portées disparues s'amenuisent d'heure en heure, tant le naufrage fut rapide. Le navire de 6 325 tonnes a été englouti moins de deux heures après le lancement d'un signal de détresse, à 8 h 58 du matin. Nombre de passagers seraient restés prisonniers de la carcasse, happés par le fond, selon ce scénario macabre.

### Scènes de désespoir

« *Pendant que nous attendions les secours, l'eau s'est engouffrée et beaucoup de passagers n'ont pu atteindre la porte. Beaucoup sont restés coincés dans le navire* », raconte Kim Sung-muk, l'un des survivants. Les plus chanceux ont pu être hélitreuillés depuis le pont, ou se sont jetés à l'eau avec leur gilet de sauvetage. Une forte émotion mêlée de colère domine en Corée du Sud, en particulier au lycée d'Ansan, cette petite ville au sud-ouest de Séoul, d'où sont originaires la plupart des écoliers. L'établissement a, dans un premier temps, annoncé aux parents que leurs enfants étaient hors de danger avant de se rétracter, déclenchant des scènes de désespoir. La confusion a dominé la première journée de recherche, les autorités ayant d'abord indiqué que la plupart des passagers avaient été sauvés des eaux.

Même le nombre de passagers à bord reste sujet à débat. Plus de quarante navires, dont l'un de l'US Navy, et 18 hélicoptères participent aux opérations. La présidente Park Guen-hye a appelé les sauveteurs à s'accrocher jusqu'au dernier espoir pour retrouver des survivants.

Les causes du naufrage restent mystérieuses, le long de cette côte très découpée. Les brumes planaient sur les eaux, et l'hypothèse d'un échouage a d'abord été évoquée par les médias locaux, mais aucun récif n'a été localisé. Un nouveau drame maritime pour la Corée du Sud, après celui de la corvette *Cheonan*, qui avait sombré en mars 2010, en mer Jaune. Une enquête internationale avait conclu que le vaisseau militaire avait été torpillé par un sous-marin nord-coréen, avec 46 militaires à bord. Un forfait jamais admis par Pyongyang.

# Ukraine : Moscou abat son jeu à Genève

## La Russie aborde la négociation avec une solution aux problèmes qu'elle crée sur le terrain : le fédéralisme.

PIERRE AVRIL pavril@lefigaro.fr
CORRESPONDANT À GENÈVE

**UKRAINE** Seul contre tous, mais en position de force : c'est en personnifiant ce paradoxe que le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, se rend ce jeudi à Genève pour une négociation de la « dernière chance » sur l'Ukraine. Alors que sur le terrain, la situation échappe de plus en plus au pouvoir intérimaire en place à Kiev, Moscou ne ratera pas l'occasion de démontrer aux Occidentaux que l'origine du conflit réside dans « *la profonde crise structurelle de l'État ukrainien* ». Un diagnostic auquel, pour le Kremlin, ne peut répondre qu'un seul remède : la « *fédéralisation* » du pays. « *Celui qui se présente comme l'ami sincère du peuple ukrainien se doit d'obliger le pouvoir actuel à passer définitivement des paroles aux actes et à entamer une véritable réforme constitutionnelle, qui permettra à toutes les régions du pays de garantir leurs droits dans un État ukrainien* », a déclaré Lavrov avant de quitter Moscou pour Genève.

Ces derniers jours, la Russie avait conditionné la tenue des pourparlers à l'absence d'intervention militaire ukrainienne dans les régions orientales. Finalement, la menace d'un boycott russe ne sera pas suivie d'effet, malgré le déclenchement par les autorités de Kiev d'une « opération antiterroriste ». Pour le Kremlin, celle-ci risque de faire chou blanc et de se retourner, in fine, contre ses auteurs. « *La Russie considère que des négociations sont toujours préférables à l'absence de négociations, d'autant qu'en l'espèce, elles peuvent lui permettre d'apparaître en position de force* », relève Dmitri Trenin, le directeur de la branche russe du centre Carnegie. Au passage, Moscou a abandonné sa revendication initiale, difficilement applicable, qui consistait à inviter à Genève des représentants autonomistes du Sud-Est ukrainien.

### Kiev s'abrite derrière Washington

Face à Lavrov, son homologue ukrainien, Andreï Dechtchitsa, devrait faire pâle figure, escompte-t-on à Moscou. Ce dernier plaidera pour « *l'arrêt du soutien russe aux groupes terroristes de l'est de l'Ukraine* » et exigera « *le retrait des troupes massées le long de la frontière* ». Néanmoins, le gouvernement ukrainien a déjà eu des gestes d'apaisement en direction de la population de l'Est du pays, que le chef de la diplomatie russe a salués mardi comme « *un pas dans la bonne direction* ». Pour l'essentiel, Kiev devrait s'abriter derrière ses alliés occidentaux, en particulier Washington, le seul véritable adversaire du Kremlin. Aux côtés du secrétaire d'État John Kerry, la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton passe pour quantité négligeable, tellement les Vingt-Huit paraissent, vus de Moscou, indécis et divisés quant à la nature des futures sanctions qu'ils seraient amenés à prendre.

« *L'Union européenne est uniquement affairée à la démagogie, tandis que les États-Unis accentueront la pression* », pronostique Fiodor Loukianov, président du Conseil de la politique extérieure, dans un entretien à la radio Écho de Moscou. Il fait référence aux sanctions qui frappent l'Iran, avec des conséquences problématiques pour Téhéran. Au-delà des rodomontades officielles, la perspective de représailles américaines, sur une économie russe qui s'est contractée de 0,5 % au premier trimestre, inquiète Moscou.

Ces menaces seront-elles suffisantes pour convaincre le Kremlin d'alléger sa pression sur le régime ukrainien ? Pour plusieurs experts, elles pourraient, en réalité, ne pas peser assez lourd face à l'intention, maintes fois réitérée par Poutine, de protéger les populations russophones qu'il estimerait menacées, si besoin via une intervention militaire. Jeudi, en même temps que les diplomates discuteront à Genève, le président a promis de répondre, dans le cadre d'une longue émission sur les chaînes publiques, aux citoyens qui « *demandent une protection* » de la Russie en Ukraine. ■



**Le ministre des Affaires étrangères soviétique, Sergueï Lavrov, au cours d'une conférence de presse depuis l'ambassade de Russie à Londres, en mars dernier.** SUZANNE PLUNKETT / REUTERS

# Sergueï Lavrov, le Talleyrand de la diplomatie russe

ISABELLE LASSERRE llasserre@lefigaro.fr

L'HOMME qui mènera les négociations sur l'Ukraine au nom de la Russie est l'un des diplomates les plus habiles de sa génération. Ministre des Affaires étrangères de Vladimir Poutine depuis 2004, Sergueï Lavrov a personnifié le retour de son pays sur la scène internationale. En Syrie, où Moscou, qui soutient le régime de Bachar el-Assad, a réussi un coup de maître en offrant aux États-Unis un accord de démantèlement des armes chimiques, qui a évité des frappes militaires contre Damas et renforcé l'actuel pouvoir.

En Iran, où la Russie a fait partie des six puissances ayant réussi à arracher un accord sur le programme nucléaire de Téhéran. Ou encore dans l'ancien espace soviétique, où le Kremlin tente de restaurer son influence, perdue après l'effondrement de l'URSS.

Cette personnalité combative, qui un jour a demandé au patron de la diplomatie française Alain Juppé, la tête du directeur politique du Quai d'Orsay, qui voulait mettre fin à une réunion qui s'éternisait, est le ministre doté de la plus grande longévité de l'après-guerre froide. Comme Talleyrand, qui traversa les nombreux régimes politiques de la fin du XVIIIe et du début du XIXe, de l'Ancien Régime à la Restauration en passant par la Révolution, il est l'un des rares hommes à avoir survécu auprès de Vladimir Poutine, après avoir occupé des postes prestigieux - notamment aux Nations unies - à l'époque soviétique puis sous Boris Eltsine, juste après la décomposition de l'URSS. Comme Talleyrand, il a su se rendre indispensable et il est doté, disent ses partisans, d'une « *immense intelligence* ».

### Un « mâle dominant »

Né à Moscou le 21 mars 1950, sous Staline, d'une famille arménienne de Tbilissi, Lavrov est un diplomate de la vieille école. Diplômé de l'Institut des relations internationales de Moscou, il est un produit classique de la diplomatie soviétique. La nature russe l'a doté d'un physique puissant et d'un caractère de « *mâle dominant* ». Il est gros fumeur, amateur de cigares et de whisky. Un tempérament de bon vivant qui tranche avec l'ascétisme de Poutine, qui ne boit pas, ne fume pas et cultive à outrance un corps d'athlète. Il a envoyé paître Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, qui venait d'imposer l'interdiction de fumer dans les bâtiments de l'organisation. « *Kofi Annan n'est pas propriétaire de l'immeuble !* », s'était-il insurgé.

Un jour, des diplomates occidentaux l'ont vu arriver dans une réunion de l'Otan le visage amoché et le bras cassé. « *Il nous a dit qu'il avait chuté en jouant au foot. Mais il avait plutôt la gueule du type qui s'était battu !* », raconte l'un d'eux. Le chef de la diplomatie russe est connu pour ses coups de gueule et ses accès de colère. À Genève, pendant les négociations sur le nucléaire iranien, il a frappé du poing sur la table au moment de signer l'accord avec Téhéran. « *Et merde ! Je suis le seul qui perde de l'argent ce soir !* » Pourtant, « *si Lavrov joue à la brute, il n'est pas une brute. Il sort de ses gonds, mais il n'est pas agressif* », rapporte un diplomate. Amateur de ski et de costumes italiens, il aime la poésie, parle quatre langues et trimbale une réputation de « *gentleman* ».

Mais sa principale religion, c'est l'État russe. Depuis qu'il a été nommé, il a mis toute son énergie et son expérience au service du projet politique de Vladimir Poutine : rétablir l'influence russe dans l'ancien espace soviétique et sur la scène internationale. « *Son caractère diplomatique s'est forgé pendant les années Eltsine, à une époque où la politique étrangère russe était marginalisée et où les responsables se sentaient humiliés après la décomposition de l'URSS* », explique un responsable français.

Politiquement, il s'est construit en contrepoint de cette période chaotique pendant laquelle il représentait la Russie aux Nations unies. C'est aussi de New York qu'il a vécu deux crises jamais digérées par le Kremlin : l'Irak et le Kosovo. Il était déjà ministre lorsque qu'éclata la troisième, celle de Libye, qui a laissé des traces indélébiles chez les responsables russes, qui accusent les Occidentaux d'avoir outrepassé le mandat de l'ONU en chassant Kadhafi du pouvoir. L'ombre de la guerre en Libye a pesé sur le dossier syrien. « *Vous nous avez b... sur la Libye, vous ne m'aurez pas sur la Syrie* », avait prévenu Lavrov pendant une réunion à laquelle a assisté un diplomate français.

> **« Sur l'Ukraine, on le sent mal à l'aise. À plusieurs reprises, il a affirmé qu'il ne pouvait pas décider et devait en référer à Poutine »**
> UN DIPLOMATE FRANÇAIS

De son passage aux Nations unies, Lavrov a conservé une grande connaissance du fonctionnement du Conseil de sécurité et une rare habileté de négociateur. « *Il connaît tout par cœur. Mais il agit davantage en sous-directeur qu'en ministre. Il ne regarde pas toujours plus loin que les textes* », commente un diplomate européen.

Serviteur de l'État, Sergueï Lavrov a passé les dix dernières années à redonner son honneur - d'autres diraient son « *déshonneur* » - et sa force à la politique étrangère russe. L'opposition quasi systématique aux initiatives occidentales et à « *l'unilatéralisme américain* » lui a valu le surnom de « *Minister Niet* », en référence à Andreï Gromyko, ancien ambassadeur soviétique à l'ONU, connu sous le sobriquet de « *Monsieur Niet* ».

Mais, depuis la crise ukrainienne, Sergueï Lavrov aurait perdu, selon certains diplomates, un peu de sa superbe. « *On le sent mal à l'aise. À plusieurs reprises, il a affirmé qu'il ne pouvait pas décider et devait en référer à Poutine. Lui qui d'ordinaire habite littéralement la politique étrangère, a l'air de répéter des éléments de langage* », assure un responsable français. Et pour cause : « *Il nous a toujours dit qu'il était inacceptable d'utiliser la force dans les relations internationales. Il a toujours défendu les principes de non-ingérence et d'inviolabilité des frontières. Et son pays fait le contraire* », souligne un responsable européen. En 2008, l'occupation militaire des républiques géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud l'avait déjà gêné. « *Il était moins sûr de lui. On avait l'impression qu'il était un peu marginalisé* », se souvient un ancien responsable géorgien.

S'il incarne la diplomatie façonnée par le Kremlin, Lavrov doit aussi ses succès diplomatiques au veto permanent de la Russie à l'ONU et à la faiblesse des États-Unis et de l'Europe face à Moscou. Là où Talleyrand était un libéral convaincu qui voulait promouvoir un équilibre européen entre les puissances, lui sert un projet politique visant à reconstituer, sous une autre forme, l'ancien empire soviétique, à faire échec à l'Otan et à l'UE, à affaiblir les États-Unis et à faire taire, à l'intérieur de son pays, toutes les voix démocratiques et libérales. Mais comme Talleyrand, relégué dans l'intendance d'un Napoléon marchant sur l'Europe, Lavrov paraît aujourd'hui suivre, sans pouvoir l'influencer, le nouveau tsar russe sur des chemins de plus en plus hasardeux. ■



★

# Le lycée Gerson visé par une inspection

Des propos prêtés à l'association Alliance Vita au cours de la catéchèse ont suscité la polémique.

CAROLINE BEYER @BeyerCaroline

**ÉDUCATION** Que se passe-t-il à Gerson ? Le ministère de l'Éducation nationale a décidé de lancer, après les vacances de Pâques, une inspection au sein de ce lycée privé catholique du XVIe arrondissement parisien. *« Nous n'avons eu aucune remontée de parents ou d'enseignants. L'information selon laquelle des familles auraient été heurtées par certains propos nous est parvenue via la presse »*, indique le rectorat de Paris. À l'origine de l'affaire, le témoignage sur Europe 1 d'une élève de terminale, le 14 avril, selon lequel des membres d'Alliance Vita, association pro-vie, intervenant sur les heures de catéchèse, auraient qualifié de *« semi-meurtrières »* les jeunes filles ayant recours à la pilule du lendemain et assimilé l'avortement à un *« homicide volontaire »*.

Propos démentis avec vigueur par l'association, qui a annoncé hier qu'elle portait plainte pour diffamation. Celle-ci explique qu'elle intervient dans un à deux établissements catholiques par département, sur demande de ces derniers. À Gerson, où elle est présente depuis trois ans, elle est intervenue cette année dans le cadre d'un cycle de conférences autour de la bioéthique entamé en janvier, sur la PMA, les enjeux éthiques, le genre et enfin, en avril, sur l'IVG. *« Le pouvoir souhaite-t-il limiter ces interventions ? »*, interroge Tugdual Derville, son délégué général. *« Le "caractère propre de l'enseignement privé" va-t-il être remis en question, au risque de rallumer la "guerre scolaire" ? »*, poursuit-il.

En tout état de cause, Alliance Vita est intervenue en dehors des enseignements, dans le cadre de la « vie scolaire », ce qui relève du « caractère propre » de l'enseignement privé, inscrit dans la loi Debré de 1959. Une vie scolaire logiquement imprégnée de valeurs catholiques, au sein de cet établissement précisément catholique... Un élément que ne manquent pas de rappeler des membres de la communauté éducative de Gerson, face à l'émoi suscité. *« Nous transmettons le message de l'Église, ni plus ni moins »*, explique l'un d'eux. *« Gerson est une école catholique fière de ses valeurs »*, résume un parent d'élèves, reprenant les propos du pape François dénonçant la *« tiédeur »* de l'Église.

### « Ligne idéologique très présente »

Le ministère, de son côté, entend *« vérifier que l'expression du caractère propre se réalise dans le respect du contrat souscrit avec l'État »*. Il souhaite également voir *« dans quelle mesure la séparation entre ce qui relève de l'Éducation nationale et du caractère propre de l'établissement privé est bien respectée »*. Car la polémique a fait apparaître des tensions au sein de la communauté éducative, depuis l'arrivée en 2011 de Philippe Pierson à la tête de l'établissement. *« La ligne idéologique est très présente »*, rapporte Valérie Ginet, secrétaire générale du syndicat de l'enseignement privé catholique FEP-CFDT, qui explique avoir été contactée par des professeurs s'inquiétant d'un *« virage conservateur »*. Sous couvert d'anonymat, certains enseignants ont fait état dans la presse de liens avec l'Opus Dei.

*« Il est possible que deux membres de la communauté appartiennent au mouvement d'Église Opus Dei, parmi les 150 enseignants et personnels »*, a expliqué Philippe Person, avant de préciser qu'il s'agit d'un *« engagement qui reste strictement privé »*.

La direction diocésaine de l'enseignement catholique de Paris explique quant à elle qu'elle a été alertée cet hiver de *« tensions à Gerson »*. Fin janvier, elle y a mené une visite de tutelle. *« Les orientations éducatives de l'établissement ne sont plus claires et elles inquiètent une partie des enseignants et des parents d'élèves, soucieux de conserver à Gerson son ouverture à tous, caractéristique constamment affirmée depuis la fondation »*, explique-t-elle. Le 28 avril prochain, elle donne rendez-vous à cette *« communauté éducative très partagée »* pour rendre ses observations. Pour l'heure, Jean-François Canteneur, adjoint au directeur diocésain, regrette l'utilisation caricaturale, par les médias, des mots *« intégriste »* et *« sectaire »*. ■

## L'Opus Dei n'est pas impliqué

**Deux enseignants de Gerson sont membres de l'Opus Dei sur les 150 professeurs et personnels. Ce fait connu a conduit certains à dénoncer la *« mainmise »* de cette œuvre sur cet établissement. Mais l'Opus Dei, un mouvement religieux reconnu par l'Église – Josémaria Escriva, son fondateur fut canonisé en 2002 –, n'y occupe aucune charge et encore moins celle de l'aumônerie. Cette œuvre n'est pas non plus liée à Alliance Vita. Elle n'a donc *« rien à voir »* avec cette polémique, assure Béatrice de la Coste, porte-parole de l'Opus Dei, *« prétendre le contraire est mensonger »*. Ses 1 000 membres en France, essentiellement des laïcs, cherchent à vivre la *« sanctification chrétienne »* dans la vie ordinaire. L'œuvre compte deux écoles qui sont à Courbevoie.** J.-M. G.




L'établissement privé catholique Gerson est situé dans le XVIe arrondissement parisien. PIERRE ANDRIEU/AFP

# Alliance Vita porte plainte pour diffamation

> Notre association, composée de citoyens, est libre de tout lien avec une religion ou un parti politique. Le terme "intégriste" est donc totalement inapproprié

INTÉGRISTES ? Noyautés par l'Opus Dei ? À Alliance Vita, même si *« on est habitué aux amalgames »*, on se dit *« atterré »* devant les accusations qui se succèdent. Mise en cause dans le cadre de son intervention au lycée Gerson, où deux de ses membres ont été *« accusées anonymement de propos outranciers qu'elles n'ont jamais tenus »*, l'association dénonce *« le procédé lâche visant à jeter le discrédit sur son travail »* et va porter plainte pour diffamation.

Alliance Vita est une association pro-vie fondée par Christine Boutin fin 1993, au moment des premières lois bioéthiques. Elle est actuellement présidée par François-Xavier Pérès. Son délégué général, Tugdual Derville, est aussi porte-parole de la Manif pour tous. L'association se donne pour objectif de *« promouvoir la protection de la vie humaine et le respect de la dignité de toute personne »* et agit selon deux axes : la *« sensibilisation du public et des décideurs »* et *« l'aide aux personnes confrontées aux épreuves de la vie »*.

Régulièrement auditionnée par les autorités publiques et au Parlement, Alliance Vita effectue *« un travail de réflexion sur les questions posées à la société par l'évolution de la science, des techniques et des modes de vie »*.

### Services d'écoute et d'aide

Elle a mis en place deux services d'écoute et d'aide, animés par plusieurs dizaines de volontaires : « SOS bébé » pour les questions liées au début de la vie (grossesses imprévues ou difficiles, deuils pré et postnataux, annonce de handicap, fausses couches, IVG, IMG, infertilité) et « SOS fin de vie » pour les questions liées à la dépendance et à la mort.

*« À ne pas confondre avec Civitas* (un mouvement catholique intégriste) !, insiste-t-on chez Alliance Vita. *Notre association, composée de citoyens, est libre de tout lien avec une religion ou un parti politique. Le terme "intégriste" est donc totalement inapproprié. »* À l'Opus Dei, on affirme qu'on *« respecte leur travail, mais qu'ils n'ont rien à voir avec nous »*. Catholique *« engagé »*, Tugdual Derville indique qu'il n'est pas membre de l'Opus Dei, et qu'*« aucune intrusion dans ces sujets intimes n'est faite ni chez les membres de l'association, ni chez les personnes que nous écoutons »*. Le point commun des membres de l'association ? *« Une sensibilité particulière à la vie quand elle est fragile*, répond une responsable. *Du coup, on ne connaît pas forcément leur religion ! Il y a parmi nous des catholiques, des protestants, des musulmans, et des athées. Aucune profession de foi n'est réclamée : chacun est libre de communiquer sur ses croyances ou ses doutes »*. ■

S. K.

# La Manif pour tous veut peser à Bruxelles

Pour faire face au « lobby gay très organisé », le collectif veut s'imposer dans les instances européennes.

STÉPHANE KOVACS skovacs@lefigaro.fr

**FAMILLE** La Manif pour tous se lance à l'assaut de l'Union européenne. Il n'y aura pas de listes « roses et bleues » aux élections du 25 mai, comme il avait été un temps envisagé, mais une véritable offensive contre *« ce lobby gay minoritaire, mais très organisé »* qui, selon le collectif, impose depuis Bruxelles *« un grand nombre de textes pour faire avancer ses revendications »*. *« Pendant longtemps, nous avons été très naïfs*, indique Ludovine de la Rochère, sa présidente. *Nous avons laissé passer beaucoup d'initiatives allant dans le sens contraire à celui de l'intérêt supérieur de l'enfant. La question de l'homophobie a paralysé toute réflexion sur la complémentarité homme-femme et la filiation. À nous d'agir maintenant, toujours dans le respect des personnes, mais sans se laisser culpabiliser, pour que nos lois continuent à être fondées sur l'intérêt général. »*

Plus concrètement, comme elle l'avait fait avant les municipales, pour *« éclairer le choix des électeurs »*, la Manif pour tous s'apprête à envoyer un questionnaire à tous les candidats aux élections européennes. On y retrouve huit des « principes » définis lors du « Grenelle de la famille », organisé le 8 mars par le mouvement. *« Le mariage, engagement public durable que prennent librement un homme et une femme (...) doit être protégé par toutes instances nationales et européennes »*, peut-on ainsi lire. Ou encore, *« l'enfant ne peut être l'objet d'aucun commerce ni d'aucun don, ni avant, ni après sa conception »*. À chaque fois, le candidat est invité à cocher la case *« d'accord »* ou *« pas d'accord »*, et à laisser un *« commentaire éventuel »*.

### « Intégrer un intergroupe »

Car *« l'idée est de discuter avec eux*, souligne la présidente de la Manif pour tous. *On est ouverts à un échange d'arguments »*. Les réponses seront publiées sur un site Internet dédié, « Europe for family », et un bilan sera réalisé le 15 mai, Journée internationale des familles. Quelque 85 % des têtes de liste signataires de sa « charte des municipales » ont été élues, rappelle le collectif, qui veut croire que cette nouvelle initiative aura *« le même succès »*. Les Français, assure Ludovine de la Rochère, *« veulent des élus clairs et courageux, qui ne cherchent pas en permanence à être dans le consensus »*. Les Français, mais aussi d'autres citoyens européens : *« Chez la plupart de nos voisins, des associations qui partagent nos idées commencent à bouger*, poursuit-elle. *Elles sont très préoccupées par la question de l'enseignement du concept de genre, que l'Europe promeut. »* Le questionnaire de la Manif pour tous est *« en train d'être traduit dans plusieurs langues »*, affirme le collectif, qui espère qu'il sera ainsi diffusé aux candidats d'autres pays. Deux associations, en Pologne et en Allemagne, ont déjà donné leur accord.

Le but est d'inciter les futurs députés européens convaincus par la Manif pour tous *« à intégrer un intergroupe au Parlement européen portant ces enjeux de la famille et de l'enfant »*. *« Nous avons déjà, à Bruxelles, des gens qui nous alertent, par exemple si un rapport controversé se prépare*, confie un organisateur. *Nous avons aussi l'intention de rencontrer des politiques et des syndicalistes européens, d'organiser des conférences et des colloques. »*

Un activisme qui n'a pas l'air d'impressionner les mouvements homosexuels. *« Tant mieux pour elles si ces associations conservatrices se rassemblent !*, lance Bruno Selun, coordinateur de l'intergroupe pour les droits LGBT. *Notre intergroupe est le plus gros des 27 intergroupes : il a gagné 22 membres ces quatre derniers mois, et rassemble aujourd'hui 175 eurodéputés de tous pays et de tous bords politiques. Quoi que la Manif pour tous fasse, il y a une évolution pérenne en faveur des droits LGBT. Quand on voit que même Malte vient de légaliser l'union civile et l'adoption pour les couples homosexuels ! Alors si, de l'autre côté, se forme une organisation, nous ferons ce que nous devons faire, et la majorité l'emportera... »* ■




Des manifestants de la Manif pour tous ont défilé le 2 avril à Paris pour s'opposer notamment à la PMA et à la GPA pour les couples homosexuels. V. BOISOT/LE FIGARO

## EN BREF

**Un ex-terroriste condamné à cinq ans de prison**

Claude Vallot, 61 ans, déjà condamné pour 20 ans de prison dans les années 1980 pour avoir fait sauter des bombes dans des gares, a été condamné à cinq ans de prison pour faits d'escroquerie par le tribunal de Nancy. Il était accusé de non-déclaration des ouvriers étrangers qui travaillaient pour le compte de son entreprise de construction.

**Les députés allongent le délai de paiement des amendes minorées**

Mercredi, les députés ont validé l'allongement du délai de 3 à 15 jours pour payer une amende minorée. Le délai sera donc identique à celui des amendes envoyées au domicile des contrevenants. Un amendement dédié à Dominique Baudis par la garde des Sceaux, Christiane Taubira.

**Une transsexuelle tente de contaminer des policiers avec le virus du sida**

Une transsexuelle, placée mercredi en cellule de dégrisement à l'aéroport de Nice, a tenté délibérément de contaminer des policiers avec le virus du sida. *« Elle s'est tailladé les bras (...) Des collègues ont été griffés avec la volonté délibérée de les contaminer »*, a précisé la commissaire de la PAF. Quatre agents ont été dépêchés à l'hôpital.

# L'Assemblée vote l'interdiction des maïs OGM

La loi est contraire au cadre juridique européen actuel qui autorise la culture du maïs MON 810.



DERRICK CEYRAC/AFP

Épi de maïs génétiquement modifié.

TRISTAN VEY @veytristan

**AGRICULTURE** La France ne veut décidément pas des OGM. Mardi soir, l'Assemblée a voté une proposition de loi - soutenue par le gouvernement - visant à interdire la culture de tous les maïs transgéniques. En cette période de semis, l'idée est de prévenir au plus vite la mise en culture du MON 810 de Monsanto, le seul maïs OGM cultivé en Europe. La droite avait déjà décrété deux moratoires contre ce maïs controversé en 2008 puis en 2012, mais ces textes ont été retoqués à chaque fois par le Conseil d'État pour non-conformité avec le droit européen. Le ministère de l'Agriculture a aussi dans le viseur le nouveau maïs TC1507 du groupe Pioneer-Dupont qui n'attend plus que le feu vert formel de la Commission européenne.

Mais la France a-t-elle réellement le droit d'interdire des OGM autorisés par l'Europe ? *« Dans le cadre réglementaire actuel, ce nouveau texte de loi est tout simplement illégal »*, explique Luc Bodiguel, spécialiste du droit de l'environnement à l'université de Nantes. Afin de justifier une interdiction sur leur territoire, les pays de l'UE n'ont aujourd'hui qu'un recours : montrer qu'il existe *« un risque important mettant en péril de façon manifeste la santé humaine, la santé animale ou l'environnement »*. Ce qui n'est pas fait dans le texte voté mardi.

*« Nous faisons reposer cette nouvelle interdiction sur le principe de précaution qui est inscrit dans la Constitution »*, argumente le ministère. Cette ruse juridique aura vraisemblablement beaucoup de mal à convaincre la Cour constitutionnelle si elle est saisie après le vote du texte au Sénat. Une procédure qui prendra de toute façon du temps. L'objectif de prévenir la mise en culture de maïs transgénique cette année aura bien été atteint. Le cadre juridique européen pourrait s'assouplir à l'avenir. La présidence de l'UE, assurée en ce moment par la Grèce, hostile aux OGM, retravaille une proposition de la Commission visant à rendre aux États membres la liberté de les interdire dans leur pays. *« Cette procédure de restriction est régulièrement discutée, sans succès, depuis plusieurs années »*, remarque Luc Bodiguel. La France, très impliquée dans la réécriture de cette proposition, garde espoir de la voir aboutir dans les prochains mois. Si tel n'est pas le cas, le gouvernement devra trouver de nouveaux stratagèmes pour prolonger l'interdiction des maïs OGM sur le territoire national à l'avenir. ■

# Les risques inconnus des e-cigarettes au vrai tabac

Japan Tobacco met sur le marché la « Ploom », une cigarette sans combustion.



Ploom, la nouvelle cigarette électronique imaginée par le cigarettier Japan Tobacco, utilise du vrai tabac plutôt qu'un liquide à base de nicotine. WE ARE THE RHOADS

PAULINE FRÉOUR pfreour@lefigaro.fr

**TABAGISME** Une silhouette hésitant entre le stylo et le pipeau, un bouton marche/arrêt lumineux, des cartouches jetables et une batterie rechargeable : « Ploom », le nouveau produit lancé mardi en France par le cigarettier Japan Tobacco International, affiche indiscutablement des airs d'e-cigarette. Mais derrière cette apparence familière se cache une différence de taille qui inquiète les militants antitabac. Contrairement aux cigarettes électroniques qui ont envahi le marché ces dernières années, les recharges du dispositif (des capsules en aluminium scellées, ressemblant, en miniature, à celles inventées par Nespresso) contiennent du vrai tabac, et pas seulement de la nicotine.

Ce tabac n'est pas brûlé comme dans une cigarette, mais, associé à de l'eau et du glycol propylène, il est chauffé à 180° pour en tirer une vapeur aromatisée chargée en nicotine, inhalée par l'utilisateur. Un traitement novateur du tabac, mis au point par une start-up californienne, qui pose la question de sa nocivité pour la santé humaine.

Interrogé par *Le Figaro*, Japan Tobacco International, détenteur des marques Camel et Winston, botte en touche, affirmant ne pas disposer d'informations sur le sujet. *« Nous n'avons pas conduit d'étude sur la toxicité de Ploom. Le produit n'a été lancé qu'en juillet aux États-Unis et, de toute façon, ce sont les institutions publiques qui conduisent ce genre d'enquête »*, explique un porte-parole. Autre angle de défense : *« Notre métier, c'est le tabac, et nous nous positionnons comme un produit du tabac : Ploom et ses recharges sont vendues en bureau de tabac et porteront des avertissements sanitaires. »*

Chez les tabacologues, l'innovation est accueillie avec une curiosité anxieuse. Le coup de maître marketing saute aux yeux. *« Avec ce nouveau produit, l'industrie du tabac, qui a déjà commencé à investir massivement dans l'e-cigarette, va pouvoir récupérer et fidéliser un public qui lui échappait : ceux qui, voulant arrêter de fumer, se sont tournés vers la cigarette électronique, mais ont été déçus »*, explique le Pr Albert Ouazana, qui a supervisé les recommandations de la Haute Autorité de santé sur le sevrage tabagique. Même si l'on ignore encore son intensité, le côté addictif de Ploom ne laisse guère de doute. *« Il y a de la nicotine, il y a du tabac, il y a donc tout lieu de penser qu'elle créera une dépendance »*, analyse le Pr Yves Martinet, président du Comité national contre le tabagisme.

> « Il y a de la nicotine, il y a du tabac, il y a donc tout lieu de penser qu'elle créera une dépendance »
>
> PR YVES MARTINET, PRÉSIDENT DU COMITÉ NATIONAL CONTRE LE TABAGISME

Quant à la toxicité, les soupçons des spécialistes sont forts, même si, pour l'instant, l'absence d'études scientifiques leur interdit de la dénoncer avec certitude. Les méfaits connus de la cigarette (risque accru de cancer et de maladies cardio-vasculaires notamment), sont liés au phénomène de combustion, qui provoque la formation de très nombreuses substances toxiques, comme le monoxyde de carbone et le goudron. Avec Ploom, le tabac est chauffé à 180 °C, mais il n'est pas brûlé. *« Il n'y aura pas de dégagement monoxyde de carbone*, reconnaît le Pr Ouazana, *mais vu la température, il y aura sûrement un dégagement de certains composants chimiques, même s'il est difficile de savoir lesquels à ce stade. »*

Ploom, la start-up créatrice du dispositif, affirme qu'il se rapproche davantage d'un narguilé que d'une e-cigarette. Or *« le narguilé, c'est encore plus toxique que la cigarette*, rappelle le Pr Martinet. *On pourrait penser que l'eau a un pouvoir lavant mais, en réalité, elle exacerbe l'effet de certains toxiques. »* Pour lui, la ligne à suivre reste inchangée : *« L'objectif reste zéro tabac. Et, désormais, on peut ajouter Ploom à la liste. »* ■

# Nucléaire : l'ASN veut de nouveaux pouvoirs

L'Autorité de sûreté demande le droit d'imposer des sanctions financières aux exploitants en infraction.

MARC CHERKI @mcherki

**ÉNERGIE** Malgré une situation du nucléaire en France jugée *« globalement assez satisfaisante en 2013 »*, Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de sûreté nucléaire, souligne des points négatifs.

Deux difficultés sont imputables à Areva. La première est *« liée à l'entreposage de déchets anciens sur le site de La Hague conditionnés dans des silos en béton »*. Ce n'est pas la technique la plus en pointe : ces composés doivent être entreposés dans des *« conteneurs stables »*, précise Pierre-Franck Chevet. Ces déchets, produits par l'unité de retraitement de combustibles usagés UP2-400, arrêtée depuis onze ans, ont déjà fait l'objet de recommandations en 2011. Mais le coût des opérations, jugées *« prioritaires »* par l'ASN, est de 2,5 milliards d'euros à la charge d'Areva. Face à ce montant, il est compréhensible que les discussions traînent en longueur, pour une opération qui va s'étaler jusqu'en 2030.

De plus, le site de fabrication de combustible FBFC d'Areva, à Romans-sur-Isère, a été placé *« sous vigilance renforcée »*. Après des erreurs de manipulation sur des petites bouteilles de substances fissiles en 2012, *« des problèmes de sûreté répétés et récurrents »* ont été identifiés. Areva a proposé le 10 avril à l'ASN de lancer *« un plan d'action renforcé »*.



CHAMUSSY/SIPA

La centrale nucléaire de Civaux (Vienne) est particulièrement en *« retrait concernant le respect et la mise en œuvre des principes fondamentaux de la sûreté »*, selon l'ASN.

Par ailleurs, tandis que le parc nucléaire d'EDF fait l'objet d'un satisfecit global, trois centrales (Civaux, Chinon et Bugey) sont moins bien notées. Après une visite détaillée en octobre 2013, les inspecteurs de l'ASN ont relevé que le site de Civaux était en *« retrait concernant le respect et la mise en œuvre des principes fondamentaux de sûreté »* et ont noté *« des écarts importants dans le respect des règles de l'environnement »*.

Ces exemples expliquent que l'ASN demande à l'État le droit d'imposer aux opérateurs de *« nouvelles sanctions »*, *« des astreintes journalières »*, c'est-à-dire des amendes. Pour l'instant, l'autorité a *« le droit de fermer une installation nucléaire en cas de danger ou de transmettre un procès-verbal d'infraction à la justice »*, rappelle Pierre-Franck Chevet, qui regrette de ne pas disposer de sanction intermédiaire entre ces deux extrêmes. Ce dernier souhaite que ce droit soit intégré au projet de loi sur la transition énergétique et suggère la réforme du financement de l'ASN, au moyen *« d'une contribution directe des gros exploitants »*. Cette hausse espérée du budget, de 50 millions d'euros par an, en commun avec l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire), pourrait aider l'ASN à remplir des rôles croissants, tel le contrôle d'équipements de radiologie.

## Harmoniser les règles

À plus long terme, l'ASN doit examiner le plan dit « de grand carénage » du parc nucléaire d'EDF, estimé à 55 milliards d'euros pour la prolongation de la durée de vie des centrales. Pour autoriser les réacteurs à fonctionner au-delà de 41 à 45 années de service, Pierre-Franck Chevet s'attend à *« un rendez-vous particulièrement complexe. Car les réacteurs devront mettre en place des dispositifs de sûreté de type de ceux de l'EPR »*. L'ASN rendra son avis définitif sur la question en 2018.

Dans l'hypothèse d'un accident nucléaire majeur en Europe, qui pourrait toucher plusieurs pays, l'ASN aimerait harmoniser les règles de protection des populations. Malgré le désastre de Tchernobyl en 1986, les niveaux d'intervention restent spécifiques à chaque pays. Les premiers seuils d'évacuation sont par exemple deux fois plus bas en France qu'en Allemagne. Et tout le monde aurait le droit à des comprimés d'iode stable dans l'Hexagone dans un rayon de 100 km autour du site accidenté, tandis qu'outre-Rhin la distribution ne concernerait d'abord que les moins de 18 ans et les femmes enceintes. ■

## ZOOM

### La paresse est-elle génétique ?

Qu'on la nomme fainéantise, indolence ou mollesse, la paresse, cette *« habitude de se reposer avant la fatigue »* selon Jules Renard, n'a pas bonne presse. Bonne nouvelle pour ses adeptes, ils auront désormais des arguments à opposer à ceux qui les blâment de leur fâcheuse tendance à l'oisiveté. La semaine dernière, une étude de l'université du Colorado indiquait, dans *Psychological Science*, que la procrastination, cet art de tout remettre au lendemain, était génétique. Leurs confrères de l'University of Missouri College of Veterinary Medicine récidivent dans une étude publiée dans l'*American Journal of Physiology*. Pas de doute pour eux, la paresse est génétique. Gare cependant aux faux espoirs : la preuve n'est faite que chez… le rat. Les chercheurs ont placé une cinquantaine de rongeurs dans des cages munies d'une roue tournante puis ont calculé, six jours durant, le temps passé par chacun à galoper. Ils ont alors fait s'accoupler les 26 plus actifs d'une part, et les 26 plus flemmards de l'autre. Au bout de dix générations, les premiers couraient dix fois plus vite que les seconds. Les chercheurs affirment avoir trouvé dans leur cerveau au moins 36 gènes potentiellement impliqués dans la motivation à faire, ou non, de l'exercice.

# Didier Deschamps : « Je ne vais pas prendre les 23 meilleurs joueurs »

## À moins de deux mois du début du Mondial, le sélectionneur dévoile les critères qu'il appliquera à sa liste.

PROPOS RECUEILLIS PAR
**CÉDRIC CALLIER** ccallier@lefigaro.fr

**FOOTBALL** L'horloge tourne pour Didier Deschamps. De plus en plus vite. Le 13 mai prochain, le sélectionneur annoncera sa préliste de 30 joueurs pour la Coupe du monde au Brésil (au final, seulement 23 seront du voyage). Alors que l'échéance approche, il a pris le temps, mercredi au siège de la fédération française, de se confier sur ce qui dictera ses futurs choix.

**Le FIGARO. - Êtes-vous nerveux à l'approche de l'annonce de votre liste ?**
**Didier DESCHAMPS. -** Non. Je sais pertinemment que j'ai des choix importants à faire, qui font partie de ma fonction. Ces choix feront forcément des malheureux, ce qui n'est jamais simple à vivre.

**Avez-vous encore beaucoup de doutes quant à sa composition ?**
Oui, j'ai toujours des doutes.

**Sans impondérable, vos certitudes actuelles concernent combien de joueurs ?**
Par rapport à ce que j'ai vu et vécu depuis deux ans à la tête de l'équipe, je dirais une vingtaine.

**Quels critères s'avéreront décisifs ?**
La forme du moment ne sera pas déterminante. Ce n'est pas parce qu'un joueur va flamber lors des derniers matchs de la saison qu'il sera appelé. Je m'intéresse davantage au potentiel du joueur, ce qu'il est capable de faire avec son club, ce qu'il a éventuellement déjà produit avec nous. Même si, évidemment, il vaut mieux bien finir la saison que l'inverse.

**Votre réflexion a-t-elle évolué quant au fait d'annoncer une simple liste de 30 noms ou de déterminer les 23 partants ainsi que les 7 réservistes ?**
Vous verrez cela le 13 mai... Je sais que beaucoup ont leur avis sur le sujet, mais il n'y a pas de bonne solution en la matière. En l'occurrence, à mes yeux, s'oppose une logique sportive, qui consiste à garder tout le monde concentré à 100 %, et une logique humaine. Les deux se défendent et je vais m'efforcer de suivre celle qui m'apparaîtra la moins mauvaise.

**Quelle importance accordez-vous à ce que vous avez observé, dans la vie du groupe, lors de la tournée sud-américaine il y a un an ?**
De vivre ensemble pendant dix jours, à l'étranger qui plus est, permet d'avoir plus d'informations sur les joueurs. Il y a d'un côté la vérité du terrain et de l'autre la notion de groupe, fondamentale dans une Coupe du monde. Faire une liste pour une telle compétition n'a rien à voir avec le fait d'en faire une pour un simple match amical.

**Les joueurs actuels vous paraissent-ils plus difficiles à gérer ?**
Plus difficiles, non. La situation est juste différente. Le football est à l'image de la société. Aujourd'hui, les jeunes veulent tout immédiatement, parfois sans avoir fait vraiment leurs preuves. Cette ambition est à la fois une force, mais aussi une faiblesse. Et puis il y a l'apparition des nouvelles technologies qui ont tendance à isoler. À mon époque, on avait l'habitude de jouer aux cartes. Eux aussi jouent aux cartes, mais sur tablettes. Donc ils n'échangent plus comme avant. Mais je ne vais pas me battre contre cela, surtout que tout n'était pas mieux avant non plus. Il y a des bons côtés et des moins bons. Pour moi, ce qui a le plus changé, c'est l'entourage des joueurs. Dorénavant, il y a énormément de personnes qui gravitent autour d'eux. Dans l'idéal, ces personnes devraient être objectives. Mais la réalité est différente. Quand un entraîneur recadre un jeune joueur et que, dix minutes après, son entourage lui dit qu'il est le plus beau et que son entraîneur est un idiot, que voulez-vous faire ?

**Qu'est-ce qui vous permet de déterminer qu'un joueur affichera le bon état d'esprit pendant un mois ?**
Je ne veux pas qu'un joueur se contente d'être remplaçant. Mais entre sa déception personnelle et l'intérêt collectif, il doit être capable de vite basculer. Et ne pas espérer que le joueur qui évolue à son poste se plante pour lui prendre sa place. Après, dans la vie de groupe, il se passe tellement de choses, que ce soit à table, dans les vestiaires, pendant un entraînement... J'ai deux yeux et deux oreilles qui me permettent de mieux cerner la personnalité de chacun. Sans parler de l'aide de mon staff. Mais je ne suis pas pour autant l'œil de Moscou qui surveille tout.

**Votre liste ne sera donc pas forcément composée des 23 meilleurs joueurs...**
Je sais d'expérience que certains ne joueront pas, ou peu, lors de cette compétition et chaque jour qui passe est délicat à gérer pour eux. Les caractères, les personnalités sont des éléments à prendre en haute considération. Donc, effectivement, je ne vais pas prendre les 23 meilleurs mais les 23 les plus aptes à aller loin ensemble dans ce Mondial.




Didier Deschamps répond aux questions des journalistes au siège de la FFT à Paris, en avril. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

## « Je ne peux pas interdire aux joueurs d'utiliser les réseaux sociaux »

DEPUIS le fiasco du Mondial 2010 et un Euro 2012 guère plus reluisant en termes d'image, la discipline se trouve au cœur de la problématique proposée au sélectionneur français en vue de la grand-messe brésilienne. S'imagine-t-il imiter son homologue italien Cesare Prandelli, qui a mis en place un code éthique extrêmement draconien vis-à-vis des fautifs en sélection, mais aussi dans leurs clubs respectifs ?
*« C'est son choix, qui est respectable. Je ne peux pas négliger ce que font les joueurs au quotidien. Mais, sans le minimiser, je dois aussi prendre du recul car cela s'inscrit dans un cadre autre que celui de l'équipe de France. Les entraîneurs savent très bien qu'ils peuvent m'appeler lorsqu'il y a un souci particulier. J'ai un dialogue permanent avec eux, même si, parfois, nous pouvons avoir des intérêts divergents. »*
Quant à l'utilisation des réseaux sociaux, Deschamps hésite encore sur la ligne de conduite à adopter.
*« J'y réfléchis aussi. Il faut bien que les joueurs aient conscience que, pendant cette Coupe du monde, tous les regards seront braqués sur eux, avec notamment une multitude de débats, d'émissions, de discussions... Après, s'ils peuvent éviter de donner de la matière à travers une photo ou une phrase malheureuse, ce ne sera pas plus mal. Mais de là à aller jusqu'à interdire leur utilisation, je ne sais même pas si juridiquement ce serait possible, en raison de la liberté d'expression... »*
Dernier sujet à débat, *La Marseillaise*...
*« De quel droit moi, sélectionneur, je leur imposerais de chanter ? Au-delà de la chanter, et c'est mieux qu'ils la chantent, c'est l'attitude qui compte. On doit être préparé au combat. »* ■

**C.C.**

## CALENDRIER

| 27 MAI | 1ER JUIN | 8 JUIN | 15 JUIN | 20 JUIN | 25 JUIN |
|---|---|---|---|---|---|
| France-Norvège au Stade de France | France-Paraguay à Nice | France-Jamaïque à Lille | France-Honduras à Rio de Janeiro | France-Suisse à Salvador de Bahia | France-Équateur à Rio de Janeiro |
| MATCHS AMICAUX | | | COUPE DU MONDE (1ER TOUR) | | |

## Bio EXPRESS

**15 octobre 1968**
Naissance à Bayonne.
**29 avril 1989**
Première sélection en équipe de France. Honore sa 103e (dont 52 comme capitaine, un record) et dernière le 2 septembre 2000.
**26 mai 1993**
Champion d'Europe avec l'Olympique de Marseille.
**12 juillet 1998**
Champion du monde.
**8 juillet 2012**
Nommé sélectionneur de l'équipe de France.
**19 novembre 2013**
Battus 2-0 en Ukraine, les Bleus s'imposent 3-0 au Stade de France, se qualifiant pour le Mondial 2015.

## « Ne pas être favori ne nous empêche pas d'avoir de l'ambition »

**Vous êtes-vous fixé un objectif précis lors de ce Mondial ?**
Mon objectif numéro un, c'est d'être prêt le 15 juin pour le Honduras. Tout le monde connaît l'importance de ce premier match. Pour rappel, la France n'a plus remporté un match de phase de groupes en Coupe du monde depuis... 2006 !

**Que répondez-vous à ceux qui estiment que la France est tombée dans le groupe le plus facile (Équateur, Suisse, Honduras) ?**
Je leur dis de regarder notre historique. En barrages, tout le monde évoquait l'Ukraine comme le tirage idéal. Certes, nous nous sommes qualifiés, mais il faut voir comment. Sur d'autres compétitions aussi, j'ai entendu parler de tirage parfait et à l'arrivée, nous n'étions pas sortis...

**Pour éviter l'Argentine en 8e de finale, il serait néanmoins préférable de finir premier de ce groupe E...**
Je ne me projette pas de la sorte. Oui, nous allons nous battre pour la première place. Mais, aujourd'hui, la Suisse est 8e au classement Fifa (*la France 16e, NDLR*) et, sur les deux dernières années, elle a obtenu de meilleurs résultats que nous. Donc, à mes yeux, c'est la favorite du groupe. Après, lorsque nous la jouerons, nous verrons quelle sera la vérité du moment.

**Dire que la Suisse est favorite, n'est-ce pas faire preuve de langue de bois ?**
Non, car cette équipe possède des joueurs qui évoluent eux aussi dans les grands clubs européens et, collectivement, elle a plus de références que nous. Et si elle est tête de série, même si le classement a ses failles, ce n'est pas un hasard complet. Mais cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas la battre...

**Battre le Brésil en finale dans le stade Maracana est-il votre plus grand fantasme de sélectionneur ?**
Fantasme, je n'irais pas jusque-là. Déjà, je ne sais même pas si c'est possible étant donné le tableau *(ça l'est sous certaines conditions, NDLR)*... Ce qui est sûr, en revanche, c'est que nous allons jouer au Maracana (*contre l'Équateur, NDLR*), ce qui sera déjà un grand moment.

**Quelles sont les équipes que vous craignez le plus dans cette compétition ?**
Craindre n'est pas le terme approprié... Mais, pour vous citer les favoris, je vais faire dans le classique. Les équipes qui auront légitimement le plus d'ambitions sont le Brésil, pour qui, en tant que pays organisateur, tout autre résultat qu'une victoire finale sera considéré comme un échec, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne.

**Et à quel niveau situez-vous la France ?**
Il faut être réaliste. Nous ne ferons pas partie de ce groupe de favoris. Ce qui ne nous empêchera pas d'avoir de l'ambition...

RECUEILLIS PAR **C. C.**

## EN BREF

**Football : Anelka toujours sans club**
Nicolas Anelka a confirmé mercredi n'avoir pas signé en faveur du club brésilien de l'Atletico Mineiro, précisant qu'il était actuellement « *en visite religieuse au Koweït* ».

**Cyclisme : Gilbert renoue avec la victoire**
Le Belge Philippe Gilbert (*BMC*) a remporté mercredi la Flèche brabançonne, le premier succès de la saison pour le champion du monde 2012.

**Tennis : Nadal, Federer et Wawrinka étaient pressés**
Le n° 1 mondial et le Suisse ont franchi sans encombre le 2e tour du Masters 1000 de Monte-Carlo. Rafael Nadal a dominé le Russe Gabashvili 6-4, 6-1 et Roger Federer le Tchèque Stepanek 6-1, 6-2. Pas de souci non plus pour le Suisse Stanislas Wawrinka qui a écrasé le Croate Cilic 6-0, 6-2. Hécatombe côté français : Robredo (Esp) bat Benneteau 4-6, 6-0, 6-1 ; Rosol (RTC) bat Llodra 6-4, 6-4 ; Almagro (Esp) bat Mahut 7-6 (3), 6-3.

» Suivez en direct le Masters 1000 de Monte-Carlo sur sport24.lefigaro.fr

# LE CARNET DU JOUR



## deuils

Olivier, Damien, Guillaume Babinet,
ses enfants,
Nadjeli, Aurore, Théo, Cosima, Jules Babinet,
ses petits-enfants,
Luc Babinet,
le père de ses enfants,
Albert Cukerman,
son frère,
Isabelle, Sylvie, Franck,
ses nièces et son neveu,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**Sarah BABINET CUKERMAN**

survenu le 11 avril 2014.

Ses obsèques auront lieu
le samedi 19 avril, à 11 h 30,
au cimetière de Préfailles
(Loire-Atlantique),
chemin des Agneaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

---

M. et Mme Jean-Luc Duval,
M. et Mme Mamadou Diop,
ses enfants,

Audrey, Laurène, Julien, David, Faty et Jérôme, Maïram, Saïdou,
ses petits-enfants,

Aubin,
son arrière-petit-fils,

Mme Odette Gueranger,
sa belle-sœur,

ainsi que toute sa famille

ont la douleur
de vous faire part du décès de

**M. Lucien DUVAL**
commandeur
de la Légion d'honneur,

survenu le 11 avril 2014,
dans sa 93e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu le vendredi 18 avril,
à 9 h 30,
en la basilique Saint-Denys,
place Jean-Eurieult,
à Argenteuil, suivie
de l'inhumation à 11 h 30,
au cimetière du Père-Lachaise,
à Paris (20e), dans le caveau
de l'Ordre de la Libération,
entrée, 3, avenue-Gambetta.

Un registre à signatures tiendra
lieu de condoléances à l'église.

---

La Clayette,
Digoin (Saône-et-Loire).
Villefranche-sur-Saône
(Rhône).

Patrick,
Alain et Brigitte,
Frédéric et Annick,
ses fils et leurs épouses,

Caroline,
Marianne et Jérôme,
Jérémy, Florence, Marine,
Benjamin et Clémentine,
Pierre-Henri (†),
Sabrina et David,
ses petits-enfants,

Joanna, Juliette et Victoria,
ses arrière-petites-filles,

Paul-Henri et Charlette Chopin,
leurs enfants et petits-enfants,
Nany Chopin
et ses enfants,
Marie-Jeanne Benzerrack
et sa famille,
Jeanine Nigay,

Juliette,
Pierre et Marie-Françoise Dubarry
et leur famille,
Dominique, Jean-Pierre,
Victor, Patricia Bonnefoux
et leur famille,

les familles Bouhy, Chopin,
Nigay, Bonnefoux,
Dubarry, Benzerrack,
parents, amis et alliés,

ainsi que l'ensemble
du personnel de
la Distillerie Bouhy

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**Françoise BOUHY**
née Chopin,

survenu dans sa 83e année,
le 16 avril 2014,
à Paray-le-Monial
(Saône-et-Loire).

La messe d'obsèques aura lieu
le samedi 19 avril 2014,
à 10 h 30, en l'église
de La Clayette.

**Françoise** repose
à la chambre funéraire de
Baudemont (Saône-et-Loire).

Sont rappelés à votre pieux
souvenir son mari,
**Ricky**
et son petit-fils,
**Pierre-Henri**

La famille tient à remercier
l'ensemble du personnel
du Domaine du château
à Paray-le-Monial,
pour son dévouement
auprès de **Françoise**.

*Le jaune et le vert
étaient ses couleurs préférées.*

Cet avis tient lieu de faire-part.



Batz-sur-Mer.

M. Jean Bourcier,
son époux,

Frédérique et Joseph Helnan,
Laurence et Florent Levesque,
Catherine et Mikhaïl Evstafiev,
Anne et Yves
Regnault de Bouttemont,
ses filles et ses gendres,

Rozenn, Nelman, Mériadec,
Jean, Philippine, Baptiste,
Gatien, Timothée et Immanuel,
ses petits-enfants,

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**Marie-Françoise BOURCIER**
née Gautier.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le mardi 22 avril 2014,
à 15 heures,
en l'église Saint-Guénolé
de Batz-sur-Mer.

La famille remercie
toutes les personnes
qui l'ont accompagnée.

Cet avis tient lieu de faire-part.

---

*Je suis la Résurrection et la Vie.
Celui qui croit en moi,
même s'il meurt, vivra ;
et tout homme qui vit
et qui croit en moi
ne mourra jamais.*
Saint Jean 11, 25-26.

Rose-Marie Falletti Isenegger,

Daniel et Marie Falletti,
André et Irina Falletti,
Benoît et Diana Falletti,
leurs enfants
Gabriel et Magdalena,

les familles Isenegger,
Gutowski, Osipova, Lainé,
ainsi que les familles parentes,
alliées et amies

ont la tristesse
de vous faire part
du rappel à Dieu de

**André Édouard Jean FALLETTI**

leur cher époux, père,
beau-père, grand-père, parent,

le 15 avril 2014,
dans sa 91e année,
entouré de l'affection des siens.

La messe d'obsèques sera
célébrée le mardi 22 avril,
à 14 heures, en l'église
Saint-Joseph, à Genève,
suivie de l'inhumation
dans l'intimité familiale.

La famille remercie
chaleureusement les médecins
et le personnel infirmier
de l'Unité de médecine interne
de l'hôpital de La Tour
à Meyrin (Suisse),
de l'Institution genevoise
de maintien à domicile (IMAD)
et de la clinique La Lignière
à Gland (Suisse),
pour leurs soins
et leur gentillesse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11 bis, rue Toepffer,
CH-1206 Genève.

---

Jaunay-Clan (Vienne).

M. Claude Herry,
son époux,
François,
Mathilde et Mahiman, Lelani,
ses enfants et sa petite-fille,

ainsi que toute sa famille

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**Mme Isabelle HERRY**
née Saint-Martin,

dans sa 82e année.

La cérémonie religieuse aura
lieu le samedi 19 avril 2014,
à 14 h 30, en l'église
de Jaunay-Clan.

Des dons sont possibles
au profit de la Ligue pour
la Protection des Oiseaux.

6, square Moncey, 75009 Paris.

---

Le colonel René Lantelme
et ses enfants

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**Jeannine LANTELME**
née Traissac,

survenu le 15 avril 2014,
dans sa 93e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée en l'église
Saint-François-d'Assise,
rue Giovanni-Boldini,
à Antony (Hauts-de-Seine),
le mardi 22 avril 2014,
à 10 h 30.

*Merci mon Dieu pour la grâce
que vous nous avez donnée.*

Villeloin-Coulangé
(Indre-et-Loire).

Son mari,
Tadeusz,
ses enfants,
Dino, Jan et Karolina,
ses petits-enfants
et ses arrière-petits-enfants

ont la douleur
de faire part du décès de

**Karin Synove Aurora
JAROSZYNSKA**
née Heikkinen,

artiste,

survenu le 15 avril 2014,
à l'âge de 80 ans,
à Villeloin-Coulangé,
munie des sacrements
de l'Église.

La cérémonie religieuse
sera célébrée
en l'église collégiale
Saint-Jean-Baptiste,
à Montrésor (Indre-et-Loire),
le samedi 19 avril,
à 11 heures.

1, rue Saint-Hippolyte,
37460 Montrésor.

---

M. (†) et Mme Eric Lescure,
M. et Mme Philippe Fèvre,
M. (†) et Mme (†)
Michel Masy-Perier,
M. et Mme Jacques Gairard,
Mme Annick Lescure,
M. et Mme Bruno Lescure,
ses enfants,

Arielle et Patrick Morin,
Cédric et Sophie Lescure,
Chrystel et Emmanuel Raccurt,
Caroline et Thierry Chevalley,
Hubert et Catherine Fèvre,
Juliette Fèvre (†),
Arnaud et Guillemette Fèvre,
Aymeric et Eléonore
Machard de Gramont,
Laure et Loïc Thomas,
Thibault et Aurore
Machard de Gramont,
Olivier Gairard et Géraldine,
Hervé Gairard et Pantxika,
Emmanuelle et Vincent Raeth,
Renaud et Julie Gairard,
William et Andrea Gairard,
Franck Doudet et Pauline,
William Doudet (†),
Antoine et Eléonore Lescure,
Thierry et Anne-Laure Lescure,
ses petits-enfants,

ses 41 arrière-petits-enfants,

Mme Louis Pont,
sa belle-sœur,

ont la douleur
de vous faire part
du rappel à Dieu de

**Mme Henri LESCURE**
née Geneviève Ledoux,

le mardi 15 avril 2014,
dans sa 104e année.

La cérémonie religieuse
aura lieu le samedi 19 avril,
à 11 heures, en l'église
de Selongey (Côte-d'Or).

---

Lyon.

*Dieu essuiera toute larme
de leurs yeux
et la mort ne sera plus.*
Apocalypse 21, v. 4.

Monique Picq-Brigodiot,
son épouse,

Jean-Marc et Maryse Picq,
Laurence Picq,
Isabelle et Philippe Journiac,
ses enfants,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,

Robert Picq,
son frère,
et sa famille,
Alain Brigodiot,
son beau-frère,
et sa famille

ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**André, Samuel PICQ**

survenu le 16 avril 2014,
à l'âge de 88 ans.

La cérémonie aura lieu
le vendredi 18 avril 2014,
à 14 heures, au Grand temple,
3, quai Victor-Augagneur,
Lyon (3e).

---

Gilbert et Viviane Sitbon,
Mylène et Gérard Lévy,
Alain Sitbon,
ses enfants,
ses petits-enfants
et ses arrière-petits-enfants
ont la tristesse
de vous faire part du décès de

**Ninette SITBON**
née Sarfati.

Les obsèques auront lieu
ce jeudi 17 avril, à 14 h 45,
au cimetière parisien de Pantin.

Mme Geneviève Thiolon
et toute sa famille

vous font part du décès de

**Pierre THIOLON**

survenu le 14 avril 2014,
dans sa 88e année.

La cérémonie religieuse
sera célébrée le mardi 22 avril,
à 15 heures, en l'église
Sainte-Bathilde,
à Châtenay-Malabry
(Hauts-de-Seine).

Priez pour lui !

---

M. et Mme Cyrille Vernes,
M. Jean-Philippe Vernes,
ses enfants,

M. Alexis Vernes,
M. Aymar Vernes,
M. et Mme Mathieu Carlier,
Mlles Philippine, Marguerite
et Marie Louise Vernes,
ses petits-enfants,

Gabriella et Adrien Carlier,
ses arrière-petits-enfants,

M. Francis
Deloche de Noyelle,
ancien ambassadeur,
et ses enfants,
Mme Gérard Gaussen (†)
et ses enfants,
M. Thierry Vernes,
ses frère, belle-sœur,
beau-frère, neveux,

et toute sa famille,

son fidèle personnel

ont la tristesse de faire part
du rappel à Dieu de

**Mme Bertrand VERNES**
née Anne-Marie
Deloche de Noyelle,

le 15 avril 2014,
dans sa 87e année.

*Que ce livre de la loi
ne s'éloigne point de ta bouche,
médite-le jour et nuit
pour agir fidèlement
selon tout ce qui est écrit.*
Josué 1, verset 8.

La cérémonie religieuse aura
lieu à l'église protestante unie
de l'Étoile, 54, avenue de
la Grande-Armée, Paris (17e),
le mardi 22 avril 2014, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes,
des dons à l'Armée du Salut,
Paris CCP 5 386 5 B Paris.

116, boulevard
Maurice-Barrès,
92200 Neuilly-sur-Seine.

## remerciements

Profondément touchée
par les témoignages
de sympathie et d'affection
reçus lors de son grand deuil,
la famille de

**M. Jacques FOURNIER**

remercie sincèrement
toutes les personnes qui ont pris
part à sa douloureuse épreuve,
par leur présence,
leurs messages
ou leurs envois de fleurs.

Elle les prie de trouver ici
l'expression de sa profonde
reconnaissance.

## messes et anniversaires

Mme Jean-Claude Poirson,
née Marie-France Malle,
ses enfants et petits-enfants

vous rappellent le souvenir de

**Jean-Claude POIRSON**

décédé le 17 avril 2004.

Une messe sera célébrée
le mardi 22 avril 2014,
à 11 heures, en l'église
de Saint-Vaast-en-Auge
(Calvados).

## souvenirs

Tourgéville (Calvados).

Il y a déjà un an,
le 17 avril 2013, nous quittait

**Annie DEFIN**

Que ceux qui l'ont connue
et aimée aient pour elle
une très affectueuse pensée.

Son époux, Daniel.

# Comment l'Amérique a « perdu » la Russie



**Laure Mandeville**
lmandeville@lefigaro.fr
Correspondante à Washington

Soudain, la porte s'ouvrit et l'imposante silhouette du tsar Boris apparut dans l'embrasure. *« Je voudrais faire une annonce, l'URSS est finie, les leaders de l'armée se sont ralliés »*, annonça le président Eltsine, rayonnant. C'était au Kremlin, pendant une journée grise et froide de décembre 1991 à Moscou. Mais l'économiste américain Jeffrey Sachs s'en souvient comme d'un moment d'*« euphorie »*. À 37 ans, le « petit génie » de la macroéconomie de Harvard était au Kremlin avec Egor Gaïdar, vice-premier russe à la face ronde et au verbe saccadé, qui avait accepté la lourde charge de faire basculer la Russie de l'économie soviétique vers le capitalisme. Il faudrait attendre le 26 décembre 1991 pour que Mikhaïl Gorbatchev démissionne, mais la page de l'URSS se tournait. La Russie éternelle émergeait de ses ruines.

*« C'était magique, j'assistais en direct à la fin du communisme, la Russie allait enfin nous rejoindre !*, se souvient Sachs. *Je pensais que le gouvernement américain partagerait mon enthousiasme, mais je me trompais. La réponse de Washington serait inepte, insuffisante, sans empathie »*, martèle-t-il. *« Nous allions rater une chance historique d'aider la Russie à rejoindre l'Occident, alors qu'elle avait accepté sans violence la fin de l'empire*, affirme le professeur, aujourd'hui à l'université de Columbia. *Nous payons maintenant le prix des occasions manquées. »*

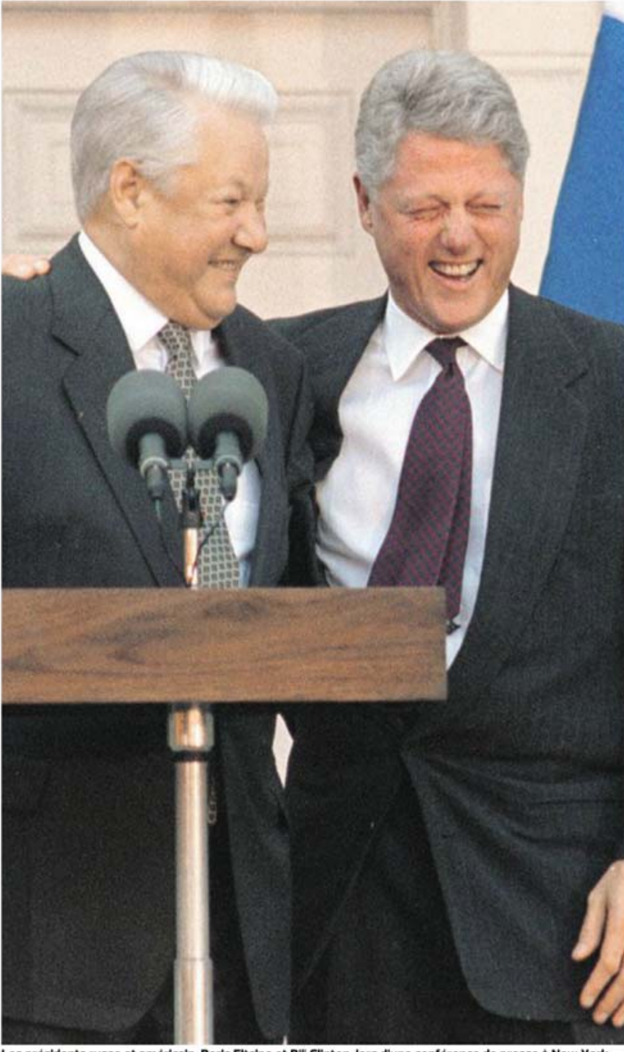
Pressé sur mille fronts, Eltsine était persuadé qu'il disposait d'une fenêtre d'opportunité fugitive pour amarrer la Russie aux rives occidentales. Manquant cruellement de cerveaux, il avait appelé Sachs pour assister Gaïdar dans *« sa mission kamikaze »*. Les magasins étaient vides, le pays tanguait comme un bateau ivre. Sachs avait joué un rôle clé dans le sauvetage de la Pologne en lui imposant, en tandem avec le ministre polonais Leszek Balcerowicz, une *« thérapie de choc »* qui avait ranimé *« le mourant »* grâce à une libération immédiate des prix. *« J'espérais répéter le succès. Je me trompais. »*

En Pologne, l'économiste de Harvard avait posé un préalable crucial : l'annulation de la dette extérieure. Il avait obtenu la création d'un fonds de stabilisation destiné à amortir le choc. Washington avait approuvé le plan en 24 heures, pour *« sauver la Pologne »*. Quand Gaïdar l'appela à la rescousse, Sachs, persuadé d'avoir *« la bonne recette »*, le convainquit de demander le même traitement au G7 et au FMI. Mais quand il sortit de sa réunion avec les créanciers occidentaux, *« Gaïdar était gris comme la cendre »*, raconte Sachs. L'Occident avait refusé.

## « Une Russie mal traitée »

*« J'étais abasourdi ! Il aurait fallu aider la Russie comme nous l'avions fait avec le plan Marshall en Europe. Mais rien n'est venu. »* L'économiste française Brigitte Granville, qui travaillait avec Sachs, confirme *« une erreur stratégique »* qui allait étrangler le pays. Elle se souvient d'*« une Russie mal traitée »*. *« De nombreux experts défilaient mais souvent ne servaient à rien, juste à s'enrichir ! Sachs et moi nous rendions tous les matins à l'hôtel Métropole, pour pousser le FMI à faire plus. En vain. »* *« C'était comme se heurter à un mur »*, note Sachs, qui passa *« toute l'année 1992 à convaincre l'Administration Bush de booster l'aide »*. Il quitterait la place fin 1993, *« sans avoir réussi non plus à faire bouger l'équipe Clinton, très décevante »*. Celle-ci allait même désavouer le jeune économiste en attribuant implicitement la responsabilité de l'affaissement social au *« choc sans thérapie »*. *« J'ai servi de bouc émissaire, c'est injuste, la "thérapie" n'a pas eu lieu à cause du refus de Washington de s'engager massivement »*, enrage Sachs.

Jusqu'à aujourd'hui, l'économiste dit *« être hanté par le ratage »*, évoquant *« l'incompétence »* et *« la politique intérieure »* comme motifs. Il raconte un épisode, dans la voiture du secrétaire d'État républicain Lawrence Eagleburger. *« Ce que vous demandez sur le fonds de stabilisation ne va pas se produire, Jeff, oubliez ! »*, lui lança ce dernier. *« M. le Secrétaire, mais pourquoi ? »* *« Nous sommes en 1992, une année électorale ! »*, lâcha Eagleburger. *« L'Amérique n'était pas intéressée par ce qui se passait en Russie, maintenant que la guerre froide était finie »*, décrypte Angela Stent, spécialiste chevronnée de la Russie. Bill Clinton allait gagner l'élection en centrant sa campagne sur l'économie. Sachs avance aussi une *« explication géopolitique : la priorité était de gagner la guerre froide, pas d'intégrer la Russie. C'est pour cela que le traitement de Moscou et celui de Varsovie furent si différents. Il était déjà clair que la Pologne serait la frontière orientale de l'Alliance. Les hommes du futur projet néoconservateur de "siècle américain", comme Wolfowitz, étaient déjà aux commandes, ils voulaient profiter de ce qui était pour eux une victoire de l'Amérique »*, accuse Sachs.



**Les présidents russe et américain, Boris Eltsine et Bill Clinton, lors d'une conférence de presse à New York, le 23 octobre 1995.** JIM MCKNIGHT/ASSOCIATED PRESS

**1/2** À la chute de l'URSS, les dirigeants américains n'ont pas vu l'intérêt d'arrimer la Russie à l'Ouest ni de l'aider à rebâtir son économie. Ils ont fini par se réveiller, mais la parenthèse Eltsine était en train de se refermer. Premier volet de cette chronique des occasions manquées.

Pourtant, répond l'ambassadeur américain en URSS de l'époque, Jack Matlock, autre témoin privilégié, les choix de Bush père démentent la thèse d'une volonté délibérée de ne pas accueillir la Russie à la table occidentale. Attachée à la coopération avec Gorbatchev, l'Administration *« n'était pas favorable »* à un démembrement de l'Union soviétique, dit-il. Juste avant le putsch d'août 1991, Bush se rendit à Kiev pour presser l'Ukraine d'accepter le projet d'URSS démocratisée de Gorbatchev, agitant le spectre d'*« un nationalisme suicidaire »*. *« Ce n'est pas la pression de l'Amérique qui a mis fin à l'empire, c'est la pression interne »*, dit Matlock, face aux accusations de Poutine sur un supposé complot. L'ambassadeur *« comprend en revanche les frustrations russes »* sur l'élargissement de l'Otan, précisant que l'équipe Bush n'avait *« pas le projet de pousser vers l'Est »*. *« Le seul sujet sur la table était la réunification de l'Allemagne et son entrée dans l'Otan. Cette approche a changé sous Clinton »*, reconnait-il.

## Spirale de crises

Si quelqu'un avait de l'empathie et des compétences sur la Russie en 1992, c'était Strobe Talbott. Ce journaliste brillant à la longue silhouette avait fait sa thèse sur le poète Maïakovski et traduit les Mémoires de Khrouchtchev dès 1969. Il avait voyagé en URSS, où il avait connu Natalia Mandelstam, Joseph Brodski et d'autres. Bill Clinton, qui avait étudié avec lui à Oxford, restait lié d'amitié avec ce passionné de Russie. Une fois élu président, il nomma Talbott secrétaire d'État adjoint en charge de la politique russe. Dans un livre de Mémoires fascinant, ce dernier raconte à quel point la Russie occupait les pensées de Clinton. *« Il faut aider Eltsine, sinon ce pays nous explosera à la figure »*, répétait-il. Bill avait une sympathie instinctive pour *« le vieux Boris »*, sentiment réciproque. Les deux hommes garderaient cette relation forte pendant tous les zigzags des années 1990, explique Talbott au *Figaro*. Mais il admet aussi l'impuissance de l'Amérique à aller au-delà de ce lien et à ancrer la Russie à l'Ouest. Les mois cruciaux où quelque chose aurait sans doute pu être fait ne furent pas mis à profit, par manque de temps et de vision. Puis la Russie dégringola dans une spirale de crises. *« Il faut voir à quoi nous avions à faire ! »*, s'écrie Talbott. L'idée même de démocratie fut discréditée et rebaptisée *« merdocratie »* (*dermocratia* en russe). Face au bombardement du Parlement, à l'émergence d'une oligarchie cannibalisant le pouvoir, au massacre orchestré contre la Tchétchénie indépendantiste, l'Amérique devint un spectateur impuissant, qui dénonçait faiblement les dérives, tout en maintenant le contact avec Eltsine. Il est vrai que les larges épaules du « tsar » lui permirent de faire avaler à la Russie maintes pilules : retrait de ses troupes des pays Baltes, élargissement de l'Otan à l'Europe centrale, intervention de l'Alliance en Bosnie, où la Serbie avait déclenché une tuerie à grande échelle. *« Au fond, notre politique consista à ancrer la démocratie en Europe orientale et à ignorer Moscou tant que cela ne serait pas terminé »*, résume le stratège républicain Bruce Jackson.

L'élargissement de l'Otan paraissait pourtant une idée saugrenue à Washington, au début de l'ère Clinton. Jackson, qui deviendrait un pilier du mouvement néoconservateur, se souvient de sa perplexité quand le républicain Steve Hadley vint lui en parler. *« J'ai dit : "Voilà la plus grande stupidité que j'aie jamais entendue, pourquoi élargir si nous n'avons plus d'ennemi ?" C'est en l'écoutant parler du besoin de sécurité de l'Europe libérée que j'ai pensé : "Il a raison !" »* L'épisode est révélateur : Washington était hostile à l'expansion. Le Pentagone craignait son coût. Le vieux George Kennan, architecte de la politique d'endiguement de l'URSS, parlait de *« bévue stratégique épique »*.

## Frustration et fureur de Boris Eltsine

Les choses basculèrent lors de l'inauguration du Musée de l'Holocauste en avril 1993, en présence de Lech Walesa et Vaclav Havel. *« Ils ont dit à Clinton : "Si on veut éviter la répétition de tels drames, il faut prendre l'Europe de l'Est dans l'Otan" »*, explique Stent. Cet argument trouva un écho chez une Administration inquiète des soubresauts de l'ex-Yougoslavie et d'un retour du nationalisme en Europe. Mais la perception était plus aiguë à l'Est, où l'on scrutait avec effroi les ruines de Grozny. Quand Talbott passa à Riga, le président Lennart Meri, qui avait vécu l'écrasement des indépendances baltes en 1940, lui expliqua que *« la malignité du pouvoir »* impérial russe *« n'était qu'en rémission »*. La parenthèse eltsinienne était une chance fugitive à saisir, diagnostiqua le Letton.

Sur le fond, les Américains approuvaient. Leur souci était de faire avaler la potion à Eltsine sans infléchir son orientation occidentaliste ni créer de nouvelle ligne de partage. L'Amérique proposa donc le « partenariat pour la paix », puis le Conseil Russie-Otan et l'inclusion de la Russie dans le G8. Mais, au bout du compte, la porte de l'Ouest resta entrouverte, les espaces de coopération limités.

La responsabilité était partagée, car les dérives russes effrayaient, à juste titre. *« Mais les Américains péchèrent aussi par manque d'imagination, échouant à offrir un nouveau système de sécurité qui aurait intégré la Russie »*, juge Jeremy Shapiro, de la Brookings Institution. *« Les Américains ont profité de la faiblesse de la Russie pour imposer leur projet géopolitique »*, juge l'ex-diplomate britannique Christopher Granville, alors aux premières loges à Moscou.

Ainsi, quand vint pour Eltsine le moment d'accepter le principe de l'élargissement, à Helsinki, en 1997, Clinton fit tout pour arrondir les angles sans lâcher un pouce de terrain. Lorsque le vieux « tsar » suggéra un pacte secret, par lequel l'Américain s'engagerait à ne jamais élargir l'Otan à l'ex-URSS, l'Américain refusa net. C'était à son honneur. Il ne pouvait accepter un nouveau Yalta ! Mais pour beaucoup de Russes, c'était un diktat. *« J'aurai essayé, Bill ! »*, réagit Eltsine, cachant mal sa frustration et sa fureur. L'Amérique avait forcé la main de son partenaire. Mais, clairement, les Russes considéraient que l'espace postsoviétique restait *« à eux »*. Derrière les bourrades de Boris et Bill, *« l'incompréhension tragique de la Russie et de l'Occident continuait »*, commente Edward Luttwak, stratège qui conseille le Pentagone et la CIA depuis des années : *« Clinton s'était dit : "Eltsine est sympathique, la Russie va devenir sympathique." Il ne comprenait pas qu'une fois au Kremlin, tout dirigeant russe redevient prisonnier d'un système de pouvoir remontant aux Mongols. Comme tous ses prédécesseurs et successeurs, il croyait avoir affaire à Anna Karenine, qui incarne la culture européenne de la Russie. Il ne comprenait pas que le pouvoir restait fidèle à Gengis Khan »*. La revanche russe approchait. ■

» Demain : la revanche de Poutine

# Encore un effort pour être révolutionnaire !

Son rêve d'Europe a tourné au cauchemar. Wauquiez essaye de sauver ce qui peut l'être. Au double risque d'être rejeté par les siens et de ne pas aller au bout de sa logique.

EUROPE : IL FAUT TOUT CHANGER. Laurent Wauquiez, Odile Jacob, 300 p., 19.90 €




CHRONIQUE
Éric Zemmour
ezemmour@lefigaro.fr

C'est dur de grandir. On voit ses rêves partir en fumée ; ses convictions farouches s'avèrent des chimères. Le livre de Laurent Wauquiez aurait pu s'intituler *Illusions perdues*. Mais le titre était déjà pris et le génie littéraire de Balzac hors de portée. Wauquiez fut ce jeune homme brillant dont l'Europe était le Graal.

Le retour sur terre fut cruel. Wauquiez avait joué le jeu à fond. Benjamin de l'Assemblée nationale en 2004, il avait hérité de la circonscription électorale de Haute-Loire que lui avait léguée Jacques Barrot. Celui-ci avait été un des hauts dignitaires du centrisme des années 1970 et 1980, grande figure démocrate-chrétienne qui ne jurait que par l'Europe des pères fondateurs ; ministre à de multiples reprises, Barrot obtint son bâton de maréchal en devenant commissaire européen à Bruxelles. Barrot fut le père spirituel de Laurent Wauquiez. Ce livre est une sorte de meurtre du père.

Wauquiez a été un des innombrables et éphémères ministres des Affaires européennes. Il est venu – à Bruxelles – il a vu – et a été convaincu : il faut tout bazarder. Bazarder Schengen et ses frontières passoires, bazarder l'Europe à 28, pour revenir à une Europe à 6, bazarder le Luxembourg, qui n'est plus qu'un paradis fiscal, bazarder l'Angleterre dans la mer, bazarder les pays de l'Est, trop pauvres, bazarder la direction de la concurrence de la Commission, trop dogmatique ; bazarder le libre-échange, qui a détruit notre industrie et nos PME.

Le fils de Jacques Barrot parle désormais comme Marine Le Pen ou Nicolas Dupont-Aignan. Même Nicolas Sarkozy, chantre des frontières inspiré par Patrick Buisson en 2012, n'osait pas aller si loin.

Ses petits camarades de l'UMP – ou ses grands adversaires eurosceptiques patentés – suggéreront qu'il n'y a là que calcul politicien, ambition démesurée, démagogie indigne. Les partisans de l'Europe devraient se méfier : cet argument se retourne aisément en boomerang. Il y a vingt ans, tout jeune politique ambitieux se devait d'adorer la déesse Europe pour espérer avoir un destin national. Ne disait-on pas que Philippe Séguin s'était fermé les portes de l'Élysée – et même de Matignon – pour avoir combattu le traité de Maastricht ? Qu'il subissait le veto d'Helmut Kohl ! Que c'était pour éviter cette malédiction quasi biblique que Jacques Chirac avait renoncé à ses anciennes diatribes contre « le parti de l'étranger ».

> Dans son jeu de massacre, Wauquiez ne laisse en place que l'euro. Wauquiez est-il atteint du syndrome du Guépard : il faut que tout change pour que rien ne change ?

Les temps auraient donc changé. Un ambitieux devrait afficher sa détestation de l'Europe. Et ce sont les européistes qui avancent cet argument-là ! Et même si Wauquiez avait des arrière-pensées politiciennes, en quoi cela obérerait-il sa critique ?

Le plus gênant dans l'argumentaire fort pertinent de Wauquiez, ce sont justement les limites – ultime crainte du sacrilège ? – qu'il impose à son raisonnement. Wauquiez qui veut réconcilier Jean Monnet et Philippe Séguin – leur donne à tous deux raison. Mais ce n'est pas possible. Le projet initial du père fondateur était tout à fait cette Europe du libre-échange, sans frontières ni politique, se méfiant du peuple par crainte des nations et de la guerre, asservissant l'Europe à son mentor américain. C'est bien pour cette raison que le général de Gaulle haïssait Monnet encore plus que Pétain. On ne peut réconcilier les deux traditions. Il faut choisir. Quand Wauquiez demande, sarcastique : « *Comment est-on passé de Delors à Barroso ?* », on a envie de lui répondre : « *le plus naturellement du monde* » : c'est l'Acte unique de Delors – et ses quatre libertés de circulation des marchandises, des capitaux, des services et des hommes – que Barroso met en œuvre, sans génie mais avec fidélité.

Quand Wauquiez veut nous ramener à l'Europe des Six, il le fait en historien : seule l'Europe carolingienne a une véritable cohérence ; mais il fait mine de ne pas savoir que l'Allemagne a fondé une grande partie de sa nouvelle puissance économique sur les délocalisations massives dans les pays de l'Est, son « hinterland » présentant l'immense avantage de n'être pas dans la zone Euro (monnaies faibles et salaires modestes), mais dans l'Union européenne (pas de droits de douane). Revenir à six, ce serait pour l'Allemagne se couper un bras.

Enfin, se pose « la » question de l'euro. Dans son jeu de massacre, Wauquiez ne laisse en place que l'euro. Wauquiez est-il atteint du syndrome du Guépard : il faut que tout change pour que rien ne change ? Ses arguments sont loin d'être médiocres. Wauquiez est convaincu qu'un franc qui ne bénéficierait plus de la protection de l'Allemagne serait l'objet d'attaques de la finance internationale, qui feraient remonter les taux d'intérêt que nous payons pour nous endetter. C'est le traumatisme de 1992, lorsque le spéculateur George Soros fit sauter la livre sterling et la lire italienne, et que les autorités monétaires françaises appelèrent la Bundesbank au secours pour sauver la parité du franc. Traumatisme sélectif qui oublie que cette défense acharnée de l'arrimage du franc au mark nous coûta récession et chômage massif en 1993.

Surtout, Wauquiez ne peut négliger la question fondamentale que posent les opposants à la monnaie unique depuis l'origine : l'unification monétaire d'une zone non optimale, avec des économies qui n'ont pas la même productivité, provoque mécaniquement un transfert massif de richesses vers la région la plus productive. L'économiste Paul Krugman a obtenu son prix Nobel d'économie pour cette démonstration-là. C'est ce qui s'est passé lors de l'unification italienne, en 1860, l'industrie du Nord déjà avancée tuant dans l'œuf l'industrie naissante du Sud.

Avec l'euro, l'Europe du Sud (et la France avec elle) serait donc condamnée – quels que soient ses efforts – à devenir le Mezzogiorno de la riche Europe rhénane. L'Européen mais patriote Wauquiez peut-il accepter ce destin de gaieté de cœur ?

Après avoir refermé son livre, on devine que, de là-haut, Philippe Séguin lui tend les bras, et lui lance de son célèbre rire tonitruant où perçait toujours un fond de désespoir : « *Encore un effort, Laurent, pour être vraiment révolutionnaire !* » ■

# Barnier, l'éternel européen

Le commissaire européen sortant n'a pas été investi par son parti pour devenir le prochain président de la Commission européenne. Mais il publie un livre où il décline le projet qu'il n'appliquera pas.

TÊTE À TÊTE
Charles Jaigu
cjaigu@lefigaro.fr

Une voix étouffée, une allure d'ecclésiastique en civil, un mélange d'ego bien planté et de cautèle montagnarde. Michel Barnier est un obstiné, un méthodique, un organisé. Il dit rarement du mal d'autrui, il ne brille pas. Mauvais client pour le journaliste, il est le prototype de l'homme politique qu'on aime en Europe et qu'on méprise en France. Pas drôle. Jacques Chirac, méchamment, surnommait ce fier Savoyard le « *professeur de ski* ». À force d'être sous-estimé, le prof de ski a enchaîné les élections gagnées et les responsabilités ministérielles et européennes. Il a même osé se présenter à la présidence de la Commission de Bruxelles. Le résultat n'a pas été si mauvais : 40 % des suffrages de ses pairs, soit 245 contre 382 voix à Jean-Claude Juncker, le tout par vent contraire, car la chancelière allemande lui a préféré l'ex-premier ministre luxembourgeois. Pourquoi Angela Merkel ne l'a-t-elle pas soutenu ? « *Elle a choisi la solution qui l'engageait le moins* », répond Barnier, qui connaît bien l'antipathie des chefs d'État européens pour la nouvelle procédure, qui les prive – du moins sur le papier – du pouvoir de nommer à huis clos le président de la Commission qui les arrange.

Quand il est de bon ton de cracher sur l'Europe, ironiser sur Michel Barnier est trop facile. À ceux qui réclament une cohérence dans les parcours politiques, notre commissaire sortant chargé du Marché intérieur et des Services force le respect au moins par la permanence de ses engagements : depuis près de trente ans, il est écologiste et européen avec un zest de gaullisme et de fierté nationale. Aux côtés de Jean-Louis Bourlanges et Alain Lamassoure, deux autres grandes voix pro-européennes blanchies sous le harnois de la vie politique bruxelloise, Michel Barnier est le troisième « européen de service » qui anime à droite le débat français. Et quand les jeunes gymnastes de l'UMP, les Wauquiez, les Bertrand enchaînent les figures les plus acrobatiques pour sauver l'Europe de l'annihilation, le roide Barnier, lui, trace imperturbablement son sillon.

Wauquiez veut une Europe à six, un big bang institutionnel ? Fadaise, répond Barnier. « *On a déjà tenté de changer quatre fois les institutions européennes, à Amsterdam, à Nice, avec la Constitution et à Lisbonne : quatre fois, cela a été un échec. On le sait désormais, ce n'est plus la carrosserie qui compte, c'est le moteur, c'est la force des politiques concrètes que l'on peut mener ensemble.* » Pour parler de l'Europe, il est parfois utile de chausser d'autres lunettes. Utile de réfléchir à ce qui peut-être fait ici et maintenant, plutôt que de tout jeter par-dessus bord pour tout reconstruire. Il va de soi que le continent Europe recouvre un foisonnement d'énergies économiques qui n'attendent qu'une réaction en chaîne pour produire la croissance économique dont la vieille, si vieille Europe a besoin. Barnier suggère des pistes pour mettre en marche ce réacteur nucléaire de 500 millions d'atomes.

Le livre de Barnier a un beau titre. « *C'est un passage où Thucydide cite Périclès, quand le premier magistrat d'Athènes exhorte son peuple à continuer de lutter pour "être libre"* », précise Barnier. Il y présente le projet qu'il se proposait d'appliquer s'il avait été le candidat de la droite européenne à la succession de Barroso. Le style et le ton sont ceux d'un rapport de la Commission. La lecture n'est donc pas aussi festive qu'un récit sur la jeunesse européenne façon *L'Auberge espagnole*, mais on y trouve une vision très intéressante de la politique industrielle européenne, de la stratégie énergétique et d'un « *continent numérique* » encore embryonnaire à l'échelon européen. Exemple : Barnier nous rappelle que les sociétés européennes du « big data » peinent à émerger. « *Seules deux font partie du top 20 mondial, dix-sept étant américaines. Mutualisons nos moyens pour acquérir les ordinateurs les plus performants* », suggère-t-il entre autres. Barnier, homme de droite, ose dire contre son camp que la question des flux migratoires à l'échelle d'un continent vieillissant se pose avec acuité. « *Les femmes européennes n'ont en moyenne que 1,4 enfant chacune* », rappelle-t-il. Pourquoi ne pas faciliter encore « *la mobilité des salariés européens* ». Pourquoi ne pas assumer une politique d'immigration choisie à l'échelle du continent, quand on sait déjà que, « *dans dix ans, l'économie européenne aura besoin de 700 000 salariés dans le secteur informatique et d'un million dans le domaine de la santé* ».

Il est bon, il est salutaire d'élever l'analyse au-dessus de la ligne bleue de Vosges. C'est ce que fait Barnier. « *La bonne protection, ce ne sont pas les barrières douanières, c'est l'investissement en commun sur des grands projets industriels* » rappelle-t-il. Il reprend les conclusions du rapport de Jean Therme, directeur de recherche au CEA, sur les six technologies clés dont l'Europe a besoin pour rester libre, justement. « *Ce rapport a identifié six secteurs clés où nous sommes très en retard. Pour faire face aux Américains et aux Chinois, on devrait pouvoir croiser de l'argent public issu des budgets européens avec des investissements privés* », propose le commissaire sortant.

Et puis Barnier refuse l'habituel prêchi-prêcha anti-européen – et que ne le fait-il avec plus de colère, plus d'indignation ! – qui serine que Bruxelles est la cause de l'impuissance française. Ancien ministre de Jacques Chirac, avec lequel il s'était brouillé, il pourrait reconnaître que le président français de l'époque n'a pas profité de la fenêtre ouverte en 2003 par Gerhard Schröder, quand ce dernier avait négocié avec Bruxelles le droit de sortir de la limite des 3 % de déficit en échanges de réformes lourdes. C'est donc la France qui doit se battre la coulpe, et non Bruxelles ! « *Mitterrand disait : "La France est ma patrie, l'Europe est son avenir", il avait raison* », répond Barnier, très œcuménique. La France sans l'Europe ne se donne pour ambition que de dévaluer sa monnaie et vendre à coups de dévaluations des produits bâclés, la France avec l'Europe a une chance – petite – de hausser son niveau de jeu.

Commissaire européen, Barnier a prêté serment devant la Cour de justice du Luxembourg, de « *servir l'intérêt général européen* ». Il a travaillé avec ses vingt-sept collègues en appliquant la méthode de la collégialité, qui ne facilite pas vraiment l'expression d'individualités charismatiques. L'Europe, on le sait, a un problème d'incarnation. En effet, qui connaît Cecilia Malmström, Algirdas Semeta, Neven Mimica ? « *À Bruxelles comme à Paris, si les technocrates prennent le pouvoir, c'est qu'on le leur a laissé, c'est pour cela que je suis favorable à la nomination de commissaires européens qui ont une légitimité électorale dans leur pays d'origine* », conclut Barnier. ■


JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

> Wauquiez veut une Europe à six, un big bang institutionnel ? Fadaise, répond Barnier. « On le sait désormais, ce n'est plus la carrosserie qui compte, c'est le moteur, c'est la force des politiques concrètes que l'on peut mener ensemble




SE REPOSER OU ÊTRE LIBRE
Michel Barnier, Éditions Gallimard, 228 p., 11,50 €

# Dissolution improbable, cohabitation impossible



BERNARD ACCOYER
ET GÉRARD LARCHER

L'ancien président de l'Assemblée nationale et l'ancien président du Sénat* s'insurgent contre l'hypothèse d'une dissolution.

François Hollande va-t-il dissoudre l'Assemblée nationale avant la fin de son mandat ? Même si, dans l'immédiat, François Hollande bénéficie d'un répit lié à la nomination d'un nouveau premier ministre populaire et meilleur communicant, ce scénario court dans les salles de rédaction et le microcosme politique. L'intérêt du pays comme le respect de l'esprit de nos institutions imposent d'en dénoncer les ressorts cachés et d'en dessiner les conséquences éventuelles. L'opposition, si elle remportait les élections législatives, devrait refuser de cohabiter avec un président de la République ayant mis en jeu sa légitimité à travers la dissolution et l'ayant perdue dans les urnes.

Quel est le sens d'une dissolution, qui est une prérogative du chef de l'État ? La dissolution, dans nos institutions, est destinée à trancher un conflit ouvert ou latent entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée. C'est bien en ce sens qu'elle a été mise en œuvre cinq fois depuis 1958. Celle de 1997, qui a été décidée à partir d'hypothèses électoralistes, a démontré par son échec que cette arme puissante ne saurait être détournée du but fixé par le constituant de la Ve République. La dissolution peut aussi être le moyen de revenir vers le peuple souverain en cas de crise grave, comme en 1968. Sous la Ve République, à chaque fois que le président de la République a dissous l'Assemblée, c'était pour demander au pays de lui donner raison, gagner les élections et avoir une majorité parlementaire.

Bien différente serait une dissolution éventuelle prononcée par le chef de l'État d'ici la fin du quinquennat. Dissoudre l'Assemblée, pour François Hollande, ne viserait pas à trancher une querelle avec sa majorité. Soudée principalement par des accords d'appareils et des intérêts électoraux, la majorité plurielle version 2012 n'explosera pas. La confiance votée très largement au gouvernement Valls, y compris par ses contempteurs initiaux, en a apporté une nouvelle preuve.

Dissoudre l'Assemblée, pour François Hollande, ce serait en réalité tenter un coup politique à la recherche d'une martingale électorale perdante-gagnante : perdre d'abord les élections législatives pour espérer ensuite assurer sa réélection en 2017 sur le modèle de François Mitterrand. Doit-on croire à ce scénario cousu de fil rose ? La réaction imprévisible des Français face à ce qui apparaîtrait forcément comme une combine politicienne, le risque pour le président d'être entraîné dans un naufrage électoral, réplique du désastre des élections municipales, tout devrait dissuader au final François Hollande de dissoudre l'Assemblée.

Quant à la cohabitation qui pourrait résulter de cette hypothétique dissolution, elle ne serait pas conforme aux intérêts de la France et aux nécessités de l'heure. La situation de notre pays exige des réformes profondes, cohérentes et conduites dans la durée par un président de la République et un premier ministre en accord sur l'essentiel. Leur mise en œuvre nécessitera de recourir aux moyens prévus par la Constitution : la procédure des ordonnances pour s'assurer qu'elles soient bien engagées sans perdre de temps et éventuellement le référendum pour renforcer la légitimité populaire.

Or, aussi bien pour l'organisation d'un référendum que pour l'adoption des ordonnances par le Conseil des ministres, la lettre et la pratique de nos institutions donnent au président de la République un droit de veto. François Mitterrand ne s'était d'ailleurs pas privé de l'utiliser en refusant de signer les ordonnances préparées par le gouvernement de Jacques Chirac en 1986. Entièrement mobilisé pour restaurer la situation de notre pays, un gouvernement de cohabitation ne disposerait pas de tous les moyens nécessaires pour conduire cette mission. Il pourrait même se trouver en butte à une guérilla politique coordonnée depuis l'Élysée qui se transformerait en quartier général de campagne pour l'élection présidentielle de 2017.

Une nouvelle cohabitation ne serait pas, non plus, inéluctable. Une nouvelle majorité massive, cohérente et homogène, issue de la volonté populaire, ne serait pas contrainte de cohabiter. Elle pourrait choisir de refuser sa confiance à tout gouvernement nommé par un chef de l'État désavoué par le pays, après avoir choisi de dissoudre uniquement pour des raisons politiciennes.

Après la victoire du cartel des gauches aux élections législatives, en 1924, la majorité de la Chambre des députés a refusé d'entrer en rapport avec le président de la République de l'époque, Alexandre Millerand. Celui-ci n'a eu d'autre issue que de se démettre de son mandat. François Hollande verrait ainsi se retourner contre lui la manœuvre destinée à faciliter son éventuelle réélection. On ne doit pas jouer impunément avec nos institutions quand notre pays traverse des temps difficiles.

** Respectivement député UMP de Haute-Savoie et sénateur UMP des Yvelines.*

# Valls à quatre temps



DESSINS DOBRITZ

MICHEL CICUREL

Alors que Manuel Valls vient d'annoncer quelques mesures d'économies, quatre urgences s'imposent à lui, estime l'ancien chef d'entreprise*.

Manuel Valls a été choisi par le président sous la pression des dégâts de ce début de quinquennat. Et puisqu'il est vraisemblablement inamovible jusqu'à la fin du mandat, c'est lui qui détient l'essentiel du pouvoir, comme un premier ministre de cohabitation. Il appartient à M. Valls, puisqu'il a le crédit et les pleins pouvoirs, de jouer pleinement sa partie.

Sa mission va sans dire : il faut dégraisser les administrations publiques et remuscler les entreprises. Hormis quelques politiciens démagogues ou professeurs Nimbus en mal de notoriété, telle est désormais la conviction, partagée par une majorité de Français. Le sujet n'est plus « que faire », mais « comment faire ce que chacun sait qu'il faut faire ». Pour cela, la danse du sorcier de Matignon se jouera à quatre temps, qui exigent dureté et clarté.

Premier temps, il faut être intraitable avec l'Élysée et la majorité au Palais Bourbon. M. Valls n'a que dix-huit mois pour enclencher le cercle vertueux avant le début de la prochaine présidentielle. Pour aller vite, il peut et doit gouverner à la dure, puisque la majorité ne prendra pas le risque, après la vague bleue des municipales, d'une dissolution apocalyptique face à un premier ministre intouchable. Ça Valls ou ça casse ! Il est trop tôt pour dire si M. Valls jouera sa partition sans compromission, comme l'avait fait Raymond Barre en son temps, avec une majorité rétive. Il a cédé sur la composition de son gouvernement et son discours de politique générale est en ligne avec ce qu'avait préparé son prédécesseur. Mais le ton est personnel et encourageant.

Deuxième temps, les déficits. Le plan d'économies annoncé par le premier ministre, certes bien intentionné, ne pourra être jugé que sur son détail et son exécution. Mais l'essentiel est ailleurs : il est tout simplement impossible de combler nos déficits publics sans un retour de la croissance, c'est-à-dire de la compétitivité. Les marchés, malgré le laxisme de nos comptes publics, nous traitent à peine moins bien que l'Allemagne et ne peuvent envisager sérieusement un défaut de la France. En échange d'une politique claire de renforcement de nos entreprises, les marchés nous laisseront le répit nécessaire au rétablissement de nos comptes. N'en doutons pas !

> Notre pays souffre gravement de sous-investissement. Il faut réhabiliter d'urgence l'investisseur

Réduisons donc drastiquement la dépense publique et les prélèvements, sans chercher à combler rapidement le déficit. Puisque les hausses d'impôts n'améliorent plus les rentrées fiscales, il n'y a qu'une seule façon de réduire le déficit et la dette, ce qui est vital : baisser la dépense publique et les prélèvements obligatoires d'un montant identique, d'au moins 5 points de PIB (100 milliards) sur trois ans, pour rétablir la croissance. Il n'existe pas plus de politique de réduction des déficits qu'il n'existe de politique de l'emploi : ce ne sont que les bénéfices d'une bonne politique économique. Reagan a démontré que c'est la réduction de l'impôt qui ramène la croissance et l'équilibre des comptes. La priorité de la France, c'est d'augmenter la place de l'économie marchande pour raviver la croissance et l'emploi.

Mais que dira Bruxelles ? C'est évidemment le troisième temps. Soyons très sérieux mais très fermes avec la Commission européenne, qui n'en peut mais. Pas d'Europe sans la France, qui n'est ni la Grèce ni même l'Espagne ou l'Italie. L'Allemagne a trop besoin de l'euro pour prendre le risque d'une implosion du couple, qui entraînerait par exemple une poussée trop forte du Front national dans une élection majeure.

L'Allemagne se souvient que la France avait fait preuve de tolérance comptable à son égard dans les années difficiles qui ont suivi la réunification. Gerhard Schröder avait, en échange, conduit les réformes nécessaires. Bruxelles et Berlin savent que le fétichisme comptable est une impasse. Si la France, au lieu d'aligner les serments d'ivrogne, donnait enfin des gages de sérieux en allégeant les charges réglementaires et fiscales des entreprises, nos partenaires européens nous feraient crédit.

Le quatrième temps, politiquement incorrect, c'est l'ennemi sans visage. La dernière idée fausse de notre classe politique, c'est d'aligner la taxation des revenus du capital et du travail. Dans le remarquable dossier que vient de publier Coe-Rexecode (1), il est recommandé *« une correction des excès manifestes de la fiscalité du capital* (dont le taux marginal dépasse 100 % du revenu dès la deuxième tranche de l'ISF !) *pour stimuler les comportements d'investissement »*. Cette correction est impérative. Il manque, pour investir, du profit à nos entreprises surchargées de prélèvements, et de la capacité de prêter à nos banques surchargées de règles prudentielles. Notre pays souffre gravement de sous-investissement. Il faut réhabiliter d'urgence l'investisseur. L'ennemi sans visage, c'est l'idéologie !

Dur avec les mous de la social-médiocratie, clair et ferme avec Bruxelles et les marchés, accueillant et stable avec les investisseurs : tels sont les facteurs du succès pour le nouvel hôte de Matignon. Après le chant des cigales hollandaises, il va falloir apprendre à danser, M. Valls. Et pas le tango, un pas en avant, deux pas en arrière !

**Président de Michel Cicurel Conseil.*
*(1) « Réforme fiscale et retour de la croissance », Economica, 2014.*



CHRONIQUE
Luc Ferry
luc.ferry@yahoo.fr
www.lucferry.fr

# De la platitude des temps démocratiques

Qu'admirons-nous ? Que pouvons-nous encore aujourd'hui réellement admirer ? À l'origine, dans le français ancien qui est encore celui de Montaigne, admirer est synonyme de s'étonner. Au XVIIe siècle, le mot prend de nouvelles inflexions pour désigner le sentiment que nous éprouvons devant ce qui est grand, transcendant dans l'acception la plus forte du terme : impressionnant, voire imposant de bonté ou de beauté parce qu'extérieur et supérieur à l'humanité. Pour un Grec ancien comme pour un croyant de nos jours, l'harmonie du cosmos ou les splendeurs du divin sont admirables.

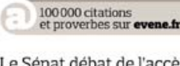
On objectera que nous pouvons aussi admirer certaines œuvres, voire certains comportements humains. Mais si l'on y réfléchit attentivement, on percevra qu'il s'agit toujours d'œuvres ou de comportements qui participent du « grandiose » au sens du transcendant. On admire un homme politique quand il incarne une entité qui le dépasse, une « certaine idée de la France », comme on disait du général de Gaulle, sans nul doute le dernier président pour lequel j'ai pu éprouver un sentiment de cette nature. J'en ai estimé d'autres, pour leurs qualités, mais point ressenti pour eux la moindre admiration. On admire en revanche le courage de celui qui prend le risque de la mort pour sauver un autre être humain, une œuvre d'art qui rend sensible des réalités qui dépassent l'humaine condition, l'harmonie d'un temple antique, les attributs du divin, la beauté d'un paysage.

Mais peut-on admirer l'humain comme tel, dans sa petitesse, sa médiocrité ordinaire, dans cette « normalité » que revendique notre président ? Telle est la question qui hante la modernité démocratique depuis Tocqueville : « *Si la raison vous paraît plus profitable aux hommes que le génie*, écrit-il dans *De la démocratie en Amérique ; si votre objet, n'est point de créer des vertus héroïques, mais des habitudes paisibles ; si vous aimez mieux voir des vices que des crimes et préférez trouver moins de grandes actions à la condition de rencontrer moins de forfaits ; si, au lieu d'agir dans le sein d'une société brillante, il vous suffit de vivre au milieu d'une société prospère ; si, enfin, l'objet principal du gouvernement n'est point, suivant vous, de donner au corps entier de la nation le plus de force ou le plus de gloire possible, mais de procurer à chacun des individus qui le composent le plus de bien-être et de lui éviter le plus de misère, alors égalisez les conditions et constituez le gouvernement de la démocratie.* » Mais dès lors que ce régime nouveau est de part en part construit par et pour les humains, qu'il est, comme disait Blum, « *à l'échelle humaine* », le grandiose peut-il encore y trouver place ?

Revenons au Général : il incarnait une vision universaliste de la France, une entité à ses yeux bien supérieure aux individus qui la composaient. La Nation est certes une notion humaine, ni cosmique ni religieuse, mais il restait encore en elle de la sacralité. La République, la respublica, était supérieure à la somme des individus qu'elle abritait. À la mort du Général, plusieurs journaux, y compris de gauche, ont titré à la une : « *La France est veuve* ». De quel homme politique pourrions-nous encore dire la même chose sans provoquer l'hilarité générale ?

Je ne suis nullement déclinologue et je ne suis guère enclin à suivre Tocqueville dans cette voie. Je suis convaincu, comme l'étaient les peintres hollandais du XVIIe siècle, qu'il y a une grandeur de l'humain en tant que tel, parce que l'homme, comme disait Pascal, « *passe infiniment l'homme* », qu'il y a en lui du divin (et du malin), bref, de la transcendance qui peut s'incarner dans la politique comme dans l'art, la littérature ou la philosophie sans qu'il faille nécessairement faire appel aux principes anciens – le cosmos, le divin, la nation. J'aime croire que des écrivains comme Milan Kundera ou Philip Roth, voire Emmanuel Carrère en France, sont au même niveau que les grands romanciers du XIXe siècle.

Il n'empêche : face au manque de vision et de courage de nos politiques, face aux vies privées fort ordinaires que nous infligent des présidents plus ou moins normaux, face à l'insignifiance de l'industrie culturelle comme d'avant-gardes devenues débiles ; devant l'insupportable vulgarité des débats d'actualité à l'Assemblée nationale, un lieu de représentation où résonnait naguère encore le souffle d'orateurs prestigieux et respectés, quiconque conserve un peu le sens de l'histoire ne peut qu'être saisi par le doute, voire par un profond et douloureux vertige.





## ENTRE GUILLEMETS



Le Sénat débat de l'accès au financement bancaire des entreprises. F. BOUCHON/LE FIGARO

**Démosthène**

« De petites occasions sont souvent à l'origine de grandes entreprises »

CHRONIQUE
Pierre Rousselin
prousselin@lefigaro.fr

# Et si l'Europe s'en sortait...

Avec un grain de folie et un peu d'imagination pourquoi ne pas concevoir une Europe qui gagne ? Cela ne peut être aussi impossible qu'il y paraît ! L'Europe en question ne sera ni le club amorphe des vingt-huit d'aujourd'hui, ni le produit d'un rêve « fédéraliste » agité par ceux qui, à vouloir trop en faire, vont enterrer plus vite qu'ils ne le croient le projet européen.

Le dénigrement systématique et suicidaire de ce qui a été fait jusqu'à présent ne peut servir de feuille de route, pas plus que le repli sur soi ultra-souverainiste que nous servent les antieuropéens. Face à ce discours démagogique mais terriblement efficace, il ne suffit pas de faire semblant et de prétendre que les choses vont s'arranger. Personne n'y croit plus.

L'Europe ne peut plus continuer ainsi. L'élargissement à tous crins a été l'erreur fondatrice de tous nos maux actuels. Bien sûr, il fallait que la prospérité, la démocratie et la sécurité s'étendent à tout le continent. Mais pas au mépris des réalités économiques, dans la précipitation et sous l'emprise d'une mauvaise conscience, née d'une double culpabilité historique, lorsque, par deux fois, l'Europe centrale fut offerte aux totalitarismes du XXe siècle. L'Ukraine, durablement déstabilisée, et la Hongrie, en pleine dérive autoritaire, nous montrent, chacune à sa façon, l'impasse dans laquelle nous nous sommes engagés. La division qui se creuse encore entre le Nord, qui produit, et le Sud, qui chôme, confirme que tout est à reprendre.

Pour « en finir avec l'élargissement », Laurent Wauquiez* a l'audace de proposer le chemin inverse. Au lieu de nous diluer, concentrons-nous. Revenons à « l'approfondissement », que souhaitait Jacques Delors. Retrouvons la taille critique de six pays, celle qui permit aux bâtisseurs de l'Europe d'inventer un projet politique viable, que la génération suivante a systématiquement dénaturé.

L'idée n'est pas nouvelle. C'est celle du « noyau dur » au cœur d'une Europe différenciée, organisée en cercles concentriques : l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie et l'Espagne, six pays relativement homogènes qui font 65 % du PIB européen. Pourquoi ne pas lancer à six l'intégration politique, que la plupart des réformateurs déclarés envisagent pour l'ensemble de la zone euro, en sachant très bien que l'on ne pourra pas plus avancer à dix-huit, avec la Grèce, Chypre, la Slovaquie..., qu'à vingt-huit ?

> « Sait-on suffisamment que les règles actuelles interdisent aux États membres de limiter le regroupement familial ? »

La volonté britannique de prendre le large, pour une fois exprimée avec franchise, est l'occasion d'une vraie rupture afin de revenir à une taille raisonnable tout en réorganisant l'architecture d'une Europe nouvelle à trois niveaux : le « noyau dur », à six, la zone euro, à dix-huit, et la Grande Europe, aujourd'hui à vingt-huit, avec le Royaume-Uni, les hésitants, les nouveaux entrants et les prochains à s'y joindre, de la Turquie à l'Ukraine et pourquoi pas, un jour, à la Russie de l'après-Poutine.

La chose est réalisable. Il ne s'agit pas de détruire ce qui existe, ou bien de démanteler la zone euro, mais de construire un véritable moteur au centre de l'Europe. Au passage, la France pourra sortir de Schengen et retrouver la maîtrise de sa politique d'immigration. Sait-on suffisamment que les règles actuelles interdisent aux États membres de limiter le regroupement familial ? Que les refus de visas de long terme doivent être justifiés ? La liberté de circulation et d'installation, qui est à la base du projet européen, pourra être limitée aux pays du « noyau dur », pour en faire un ensemble de plus en plus cohérent, sur les plans social, fiscal et politique.

Cette révolution devra se faire avec l'accord et la participation active de l'Allemagne. Si l'on veut vraiment une rupture, il faudra désigner des personnalités de premier plan aux commandes des institutions européennes. Plutôt que nommer à nouveau des personnages falots dont la principale qualité est de ne faire de l'ombre à personne, pourquoi ne pas aller chercher le talent là où il se trouve ?

Si la droite l'emporte à l'élection au Parlement européen, Jean-Claude Juncker dispose des compétences pour diriger la Commission, bien qu'il soit aussi de ceux qui nous ont amenés là où nous nous trouvons. En fonction des arbitrages politiques et des équilibres inévitables à la tête de l'édifice européen, deux Français peuvent aspirer à conduire le changement. Si l'on veut que l'Europe s'en sorte, il serait dommage de se priver de l'expérience de Christine Lagarde ou bien de celle de Pascal Lamy.

*Laurent Wauquiez, Europe : *Il faut tout changer* (Odile Jacob, 299 p., 19,90 €).

FIGAROVOX

Découvrez l'espace débats, opinions et controverses du figaro.fr

**POLITIQUE** - Pourquoi François Hollande va dissoudre, par Christophe de Voogd

**ÉCONOMIE** - Le smic en débat : l'avis des internautes et des experts
- La révolution numérique bouscule l'économie française, par Pascal Perri

**SOCIÉTÉ** Élections algériennes en France : un nouveau symptôme de la crise de l'intégration

LE FIGARO

**Dassault Médias**
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
**Président-directeur général**
Serge Dassault
**Administrateurs**
Nicole Dassault, Olivier Dassault, Thierry Dassault, Jean-Pierre Bechter, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

**SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS**
14, boulevard Haussmann
75009 Paris
**Président**
Serge Dassault
**Directeur général, directeur de la publication**
Marc Feuillée

**Directeur des rédactions**
Alexis Brézet
**Directeur délégué des rédactions**
Jean-Michel Salvator
**Directeurs adjoints de la rédaction**
Gaëtan de Capèle (Économie), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, So Figaro), Philippe Gélie (Étranger), Anne Huet-Wullème (Édition, Photo, Révision), Paul-Henri du Limbert (Politique, Société, Sciences, Débats et Opinions), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Figaroscope, Télévision) et Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports)

**Directeur artistique**
Pierre Bayle
**Rédacteurs en chef**
Graziella Boutet (Infographie)
Frédéric Picard (Édition)
**Éditeur**
Sofia Bengana
**Éditeur adjoint**
Robert Mergui

**FIGAROMEDIAS**
9, rue Pillet-Will, 75430 Paris Cedex 09
Tél : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
**Président-directeur général**
Aurore Domont
**Direction, administration, rédaction**
14, boulevard Haussmann
75438 Paris Cedex 09
Tél : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

**Impression**
L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
Imprimahd Casablanca Maroc
ISSN 0182-5852
**Commission paritaire** n° 0416 C 83022
**Pour vous abonner** Lundi au vendredi de 7h à 17h ; sam. de 8h à 12h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11. Gérez votre abonnement sur http://abonnes.lefigaro.fr
**Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine**
Club : 397 €. Semaine : 247 €. Week-end : 197 €.

**Ce journal se compose de : Édition nationale : 1er cahier** 18 pages **Cahier 2 Économie** 8 pages **Cahier 3 Le Figaro et vous** 12 pages **Cahier 4 Littéraire** 8 pages **Promo portage Fédération française d'équitation :** diffusion sur une partie du territoire national


CHAUMET
PARIS
chaumet.com
"Double Je" par Marine Vacth
Bagues Joséphine

LE FIGARO




**INDE**
À BANGALORE, LES PATRONS DU HIGH-TECH ENTRENT EN POLITIQUE PAGE 20

**ELIOR**
LE CHAMPION FRANÇAIS DE LA RESTAURATION COLLECTIVE REVIENT EN BOURSE PAGE 24



# Les vétérans de la VPC se réinventent pour survivre

**La Redoute et les 3 Suisses, fragilisés par de lourdes pertes et une chute de leurs ventes, bouleversent leur modèle économique. Ils s'inspirent des pratiques des rois d'Internet, d'Amazon à Vente-privee.**
PAGE 23







SHAWN HEMPEL - FOTOLIA, KASHIF MASOOD/AP, FABRICE DUNOU ET DR

## Gamm Vert s'offre les jardineries Delbard

> Avec cette acquisition, Gamm Vert gagne 161 points de vente et deux nouvelles enseignes en France

**COMMERCE** Gamm Vert met la main sur les réseaux Delbard et Jardineries du terroir, propriétés du groupe Nalod's. L'entreprise, dans le giron de la coopérative InVivo, consolide ainsi sa place de leader du secteur. Avec cette acquisition, Gamm Vert (1 020 magasins) gagne 161 points de vente et deux nouvelles enseignes en France. « *Cette opération va nous permettre de mieux mailler le territoire et de massifier nos achats*, explique Thierry Blandinières, directeur général d'InVivo. *Nous disposerons de trois marques complémentaires, Delbard et Jardineries du terroir ayant un positionnement plus premium, plus urbain et plus axé sur les fleurs que Gamm Vert* ».

InVivo apporte ainsi sa pierre à la consolidation d'un marché encore éclaté, dont il ne détient « que » 8 %. Après Jardiland, racheté il y a trois mois par le fonds luxembourgeois L-Gam, Delbard (et ses célèbres roses) était une cible de choix. Cette entreprise, qui a un temps appartenu à LVMH, a plusieurs fois changé de mains depuis la fin des années 1980.

« *Nous allons démultiplier l'enseigne Delbard grâce à notre savoir-faire de franchisé*, explique Thierry Blandinières. *Il faut lui donner davantage de visibilité en revisitant son histoire afin d'ancrer son positionnement premium.* » Avec un chiffre d'affaires de 1,16 milliard (+5 % en 2013), Gamm Vert a résisté à la crise. Il a bénéficié de son positionnement rural et de la diversification de son offre, notamment dans les produits du terroir. Il va maintenant tester des magasins entièrement dédiés à l'alimentaire. InVivo se donne cinq ans pour doubler la taille de son activité de distribution.

K. L.

## INTERMITTENTS : FILIPPETTI FAIT CORRIGER LA CONVENTION CHÔMAGE

**SOCIAL** L'accord sur la nouvelle convention d'assurance-chômage, obtenu le 22 mars par les partenaires sociaux, va être modifié sur le calcul du différé d'indemnisation (délai entre le moment où une personne s'inscrit à Pôle emploi et où elle perçoit ses allocations) pour les intermittents du spectacle. Ce délai, qui existe pour tous les chômeurs, obéit à un calcul spécifique pour les intermittents qui a été durci. Hostile à cette mesure, Aurélie Filippetti a indiqué mercredi sur Radio Classique qu'elle allait « *être corrigée* ». Cette disposition est « *une erreur, et même une faute*, a ajouté la ministre de la Culture. *Avec la formulation initiale, des gens qui étaient quasiment au niveau du smic auraient dû attendre un mois et demi avant de pouvoir toucher* » leurs indemnités chômage.

De fait, les organisations signataires travaillent bien à une modification. « *Les téléphones n'arrêtent pas de sonner, l'idée est d'aboutir avant la fin de la semaine*, confirme un membre de la délégation patronale. *Des solutions existent pour modifier la formule de calcul afin que les intermittents à hauts revenus soient davantage mis à contribution. Car il n'est pas question que la modification entraîne des surcoûts* ». L'accord négocié dégage 165 millions d'euros d'économies sur le régime des intermittents, avec la mesure sur le différé mais aussi le plafonnement du cumul allocation et revenus d'activité, et la hausse de leur taux de cotisations. « *Nous ne renégocions pas*, précise la CFDT, l'un des trois syndicats signataires qui assure par ailleurs la présidence de l'Unedic. *Dans le cadre de l'écriture de la convention, on apporte un petit correctif pour quelques cas dans le milieu bas de l'échelle de rémunération mais dans la même enveloppe financière* ».

Si les partenaires sociaux sont responsables des modalités de la convention, l'État doit l'agréer juridiquement pour être valide. Or comme les intermittents, votant massivement à gauche, ont fortement manifesté leur mécontentement sur l'accord trouvé - ils ont envahi le plateau du JT de France 2 -, l'exécutif n'a pas hésité - sous la pression de la CGT - à demander aux organisations signataires de revoir leur copie. Avec succès.

C. C.

### LE CHIFFRE

# 6,9 %

C'est le taux de chômage de la Grande-Bretagne enregistré fin février sur une période de trois mois, qui s'inscrit à son plus bas niveau depuis cinq ans. Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a diminué à 2,243 millions, a précisé l'Office national des statistiques. L'embellie de l'emploi a connu une nette accélération ces derniers mois grâce à une croissance plus soutenue. Les prévisions ont été révisées en hausse en mars, à 2,7 % pour 2014 et 2,3 % pour 2015. Le chômage franchit ainsi la barre des 7 %, seuil fixé par la Banque d'Angleterre en août dernier pour entamer toute réflexion sur une hausse de son taux directeur, fixé depuis cinq ans au niveau historiquement bas de 0,5 %.

### L'HISTOIRE DU JOUR

## *Le dragon jaune en Floride fait flamber le prix du jus d'orange*

La maladie du dragon jaune, une affection bactérienne qui détruit rapidement les arbres fruitiers d'agrumes, sévit de plus belle dans les vergers de Floride.

Selon le dernier comptage de l'USDA - le ministère de l'Agriculture américain -, la récolte d'oranges devrait chuter de 18 % cette année, soit son plus bas niveau depuis 1985, avec une production totale de près de 5 millions de tonnes. « *J'ai l'impression qu'on est en train de perdre la bataille contre le huanglongbing, l'autre nom de cette bactérie venue d'Asie qui rend les fruits amers et les fait tomber de l'arbre prématurément* », déplore Ellis Hunt, arboriculteur sur une exploitation de 2000 hectares au centre de l'État.

Au pays où l'on consomme le plus de jus d'orange au monde, les cours s'envolent. Sur le marché new-yorkais, où il est coté, le jus d'orange congelé a dépassé 1,66 dollar la livre. Son plus haut niveau depuis la fin de mars 2012.

Pour combattre la maladie, les arboriculteurs ont recours aux produits phytosanitaires. Une mission de longue haleine car il faut traiter 70 millions d'arbres sur 210 000 hectares. Les pouvoirs publics encouragent en outre la replantation et la recherche agronomique.

L'enjeu est de taille. Il s'agit de sauver ce secteur économique qui représente un chiffre d'affaires de 9 milliards de dollars et emploie 76 000 personnes. Il faut aussi redonner un coup de fouet à la consommation.

« *Les oranges locales sont délaissées sur les étals car elles ne sont vraiment pas bonnes en ce moment*, indique Chantal Langlès, retraitée à West Palm Beach. *Un comble, on doit désormais importer des oranges et des mandarines d'Espagne* », ironise-t-elle.

ÉRIC DE LA CHESNAIS

# 800 millions d'Indiens aux urnes sur fond de croissance en panne

*Corruption, infrastructures insuffisantes, hausse des prix, les enjeux au cœur des élections.*

**ASIE** Jamais au cours d'un scrutin dans la plus grande démocratie du monde les questions économiques n'avaient dominé à ce point. Les élections législatives mobilisent 814 millions d'Indiens depuis le 7 avril et jusqu'au 12 mai. Ce jeudi, les habitants de 122 circonscriptions, dont ceux de Bangalore (*lire ci-dessous*), sont convoqués aux urnes.

Le Parti du Congrès, dominé par la dynastie Nehru-Gandhi, au pouvoir depuis dix ans, concentre les critiques. Corruption, lourdeur administrative, inflation, infrastructures déplorables, les maux qui minent l'autre géant asiatique sont généreusement attribués au gouvernement.

### Candidat des milieux d'affaires

Face à lui, une figure domine : Narendra Modi. Le leader du Parti nationaliste hindou (BJP) devrait, à en croire les sondages, sortir vainqueur, lors du dépouillement du 16 mai, et parvenir à bâtir une coalition.

Modi, gouverneur de l'État du Gujarat, malgré la controverse liée à des massacres interreligieux survenus en 2002, est devenu le candidat des milieux d'affaires. À tel point que, début mars, la seule annonce du calendrier électoral avait déclenché l'euphorie à la Bourse de Bombay.

En attendant, l'Inde tourne au ralenti. Certes, le pays a affiché en 2013 une croissance de 4,4 % (chiffre du FMI). Un rythme enviable pour un Européen mais « *pour absorber la croissance démographique* (500 millions d'Indiens ont moins de 20 ans) *et faire reculer le nombre de très pauvres* (200 millions), *il faut au moins 8 % de croissance* », souligne un haut fonctionnaire indien. Le défi du prochain premier ministre sera de taille. ■ F. N.-L.



**Narendra Modi, le leader du Parti nationaliste hindou (BJP), devrait, à en croire les sondages, sortir vainqueur du scrutin.**
AMIT DAVE/REUTERS

## Les patrons de la « Silicon Valley » entrent en politique

EMMANUEL DERVILLE @e_derville
BANGALORE

Voilà six heures qu'il arpente les rues de Bangalore. À la veille des législatives qui ont lieu ce jeudi dans cet État du centre de l'Inde, les dernières 48 heures sont décisives. Balakrishnan le sait. Candidat du parti de L'Homme du peuple (AAP), cet homme de 49 ans sillonne sa circonscription sans relâche, épaulé par une demi-douzaine de tricycles et de camionnettes.

Debout à l'arrière d'une jeep, Balakrishnan salue mollement les électeurs, épuisé par des semaines de campagne. Il y a quatre mois, il était directeur financier d'Infosys, la célèbre société de services informatiques fondée à Bangalore et cotée au Nasdaq. Aujourd'hui, il a troqué son costume, sa cravate et ses chaussures cirées contre un T-shirt rouge, un jean et une paire de tongs. « *Si quelqu'un m'avait dit il y a cinq ans que je ferais de la politique, je ne l'aurais pas cru. La classe moyenne dont je fais partie a toujours considéré le monde politique comme corrompu* », confie-t-il.

C'est la nouveauté de ces élections. Jusqu'aux législatives de 2004, les classes moyennes aisées, principalement issues des hautes castes, votaient de moins en moins, désabusées par les politiciens corrompus, et par le nombre de candidats des basses castes aux élections. Selon une étude du *Centre for the Study of Developing Societies* de Delhi (CSDS), l'abstention s'élevait à 43 % chez les classes moyennes aisées, en 2004. Dix ans plus tard, les voici qui s'engagent en politique, inquiets de voir leur mode de vie dégradé par l'urbanisation à grande vitesse. À Bangalore, la population a augmenté de 50 % depuis 2001.

« *Bangalore regorge de sociétés informatiques. C'est la Silicon Valley de l'Inde. Pourtant, les ordures s'y entassent à ciel ouvert, les routes sont mauvaises, il n'y a pas de trottoir, nous manquons d'eau. Sans parler de la corruption dont la classe moyenne est victime* », déplore Balakrishnan. Armé de son expérience chez Infosys, l'homme d'affaires est convaincu qu'il peut faire mieux que les politiciens traditionnels. « *S'occuper d'une circonscription n'est pas facile. Chaque catégorie de la population exprime des revendications différentes. Mais lorsque vous travaillez dans une multinationale, vous gérez des employés originaires de plusieurs pays. Ce n'est pas si différent.* »

La plupart des dizaines de supporteurs qui défilent à ses côtés viennent du secteur privé. Certains sont cadres ou ingénieurs. Tous partagent une même vision : il est temps que le monde de l'entreprise se lance en politique. « *Des millions de jeunes arrivent sur le marché du travail chaque année. Qui mieux qu'un manager peut aider les entreprises à prospérer et embaucher ?* », estime Yashovid Tiwari, ingénieur informatique de 29 ans.

L'AAP n'est pas le seul parti à attirer les cols blancs. À Bangalore, un grand nom de l'industrie informatique devenu milliardaire est candidat sous l'étiquette du Parti du Congrès au pouvoir. Il s'appelle Nandan Nilekani. Cofondateur d'Infosys en 1981, il a pris les rênes du projet Aadhaar en 2009. Cette initiative gouvernementale vise à accorder une carte d'identité à 1,2 milliard d'Indiens. Le projet a employé une armée de jeunes diplômés. Certains ont suivi Nandan Nilekani en politique. « *C'est comme travailler dans une start-up*, s'amuse Viral Shah, l'un de ses proches collaborateurs. *Il faut comprendre les attentes du client pour y répondre.* »

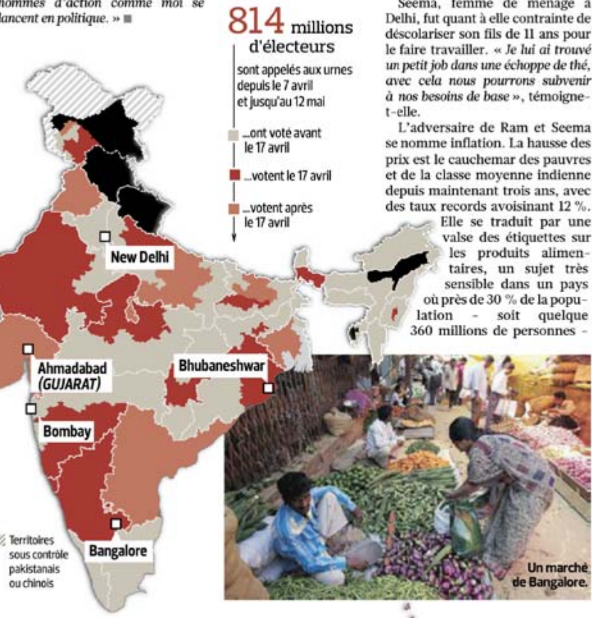
### Une campagne « Google »

Pour ce faire, cet informaticien de 35 ans en jean et manches retroussées a conçu Hawkeye, un logiciel de cartographie très élaboré. « *Hawkeye ressemble à Google Map. Lorsqu'on se déplace dans un quartier, il se connecte au GPS et détermine l'endroit où on se trouve. L'application liste alors les problèmes qui affectent le quartier : accès à l'eau, chiens errants, chantiers non achevés… Cela nous aide à cerner ce que veulent les électeurs.* »

Nandan Nilekani et son équipe ont beau faire campagne pour le Parti du Congrès, leur discours ressemble à celui de Balakrishnan. Eux aussi ciblent la classe moyenne. « *Ma priorité, ce sont les infrastructures. Il faut des résultats*, insiste Nandan Nilekani. *Tout le monde aspire à un avenir meilleur. Les gens veulent faire des études, trouver du travail. En Inde, nous avons des millions de gens qui s'enrichissent et rejoignent la classe moyenne. Je suis là pour les aider à accomplir leurs rêves. Il est grand temps que des hommes d'action comme moi se lancent en politique.* » ■



**Candidat du parti de L'Homme du peuple (AAP), aux élections législatives indiennes, Balakrishnan sillonne la circonscription de Bangalore sans relâche.**
MANJUNATH KIRAN/AFP




**Un marché de Bangalore.**
GRANT ROONEY PCL/SUPERSTOCK/SIPA

## La plaie de l'inflation pénalise les plus pauvres

CHRISTINE NAYAGAM @christinenay
NEW DELHI

Cela faisait presque dix mois que Ram n'avait pas mangé de petits pois et de chou-fleur. « *À cause de la hausse des prix, nous nous nourrissons principalement de riz et de dal* (lentilles) *depuis plusieurs mois. Quant à la viande, c'est un luxe auquel nous n'osons rêver* », se lamente ce chauffeur de rickshaw (tricycle) à Bhubaneswar, dans l'Odisha (Est).

Seema, femme de ménage à Delhi, fut quant à elle contrainte de déscolariser son fils de 11 ans pour le faire travailler. « *Je lui ai trouvé un petit job dans une échoppe de thé, avec cela nous pourrons subvenir à nos besoins de base* », témoigne-t-elle.

L'adversaire de Ram et Seema se nomme inflation. La hausse des prix est le cauchemar des pauvres et de la classe moyenne indienne depuis maintenant trois ans, avec des taux records avoisinant 12 %. Elle se traduit par une valse des étiquettes sur les produits alimentaires, un sujet très sensible dans un pays où près de 30 % de la population - soit quelque 360 millions de personnes - vit dans l'extrême pauvreté. Le prix du kilo d'oignons est ainsi passé de 20 à 130 roupies (de 25 centimes à 1,60 euro) l'an dernier. Cela parait peu, en valeur, mais c'est une multiplication par six.

« *C'est le consommateur moyen qui a payé le prix fort de cette inflation. Depuis deux ans, le pouvoir d'achat des ménages a clairement diminué. L'inflation a dissuadé les investisseurs et affaibli la croissance* », a récemment reconnu Raghuram Rajan, le gouverneur de la Banque centrale indienne.

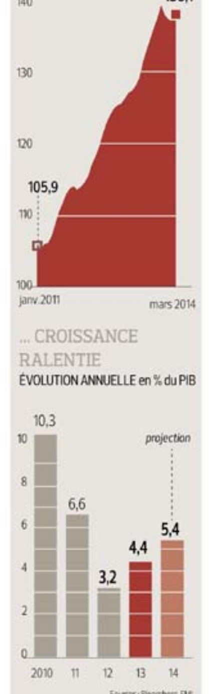
Bien qu'il n'ait pas vraiment proposé de solutions, le BJP (parti nationaliste hindou) dont le leader, Narendra Modi, est le favori du scrutin en cours, a sauté sur l'occasion pour accuser d'immobilisme le gouvernement mené par le Parti du Congrès.

### Eau gratuite à Delhi

De son côté, l'AAP (le parti du citoyen ordinaire), au pouvoir dans la capitale depuis l'an dernier au sein d'une coalition, a tenté d'alléger l'impact de l'inflation en offrant 20 000 litres d'eau gratuite par mois aux foyers de Delhi et en réduisant le prix de l'électricité.

« *Les pauvres et la classe moyenne ne vont voter pour le parti qui leur permet de payer moins cher leurs besoins de base* », analyse Indranil Pan, chef économiste de la banque privé indienne, Kotak Mahindra. Pour l'électeur, peu importent les causes de l'inflation qui sont multiples : la hausse des prix du pétrole (l'Inde importe 75 % de son énergie), la chute de la roupie, les déficits persistants ou l'engorgement de l'offre provoqué par des infrastructures défaillantes.

Depuis le début de cette année, les prix à la consommation avaient baissé, au plus bas depuis plus de deux ans, à 8,10 %, mais les prix de gros, l'indicateur le plus suivi, viennent de repartir à la hausse selon les chiffres publiés mardi. ■






M. Mario Draghi
Président
Banque Centrale Européenne
Kaiserstrasse 29,
60311 Frankfurt

Allemagne

Paris, le 17 Avril 2014

Cher Monsieur,

Par deux fois je me suis permis de vous féliciter pour l'exemplarité de votre parcours au cours de la première année de votre mandat. Aujourd'hui, deux ans et demi seulement après votre entrée en fonctions, vous avez fait de la BCE l'institution clef de la construction européenne en évitant une implosion de la zone euro et en redonnant aux pays les plus fragiles un accès aux marchés.

Que l'on en juge. En janvier 2012, l'Italie et l'Espagne empruntaient respectivement à des taux à 10 ans proches de 7 % et de 5 %. Ce jour, ces taux ont été réduits de moitié. Mieux, votre soutien auprès de ces Etats ayant été conditionnel à l'adoption de pactes fiscaux de bonne conduite, ces résultats ont été obtenus avec un concours a minima de la BCE, la confiance retrouvée des investisseurs ayant permis aux marchés de jouer leur rôle.

Bien que spectaculaires, ces résultats sont-ils pleinement satisfaisants ? Assurément, non. Ces deux pays devant connaître une croissance attendue inférieure à 1% et une **inflation proche de zéro**, ils subiront encore cette année un alourdissement du poids de leur dette publique, la charge d'intérêt demeurant sensiblement supérieure à leur croissance nominale. Certes, il est difficile à la BCE de stimuler l'activité des Etats membres. Mais elle se doit de mesurer l'impact récessif de remises en ordre de leurs finances publiques et de l'adoption de réformes structurelles. Aussi lui incombe-t-il **impérativement** de compenser ce poids par une politique monétaire résolument accommodante ayant pour objectif un affaiblissement de l'euro, visant à la fois à redonner des marges de compétitivité aux entreprises européennes et à porter l'inflation à des niveaux proches de 2 %.

Comment y parvenir de façon décisive ? Je proposerais (1) une politique de taux zéro, obtenue par la réduction symbolique de 0.25 % de votre taux directeur ; (2) un programme mensuel d'achat de 50 milliards d'obligations publiques à répartir selon les poids économiques respectifs des Etats membres, soit 6 % en base annuelle du PNB de la zone, ces interventions ne faisant bien entendu pas l'objet de stérilisation.

Le regain de confiance dans la construction européenne que vous avez suscité requiert d'être consolidé. Machiavel se doit aujourd'hui de se transformer en Super Mario, rôle tout aussi valorisant lorsqu'il s'agit d'éviter que la plomberie compliquée de l'économie européenne ne soit obstruée par la déflation.

Dans cette attente que, je sais, vous aurez à cœur de ne pas décevoir, je vous prie d'agréer, Cher Monsieur, l'expression de ma considération choisie.

Edouard Carmignac

www.carmignac.com

# Chine : le ralentissement de la croissance moins brutal que prévu

*À 7,4 %, la progression du PIB au premier trimestre est tout de même à son niveau le plus bas depuis 18 mois.*



**Li Keqiang, premier ministre de la République populaire de Chine.** SONG GUOQIANG/AP

PATRICK SAINT-PAUL
@psaintpaul
CORRESPONDANT À PÉKIN

**CHINE** La croissance chinoise a enregistré un tassement significatif au premier trimestre 2014, à 7,4 %, a annoncé mercredi le Bureau national des statistiques (BNS). Elle atteint ainsi son niveau le plus bas depuis 18 mois. Il s'agit d'un net ralentissement par rapport au trimestre précédent (7,7 %). Mais l'économie de la République populaire a fait mieux que les prévisions des économistes.

L'objectif de croissance fixé par Pékin *« autour de 7,5 % »* pour l'ensemble de l'année n'est pas immédiatement menacé. Le premier trimestre de l'année est traditionnellement affaibli par les fêtes du Nouvel An chinois, qui provoquent un ralentissement de l'activité. *« Même si la croissance économique a ralenti au premier trimestre, elle se maintient dans une fourchette raisonnable »*, a commenté le porte-parole du BNS, Sheng Laiyun. Pour ce dernier, le ralentissement est le *« prix à payer pour les réformes structurelles »* lancées par Pékin pour rééquilibrer son économie.

Ce résultat correct devrait atténuer la pression sur le gouvernement pour qu'il annonce de nouvelles mesures de stimulation de l'activité. Début avril, le premier ministre, Li Keqiang, avait annoncé un *« mini-plan de relance »*, visant à enrayer le dérapage de la production industrielle et des exportations. Le gouvernement avait notamment décidé des investissements dans le réseau ferroviaire et dans des programmes immobiliers de logements sociaux.

## Défauts en série

*« Ces statistiques ne sont pas assez mauvaises pour justifier un changement de politique monétaire*, estime Stephen Green, économiste chez Standard Chartered à Hongkong. *Mais les indicateurs prospectifs laissent penser qu'il y aura des mesures d'assouplissement plus énergiques dans les prochains mois. »* L'essoufflement de la croissance chinoise annonce cependant des eaux troublées pour la seconde économie mondiale. Les statistiques économiques du mois de mars, publiées en même temps que celle du PIB, ont montré que la production industrielle avait augmenté de 8,8 % en rythme annuel, un chiffre inférieur aux 9 % attendus par les économistes interrogés par Reuters. Les investissements en actifs fixes, l'un des principaux moteurs de la croissance chinoise, ont également progressé moins que prévu (17,6 % contre 18,1 %).

Les ventes de détail sont le seul indicateur qui a battu le consensus avec une hausse de 12,2 % sur un an, contre 12,1 % attendus.

La Chine est par ailleurs confrontée à un alourdissement de sa dette au niveau des gouvernements locaux et dans les secteurs de l'immobilier et de l'acier. Depuis le début de l'année, la République populaire a enregistré une série de défauts dans le secteur financier, qui ont inquiété les marchés.

Reste qu'en octobre, Li Keqiang avait estimé que la croissance doit être maintenue à au moins 7,2 %, pour garantir une stabilité de l'emploi. Pékin ne la laissera pas fléchir en dessous de ce plancher. ■

# Le transport routier menacé par le low-cost

*Professionnels du transport et politiques français réclament un statut unique de conducteur européen.*

VALÉRIE COLLET vcollet@lefigaro.fr

**TRANSPORT** Entre un conducteur de poids lourd français payé 31 000 euros net par an et son homologue polonais payé 16 000 euros, une entreprise de transport international fait vite le calcul, d'autant que le taux de cotisations sociales est presque deux fois inférieur en Pologne… Ce « grand écart », dénoncé par un rapport d'information sénatorial, était une nouvelle fois abordé mercredi par les professionnels du transport et les représentants politiques au Conseil économique et social où se tenait une conférence européenne sur l'harmonisation des conditions sociales dans le transport routier de marchandises.

Depuis des dizaines d'années, les distorsions de concurrence entre les pays à bas coût et les autres se sont creusées. Le « pavillon français » ne représente plus que 10 % du marché européen du transport international de marchandises alors qu'en 1999, il était encore de 50 %.

**LE TRANSPORT ROUTIER EN FRANCE**

**44** milliards d'euros : chiffre d'affaires du secteur

**37 200** Nombre d'entreprises de transport

**420 000** Nombre de salariés



**Le « pavillon français » ne représente plus que 10 % du marché européen du transport international de marchandises alors qu'en 1999, il était encore de 50 %.** BENJAMIN NOLTE/FOTOLIA

Ce mouvement est irréversible, estiment les professionnels du secteur. Quelques grands groupes français (Norbert Dentressangle, Geodis…) sont encore présents sur ce segment mais leurs dirigeants soulignent que seule la création de filiales dans l'est de l'Europe a permis de conserver une activité internationale qui reflète le déplacement de l'activité industrielle sur le Vieux Continent.

La libéralisation du marché du transport routier de marchandises et l'élargissement de l'Union européenne ne facilitent pas l'harmonisation des conditions de travail.

Début décembre, Frédéric Cuvillier, le ministre des Transports, devenu depuis secrétaire d'État, dénonçait même des *« comportements de négriers »* dans le secteur des transports. *« J'ai vu la façon dont les salariés de pays européens sont traités, en dehors de toutes règles sociales et qui crée un dumping inadmissible »*, s'était-il exclamé.

## Dumping social

La FNTR (Fédération nationale des transports routiers) qui regroupe la majorité des entreprises de transport dénonce des pratiques illégales et des effets d'« *optimisation* ». En clair, des pratiques de « cabotage » - c'est-à-dire la succession de plusieurs opérations de chargement et déchargement de marchandises dans un autre pays que celui d'origine dans le cadre d'une desserte de transport international - qui ne respectent pas la réglementation. Dans ce cas précis, les entreprises françaises qui assurent des services domestiques sont en concurrence avec ces opérateurs internationaux. D'autres entreprises contournent la législation en utilisant des véhicules légers dont le trafic n'est pas réglementé.

La FNTR espère qu'un statut commun de conducteur européen pourrait être créé dans les cinq ans. Il ferait converger les conditions fiscales, sociales et réglementaires. Pas question toutefois d'aligner ce standard sur le modèle français, jugent les entreprises. *« Il faudrait surtout harmoniser le temps de travail »*, estime un dirigeant qui regrette que les coûts équivalents il y a dix ans entre les entreprises françaises et leurs homologues d'Allemagne de l'Ouest soient désormais inférieurs de 10 % en Allemagne en raison d'une meilleure productivité et de charges sociales inférieures. Hasard du calendrier, la directive sur les travailleurs détachés qui permet de lutter contre le dumping social a été adoptée à l'unanimité mercredi au Parlement européen. ■

# Baisse des créations d'entreprises, hausse des faillites

*L'Agence pour la création d'entreprises, en sursis, sera fixée sur son sort le 29 avril prochain.*

GÉRALDINE RUSSELL @Ge_Russell

**ENTREPRISES** Le nombre d'entreprises créées a reculé de 1,5 % au mois de mars par rapport à février, à 45 379, selon les chiffres publiés mercredi matin de l'Insee. Et ce, y compris en intégrant les chiffres des autoentrepreneurs, qui sont toujours orientés à la baisse. En février, il avait déjà reculé de 1,9 % après une hausse spectaculaire de 3,7 % sur le premier mois de 2014. Le nombre de créations cumulées au premier trimestre reste toutefois supérieur de 1,9 % par rapport au premier trimestre de l'année dernière. Mais l'avantage acquis en janvier est petit à petit grignoté.

**63 000** faillites escomptées en 2014

Ce résultat tombe 24 heures après celui des défaillances d'entreprises qui est ressorti, lui, en hausse de 3,4 % au premier trimestre, selon les statistiques compilées par le baromètre du cabinet Altares. Soit près de 16 700 faillites enregistrées sur les trois premiers mois de l'année, notamment en raison de l'accélération observée des cessations d'activité des très petites entreprises dans les secteurs de la restauration et du commerce de détail. À l'inverse, les PME commencent mieux 2014 que 2013, avec un reflux de plus de 27 % du nombre de leurs défaillances enregistrées.

L'année dernière, la France a enregistré un nombre quasi-record de faillites d'entreprises - plus de 63 000 - alors que le nombre d'entreprises créées a baissé de 2 %, à moins de 540 000. L'autoentrepreneuriat a été particulièrement touché en 2013 en raison des allers-retours sur la loi Pinel (examinée hier au Sénat), qui voulait initialement durcir son statut, le nombre d'immatriculations d'autoentrepreneurs a en effet chuté de 11 %.

Pour enrayer cette épidémie, le gouvernement s'est montré décidé à doper les créations d'entreprises pour relancer la croissance et faire baisser le chômage. Dans son discours de politique générale le 8 avril, Manuel Valls a en effet souligné le rôle primordial de l'entrepreneuriat dans l'économie française. *« Entreprendre, créer, prendre des risques, libérer les énergies, embaucher : c'est cette démarche positive que je vais encourager, parce qu'elle fait du bien à notre pays »*, avait-il alors déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale.

## Cessation de paiement

Reste que les mots pèsent peu face aux statistiques. Surtout quand les signaux envoyés par l'exécutif apparaissent clairement en contradiction avec les volontés affichées. L'État s'est en effet désengagé de l'Agence pour la création d'entreprises (APCE), en la privant de près de 60 % de son budget de fonctionnement cette année *(nos éditions du 14 avril)*. Résultat, l'agence créée en 1979 est au bord de la cessation de paiements et doit impérativement trouver 3 millions d'euros avant la fin du mois pour ne pas plier boutique.

Devant l'absence de solutions à court terme, le conseil d'administration qui s'est déroulé mercredi matin a décidé de reporter toute décision au 29 avril. Selon l'un de ses membres qui s'est confié au journal *Le Monde*, le gouvernement aurait donné *« des engagements très forts qui laissent penser qu'on est très proche d'une solution et que les éléments pour un sauvetage de l'agence sont réunis »*. ■

## EN BREF

**Cliniques privées : recours contre l'hôpital public**
La Fédération de l'hospitalisation privée (FHP) a indiqué avoir saisi mercredi l'Autorité de la concurrence pour dénoncer, selon elle, des discriminations administratives, financières et fiscales en faveur des hôpitaux publics.

**Italie : embellie de l'excédent commercial**
L'excédent commercial de l'Italie s'est établi à 2,6 milliards d'euros en février, en nette amélioration par rapport à la période correspondante de l'année 2013 (1 milliard d'euros), a annoncé mercredi l'Institut national des statistiques italien (Istat).

**Zone euro : l'inflation confirmée à 0,5 % en mars**
L'inflation a ralenti à 0,5 % en mars dans la zone euro, après avoir atteint 0,7 % le mois précédent, a confirmé ce mercredi Eurostat, alimentant les craintes de déflation dans la région. L'inflation a atteint son plus bas niveau depuis plus de quatre ans.

**Pologne : déficit public à 4,3 % du PIB en 2013**
Le déficit public de la Pologne en 2013 s'est chiffré à 4,3 % du PIB contre 3,9 % en 2012. Le gouvernement polonais vise 3,6 % cette année et espère le ramener sous les 3 % en 2015.

# Le plan de La Redoute pour sortir du rouge en 2017

*Ses repreneurs vont accélérer le renouvellement de l'offre et investir 80 millions d'euros pour livrer plus vite.*



## Cinq RIVAUX REDOUTABLES

**■ Vente-privee**
Le leader européen de la vente événementielle à prix réduit mise sur des accords avec les grandes marques de mode comme les plus pointues.

**■ Showroomprive**
En forte croissance, le challenger de Vente-privee dans la vente en ligne au rabais reste concentré sur la mode.

**■ Asos**
Le roi anglais séduit les 20 à 30 ans avec sa marque propre et une série de griffes internationales.

**■ Zalando**
Lancé à Berlin en 2008, le leader européen de la mode en ligne est en France depuis 2010. D'abord spécialisé dans les chaussures, il est monté en puissance dans l'habillement, qui pèse plus de la moitié de ses ventes.

**■ Amazon**
Hyperdiversifié, le leader mondial du e-commerce veut vendre plus de mode. Mais il n'a pas de marques propres et peine à convaincre les grandes griffes.

**IVAN LETESSIER** @ivanletessier

**DISTRIBUTION** Les dirigeants et futurs propriétaires de La Redoute n'ont pas l'intention de se laisser doubler. Ni par les 3 Suisses, ni par les pure players de la vente de vêtements sur Internet, encore moins par les sites Web des enseignes de mode. Les deux pionniers de la vente par correspondance dominent encore le secteur de l'e-commerce d'habillement en France. La Redoute et les 3 Suisses réalisent plus de 80 % de leurs commandes sur Internet, le reste par téléphone. Toutefois, leur chiffre d'affaires et leur part de marché ne cessent de se rétrécir, alors que celles des pure players d'Internet et des sites des enseignes de mode progressent. À l'origine de ce déclin : une offre trop figée, rythmée par les deux « big books » semestriels, des pavés de 1 200 pages diffusés à des millions d'exemplaires.

Les 3 Suisses ont annoncé la semaine passée à Croix (Nord) la suppression de leur catalogue en septembre prochain, afin de se transformer en « pure player » de l'e-commerce. L'offre sera présentée sur leur site Internet uniquement. Au passage, leurs dirigeants indiquaient vouloir sortir du rouge en 2016 (3 Suisses a perdu 62 millions d'euros l'an passé), pour un chiffre d'affaires de 340 millions, en France uniquement) et devenir leader de la mode et de la déco sur Internet. Une place occupée par La Redoute, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 935 millions d'euros en 2013, dont 700 en France (moitié sur l'habillement, moitié sur la décoration et le linge de maison).

Nathalie Balla et Éric Courteille, les dirigeants de La Redoute, qui espèrent en boucler la reprise à Kering pour un euro symbolique d'ici fin mai, présentaient mercredi à Roubaix (Nord) leur plan pour relancer l'activité. S'ils ne comptent pas abandonner le « big book », ils lui font subir une très sévère cure d'amaigrissement. L'édition printemps-été 2014, sortie en janvier, ne fait plus que 700 pages. *« Le catalogue papier restera un média privilégié pour créer du trafic sur Internet,* confie Nathalie Balla. *À 700 pages, notre dernier catalogue nous amène toujours 7 millions de visiteurs uniques par mois sur notre site. »* Les dirigeants vont aller plus loin. En septembre 2015, le catalogue ne sera plus qu'un plus « small book » de 400 pages.

### 100 designers et stylistes

D'ici là, la direction compte mieux séquencer la présentation de son offre. Il y a quelques années, La Redoute était passée de une à quatre collections par saison. Mais la première contenait les trois quarts de l'offre, et le taux de renouvellement restait donc faible. À partir de septembre 2015, il y aura cinq collections par saison, et la première représentera seulement 40 % de l'offre. Cela permettra de se rapprocher des meilleurs du secteur, qui parviennent à donner l'impression de changer en permanence leur offre. Cette stratégie doit également permettre de limiter les promotions massives.

Afin de se différencier des pure players et des sites des enseignes, La Redoute ne veut pas réaliser plus d'un quart de ses ventes avec une sélection de 300 marques externes (Nike, Levi's, Superdry...). L'enseigne nordiste mise avant tout sur ses marques propres (73 % des ventes l'an passé), qu'elle compte *« repositionner en style »* grâce à une équipe intégrée de 250 collaborateurs, dont une centaine de designers et stylistes. *« Nous misons sur le style français pour nous différencier et positionner La Redoute comme l'e-commerçant référent en mode et maison pour la femme de plus de 30 ans,* martèle Nathalie Balla. *Nous voulons à la fois affirmer notre French touch et améliorer notre rapport qualité-prix. »*

Pas question, donc, de tenter d'empiéter sur les plates-bandes des déstockeurs de grandes marques (Vente-privee, Showroomprivé) ou de l'anglais Asos, qui vise exclusivement les 20-30 ans, accros à la mode. Toute concurrence frontale avec l'offre des acteurs affichant la meilleure croissance serait vouée à l'échec.

En revanche, pour ne pas perdre plus de clients, les dirigeants de La Redoute sont pressés de s'aligner avec eux en termes de services. *« Il faut réinventer l'excellence,* résume Éric Courteille. *Lorsqu'un client passe commande sur Amazon, son colis est prêt en 1 h 30, contre un à deux jours à La Redoute. »* La société nordiste va donc investir 80 millions d'euros sur les 315 millions octroyés par Kering pour refondre les systèmes informatiques et la logistique, avec un nouvel outil pour mi-2016. Il permettra de traiter des commandes en 2 heures et d'augmenter les capacités de traitement de 160 000 à 400 000 petits articles. De quoi livrer les clients le jour même dans les grandes villes.

Le reste de la somme laissée par Kering (soit 235 millions d'euros) servira à financer le besoin en fonds de roulement et les pertes attendues jusqu'en 2016. Pour parvenir à l'équilibre en 2017, La Redoute va accélérer sur sa « market place » (place de marché ouverte à des commerçants tiers), où elle a relégué les cosmétiques, gros électroménager, jouets et sports (jusqu'ici présentés sur le catalogue), pour se concentrer sur quatre catégories : habillement femme ; habillement enfant ; linge de maison ; ameublement & déco.

Pour bon nombre d'e-commerçants, la market place est la seule façon de parvenir à l'équilibre. La Redoute, qui réalise un volume d'affaires de 60 millions d'euros avec la sienne, vise un triplement de ce chiffre d'ici à 2017. Mais ses dirigeants refusent de livrer leurs objectifs de ventes globales à cette échéance. ■



Éric Courteille et Nathalie Balla, le 16 avril au siège de La Redoute, à Roubaix. PHILIPPE HUGUEN/AFP

## ZOOM

**Starbucks installe son siège européen à Londres**

La chaîne américaine de cafés Starbucks va installer son siège européen à Londres, *« l'endroit idéal pour développer notre activité européenne »*, selon Kris Engskov, le président Europe, Moyen-Orient et Afrique du groupe. La Grande-Bretagne représente en effet le premier marché de la chaîne, qui cible 100 ouvertures de cafés dans le pays en 2014. Starbucks possède en Europe 2000 boutiques dans 35 pays. Elle a fait valoir que *« ce changement signifiera que nous allons payer plus d'impôts au Royaume-Uni »*. Starbucks est en effet très critiquée en Europe pour sa politique d'optimisation fiscale. Jusqu'ici, son siège européen était installé à Amsterdam, où Starbucks continuera à employer plus de 200 personnes.

# Danone relance Dumex pour rebondir en Chine

*À la suite d'une fausse alerte au lait contaminé en 2013, le groupe a dû repenser ses marques.*

**KEREN LENTSCHNER** @Klentschner

**AGROALIMENTAIRE** Danone est impatient de tourner la page en Chine. Neuf mois après la fausse alerte au lait contaminé qui a plombé son activité de nutrition infantile, le groupe français contre-attaque. Outre les procédures judiciaires en cours contre son fournisseur néo-zélandais Fonterra, il entend bien redresser la barre. *« Nous espérons revenir fin 2014 à deux tiers du niveau de chiffre d'affaires que nous réalisions avant l'affaire Fonterra, c'est-à-dire doubler nos positions actuelles,* indique Pierre-André Térisse, directeur financier de Danone, qui a publié mercredi ses résultats trimestriels. *L'enjeu n'est pas de remplacer une marque par une autre mais de réussir à construire une base de croissance pour les deux à trois années à venir. »* Les premiers signes d'amélioration devraient être perceptibles au deuxième trimestre.

La tâche ne s'annonce pas aisée. Danone, qui avait fait de son activité de « baby food » en Chine l'une de ses vaches à lait avec une croissance à deux chiffres jusqu'au début 2013, a vu sa part de marché plonger brutalement de 12 % à... 4 % au profit de ses principaux concurrents (Wyeth, Mead Johnson, Abbott...) avant de revenir ces dernières semaines à 6 %. Quant aux ventes, elles ont chuté de 8,6 % au troisième trimestre. La baisse a été ramenée au premier trimestre 2014 à 7,7 %.

Sonné par cette affaire qui a fait l'effet d'un coup de massue dans le groupe, Danone revient de loin. En août, lorsque l'alerte est donnée, l'urgence a d'abord consisté à retirer des rayons ses laits en poudre de la marque Dumex. Cela a duré un mois, le temps que l'alerte soit levée à l'issue de tests rassurants. *« Du jour au lendemain, nos ventes ont baissé de 80 %,* raconte Pierre-André Térisse. *Nous avions alors huit mois de stocks. »* De retour en magasins, ses boîtes de lait ont été mises en vente à prix bradés afin d'écouler les stocks.

Une situation d'autant plus délicate à gérer que Danone, comme l'ensemble des entreprises occidentales, sont dans le collimateur des autorités chinoises qui voient d'un mauvais œil la part de marché qu'elles se sont arrogée depuis le scandale du lait contaminé (2008) et les prix élevés qu'elles pratiquent. Dumex s'est par ailleurs retrouvé à l'automne au centre d'un scandale de corruption, accusé d'avoir versé des pots-de-vin à des médecins.

**DANONE EN CHIFFRES**
PREMIER TRIMESTRE 2014

**5,06** milliards d'euros de chiffre d'affaires (+ 2,2 %) dont :

**2,8** milliards (+ 3,9 %) pour les produits laitiers

**895** millions (+ 8,9 %) pour les eaux

**1,02** milliard (– 7,7 %) pour la nutrition infantile

**328** millions (+ 5,2 %) pour la nutrition médicale

### Bientôt des petits pots

Le plan de bataille de Danone repose sur une plus grande segmentation de son portefeuille de marques. *« Nous voulons tirer parti de cet épisode pour mieux répondre aux attentes nutritionnelles de la population,* explique le directeur financier de Danone. *Au-delà de la montée en gamme, il y a tout un segment cœur de marché sur lequel on peut aller plus loin. »* L'approche est également territoriale. La gamme Dumex « standard », qui représente plus de la moitié des ventes, sera vendue 10 % moins cher qu'auparavant. Produite dans l'usine Dumex de Shanghaï, elle est destinée à répondre à la demande des capitales régionales et des villes moyennes du pays. Côté premium, deux gammes fabriquées en Europe se partageront désormais ce segment, ciblant en particulier les grandes métropoles chinoises : Dumex International et Nutrilon Platinum, ultra-premium. Cette dernière se retrouvera en concurrence frontale avec le dernier-né de Wyeth, Illuma. Depuis février, ces nouveaux produits sont commercialisés dans le pays. D'autres lancements devraient intervenir au second semestre. Danone envisage notamment de se lancer dans les petits pots et céréales, un marché encore très peu développé en Chine.

Pour accompagner la relance de Dumex, Danone continue de mettre les bouchées doubles sur la pub. Il a d'abord fallu rassurer les parents avec des spots basés sur l'émotion. La cote de confiance de Dumex est ainsi revenue en février à un niveau proche de celui d'avant l'affaire (90 % d'opinions favorables). Décomplexée, la marque s'est remise depuis à parler des bénéfices de ses laits en poudre. ■



Moins chère, la nouvelle gamme Dumex « standard » doit mieux satisfaire la demande du cœur de marché. XU RUIPING/IMAGINECHINA

## EN BREF

**Technip remporte un gros contrat en Angola**

Le groupe d'ingénierie pétrolière Technip a remporté, en consortium avec un acteur néerlandais, un contrat de 3,5 milliards de dollars, au large de l'Angola. Un projet lancé par le géant Total.

**Six milliards d'amendes pour Bank of America**

Bank of America, l'une des plus grandes banques américaines, s'est acquittée de 6 milliards de dollars d'amendes au premier trimestre en raison de litiges liés à la crise des subprime.

**La fusion Numericable-SFR sous surveillance**

Le président de l'Autorité de la concurrence, Bruno Lasserre, a indiqué mercredi que la fusion envisagée entre les opérateurs télécoms SFR et Numericable allait faire l'objet d'un *« examen approfondi »*.



» Apple : l'iPhone 6 coûtera 100 dollars de plus que le 5s
» Êtes-vous riche, pauvre ou appartenez-vous à la classe moyenne ?
www.lefigaro.fr/economie

# Elior a toujours faim d'acquisitions pour grossir

*Le groupe français veut lever 700 millions d'euros en Bourse. Il vise 1 milliard de ventes supplémentaires d'ici à 2017.*

**UN POIDS LOURD INTERNATIONAL DE LA RESTAURATION**
SOURCE : ELIOR

5 milliards d'euros
**de chiffre d'affaires en 2013 (exercice clos fin septembre)**

2,4 millions d'euros
**de profit net**

105 000
**de salariés, répartis dans 13 pays**

MATHILDE VISSEYRIAS
mvisseyrias@lefigaro.fr

**RESTAURATION** Elior fait son grand retour en Bourse. Huit ans après s'être retiré de la cote, le géant mondial de la restauration collective et de concessions dans les gares, aéroports, aires d'autoroute et musées prévoit d'augmenter son capital de 700 à 750 millions d'euros d'ici l'été, afin d'alléger sa lourde dette. Actuellement détenu par le fonds d'investissement Charterhouse (62,4 %), Chequers (7,8 %), et par son cofondateur Robert Zolade (25 %), le groupe prévoit de mettre 30 à 35 % de son capital dans le public, à l'occasion de son introduction à la Bourse de Paris.

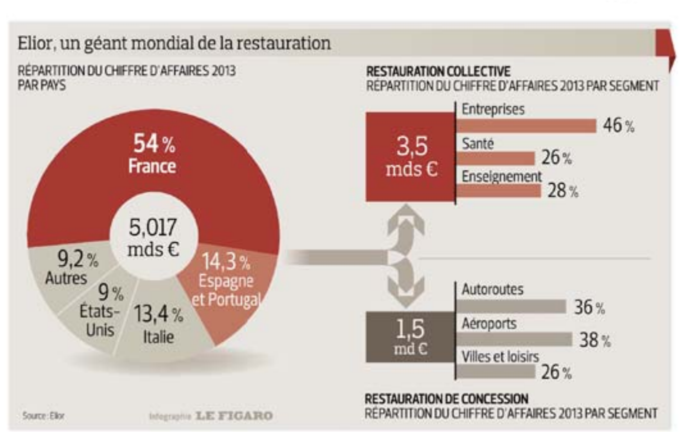
*« L'opération a pour objectif d'ouvrir une nouvelle phase de développement pour Elior, en redonnant une certaine flexibilité financière à nos actionnaires, en particulier Charterhouse »*, selon Gilles Petit, directeur général d'Elior. Le fonds d'investissement pourrait céder à cette occasion une partie de ses actions, mais il n'a pas fait connaître ses intentions. Les actionnaires avaient initialement cherché à vendre leur participation. Mais des discussions avec plusieurs repreneurs potentiels, notamment BC Partners et CVC Capital Partners, n'ont pas abouti. Sous réserve des conditions de marché, une première cotation est prévue *« avant l'été, aux alentours de la mi-juin »*, précise Olivier Dubois, directeur financier.

Elior est numéro quatre mondial de la restauration collective (derrière Compass, Sodexo et Aramark) et numéro trois de la restauration de concession (derrière Autogrill et SSP). Le groupe s'est hissé parmi les meilleurs de sa catégorie, en rachetant 33 sociétés depuis sa création en 1991. En France, où la restauration collective est très concentrée (les trois leaders contrôlent 77 % du marché), il estime être leader, au coude à coude avec Sodexo, et environ 27,5 % du marché.

*« En un peu plus de vingt ans, Elior est passé d'une société française de 300 millions d'euros de chiffre d'affaires à une entreprise internationale de plus de 5 milliards d'euros, en misant toujours sur croissance interne et acquisitions*, explique Gilles Petit, ancien patron de Carrefour France. *Nous sommes un "pure player" de la restauration et nous avons toujours cherché à construire des leaders nationaux sans nous disperser. Aujourd'hui, quatre pays (France, Italie, Espagne et États-Unis) représentent à eux seuls 90 % du chiffre d'affaires. »*

L'argent levé en Bourse à l'occasion de l'augmentation de capital servira essentiellement au désendettement d'Elior. Fin septembre 2013, la dette nette du groupe s'élevait à 2,18 milliards d'euros, représentant encore près de 5 fois l'Ebitda (excédent brut d'exploitation). L'objectif est de ramener ce ratio à 3,25 en septembre 2014 et entre *« 2,5 et 3 en 2017 »*, précise Olivier Dubois.

Mais la priorité des dirigeants reste plus que jamais la croissance de l'activité. Leur objectif : faire progresser le chiffre d'affaires de 7 % par an d'ici à 2017, moitié par croissance organique et moitié par des rachats. Cela signifie que le chiffre d'affaires devrait dépasser les 6 milliards d'euros en 2017, contre 5 milliards l'an passé.




### 450 millions d'euros prévus pour des acquisitions

Le patron d'Elior s'attend cette année à une augmentation de 6,5 % de son chiffre d'affaires, dont 4 % sans tenir compte de sa dernière acquisition, l'américain TrustHouse Services Group (THS). Cette société, désormais contrôlée à 78 % par Elior, réalise un chiffre d'affaires de l'ordre 400 millions de dollars en restauration collective dans les écoles, maisons de retraite, hôpitaux et prisons.

D'autres rachats sont prévus : d'ici à 2017, une enveloppe d'environ 450 millions d'euros leur sera consacrée. *« Ces acquisitions concerneront la restauration collective principalement aux États-Unis, même s'il y aura encore des opportunités en Europe »*, confie Gilles Petit. ■

# LyondellBasell va fermer sa raffinerie de Berre-l'Étang

*Les négociations menées avec Sotragem pour la reprise de l'installation n'ont pas abouti.*

ALIETTE DE BROQUA @debroqua
MARSEILLE

**ÉNERGIE** La raffinerie de LyondellBasell à Berre-l'Étang, dans les Bouches-du-Rhône, était en sursis. Le groupe pétrochimique a annoncé mercredi sa fermeture définitive. En janvier 2012, l'unique raffinerie du groupe américain en Europe, construite en 1929 par Shell, avait été « mise sous cocon », c'est-à-dire arrêtée mais entretenue pour pouvoir redémarrer, au cas où un repreneur serait trouvé. Mais Lyondellbasell a annoncé avoir mis fin aux négociations qu'il menait avec la société monégasque Sotragem SAM, seul candidat à la reprise de l'installation à avoir déposé une *« offre engageante »*.

*« L'offre de la société Sotragem SAM ne présente pas de conditions commerciales acceptables et ne présente aucune garantie pour un redémarrage effectif de la raffinerie et une reprise viable de ses activités »*, indique LyondellBasell dans un communiqué. *« C'est la fin du processus de vente. Les prochaines étapes concerneront la fermeture et le démantèlement de la raffinerie »*, ajoute la porte-parole de l'entreprise en précisant qu'*« il n'y a pas d'autre option »*. L'annonce de la fermeture était tombée en septembre 2011 mais devant la forte mobilisation des 370 salariés et après deux semaines de grève, la direction de l'entreprise avait accepté de chercher un repreneur. *« Le délai expirait fin 2013, on a déjà prolongé pour donner le maximum de chances à la négociation »*, note la porte-parole.

### Aucun licenciement

LyondellBasell met en avant le déficit structurel du raffinage en Europe confronté à de nouveaux acteurs très compétitifs. Le groupe se concentre sur ses activités pétrochimiques, notamment à Berre où il emploie encore 906 salariés. Le site inclut notamment un vapocraqueur, une installation dédiée à la fabrication de matières plastiques.

L'annonce a fait l'effet d'une douche froide aux salariés. *« Pour nous, c'est grave »*, commente Patrick Sciurca, au nom de l'intersyndicale. *« Nous ne partageons pas les appréciations de la direction. On nous dit que Sotragem veut faire un coup mais sans nous donner de preuves »*, ajoute le syndicaliste.

*« Nous ne croyons pas à la pérennité du site de Berre avec un vapocraqueur non adossé à une raffinerie. Total est en train de l'expérimenter à Carlin et ferme son vapocraqueur »*, argumente-t-il en regrettant que le groupe ait préféré dépenser 160 millions dans un plan social plutôt que de les investir dans la reconversion de l'essence vers le diesel dont la France a importé près de 22 millions de tonnes en 2013.

*« L'intégration ne se justifie plus à Berre. Le vapocraqueur fonctionne en autonomie avec des approvisionnements beaucoup plus flexibles et à moindre coût »*, répond le porte-parole de la société. En outre, il n'y aura aucun licenciement : la vingtaine de salariés conservés pour maintenir en état la raffinerie seront redéployés sur le site pétrochimique ; le reste du personnel a déjà été reclassé ou est parti en préretraite. Toutefois, les salariés ne désarment pas, espérant avant d'engager des *« actions »* un soutien d'Arnaud Montebourg. ■

> C'est la fin du processus de vente. Les prochaines étapes concerneront la fermeture et le démantèlement de la raffinerie
>
> LA PORTE-PAROLE DU GROUPE LYONDELLBASELL



## LES DÉCIDEURS

PAR **Carole Bellemare** avec Corinne Caillaud

www.decideurs.lefigaro.fr

### ISABELLE GUILLOU
**Boursorama**

Lors de l'AG du 16 mai, le conseil d'administration du site proposera la ratification de la cooptation de la directrice mondiale de l'audit de la société mère, la Société générale, comme administrateur.

### FRANK MARRENBACH
**Eden Rock-St Barths**
**Oetker Collection**



Après l'ouverture de l'Apogée à Courchevel, le patron du groupe allemand d'hôtellerie de luxe (Bristol, Eden-Roc…) ajoute un huitième joyau à sa collection : l'Eden Rock à Saint Barth. Le groupe des Oetker s'allie à la famille britannique Matthews, qui lui confie l'exploitation de ce Relais & Châteaux qu'elle gérait en direct. Oetker gérera aussi 60 villas proches de l'hôtel.

### FRANCK MOULIN
**Les Échos-Enderby**

De la presse à la com, à 43 ans, l'ex-rédacteur en chef de *Capital Finances* aux *Échos* saute le pas en rejoignant comme directeur conseil le cabinet fondé en 2008 par Delphine Jouenne et Cyril Chassaing.

### Jean-Frédéric Dufour : de Zénith à Rolex, un parcours météorique

Changement surprise à la tête de la très discrète société horlogère Rolex. Trois ans après sa promotion aux commandes du groupe genevois, l'ex-« M. Italie », Gian Riccardo Marini, 67 ans, est en passe d'être remplacé par un dirigeant venu de l'extérieur, le Suisse Jean-Frédéric Dufour, actuel patron de Zenith.

#### « LVMH boy »

L'arrivée de ce « LVMH boy » est d'autant plus surprenante que le futur patron affiche un profil très marketing, peu habituel pour la vénérable maison appartenant à la Fondation Hans-Wilsdorf, du nom de son fondateur en 1905. Le « jeune âge » du nouvel élu - 45 ans - interpelle aussi. La vieille dame de l'horlogerie ferait ainsi un pas supplémentaire dans sa démarche d'ouverture sur le monde extérieur amorcée en 2011. Une direction des filiales étrangères basée à Hongkong avait alors vu le jour, confiée à Daniel Niedhart, le « M. Chine ». Un dirigeant probablement déçu aujourd'hui…

Pour Jean-Frédéric Dufour, c'est en tout cas une consécration. Jean-Claude Biver lui-même, son mentor et patron, président de Hublot et DG de l'horlogerie de LVMH, s'en réjouit dans la presse suisse : *« C'est absolument génial pour lui. Il prend place sur le trône de l'horlogerie suisse. »*

Jean-Frédéric Dufour est souvent qualifié de surdoué de l'horlogerie. C'est après avoir goûté à la banque à Hongkong que le Genevois y est entré, par la petite porte, chez Chopard. Il avait ensuite enchaîné chez Ulysse Nardin, puis chez le joaillier Léon Hatot, avant de revenir chez Chopard. Un come-back qui servira de tremplin à cet homme énergique et charismatique très vite repéré par LVMH. En juin 2009 Jean-Frédéric Dufour décrochait chez le numéro un du luxe sa première casquette de PDG, chez Zenith. Une marque au puissant héritage qu'il a su faire fructifier de façon spectaculaire. Dernièrement Dufour était à Paris pour présenter ses dernières collections. En pleine ascension, donc… Son arrivée chez Rolex est une révolution de palais pour la marque restée pilotée durant un quart de siècle par la famille. En 2009, Patrick Heiniger avait démissionné, remplacé par le directeur financier Bruno Meier, transfuge de la banque. Resté deux ans seulement. Aujourd'hui, c'est à la fois un regard extérieur et un homme du sérail qui se voit confier les défis du futur. À la tête de 10 000 salariés et de plus de 4,5 milliards de francs suisses de chiffre d'affaires, selon une estimation de la banque Vontobel. **C.B.**

### GEORGES PLASSAT
**Carrefour**

À 65 ans, le PDG du groupe depuis mai 2012 a été reconduit sans surprise dans ses fonctions à l'assemblée générale, l'âge limite pour exercer ce poste ayant été repoussé à 70 ans. Par ailleurs, la même assemblée a ratifié la cooptation comme administrateur du PDG de l'actionnaire Colony Capital, Thomas Barrack, en remplacement de Sébastien Bazin, désormais PDG d'Accor.

### CHRISTIAN CORNILLE
**Airbus Group**

À compter du 5 mai, le patron de la filiale Aerolia devient vice-président exécutif, industrie, d'Airbus Helicopters (ex-Eurocopter). Un retour aux sources pour le dirigeant de 51 ans qui y fut responsable de plusieurs unités de production de 1988 à 2000. **Cédric Gautier**, 53 ans, jusqu'ici directeur du programme A400M, lui succède comme président exécutif d'Aerolia. Il est lui-même remplacé par **Rafael Tentor**, 57 ans, actuellement responsable notamment des programmes avions légers et moyens d'Airbus Defence and Space.

## LE CAC

| | Jour | % var. | + haut jour | + bas jour | % cap. éch. | 31/12 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ACCOR | 35,225 | +2,25 | 35,315 | 34,67 | 0,525 | +2,7 |
| AIR LIQUIDE ♣ | 98,63 | +1,08 | 98,78 | 98,1 | 0,259 | -4,06 |
| AIRBUS GROUP | 50,59 | +3,12 | 50,7 | 49,715 | 0,329 | -9,35 |
| ALCATEL-LUCENT | 2,657 | +1,8 | 2,679 | 2,555 | 1,663 | -18,45 |
| ALSTOM | 22,3 | +2,32 | 22,3 | 21,775 | 0,584 | -15,77 |
| ARCELORMITTAL | 11,68 | +0,95 | 11,75 | 11,57 | 0,365 | -9,95 |
| AXA | 18,27 | +1,84 | 18,39 | 18,11 | 0,289 | -9,6 |
| BNP PARIBAS ACT.A | 54,27 | +1,34 | 54,53 | 53,82 | 0,321 | -4,2 |
| BOUYGUES | 29,145 | +1,25 | 29,2 | 28,675 | 0,257 | +6,29 |
| CAP GEMINI | 51,86 | +1,17 | 52,14 | 51,35 | 0,336 | +5,56 |
| CARREFOUR | 28,6 | +1,1 | 28,685 | 28,405 | 0,47 | -0,73 |
| CREDIT AGRICOLE | 11,165 | +2,62 | 11,17 | 10,985 | 0,202 | +19,99 |
| DANONE | 53,28 | +0,02 | 53,73 | 52 | 0,419 | +1,83 |
| EDF | 28,505 | +1,33 | 28,77 | 28,385 | 0,061 | +10,98 |
| ESSILOR INTL | 72,34 | +0,35 | 72,89 | 71,56 | 0,306 | -6,39 |
| GDF SUEZ | 19,97 | +1,6 | 19,98 | 19,755 | 0,211 | +16,82 |
| GEMALTO | 82,49 | +0,77 | 83,1 | 82,05 | 0,363 | +3,1 |
| KERING | 149,2 | -0,03 | 150,5 | 149 | 0,187 | -2,9 |
| L'OREAL | 122,1 | +0,08 | 123,1 | 121,4 | 0,11 | -4,39 |
| LAFARGE | 66,11 | +1,32 | 66,17 | 65,36 | 0,278 | +21,37 |
| LEGRAND | 45,045 | +0,76 | 45,255 | 44,795 | 0,193 | +12,44 |
| LVMH | 142,95 | +0,67 | 143,55 | 142,05 | 0,178 | +7,81 |
| MICHELIN ♣ | 89,88 | +2,85 | 90,11 | 88,25 | 0,368 | +16,35 |
| ORANGE | 10,81 | +1,5 | 10,81 | 10,65 | 0,247 | +20,11 |
| PERNOD RICARD | 88,06 | +0,94 | 88,06 | 86,7 | 0,282 | +6,34 |
| PUBLICIS GROUPE SA | 63,05 | +3,02 | 63,05 | 61,51 | 0,408 | -5,2 |
| RENAULT | 71,99 | +3,96 | 72,07 | 70,19 | 0,314 | +23,17 |
| SAFRAN | 49 | +3,2 | 49 | 47,76 | 0,192 | -2,99 |
| SAINT GOBAIN | 43,39 | +3,15 | 43,42 | 42,59 | 0,316 | +8,54 |
| SANOFI | 74,77 | +1,01 | 75,37 | 74,39 | 0,181 | -3,05 |
| SCHNEIDER ELECTRIC | 65,33 | +3,78 | 65,33 | 63,75 | 0,288 | +3,04 |
| SOCIETE GENERALE ♣ | 42,655 | +1,49 | 42,665 | 42 | 0,68 | +1,03 |
| SOLVAY | 112,25 | +1,35 | 112,4 | 110,8 | 0,179 | -2,39 |
| TECHNIP ♣ | 76,14 | +1,82 | 76,94 | 74,9 | 0,636 | +8,99 |
| TOTAL | 49 | +0,02 | 49,53 | 48,805 | 0,23 | +10,04 |
| UNIBAIL-RODAMCO | 189,65 | +1,12 | 190,45 | 188,65 | 0,297 | +1,83 |
| VALLOUREC ♣ | 40,29 | +1,51 | 40,415 | 39,695 | 1,13 | +1,74 |
| VEOLIA ENVIRON. | 14,375 | +4,28 | 14,395 | 13,95 | 0,639 | +21,26 |
| VINCI ♣ | 54 | +2,64 | 54,1 | 53,11 | 0,243 | +13,16 |
| VIVENDI | 20 | +1,29 | 20,065 | 19,855 | 0,221 | +4,41 |

## LES VARIATIONS

### PLUS FORTES HAUSSES

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ATARI | 0,35 | +12,9 | 0,35 | 0,32 | | -59,3 |
| INNATE PHARMA | 6,94 | +8,95 | 6,98 | 6,4 | 2,135 | +39,92 |
| MONTUPET SA | 58,61 | +8,72 | 58,75 | 54,7 | 0,927 | +82,36 |
| CEGID GROUP | 30,96 | +8,21 | 31,1 | 28,65 | 0,232 | +20,51 |
| TECHNICOLOR | 5,2 | +7,15 | 5,25 | 4,931 | 0,533 | +35,06 |

### PLUS FORTES BAISSES

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| SOITEC | 1,8 | -15,89 | 2,17 | 1,79 | 9,638 | +26,76 |
| SOLOCAL GROUP | 1,57 | -7,1 | 1,71 | 1,56 | 0,879 | +42,73 |
| METABOLIC EXP. | 2,53 | -3,8 | 2,75 | 2,47 | 2,634 | -24,25 |
| ORCO PROPERTY GRP | 0,59 | -3,28 | 0,61 | 0,58 | 0,82 | -64,67 |
| AUREA | 5,04 | -3,26 | 5,1 | 5,03 | 0,056 | +20,86 |

## LES VALEURS

### SOCGEN PESSIMISTE SUR RÉMY COINTREAU

Société générale a abaissé sa recommandation de « conserver » à « vendre » sur le titre à la veille de la publication des ventes du groupe pour le premier trimestre. L'analyste anticipe une nouvelle période de déclin. Selon lui, *« la croissance devrait devenir plus modérée à moyen terme sachant que l'activité cognac premium en Chine perd en dynamisme »*. Le titre perdu 2,54 %, hier, à 25,28 euros.

### EDENRED AFFECTÉ PAR LES CHANGES

La société de services prépayés a enregistré une baisse de 4,6 % de son chiffre d'affaires au premier trimestre, à 238 millions d'euros, pénalisé par des effets de change défavorables au Brésil et au Venezuela. Hors effets de change, les fondamentaux d'Edenred demeurent sains. Indicateur clé du groupe, le volume d'émission a grimpé de 2,2 %. Le titre a toutefois terminé en baisse de 1.21 %, hier, à 23,67 euros.

### TECHNICOLOR GRIMPE DE 7,15 %

Standard & Poor's a relevé d'un cran sa note sur le groupe, de « B » à « B + », en raison *« des progrès enregistrés dans la restructuration de ses activités »*. L'agence déclare par ailleurs attendre *« une performance opérationnelle saine en 2014 et 2015, avec une croissance régulière de l'excédent brut d'exploitation »*. Le titre Technicolor a terminé en hausse de 7.15 %, hier, à 5,20 euros.

## l'or

| | Jour | Veille | 31/12 |
|---|---|---|---|
| LINGOT DE 1KG ENV | 30290 | 30400 | +7,83 |
| NAPOLEON | 180,4 | 182 | +6,18 |
| PIECE 10 DOL USA | 511 | 515 | +5,36 |
| PIECE 10 FLORINS | 187 | 189 | +6,25 |
| PIECE 20 DOLLARS | 1037 | 1002 | +6,91 |
| PIECE 20F TUNISIE | 180 | 181 | +8,43 |
| PIECE 5 DOL US (H) | 254 | 252 | +4,96 |
| PIECE 50 PESOS MEX | 1148 | 1150 | +9,18 |
| PIECE FR 10 FR (H) | 100 | 102,9 | +9,89 |
| PIECE SUISSE 20F | 180 | 182 | +9,02 |
| PIECE LATINE 20F | 176 | 178 | +6,6 |
| SOUVERAIN | 230 | 230,3 | +11,65 |
| KRUGERRAND | 986 | 993 | +7,17 |

**COTATION QUOTIDIENNE ASSURÉE PAR TESSI-CPOR**
**www.cpordevises.com**

## les devises

| | Monnaie | 1 euro = | |
|---|---|---|---|
| AUSTRALIE | DOLLAR AUSTRALIEN | 1,4788 | AUD |
| CANADA | DOLLAR CANADIEN | 1,52 | CAD |
| GDE BRETAGNE | LIVRE STERLING | 0,8239 | GBP |
| HONG KONG | DOLLAR DE HONG KONG | 10,732 | HKD |
| JAPON | YEN | 141,55 | JPY |
| SUISSE | FRANC SUISSE | 1,2169 | CHF |
| ETATS-UNIS | DOLLAR | 1,384 | USD |
| TUNISIE | DINAR TUNISIEN | 2,1917 | TND |
| MAROC | DIHRAM | 11,2521 | MAD |
| THAILANDE | BAHT | 44,641 | THB |
| TURQUIE | NOUVELLE LIVRE TURQUE | 2,9588 | TRY |
| MEXIQUE | PESO MEXICAIN | 18,0674 | MXN |
| BRESIL | REAL | 3,0827 | BRL |
| NORVEGE | COURONNE NORVEGIENNE | 8,24 | NOK |
| RUSSIE | ROUBLE | 49,864 | RUB |
| HONGRIE | FORINT | 308,38 | HUF |
| LITUANIE | LITAS | 3,4527 | LTL |
| POLOGNE | ZLOTY | 4,1956 | PLN |
| REP. TCHEQUE | COURONNE TCHEQUE | 27,463 | CZK |
| ROUMANIE | LEU | 4,4713 | RON |
| CROATIE | KUNA | 7,6256 | HRK |
| EGYPTE | LIVRE EGYPTIENNE | 9,6543 | EGP |
| CHINE | YUAN | 8,6124 | CNY |
| INDE | ROUPIE | 83,5237 | INR |
| INDONESIE | ROUPIAH | 15829,21 | IDR |
| ALGERIE | DINAR ALGERIEN | 108,7478 | DZD |
| SENEGAL | FRANC CFA | 655,957 | XOF |
| ILE MAURICE | ROUPIE MAURICIENNE | 41,6448 | MUR |

## LA SÉANCE DU MERCREDI 16 AVRIL 2014

| CAC 40 | SBF 120 | EUROSTOXX 50 | FOOTSIE | NASDAQ (18h) | X-DAX | DOW JONES (18h) | NIKKEI |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4405,66 | 3441,99 | 3139,26 | 6584,17 | 4064,96 | 9317,82 | 16371,19 | 14417,68 |
| +1,39% | +1,41% | +1,54% | +0,65% | +0,76% | +1,57% | +0,67% | +3,01% |

| EONIA (14/04) | ONCE D'OR | EURIBOR | PÉTROLE (Lond.) | EURO CONTRE DOLLAR | EURO CONTRE YEN | EURO CONTRE CHF | EURO CONTRE LIVRE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 0,209 (0,209) | 1301,50 (1298,00) | 0,327 (0,328) | 109,97 (108,78) | 1,3840 (1,3815) | 141,55 (140,79) | 1,2169 (1,2159) | 0,8239 (0,8257) |

# Paris regagne du terrain dans le sillage de Wall Street

*Le CAC 40 a grimpé de 1,39 % mercredi, à plus de 4 400 points.*

**HERVÉ ROUSSEAU** hrousseau@lefigaro.fr

**MARCHÉS** La Bourse de Paris a retrouvé de belles couleurs mercredi. Le CAC 40 a avancé de 1,39 %, à 4 405,66 points. Les investisseurs ont profité du recul des cours depuis le début de la semaine dernière pour se mettre en quête de bonnes affaires. Mardi, le CAC 40 avait lâché 0,89 % après avoir déjà perdu près de 3 % la semaine dernière.

Ailleurs en Europe, Londres a gagné 0,65 % mercredi et Francfort s'est adjugé 1,56 %, tandis qu'à Wall Street le Dow Jones avançait de 0,67 % en séance et le Nasdaq de 0,76 %.

Les marchés qui ont temporairement laissé de côté la crise ukrainienne ont été stimulés par des résultats de bonne facture d'entreprises américaines avec notamment les chiffres de Yahoo! et Intel, et par des nouvelles plutôt rassurantes en provenance de Chine.

Le pays, qui cristallisait l'inquiétude des investisseurs ces derniers temps, s'en sort finalement un peu mieux que prévu. La croissance chinoise s'est effectivement tassée au premier trimestre 2014 à 7,4 %. Mais elle s'avère finalement plus dynamique que prévu et reste compatible avec l'objectif de 7,5 % que s'est assigné Pékin pour l'ensemble de l'année (lire également en page 22).

À Paris, les valeurs cycliques comme Schneider Electric (+ 3,78 %) ou Saint-Gobain (+ 3,15 %) conduisaient le rebond.

Les banques, qui avaient également beaucoup souffert ces derniers jours, profitaient aussi du mouvement avec BNP Paribas (+ 1,34 %), Crédit agricole (+ 2,62 %) et Société générale (+ 1,49 %).

Les spécialistes des matières premières figuraient aussi en bonne place, à l'image d'ArcelorMittal qui a terminé en hausse de 0,95 %. La plus forte hausse du CAC 40 revient toutefois à Veolia Environnement (+ 4,28 %), tandis qu'au sein du SBF 120, Suez Environnement (+ 7,06 %) a terminé en deuxième position derrière Technicolor (+ 7,15 %). Dans une note consacrée aux secteurs des « utilities », Exane BNP Paribas envisage la possibilité d'une fusion entre les deux groupes de services aux collectivités.

La séance a en revanche été plus poussive pour Danone (+ 0,02 %) qui a terminé pratiquement à l'équilibre après avoir enregistré une baisse de 5,2 % de ses ventes au premier trimestre. ■

## Twitter bondit en Bourse après avoir rassuré sur sa stratégie

**Twitter lève quelques inquiétudes sur son avenir. Le réseau social a annoncé mardi l'acquisition de Gnip, une société spécialisée dans l'analyse des millions de messages publiés chaque jour sur le réseau social. Cette acquisition permettra à Twitter de vendre aux entreprises des outils de veille des discussions et d'être moins dépendant de la publicité. En parallèle, Twitter a annoncé le recrutement du patron de Google Maps. Twitter peine à attirer de nouveaux utilisateurs et à développer l'engagement de ses membres. Ces deux nouvelles ont provoqué un bond de l'action de 11,38 % à 45,52 dollars. Twitter publiera les résultats de son premier trimestre le mardi 29 avril.**

**B. F.**

## LE CONSEIL DE Roland Laskine

rlaskine@lefigaro.fr

### COCA-COLA A FAIT LE PLEIN DE BONNES NOUVELLES

Le groupe américain a annoncé un recul de son chiffre d'affaires (-4 %) et de ses profits (-11 %) au premier trimestre. En retraitant les chiffres d'un effet de change négatif et des éléments exceptionnels, le géant des boissons non alcoolisées est parvenu à limiter la casse, ce qui a contribué à rassurer les investisseurs. Coca-Cola souffre toujours de la contraction du marché du « *soft drink* » aux États-Unis, avec des campagnes agressives contre les boissons sucrées, mais la croissance est au rendez-vous dans les pays émergents. C'est surtout le cas en Chine, au Brésil, en Inde et en Russie grâce aux JO de Sotchi. Le titre a très bien réagi à l'annonce de ces résultats. À plus de 40 dollars à Wall Street, l'action est proche de ses plus hauts de 1998. Aujourd'hui, les marges du groupe sont pourtant nettement moins élevées que par le passé. Pour assurer une poursuite de la croissance de ses ventes, le groupe est obligé d'engager des dépenses publicitaires de plus en plus importantes. Cette année, il a déjà prévu de consacrer quelque 400 millions de dollars d'investissements dans les médias. Le potentiel de hausse du titre paraît désormais assez limité.

suivez les portefeuilles du Figaro sur **lefigaro.fr/bourse**

# BioAlliance fusionne avec une biotech danoise

Événement rare : la biotech française BioAlliance Pharma va absorber une autre biotech, la danoise Topotarget. Les deux sociétés sont cotées, la première à Paris avec une capitalisation de 146 millions d'euros et la seconde à Copenhague où elle vaut 58 millions d'euros. Ce mariage donnera naissance à *« un acteur européen doté d'un portefeuille complémentaire de programmes avancés. Ils ciblent, dans le cancer, des pathologies sévères pour lesquelles les besoins thérapeutiques ne sont pas satisfaits »*, estime Judith Greciet *(Photo Xavier Granet)*, directrice générale de BioAlliance.



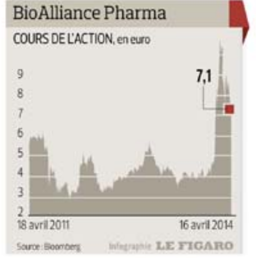
Il s'agira d'un petit acteur. BioAlliance, qui a dégagé en 2013 un chiffre d'affaires de 1,5 million d'euros et 11 millions de pertes, emploie 50 personnes, et Topotarget recense une douzaine d'employés. Mais les deux biotechs - des entreprises qui fabriquent des médicaments à partir du vivant - prévoient de s'implanter d'ici quelques années sur un vaste marché. Les ventes de médicaments rares sont estimées à 45 milliards de dollars aujourd'hui et à 80 milliards en 2018.

Topotarget espère obtenir dès cet été un agrément américain pour son anticancéreux Belinostat. Cet accord déclenchera un versement de 25 millions de dollars de son partenaire américain Spectrum Pharma et doublera la trésorerie dont disposera la nouvelle entité.

### Ancrage américain

BioAlliance mise, de son côté, sur deux traitements, commercialisables à partir de 2018. Le Livatag, qui est en dernière phase d'essais, *« présente un potentiel commercial estimé à 800 millions d'euros et il est protégé par brevet jusqu'en 2032 »*, assure la biotech française.

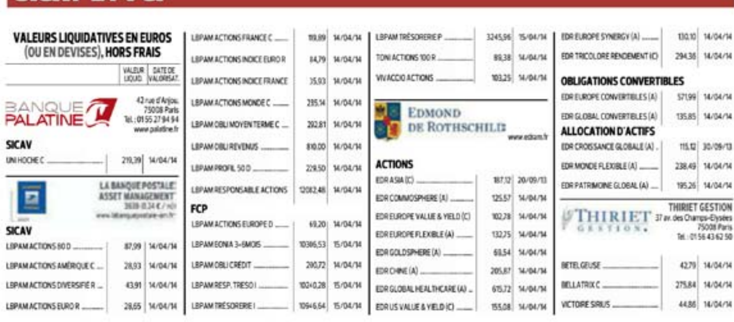
*« Il y a de nombreuses similitudes entre BioAlliance et Topotarget. Topotarget nous apporte, par ailleurs, un ancrage intéressant aux États-Unis, grâce à son partenariat avec Spectrum, et nous donne accès aux investisseurs scandinaves »*, souligne Judith Greciet, qui restera aux commandes de la nouvelle entité.




Les actionnaires de Topotarget recevront 2 nouvelles actions ordinaires BioAlliance Pharma pour 27 actions Topotarget détenues, soit l'équivalent, aux cours de mardi, d'une prime de 30 %. Après la fusion, qui sera finalisée cet été, les actionnaires de BioAlliance Pharma détiendront les deux tiers de la nouvelle société, cotée à Paris et Copenhague. Le titre BioAlliance a cédé 0,42 % mercredi.

**ARMELLE BOHINEUST**

## SICAV ET FCP



**VALEURS LIQUIDATIVES EN EUROS (OU EN DEVISES), HORS FRAIS**



**SICAV**

| | VALEUR LIQUID. | DATE DE VALORISAT. |
|---|---|---|
| UNI HOCHE C | 219,39 | 14/04/14 |



**SICAV**

| | | |
|---|---|---|
| LBPAM ACTIONS 80 D | 87,99 | 14/04/14 |
| LBPAM ACTIONS AMÉRIQUE C | 28,93 | 14/04/14 |
| LBPAM ACTIONS DIVERSIFIÉ R | 43,91 | 14/04/14 |
| LBPAM ACTIONS EURO R | 28,65 | 14/04/14 |
| LBPAM ACTIONS FRANCE C | 119,89 | 14/04/14 |
| LBPAM ACTIONS INDICE EURO R | 84,79 | 14/04/14 |
| LBPAM ACTIONS INDICE FRANCE | 35,93 | 14/04/14 |
| LBPAM ACTIONS MONDE C | 235,14 | 14/04/14 |
| LBPAM OBLI MOYEN TERME C | 202,81 | 14/04/14 |
| LBPAM OBLI REVENUS | 810,00 | 14/04/14 |
| LBPAM PROFIL 50 D | 229,50 | 14/04/14 |
| LBPAM RESPONSABLE ACTIONS | 12082,48 | 14/04/14 |

**FCP**

| | | |
|---|---|---|
| LBPAM ACTIONS EUROPE D | 69,20 | 14/04/14 |
| LBPAM EONIA 3-6MOIS | 10306,53 | 15/04/14 |
| LBPAM OBLI CRÉDIT | 200,72 | 14/04/14 |
| LBPAM RESP. TRESO I | 10240,28 | 15/04/14 |
| LBPAM TRÉSORERIE I | 10946,64 | 15/04/14 |
| LBPAM TRÉSORERIE P | 3245,96 | 15/04/14 |
| TONI ACTIONS 100 R | 89,38 | 14/04/14 |
| VIVACCIO ACTIONS | 103,25 | 14/04/14 |



**ACTIONS**

| | | |
|---|---|---|
| EDR ASIA (C) | 187,12 | 20/09/13 |
| EDR COMMOSPHERE (A) | 125,57 | 14/04/14 |
| EDR EUROPE VALUE & YIELD (C) | 102,78 | 14/04/14 |
| EDR EUROPE FLEXIBLE (A) | 132,75 | 14/04/14 |
| EDR GOLDSPHERE (A) | 69,54 | 14/04/14 |
| EDR CHINE (A) | 205,87 | 14/04/14 |
| EDR GLOBAL HEALTHCARE (A) | 615,72 | 14/04/14 |
| EDR US VALUE & YIELD (C) | 155,08 | 14/04/14 |
| EDR EUROPE SYNERGY (A) | 130,10 | 14/04/14 |
| EDR TRICOLORE RENDEMENT (C) | 294,38 | 14/04/14 |

**OBLIGATIONS CONVERTIBLES**

| | | |
|---|---|---|
| EDR EUROPE CONVERTIBLES (A) | 571,99 | 14/04/14 |
| EDR GLOBAL CONVERTIBLES (A) | 135,85 | 14/04/14 |

**ALLOCATION D'ACTIFS**

| | | |
|---|---|---|
| EDR CROISSANCE GLOBALE (A) | 115,12 | 30/09/13 |
| EDR MONDE FLEXIBLE (A) | 238,49 | 14/04/14 |
| EDR PATRIMOINE GLOBAL (A) | 195,26 | 14/04/14 |



| | | |
|---|---|---|
| BETELGEUSE | 42,79 | 14/04/14 |
| BELLATRIX C | 275,84 | 14/04/14 |
| VICTOIRE SIRIUS | 44,86 | 14/04/14 |

# Le plan de France Télévisions rejeté

*Les syndicats ont voté contre le plan de départs volontaires, pourtant amendé, qui vise 340 postes.*

CAROLINE DE MALET @demaletcaroline

**FRANCE TÉLÉVISIONS** EN CHIFFRES

**10100** salariés

**340** suppressions de postes prévues dans le plan

**85** millions d'euros de perte nette en 2013

**AUDIOVISUEL** Le feuilleton France Télévisions est loin d'être terminé. Lundi s'est joué un nouvel épisode de la saga autour du plan de départs volontaires qui avait été présenté par la direction à l'automne dernier. Amenés à donner leur avis sur le projet d'accord sur le plan et les mesures d'accompagnement négociées entre la direction et les syndicats depuis des mois, ces derniers l'ont rejeté sous la pression de la CGT, les autres organisations (SNJ, CFDT et CGC) n'ayant pas pris part au vote.

Il s'agit de la version modifiée du plan de départs volontaires initialement présenté par France Télévisions le 15 octobre. Pourtant, quelques avancées ont été négociées entre la direction et les syndicats.



Le siège de France Télévisions, à Paris. RGA/REA

Le nombre de départs volontaires a été revu à la baisse, de 361 dans le plan initial à 340. Et les conditions pour ceux qui veulent partir en retraite (les deux tiers des salariés concernés) ont été améliorées. *« Mais la direction a focalisé les négociations sur les mesures sociales d'accompagnement »*, regrette Marc Chauvelot, délégué syndical CGT. Les syndicats ont par ailleurs été invités à présenter des plans alternatifs, dont un certain nombre de mesures ont été retenues par la direction. *« La proposition de la CGT que certains salariés touchés par la pénibilité puissent partir et soient remplacés par des plus jeunes figure dans ce nouveau projet »*, explique ainsi Patrice Papet, directeur général délégué aux ressources humaines. Ce qui permettrait des économies de salaires. *« Cela concerne 13 postes sur 360 : c'est très insuffisant ! »*, réagit Marc Chauvelot. Les syndicats souhaitaient également la réintégration de la production de certaines émissions, 80 % des programmes étant produits à l'extérieur.

Réduire les effectifs au moment où un rapport a été commandé à Anne Brucy sur la régionalisation de France 3 n'a pas de sens, font valoir les syndicats, car *« il va falloir du monde pour faire ces programmes »*. *« C'est un des points durs*, reconnaît Patrice Papet. *Bien sûr, nous y travaillons et à chaque fois qu'un contrat nous le permettra, à conditions économiques comparables, nous le ferons, mais nous ne pouvons pas remettre en cause du jour au lendemain des obligations contractuelles »*.

## Fermeture de l'AITV

Par ailleurs, France Télévisions a annoncé la fermeture de sa filiale, l'Agence internationale de télévision (AITV), qui alimente les chaînes africaines. Canal France international (CFI), à qui AITV fournit des programmes, souhaite changer de politique. Ses 26 journalistes seront reclassés. Patrice Papet s'interroge sur la pertinence de cette activité, déficitaire, au sein du groupe : *« Les Français paient-ils la redevance pour des programmes diffusés à l'étranger ? Cela ne relève pas de nos missions. »*

Le 30 avril sonnera la fin de la procédure de consultation. La direction reproposera aux syndicats de signer ce projet d'accord. À défaut d'un vote majoritaire, comme le prévoit la loi, elle pourra appliquer unilatéralement son plan de départs initial. Patrice Patet se dit *« optimiste »*. *« La direction serait alors mal inspirée de faire comme si aucune négociation n'avait eu lieu »*, juge pour sa part Marc Chauvelot.

France Télévisions entend réduire son effectif de 10 100 personnes à 9 750 à fin 2015, en vue de réaliser 30 à 50 millions d'euros d'économies. Car le groupe, en pertes nettes de 85 millions d'euros en 2013, s'est fixé comme objectif de sortir du rouge en 2015. ■

## LES AUDIENCES

**Mardi 15 avril en millions de téléspectateurs** (source Médiamétrie)

TF1
**6,4 millions**
Série *Unforgettable*
Part d'audience : 24,5 %

France 3
**4,3 millions**
Feuilleton *Plus belle la vie*
Part d'audience : 17,1 %

France 2
**4 millions**
Magazine « Secrets d'Histoire »
Part d'audience : 15,6 %

M6
**2,1 millions**
Film *Incognito*
Part d'audience : 8,6 %

## EN BREF

**Yahoo! va un peu mieux**

Le groupe Internet américain a publié mercredi un bénéfice net au premier trimestre de 312 millions de dollars (– 20 %) pour un chiffre d'affaires global de 1,12 milliard, en baisse de 1 % mais en hausse de 1 % en excluant les revenus reversés à des partenaires.

**Webedia rachète OverBlog**

Le groupe de médias en ligne Webedia (Allociné, PurePeople, 750g.com) a racheté la plateforme de blogging OverBlog à Ebuzzing.



# L'agence Herezie monte en puissance

*Elle vient de remporter le budget Minute Maid pour l'Europe.*

ALEXANDRE DEBOUTÉ @axel_deb

**COMMUNICATION** Jolie prise pour l'agence indépendante Herezie : Coca-Cola Company vient de lui confier le budget de communication en Europe de ses marques de jus de fruit Minute Maid et Cappy-Pulpy (en Europe de l'Est). *« Maurice Lévy a mis 20 ans pour rentrer Coca-Cola parmi les clients de Publicis, nous n'aurons mis que trois ans »*, plaisante Pierre Callegari, cofondateur d'Herezie avec Andrea Stillacci et Luc Wise.



Pierre Callegari, cofondateur d'Herezie avec Andrea Stillacci et Luc Wise. DR

L'arrivée d'un client comme Coca-Cola est un marqueur pour la vie d'une agence. Herezie, qui compte déjà 27 clients - dont Essilor, Unilever, Materne, André, Harrys ou Spotless - pour 63 salariés, va devoir passer à une nouvelle étape de son développement. *« À partir de 50 collaborateurs, il faut pouvoir s'appuyer sur des relais »*, explique Pierre Callegari. Après avoir recruté des profils plutôt juniors, l'agence chasse à présent des seniors expérimentés sur les terres des grandes enseignes comme BETC, TBWA ou DDB. Le candidat idéal doit être *« international, viscéralement créatif et capable de donner vie à ses idées »*, souligne Andrea Stillacci.

## 8 millions de marge

Herezie, qui fêtera ses quatre ans en juin prochain au Festival international de la publicité de Cannes, poursuit un parcours sans faute. L'enseigne, qui ne se définit pas comme une agence française mais une agence internationale basée à Paris, a enregistré 8 millions d'euros de marge brute en 2013, ce qui constitue un petit exploit. *« Sur un marché où deux géants* (Publicis et Havas, NDLR) *se partagent un très petit jardin, il faut du courage pour se lancer dans une aventure entrepreneuriale ambitieuse »*, lance Luc Wise, qui dénonce les *« Canada Dry d'agences indépendantes »*. Les trois associés bénéficient toutefois de leur expérience initiale dans des grands groupes.

Depuis la sortie du capital du sud-coréen Cheil en 2012, Herezie est contrôlée à 100 % par ses fondateurs, qui mettent le cap sur la croissance. L'agence vise plus de 10 millions de marge cette année. Elle défend un modèle de prestations haut de gamme, réactif et créatif sur tous les sujets, même les moins « faciles », comme les campagnes des marques qui ciblent les seniors ou la santé. *« Nous produisons dans les temps tout ce que nous demandent les clients, sans problème de logistique, ce qui ne semble pas si facile à trouver »*, indique Pierre Callegari. L'agence fait partie des mieux notées par ses clients : 96 % sont satisfaits, selon une étude du cabinet Limelight Consulting. ■

LE FIGARO
et vous


Paule Ka

## STYLE
VESTIAIRE CHIC POUR FEMMES ACTIVES
PAGE 31



## VIN
EN ISÈRE, LA RENAISSANCE DU VIGNOBLE DE SEYSSUEL PAGE 32



# Des lendemains qui déchantent

Rika Zaraï, Georgette Lemaire, Linda de Suza... Elles ont vécu la gloire, vendu des millions de disques, mais connaissent aujourd'hui bien des infortunes. Enquête sur ces artistes qui ont raté leur sortie. PAGES 28 ET 29

Rika Zaraï pendant l'un des concerts de la tournée « Âge tendre et tête de bois », en 2007.




## ET LE CRI VINT DES LIVRES

4e SALON INTERNATIONAL DE LA LITTÉRATURE.

Dans l'arsenal de Kiev, il y a encore des bombes. Elles déambulent en talons hauts sous les voûtes du bâtiment où se tient cette semaine le 4e Salon international du livre. Les journaux ukrainiens étant remplis de mauvaises nouvelles, le peuple de Kiev est venu écouter des écrivains. Un pope achète *Que faire ?* de Tchernychevski : c'est une question pour le nouveau président Tourtchinov, dont le pays se démembre. La France est l'hôte d'honneur du salon. Les invités se pressent au stand de l'Institut français. David Foenkinos trouve que Poutine devrait lire *La Délicatesse*. Myriam Anissimov s'inquiète : *« Est-ce le moment de parler de Vassili Grossman ? »* Georges Nivat est comme un esturgeon dans l'eau au milieu de tous ces slaves. Iévguéni Nichiouk, nouveau ministre de la Culture, fait un discours. Il y a un mois et demi, il criait : *« À bas l'État ! »* sur les barricades de Maïdan. On l'écoute en songeant qu'une révolution est un changement de propriétaire.

Soudain, l'ambassadeur de France : *« C'est l'histoire d'un gros chien qui attaque un petit matou. »* Évoque-t-il les manœuvres russes en Ukraine ? On respire, il résumait le dernier livre d'Andreï Kourkov, auteur du *Pingouin*, fraîchement décoré de la Légion d'honneur. Arrivent des miliciens cosaques de Maïdan et des fachos du parti ukrainien « Secteur droit ». Les types ne s'arrêtent même pas au stand de l'Institut français. C'est en français pourtant que BHL était venu leur parler de liberté dans un bien beau discours en mars.

Tout à l'heure, ils regagneront la place Maïdan où ils défièrent Ianoukovitch. Ensemble, ils veillent sur les lieux du mythe. Le nouveau pouvoir n'arrive pas à disperser cette grande kermesse dont il est issu. Les barricades sont soigneusement entretenues. Des autels célèbrent les martyrs. C'est le premier cas de l'histoire où des révolutionnaires, parvenus à leur fin, organisent une commémoration permanente de leur action et alimentent le commentaire in situ de leur succès. Ils n'ont pas encore été reçus par l'UE, ils ont déjà rejoint la société du spectacle.

# Buster Keaton, prince sans rire

**ÉDITION** L'autobiographie du célèbre comique américain sort aujourd'hui en français. Truffée d'anecdotes, elle montre un autre visage du génie du cinéma muet.

NATHALIE SIMON nsimon@lefigaro.fr

Il a appris à Lana Turner à renverser une tasse de café sur Mickey Rooney, à Clark Gable à concocter un gag pour son film *Un envoyé très spécial* et choqué Charlie Chaplin parce qu'il osait se compromettre à la télévision.

Né Joseph Frank Keaton Junior, Buster Keaton (1895-1966) a eu une existence passionnante. Son autobiographie se lit comme un roman. Elle a d'abord été publiée en anglais, en 1960, avant que L'Atalante, en 1984, puis aujourd'hui les Éditions Capricci la rééditent en français : *La Mécanique du rire, autobiographie d'un génie comique*, que l'acteur a cosigné avec Charles Samuels*.

Écrite sans fioritures et honnêtement, elle restitue un monde révolu, l'âge d'or du comique burlesque, l'univers de Hollywood, le passage du cinéma muet au « talkie ». *« Mimené »*, Buster Keaton relate des anecdotes toutes plus fameuses que les autres. *« Bien sûr, j'adore qu'on me traite de génie comique, mais je n'arrive pas à prendre ça au sérieux »*, a-t-il dit.

Bébé, parce qu'elle n'a pas les moyens de payer une baby-sitter, sa mère le « range » dans le tiroir d'une malle cabine. Déjà, il rampe vers la scène où officient ses parents. Elle, enfant de la balle, a été la première femme saxophoniste des États-Unis. Lui, *« danseur excentrique »*, est cascadeur. Le garçon n'a pas 4 ans quand il participe au numéro de ses géniteurs. Son père le projette dans le public et fait semblant de balayer la scène en l'utilisant comme balai ! Le public est plié en deux. Pas l'enfant. Le prestidigitateur Houdini le baptise « Buster » (casse-cou) quand il le voit dévaler un escalier alors qu'il n'a que 6 mois. Vedette *« unique en son genre dans le métier »*, il est rapidement surnommé la « Serpillière humaine ».

### Un privilège inestimable

Déjà, il reste impassible. Tout le secret de celui qu'on appelait l'« Homme qui ne rit jamais » ou « Figure de cire » réside là : faire rire sans broncher. La société new-yorkaise de protection de l'enfance s'indigne. En vain. Buster Keaton est lancé à tous les sens du mot.

Dans les années 1920, il fabriquera ses films dans son propre studio. Des *« petites comédies burlesques souvent à trois personnages, l'héroïne, le méchant et moi »*, où il érige le lancer de tarte à la crème au rang des beaux-arts. Entre autres : *Le Caméraman*, *Go West* et *Le Mécano de la « General »*, l'un de ses préférés. Restauré récemment, il est de nouveau en salle.

Chaplin, qui, lui, sourit à l'écran, salue son travail. Syd Chaplin, le demi-frère du comique, est son *« conseiller en canulars »*. Et Buster Keaton les enchaine avec son complice, le réalisateur et acteur Roscoe Arbuckle, dit Fatty, en raison de son poids. Sa carrière s'arrêta net suite à un scandale, mais, dans son autobiographie, Buster Keaton le défend.

Le mathématicien du gag n'élude pas ses passages à vide, ses déconvenues avec la MGM et ses problèmes avec l'alcool. On retiendra l'image d'un homme pour lequel faire rire fut un privilège inestimable. Et sa définition du burlesque : *« La surprise en est l'élément principal, l'insolite notre but, et l'originalité notre idéal. »* Chaplin et Lloyd ne sauraient mieux dire. ■

* *La Mécanique du rire, autobiographie d'un génie comique*. Éditions Capricci, 324 pages, 22 €, traduction Michel Lebrun.


Buster Keaton en 1920.

# Âge tendre et... gueule de bois

**ENQUÊTE** Dettes, pensions insuffisantes, bagarres avec les organismes de retraite... Toute une génération d'artistes, vedettes des années 1960 à 1980, vivent une dure réalité qu'ils taisent souvent par fierté.

LÉNA LUTAUD
@LenaLutaud

C'est un immeuble moderne, avenue Mozart, à Paris. Après plusieurs codes, l'ascenseur arrive de plain-pied dans le duplex du dernier étage. Moquette noire à paillettes, colonnes blanches, palmiers, service à thé oriental... Bienvenue chez Rika Zaraï.

Veste à strass et mèches rouges, la voici, justement. Cinq ans après un AVC, ce courageux petit bout de femme de 75 ans s'avance doucement, soutenu par son mari Jean-Pierre. Ces derniers mois, ses réflexes reviennent peu à peu. La sortie cet hiver d'une anthologie 1960-1980, avec *Hava Naguila* et *Casatschok*, lui a redonné du courage. Elle fredonne les paroles entraînantes d'*Alors, on chante*. Sa voix est intacte. Son retour sur scène est d'ailleurs prévu pour cet automne, à la Sorbonne ! Il est temps. *« J'ai certes gagné beaucoup d'argent mais, depuis cinq ans, je n'ai plus aucun revenu. Ma retraite est une honte. J'ai dû vivre sur mes économies. Je n'ai plus rien. »*

Bien sûr, sa situation est moins précaire que celle de Marthe Mercadier, de Linda de Suza ou encore de Georgette Lemaire, dont les malheurs font la une des journaux. Menacée d'expulsion de son HLM, cette dernière donne rendez-vous au centre commercial Créteil Soleil. Pomponnée, elle ne fait pas ses 71 ans. Attablée devant un milk-shake – *« sans glaçons, j'ai horreur de ça »* –, l'héritière de Piaf débite les malheurs de sa vie. Trois heures durant. Sa véritable carrière n'a duré que cinq ans, de 1966 à 1971. Ensuite, c'est un feuilleton de divorces, d'huissiers et de malheurs... Elle a la migraine, nous aussi. *« Endettée à hauteur de 25 000 euros, ma retraite de 920 euros est mon seul revenu »*, détaille-t-elle de sa voix gouailleuse. Pour décrocher des galas qu'elle promet d'accepter, elle sort *Paris jazz*, un CD réussi de standards comme *J'm'en fous pas mal*.

Comme Georgette Lemaire, des centaines d'artistes, dont une dizaine de noms célèbres nés entre 1914 et 1940, vivent d'épouvantables drames. La brusque annulation de la tournée *Sacré soirée* au printemps a été par exemple un coup dur pour Marie-Paule Belle, 68 ans. *« Les artistes sont traités comme de la crotte »*, soupire l'avocat André Schmidt, qui attaque Canal+ au nom de Brigitte Bardot, 79 ans, pour qu'elle touche des droits sur ses films, et à nouveau l'INA au nom de Mireille Mathieu, 67 ans. La chanteuse préférée de Poutine veut être payée pour les émissions auxquelles elle a participé dans le passé. *« Beaucoup de noms connus et talentueux n'ont plus assez pour manger. On les voit à la télé donc on croit qu'ils sont milliardaires »*, s'indigne Marcel Amont, 85 ans.

## Tout s'accélère après 67 ans

La situation est compliquée car la plupart de ces anciennes gloires refusent de s'exprimer. Par fierté. Leur descente aux enfers a généralement commencé après 67 printemps, une fois sorties du régime des intermittents. Dès lors, en cas de maladie, comme Marthe Mercadier, atteinte aujourd'hui d'Alzheimer, les interprètes qui gagnent leur vie sur scène peuvent uniquement compter sur leur retraite. Or, celle-ci oscille entre 400 et 900 euros. Si Sheila touche 1200 euros, c'est qu'elle a été salariée de Claude Carrère, producteur qui s'est éteint la semaine dernière.

Ceux qui ont enchaîné les concerts dans les années 1960-1970 sont les plus mal lotis. *« Les galas n'étaient pas souvent déclarés et l'artiste insouciant était content d'être payé davantage que celui qui exigeait les "vignettes", ou "feuillets bleus"*, résume Jean-Pierre Pasqualini, directeur du magazine *Platine*. *La génération des chanteurs-hommes d'affaires comme Jean-Jacques Goldman viendra plus tard* avec *l'informatisation de la Sécurité sociale et des services fiscaux. »*

Dans les années 1960-1970, seule une minorité, dont Karen Cheryl, Marcel Amont et Michèle Torr, avait le sens des réalités. Les autres s'offraient des Mercedes et supportent encore aujourd'hui que leurs enfants et

Georgette Lemaire, en 2010. Sa véritable carrière n'a duré que cinq ans, de 1966 à 1971. STENGER

Linda de Suza *« vit humblement à la campagne »* mais a fait un malheur en mars sur la croisière *Âge tendre*. J. ZANNONI/REYNAUD

## Cherche généreux donateurs...

*« Bon appétit ! »* Serviette autour du cou, Robert Quenel, 85 ans, baryton qui connut son heure de gloire près de Luis Mariano, lisse sa fine moustache. Le vendredi, dans un appartement biscornu parisien acheté grâce à un legs de Pascal Sevran, a lieu le déjeuner des retraités bénévoles de La Roue Tourne*. Créé en 1957, c'est l'ultime point de secours pour les anciennes gloires avec le RSA. Maria Luisa, la cuisinière, sert un délicieux poisson aux légumes puis un gâteau de semoule. *« Elle n'a pas son pareil pour cuisiner économiquement »*, glisse la trésorière Nicole Gravier. De plus en plus d'artistes célèbres dans la misère sollicitent l'association. *« Ils m'ont bien aidé dans les années 1980, je n'arrivais plus à payer mon loyer »*, témoigne Simone Langlois. Aujourd'hui, ces vedettes déchues repartent avec 50-100 euros par mois. C'est peu pour survivre mais, *« en cinq ans, notre budget a fondu de moitié pour atteindre 100 000 euros »*, soupire Jeanine Chaponnay, directrice de l'association. L'époque où Fernandel et Tino Rossi étaient si généreux est finie. Serge Lama, Dominique Besnehard et Sophie Marceau sont des exceptions. *« Les jeunes artistes, même ceux de gauche comme Zaz, ne versent pas un centime à l'association »*, s'indigne Pierre Devigne, son porte-parole, qui attend toujours les chèques promis par Nathalie Baye et Roman Polanski. Participer au Sidaction et aux Restos du Cœur est plus médiatique. Récolter des dons dans les concerts en distribuant des enveloppes avec des photos dédicacées se complique aussi. *« Les producteurs nous considèrent comme une concurrence pour la vente des produits dérivés »*, regrette une des bénévoles. L. L.

(*) La Roue Tourne, 56, rue Legendre (Paris XVIIe). Tél. : 01 46 22 36 50 et www.asso-larouetourne.fr

## Ça plane encore pour eux

Hugues Aufray, 84 ans, Nicoletta, 70 ans, et Petula Clark, 81 ans, ont la chance d'être en bonne santé et d'être réclamés par le public. Le 18 octobre à Chalon-sur-Saône, ces têtes d'affiche donneront le coup d'envoi de la tournée *Rendez-vous avec les stars*. Avec un cachet d'environ 5000 euros par date, leur année est assurée.

Le temps des années 1980-1990 où Patrick Juvet et Richard Anthony se produisaient sur des cars-podiums avec une sono crachotante pour 3000 euros est révolu. Le producteur à qui ils doivent de chanter devant plus de 10000 personnes dans les Zénith se nomme Michel Algay. Avant *Rendez-vous avec les stars*, ce Lyonnais est devenu millionnaire grâce à la tournée *Âge tendre*. De 2006 à mars 2014, ce concept a changé la vie de dizaines d'artistes dont celles de Georges Chelon, 71 ans. Son nom brillera à nouveau sur le fronton de l'Olympia, en janvier 2015.

Pour Dave, 69 ans, et Sheila, 68 ans, *Âge tendre* a mis du *« beurre dans les épinards »*. *« Avec cent dates par an et un cachet quotidien de 1500 à 15000 euros pour les plus connus, ils ont pu respirer, revenir dans l'actualité et payer leurs impôts »*, explique Michel Algay. Être à l'affiche d'une croisière comme celle de Télé Mélody qui voguera de Marseille à Casablanca en passant par Malaga en septembre est aussi très couru. *« Nous allons passer du bon temps et, sur la durée, nous serons mieux payés que pour un gala »*, explique le chanteur Pascal Danel. Sur ces paquebots, les artistes qui maximisent leur profit sont ceux qui attrapent le micro, une fois que le navire a quitté les eaux territoriales françaises. Ainsi peuvent-ils espérer échapper au fisc s'ils n'ont pas été payés par virement depuis la France. Les vedettes d'autrefois qui vivent confortablement sont aussi celles qui se sont servies de leur notoriété pour se reconvertir. La star des années 1930-1940 Marjane (*Seule ce soir*), doyenne des chanteuses françaises aujourd'hui âgée de 101 ans, a fait une seconde carrière dans l'élevage de chevaux à Barbizon. *« Outre un gala par mois à 2000 euros qui peut être la fête à l'andouille où l'on m'accueille comme si j'étais Barbra Streisand, je me suis lancée avec succès dans la peinture naïve. Vendus entre 250 et 800 euros, mes tableaux partent comme du petit pain »*, témoigne la chanteuse fantaisiste Charlotte Julian qui exposera ses œuvres cet été à Carcassonne et à Cannes. D'autres ont été prudents. Ils ont investi dans la pierre. À 68 ans, Dick Rivers est un solide propriétaire foncier à Nice. Si, en plus, l'artiste est secondé par un proche qui a le sens des affaires, c'est parfait. Marcel Amont, 85 ans, peut compter sur sa femme, Marlène. Ces jours-ci, il multiplie les dédicaces avec *Lettres à des amis*. *« Annie Cordy, Line Renaud, Juliette Gréco et moi-même sommes des exceptions*, souligne-t-il. *On se maintient parce que le public nous réclame et physiquement nous sommes des survivants. Si nous tombons malades, impossible de se montrer sur scène en tremblotant. Le robinet se fermera. Je trouve normal de payer beaucoup d'impôts mais les retraites des interprètes ne permettent pas de survivre. »*

Effectivement, rien ne vaut d'être auteur-compositeur. Même s'ils ne bénéficient d'aucune allocation chômage, *« ceux qui ont eu la chance de connaître une longue carrière et de cotiser en conséquence peuvent espérer une retraite*

même petits-enfants vivent à leurs crochets. Ce sont les mêmes qui font des caprices. Leur réputation est telle que les producteurs ne veulent plus en entendre parler. D'autres se battent contre la Sécurité sociale. « *Pour prouver le nombre de concerts, j'ai beau monter des dossiers avec les affiches, les attestations des tourneurs et les articles de presse de l'époque, rien n'y fait* », soupire Florence, l'épouse de Pascal Danel, le chanteur des *Neiges du Kilimandjaro*, âgé aujourd'hui de 70 ans. « *Les caisses de retraite exigent les feuillets bleus signés à l'issue des concerts par les tourneurs*, explique André Schmidt. *Évidemment, personne ne les a conservés. Et puis, certains organismes de gestion collective ont été lamentables.* »

L'Adami, société en charge des ex-interprètes, n'a pas organisé de système de retraite comme celui de la Sacem pour les auteurs-compositeurs. Autres oubliés : les stars des films sortis avant 1986. Quand *Angélique, marquise des Anges* (1964) est diffusé, Robert Hossein, 86 ans, ne perçoit que 3,15 % des recettes vidéo. Autant dire des clopinettes puisque les profits sont concentrés sur les ventes télé et sur la VOD. D'autres, comme Linda De Suza, ont été escroqués. Ses proches ont placé ses millions sur des comptes à Monaco et à Paris. « *C'est vrai, j'ai enquêté* », dit le producteur Michel Algay. Constatant que la chanteuse qui a vendu des millions de disques et deux millions d'exemplaires de son autobiographie, *La Valise en carton*, est encore fort belle à 66 ans et a fait un malheur en mars sur la croisière *Âge tendre*, il compte la relancer. Mais doucement. « *Aujourd'hui, je vis humblement à la campagne avec mon chien* », soupire Linda De Suza, avant de s'emporter contre « *les ministres qui (l')ont spoliée* ». Comme beaucoup, le malheur l'a fragilisée psychologiquement. ■

**Marthe Mercadier, atteinte aujourd'hui d'Alzheimer, se plaint de toucher une toute petite retraite.** NIVIERE/SIPA



*maximum de 18 516 euros par an. S'ils ont cotisé à un régime complémentaire, la somme globale atteindra 28 930 euros par an* », explique Louis Diringer, directeur des sociétaires de la Sacem. À cela s'ajoutent les droits d'auteur. « *En 2012, sur nos 48 000 auteurs-compositeurs en vie, 3 411 ont touché des droits d'auteur supérieurs à 100 000 euros*, détaille le trésorier Patrick Lemaître. *Pour espérer recevoir plus de 100 000 euros, il faut avoir écrit des standards ou des tubes internationaux.* » Évidemment, c'est un club très privé. Tout le monde n'est pas Charles Aznavour. ■

**Dave (*ici en 2011*) est l'invité d'honneur de la tournée Âge Tendre.** CHAMUSSY/SIPA

## DE DISCRETS BIENFAITEURS



**MICHEL PILORGÉ**
Proche de Gérard Depardieu et de Bertrand Blier, cet acteur habitué des seconds rôles préside le Foyer Edwige Feuillère à Paris. Une association aussi connue sous le nom d'UCTM (Union catholique du théâtre et de la musique). Outre un vestiaire de 2 000 vêtements, elle distribue 9 000 euros par an aux artistes, costumiers et techniciens en difficulté. Ses ressources viennent de dons et du soutien de la Fondation Notre-Dame.



**CLAUDE LEMESLE**
Cet auteur de nombreux tubes pour Joe Dassin, Michel Sardou et Johnny Hallyday préside le Comité du cœur de la Sacem. Parrainée en 1951 par Maurice Chevalier, cette association soutient les auteurs-compositeurs en difficulté. À raison de 300 000 euros par an, le comité paie leurs loyers et leurs cotisations professionnelles. De son vivant, Maurice Chevalier avait légué au Comité sa villa Ma Louque à Cannes. Les vieilles gloires du music-hall y partaient en vacances. Pour entretenir son fonds de roulement, le Comité du cœur l'a cédée en 1988.



**DOMINIQUE BESNEHARD**
Le célèbre agent des stars, désormais producteur, ne s'en vante pas mais il aide beaucoup les artistes dans la misère. Lors de la fête pour ses 60 ans en février dernier où s'est précipité le Tout-Paris, il n'a pas voulu de cadeaux mais des dons pour l'association La roue tourne. Un geste qui a permis de récupérer 9 000 euros.

# Il faut sauver les vitraux d'Auch

**CHRONIQUE** Sans l'intervention d'un mécène, ce chef-d'œuvre de la Renaissance, altéré par le climat et la pollution, risque de disparaître.



LES ARTS
**Adrien Goetz**

Les sibylles alternent avec les prophètes, comme dans les fresques de Michel-Ange à la Sixtine. Dans un vol de draperies bleues, rouges et vertes, des encadrements en perspective, avec des corniches, des guirlandes tenues par des angelots et des arcs en anse de panier composent une architecture feinte sertie dans l'architecture réelle. Sur ce fond, de puissantes figures de saints encadrent un Christ qui se détache sur un ciel bleu traversé de nuages. Les visages, vus de près, ont une expressivité extraordinaire, que soulignent de fins traits de sanguine. L'art des maîtres verriers français est ici à son sommet.

La cathédrale Sainte-Marie d'Auch (Gers), avec sa façade du XVII^e siècle un peu pataude, ne laisse pas deviner ces merveilles. À l'intérieur de l'édifice, où le gothique flamboyant domine, les dix-huit verrières dues au maître Arnaut de Moles composent sans doute le plus bel ensemble de vitraux de la Renaissance française. Ce cycle a été conçu entre 1507 et 1513, il est donc remarquablement cohérent.

Depuis quelques années, ces vitraux magnifiques souffrent et crient misère. À chaque tempête, les risques deviennent de plus en plus grands. Les pierres assurent moins bien la solidité de l'ensemble, qui joue et vibre à chaque fois davantage. Les couleurs s'altèrent à cause de la pollution atmosphérique, les violets si subtils virent au noir. Les restaurations anciennes, en ajoutant des plombs, ont rendu illisibles certaines parties de ces murailles de verre.

**Le coût de la restauration de chaque baie est estimé à 111 000 euros**

La Fondation du Patrimoine vient de lancer une souscription. La préfecture du Gers, avec la direction régionale des affaires culturelles, monte un beau projet de mécénat d'entreprise, preuve que l'État se soucie encore du patrimoine des Français. Jean-Marc Sabathé, le préfet, n'est-il pas aussi le premier des gardiens de cet édifice insigne ? Il a décidé de mobiliser toutes les énergies. Les cathédrales construites avant 1905 appartiennent en effet à l'État, qui a le devoir de les entretenir. Cela exclut par exemple celle d'Évry, conçue par l'architecte Mario Botta, et maints autres édifices du XX^e siècle, ainsi que les églises qui n'étaient pas encore cathédrales lors de la loi de séparation. Au total 67 cas particuliers gérés par les communes ou par des associations sur nos 154 cathédrales. Si les 86 cathédrales qui restent tombent en décrépitude, si les vitraux se fissurent, si les gargouilles perdent leurs dents en crachant l'eau des pluies acides, c'est que la République ne fait pas son travail.

Le coût de la restauration de chaque baie est estimé à 111 000 euros – il faut plus de 2 millions d'euros pour sauver l'ensemble du cycle. Le miracle serait qu'une fondation d'entreprise, locale ou nationale, veuille attacher son nom à cette opération capitale. C'est ainsi que la société Velux, en 2008, s'était associée au Centre des monuments nationaux pour le financement de la restauration des vitraux de la Sainte-Chapelle, à Paris. Le succès a été éclatant, on en a parlé partout. Et depuis, personne n'ose plus dire que les Velux – c'est devenu un nom commun – sont une atteinte à la beauté des vieilles maisons...

**Pour toute information : www.fondation-patrimoine.org et prefecture@gers.gouv.fr**

# Salah Stétié, ambassadeur des peintres

**ARTS** Ancien diplomate, l'écrivain et poète libanais disperse à Drouot, le 21 mai, sa collection de beaux livres et de tableaux signés Picasso, Ernst ou encore Xavier Valls.



Portrait à l'encre de Chine de Salah Stétié par Albert Féraud (vers 1990).

DROUOT / ADAGP, PARIS 2014

VALÉRIE SASPORTAS
vsasportas@lefigaro.fr

C'est un poète, né il y a quatre-vingt-quatre ans dans une famille bourgeoise musulmane, arabophone, d'un Liban sous mandat français, et qui reçut le grand prix de la francophonie de l'Académie française en 1995, longtemps après avoir fondé *L'Orient littéraire et culturel*, supplément du quotidien libanais francophone *L'Orient*. C'est un diplomate, ancien secrétaire général du ministère libanais des Affaires étrangères et délégué permanent du Liban auprès de l'Unesco. Salah Stétié aura marqué son temps et lié sa vie d'amitiés avec des grands peintres : Picasso, Max Ernst, César, Alechinsky, Vieira da Silva, Zao Wou-ki ou encore Xavier Valls, le père du premier ministre. Il a signé de nombreux livres de ces artistes qui font partie de sa collection mise aux enchères par le commissaire-priseur Jean-Claude Renard, le 21 mai, à Drouot. Trois cents œuvres sans prix de réserve fixés par l'expert, Marc Ottavi. *« Mon œil est gourmand de leurs formes, de leurs couleurs, de leurs traits. Grâce à eux, j'ai d'autres mondes que le mien à ma disposition »*, affirme-t-il. Avant de s'expliquer sur les raisons de cette vente : *« Le cardinal Mazarin, sur la fin de ses jours, s'était exclamé dans son cabinet de curiosités : "Dire qu'il va falloir quitter tout cela !" Je veux, moi, quitter librement mes amis. »* En exclusivité pour *Le Figaro*, Salah Stétié nous a reçus dans sa maison de La Verrière (78) autour d'un thé et de petits gâteaux libanais.

**LE FIGARO. – Vous souvenez-vous de votre premier choc artistique ?**
Salah STÉTIÉ. – Oui, certes. Il s'est déroulé en deux temps. Dans ma maison d'enfance, il n'y avait pas vraiment de tableaux, mais mon père était amateur de calligraphie. Enfant, je ne comprenais rien à ces lignes tordues qui faisaient sur lui l'effet d'une chanson. Je garderai toute ma vie un grand respect pour la magnifique calligraphie arabe, turque ou persane, et me suis lié d'amitié avec des agents majeurs de cet art, vivant en France : Saggar, Ghani Alani, Massoudy, avec qui j'ai fait des livres d'artiste. Le deuxième choc de la beauté, occidental, je l'ai reçu quand l'un de mes maîtres à l'École supérieure des lettres de Beyrouth m'a mis sous les yeux une copie de la sublime gravure de Dürer, *Melancholia*. Du haut de mes 18 ans, j'en fus bouleversé. J'évoque cet épisode dans mes Mémoires à paraître fin septembre chez Robert-Laffont.

**Quel a été le premier artiste à vous avoir ému à votre arrivée à Paris ?**
Mon premier ami parisien ne fut pas un peintre mais un sculpteur encore dans l'œuf et déjà iconoclaste : César, massier à l'École des beaux-arts, désargenté comme un astre en train de tourner au rouge, et avec qui, régulièrement, je battais le pavé de Saint-Germain-des-Prés. Nous parlions de tout avec César, beaucoup d'art, et aussi de rien : avec nos petits moyens, nous pouvions juste nous payer les mauvais cafés de l'immédiat après-guerre, des sandwichs au beurre-fromage et parfois un verre de vin pour la fille qui nous accompagnait si nous lui voulions du bien. C'est lui qui m'a introduit dans des ateliers (celui de Zadkine, entre autres) et m'a appris une certaine forme d'intransigeance dans le jugement sur les œuvres.

**Votre collection compte deux toiles de Xavier Valls, le père du premier ministre…**
Oui, je l'ai rencontré chez Suzanne Tézenas, qui nous réunissait, avec quelques amis, Madeleine Renaud, Jean-Louis Barrault, Pierre Boulez, au Domaine musical, une société des concerts qui dura de 1954 à 1973. J'aimais beaucoup la peinture de Xavier Valls, très balthusienne. Il fit d'abord mon portrait. Puis m'offrit le dessin d'un couteau pour mon mariage qui a duré vingt-trois ans.

**Quel peintre auriez-vous aimé être ?**
Aucun. Je ne veux pas être peintre, parce que je me suis voué de tout mon être à la poésie, centre et périphérie.

**À quoi vous sert la poésie ?**
La poésie ? Elle ne sert à rien qu'à donner des nouvelles du cœur et de l'âme. La poésie, qui dans le monde entier a longtemps signé les siècles - celui de Ronsard, de Shakespeare ou d'Hugo -, témoigne de sa gloire au passé et peut-être prépare-t-elle l'avenir en tentant de sauver tout ce qui peut l'être de l'homme et de sa langue.

**Le marché de l'art est-il pour vous un outil diplomatique ?**
L'art, en tout cas, pose aujourd'hui des problèmes à la diplomatie. J'ai été le premier président du Comité intergouvernemental pour le retour des biens culturels, objets d'une appropriation illégale ou de trafics illicites, à leur pays d'origine, installé par l'Unesco vers le milieu des années 1970. J'y suis resté sept ans. J'ai eu à m'occuper du Code d'Hammurabi, des marbres du Parthénon exportés en Angleterre par Lord Elgin et qui constituent depuis l'une des merveilles du British Museum. La diplomatie culturelle est désormais aussi présente dans les chancelleries et les ministères que la diplomatie politique ou économique.

**Au Louvre, le projet de département dédié aux arts des chrétientés d'Orient a été abandonné. Comment réagissez-vous ?**
C'est une erreur regrettable. Les arts de Byzance et des chrétientés d'Orient sont, dans tous les domaines de la créativité, des arts accomplis, héritiers de bien des civilisations antécédentes et ancêtres de bien des civilisations ultérieures. Cela est d'autant plus triste que les cultures, arts et rituels issus de Byzance sont encore vivants de façon quotidienne à travers les traditions des chrétientés d'Orient et, par contamination, avec les arts de l'islam qui, comme chacun sait, ont partagé avec Byzance bien des positions philosophiques et théologiques autant que de techniques de réalisation. Les rituels byzantins et leurs projections sont également toujours actifs dans toute la Russie chrétienne et l'ensemble de l'Europe orthodoxe. De prime abord, cette suppression me paraît une facilité et, à la limite, une absurdité. À mon sens, le British Museum, ne l'aurait pas fait. ■

**Drouot-Richelieu, salle 7, 14 heures, 9, rue Drouot, Paris IXe.**

**L'intégralité de cet entretien sur www.lefigaro.fr**



# Jean-Michel Atlan, le maudit du marché

**PEINTURE** Alors que Sotheby's relance son œuvre par une exposition-vente, les amateurs hésitent encore à parier sur lui.

BÉATRICE DE ROCHEBOUËT
bderochebouet@lefigaro.fr

Faut-il acheter Atlan ? Telle est la question que l'on se pose en ressortant de la Galerie Charpentier, siège de Sotheby's à Paris, où il fut célébré en 1955. Jusqu'à ce soir, la maison de ventes américaine s'aventure une fois de plus sur le terrain des galeries en montrant cet artiste d'origine algérienne tantôt classé dans la seconde École de Paris, tantôt dans le mouvement Cobra. Pour lui redonner vie, son œuvre racontée en 42 huiles et pastels allant des années 1940 jusqu'à sa mort, en 1960, à l'âge de 47 ans, dialogue avec les arts premiers. D'un point de vue scénographique, les accords entre la statuaire africaine et ses figures cernées de noir sont plutôt réussis. C'est en voyant l'exposition de la Fondation Beyeler sur le même modèle que l'idée est venue au spécialiste Olivier Fau. Si l'on connait l'amour d'Atlan pour cette partie du monde, le rapprochement est un peu rapide…

Quel est le but de cette exposition où tout cependant n'est pas à vendre ? Redonner une dynamique au marché de cet artiste dont la cote est encore très incertaine. La spéculation des années 1980-1990 avait entraîné un gonflement des prix. Ceux-ci s'étaient vite écroulés au lendemain de la guerre du Golfe, quand les investisseurs durent vendre, souvent à perte. En novembre 1989, l'une de ses toiles (194 × 97 cm) avait atteint le record de 4,6 millions de francs (environ 1 million d'euros), sous le marteau de Me Loudmer. Un niveau d'enchères qu'Atlan n'a plus jamais atteint ! Depuis, le marché repart doucement. À condition de ne pas l'inonder comme ce fut le cas en mai 2013 avec la vente, d'un seul coup, de 22 toiles ayant appartenu à Camille Atlan, la sœur du peintre. Surévalué, le tableau *Calypso III* était resté invendu à 200 000-300 000 euros, avant d'être cédé en privé pour la moitié de l'estimation. Ce n'est pas de nature à donner confiance aux acheteurs même si le marchand Frank Prazan qui le défend avenue Matignon est optimiste pour le long terme. *« Les prix, en dessous de 300 000 euros pour une œuvre d'exception de la meilleure période, entre 1956 et 1959, permettent d'acheter la quintessence de cet artiste*, explique-t-il. *À ce niveau, on ne peut plus avoir un Poliakoff.* » Atlan suivra-t-il le même chemin ? Les grands collectionneurs internationaux sont sceptiques. Son marché reste trop franco-français, à l'inverse de son contemporain qui a séduit une clientèle russe, attirée par ses origines moscovites. Pour lui aussi, la reconnaissance internationale s'est longtemps fait attendre. ■

*Les Atlantes*, J.-M. Atlan, 1947.

SOTHEBY'S / ADAGP, PARIS 2014

## SUR LE WEB

» 19 avril – Osenat, Fontainebleau : l'Empire à Fontainebleau
» 19 avril – Granville Enchères : montres (en live)
» 23 avril – Auction Art Rémy Le Fur et Associés, Paris: arts du XXe
lefigaro.fr/encheres

# Le bon goût des femmes actives

**MODE** Elles n'épluchent pas les magazines, elles ne sont pas fashion victimes mais leur sens de l'élégance les pousse vers des marques classiques et accessibles dans l'air du temps.

ÉMILIE FAURE
efaure@lefigaro.fr

Faites le test, il est probant : à l'occasion d'un baptême, d'un mariage ou d'une cérémonie future, interrogez les femmes sur le choix de leur toilette. L'une d'entre elles (si ce n'est plusieurs) en robe trois-trous à la coupe élégante et sans effet de manches répondra… Paule Ka. *« Nous ne nous adressons pas à des fashion victimes*, affirme Serge Cajfinger, fondateur et président de la griffe. *Mais à celles qui ont un besoin de style dans leur vie quotidienne et sociale. »* Ces avocates, cadres, galeristes plébiscitent les pièces bicolores ou bimatières aux lignes précises, les pantalons ni trop amples ni trop moulants, les twin-sets sans accrocs qui confirment la renommée de Paule Ka depuis 1987, et s'en remettent à son chic les yeux fermés. *« Notre clientèle est extrêmement fidèle*, poursuit-il. *En général, les femmes nous découvrent en cherchant une tenue habillée et elles se trouvent belles, tout simplement. Alors elles reviennent pour le vestiaire de jour, les accessoires… »*

Les inconditionnelles de la maison n'ont ni le temps, ni l'envie de lécher d'autres vitrines, pourtant nombre d'entre elles se révèlent être de véritables collectionneuses. Comme cette Anglaise, agent immobilier, qui confie avoir *« suffisamment de références Paule Ka pour monter une rétrospective »*, mais aussi endosser l'une de ses robes trapèze *« afin de gagner à tous les coups ! »* lorsqu'elle entend décrocher une vente. Ou comme cette directrice de la communication d'un grand malletier qui s'offre la quasi-intégralité de la collection, chaque saison, parce que *« le style totalement intemporel, le glamour, l'esprit parisien de Paule Ka mais aussi ses coupes impeccables, ses matières précieuses et ses jolis détails en font une marque facile à porter en toutes circonstances »*. Deux ou trois fois par jour, Serge Cajfinger se rend dans la boutique parisienne du 223, rue Saint-Honoré, quelques étages sous ses bureaux, y tend discrètement l'oreille et questionne les vendeuses sur les attentes de ses clientes.



L.K. Bennett

Tory Burch

Paule Ka

L.K.BENNETT PAULE KA. TORY BURCH

## La touche « british »

Dans la même veine, L.K. Bennett se soucie d'allier allure et portabilité. Son histoire est celle d'une marque discrète créée en 1990 en Grande-Bretagne, dans l'idée de simplifier la vie des femmes actives en quête perpétuelle de chaussures aussi belles que confortables. En 1998, un prêt-à-porter, fonctionnel mais raffiné, s'ajoute à ses escarpins, bottines et sandales. À Londres, on compte 23 boutiques L.K.B. Si Kate Middleton porte régulièrement ses robes néoclassiques et si l'influente rédactrice de mode Caroline Issa lui a dessiné un stiletto à pompons multicolores, il n'est pas question pour la griffe de délaisser les « vraies » femmes. Le label qui a mis le cap sur la France cherche d'ailleurs à installer ses nouvelles adresses dans des quartiers de bureau à Paris. *« Les clientes sont intelligentes, elles veulent un bon produit à un prix juste*, nous explique-t-on au siège londonien. *Nous tirons nos collections vers le haut, en maintenant des coûts très raisonnables. »* Un trench à la coupe parfaite n'excède pas 345 £ (environ 418 €), on parle bien de luxe accessible.

Comme Paule Ka dont la ligne Black Carpet dédiée au dressing du soir remporte un franc succès, le studio de L.K. Bennett étoffe sa gamme de pièces plus travaillées et de tailoring : *« Les imprimés, les effets de matière, les broderies… Tout cela est très nouveau pour nous*, confie Tracey Stainer, chef de produit prêt-à-porter. *Mais nous assurons aux femmes de trouver un dressing complet. »*

## Une fondation pour les entrepreneuses

Outre-Atlantique, Tory Burch tient le même discours. En 2004, cette mère de trois garçons, ex-attachée de presse reconvertie en business woman, développe des vêtements, des accessoires, des parapluies, quelques bougies parfumées de bon goût et abordables. *« Offrir un prêt-à-porter à prix juste est fondamental*, confie l'Américaine de passage à Paris pour l'ouverture de son espace aux Galeries Lafayette. *Quand j'ai monté mon entreprise, j'avais l'ambition de construire une marque de lifestyle globale. Avec du recul, je n'avais aucune idée de ce que cela signifiait ! Mais ce que je voulais par-dessus tout, c'était créer une fondation et, pour cela, il fallait que ma mode soit rentable. »*

En effet, Tory Burch ne se contente pas d'habiller les femmes ou de leur enfiler des ballerines à logo (son best-seller). Via sa fondation née il y a trois ans, elle aide celles désireuses de se lancer dans l'entrepreneuriat. Un programme de mentorat de neuf semaines sponsorisé, entre autres, par Goldman Sachs et Bank of America dont 300 projets ont déjà profité. Demandez lui où trouver la tenue idéale en vue d'un entretien d'embauche : *« Pas sur les podiums ! Il s'agit surtout de porter ce qui vous va le mieux et qui vous met en valeur. Je suis particulièrement touchée quand des clientes me confient que mes vêtements leur donnent de l'assurance. »* ■

# « Une jolie culotte peut changer une journée »

**RENCONTRE** Trois questions à Marie Schott, directrice générale de l'empire Etam.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉMILIE VEYRETOUT eveyretout@lefigaro.fr

Avec une première ligne de vêtements pour le sport et, à la rentrée prochaine, une collection de produits de beauté, la marque de lingerie centenaire n'a jamais autant collé à la peau des femmes.

**LE FIGARO. - La « beauty thérapie », qu'est-ce que c'est ?**

**Marie SCHOTT.** - Depuis deux ans, nous avions en tête de revenir à nos fondamentaux. Etam (pour « établissement meilleur ») est depuis 1916 la marque qui sait parler aux Françaises, la première à avoir sorti la lingerie de ses boites dans les boutiques, à avoir commercialisé des strings dans les années 1970… Le corps, la peau, le « fit » ou le confort sont des notions que nous maitrisons bien. Le concept de « beauty thérapie » englobe tout cela à la fois. Une petite culotte peut changer une journée si elle est jolie, insoupçonnable sous votre jupe. Si avec elle, vous avez l'impression d'être plus belle.


Collection Be+, la gamme sport d'Etam. DR

**Comment avez-vous conçu Be+, votre gamme sport ?**

Sur ce même principe de bien-être, de bienveillance. Aujourd'hui, les tenues de sport, hypertechniques, ont tendance à manquer de simplicité. Nous voulions des pièces faciles, pas rébarbatives, destinées aussi bien aux passionnées qu'aux dilettantes. Agréables à regarder, à enfiler, à porter. Par ailleurs, nous avons divisé ce vestiaire en deux parties : les ensembles vraiment pointus (qui gainent et qui maintiennent pour le running, la natation), mais aussi des vêtements plus cool (sarouels, débardeurs pour le yoga ou le pilates).

**Vous annoncez également l'arrivée de cosmétiques ?**

C'était un aboutissement assez logique. *« Proposer à nos clientes d'être jolies du décolleté jusqu'au bout des ongles »*, pour trouver une formule. Nous travaillons sur ce projet depuis plusieurs années. Il ne s'agira pas d'une minicollection mais d'une véritable gamme, avec des centaines de références soins et maquillage, et des corners dédiés dans nos boutiques. Un énorme projet qui, nous l'espérons, révélera encore davantage notre marque et sa posture historique, son engagement en faveur de la beauté des femmes *(en septembre)*. ■



» Plus de mode
www.lefigaro.fr/madame

Les vins de Vienne, un des Vignobles historiques de Seyssuel, dans la Vallée du Rhône.
C. GOUSSARD/ LES VINS DE VIENNE

# Seyssuel, ou l'histoire d'une renaissance

**TERROIR** Ce petit bout de terre produisait déjà du vin à l'époque gallo-romaine. Mais la première vendange récente date de 1998. Seize ans plus tard, l'ensemble des producteurs demandent le classement du vignoble en côtes-du-rhône.

FRÉDÉRIC DURAND-BAZIN
fdurandbazin@leparticulier.fr

L'histoire des vins de Seyssuel, c'est d'abord celle d'une renaissance. Dans la petite commune iséroise de Seyssuel, à quelques kilomètres au nord de Vienne, le long de la rive gauche du Rhône, les Romains avaient, lors de la colonisation de la Gaule, identifié quelques beaux terroirs sur lesquels ils avaient planté des vignes. Cette tradition se perpétua durant de très nombreux siècles. Plutarque, Pline, puis, plus tard, Olivier de Serres mentionnèrent l'existence de ce vignoble, qui produisait, à en croire ces auteurs, parmi les meilleurs vins de la Vallée du Rhône. Mais voilà, comme dans de nombreuses autres régions, en 1883, le phylloxéra eut raison de la petite centaine d'hectares de vigne, le vignoble tombant même totalement dans l'oubli.

L'histoire des vins de Seyssuel, c'est ensuite celle d'une bande de copains vignerons qui, à chaque fois qu'ils montaient d'Ampuis à Lyon, étaient intrigués par ces coteaux en friche le long de l'autoroute, et dont ils avaient l'intuition qu'il pourrait s'agir de beaux terroirs. Pierre Gaillard, Yves Cuilleron et François Villard, alors jeunes producteurs en saint-joseph et en côte-rôtie, décidèrent de pousser plus loin leurs investigations. Ils retrouvèrent les traces du vignoble disparu dans d'anciens écrits, firent des analyses de sols et finirent par se rendre à l'évidence : ils avaient mis la main sur un très beau terroir de schistes, identique à celui de la Côte brune d'Ampuis en Côte-Rôtie, de l'autre côté du Rhône, orienté plein sud. Cette fois, ils en étaient sûrs : il fallait faire revivre ce vignoble. Ils créèrent Les Vins de Vienne et plantèrent 11 hectares de vigne : 9,5 en syrah et 1,5 en viognier. Les premiers raisins furent vendangés en 1998. Les deux cuvées de rouge s'appelleront Sotanum et Heluicum, celle de blanc Taburnum. Ils ne faisaient toutefois que reprendre les noms employés par Pline l'ancien au Ier siècle après J.-C., lorsqu'il désignait les trois crus de ce terroir.

## Syrah et viognier

Leur succès est rapide et suscite de nouvelles vocations. Ils sont rejoints dès 2000 par Louis Chèze, Alain Paret et Stéphane Ogier, d'autres vignerons de Côte-Rôtie, puis par Michel Chapoutier, Pierre-Jean Villa et bien d'autres. Ils sont désormais treize à exploiter une trentaine d'hectares sur le vignoble de Seyssuel. *« Le potentiel est d'au moins 60 hectares,* explique Yves Cuilleron, *peut-être même de 100 hectares, mais nous sommes pour l'instant bloqués par une zone biotope. »* Le cépage dominant est la syrah, avec également un peu de viognier, ce dernier étant soit utilisé pur pour les vins blancs, soit vinifiés en même temps que les syrahs pour les rouges. Les vins produits y sont à la fois charnus et élégants, évoquant parfois les belles bouteilles de côte-rôtie, avec un caractère solaire plus affirmé.

Mais, à la différence du vignoble voisin, ils souffrent aujourd'hui d'un manque de reconnaissance. Autrefois vendus sous la dénomination « vin de pays », les vins bénéficient depuis 2012 de l'IGP (indication géographique protégée) « collines rhodaniennes ». Une classification un peu obscure pour le grand public. C'est pourquoi l'ensemble des vignerons de Seyssuel vient de lancer une demande de classement de leur vignoble. *« Nous avons engagé cette démarche pour trois raisons : renouer avec l'histoire, protéger le secteur pour perpétuer ce vignoble qualitatif et montrer qu'il s'agit d'un vrai terroir, et non d'une simple opération marketing »,* explique Pierre-Jean Villa, l'un des treize vignerons exploitant ces coteaux.

Il ne s'agit pas pour autant de brûler les étapes. Dans un premier temps, la demande vise simplement à rejoindre l'appellation côtes-du-rhône. C'est seulement si cette étape est validée que les vignerons engageront une demande de classement en côtes-du-rhône « Seyssuel », pour ensuite obtenir l'AOC « seyssuel ». Mais la route est encore longue. D'ici là, n'hésitez pas à découvrir les vins de ces treize amoureux du terroir, courageux et persévérants. ■



## La sélection du « Figaro »

**M&S Ogier d'Ampuis**
**L'Âme Sœur 2011 (rouge)**
Stéphane Ogier est une valeur montante de Côte-Rôtie. C'est aussi le président de l'association des vignerons de Seyssuel. Son âme sœur est un beau vin, à la fois dense, aromatique et doté d'une grande élégance. *30 €.*
*Tél. : 04 74 56 10 75.*

**Maryline et Christophe Billon**
**La Bâtie 2011 (rouge)**
Cette cuvée est très séduisante par son côté légèrement baroque aux arômes de cannelle, de pain d'épice, de confiture de fraise et d'écorce d'orange. Le vin est doté d'une jolie fraîcheur et d'un remarquable rapport qualité-prix. *21 €.*
*Tél. : 04 74 56 17 75.*

**Domaine Pierre-Jean Villa**
**Esprit d'Antan 2012 (rouge)**
Pierre-Jean Villa a débuté sa carrière au clos de Tart, en Bourgogne, puis a rejoint les « vins de Vienne », avant de prendre son indépendance il y a environ cinq ans. Sa cuvée Esprit d'Antan possède un caractère bien affirmé, légèrement poivré, s'ouvrant sur des notes de fruits noirs et de cassis. Voilà un vin tout en gourmandise. *32 €.*
*www.pierre-jean-villa.fr*

**Les vins de Vienne**
**Taburnum 2011 (blanc)**
Il s'agit de la cuvée historique de Seyssuel. Le viognier s'y exprime à merveille, sans lourdeur, avec des notes de caramel, de fleurs blanches. La bouche légèrement saline s'épanouit sur des touches d'amertume élégante, qui signe là un très beau vin de gastronomie. *35 €.*
*www.vinsdevienne.com*

**François Villard**
**Seul en Scène 2011 (rouge)**
Nos trois défricheurs des vins de Seyssuel se sont partagé une parcelle de 1,5 hectare de vigne qu'ils vinifient chacun de leur côté. La cuvée de François Villard est superbe, au nez très frais de compote de fraise. Le vin est ample, concentré, sans lourdeur, dotée de tanins très soyeux. *28,50 €.*
*www.domainevillard.com*

**Pierre Gaillard**
**Asiaticus 2012 (rouge)**
La cuvée tire son nom d'un sénateur viennois qui, au Ier siècle après J.-C., était devenu consul à Rome. Elle est tout en fruit, avec une touche de violette et de cuir. Voilà un vin gourmand et profond. *31 €.*
*www.domainespierregaillard.com*

## PLAISIR DE PALAIS



LAMACHERE AURELIE/SIPA

### « Le vin, la boisson divine »

**PAR CATHERINE CLÉMENT, PHILOSOPHE**

Chez les Grecs, les dieux boivent du « nectar », un vin additionné de miel. Lorsqu'un dieu se parjure, il est privé de cette boisson divine. (...) Mon frère et moi reprenons les rênes d'un vignoble familial dans le Saumurois, un hectare planté de vieux cépages de cabernet franc, chenin et pineau d'Aunis pour donner naissance à trois cuvées d'anjou en 2014. Nous l'avons confié à Sylvie Augereau, adepte du vin naturel. Le grand caviste Marc Sibard, tête chercheuse de Lavinia, a déjà réservé la moitié des bouteilles...

PROPOS RECUEILLIS PAR **CLAUDINE ABITBOL**

## COUP DE CŒUR

**DOMAINE ROYAL DE JARRAS, COMMANDEUR DE JARRAS 2013, IGP SABLE-DE-CAMARGUE (ROSÉ)**

Dans le vignoble du domaine de Jarras, propriété de Vranken depuis 2009, entre mer et lagune, une centaine d'hectares de vignes plantées dans les sables de Camargue continuent à produire des raisins issus de ceps non greffés, des grenaches noirs et gris francs de pied qui composent commandeur de Jarras. Cette tête de cuvée de couleur rose pâle à reflets cuivrés développe des parfums de fruits rouges, exotiques (grenadine), des notes florales et, en bouche, suave, charnue, des saveurs fruitées, d'agrumes, qui laissent une belle fraîcheur gourmande au palais. À 10-12 °C, il accompagnera des médaillons de langouste, un épigramme au barbecue, une soupe de fraises des bois. *19 € chez les cavistes.*

**VALÉRIE FAUST**

DOMAINE DE JARRAS

## SUR LE WEB

» Le groupe LVMH achète le Clos des Lambrays, en Bourgogne
» Les vins préférés des consommateurs
» Haut-Bailly, au sommet des graves
» le vin reconnu « patrimoine » de la France

**www.lefigaro.fr**

Nordine Hachemi, Président directeur général de Kaufman & Broad.

# « Il faut relancer l'offre et soutenir la demande »

Au-delà des mesures de simplification pour relancer la construction neuve, Nordine Hachemi estime qu'une meilleure offre foncière et l'aide vers les primo-accédants constituent des enjeux majeurs.

Par Olivier Marin

**LE CLUB IMMO. Le premier ministre a cité le logement comme l'une de ses priorités. 50 mesures de simplification des normes de construction seront annoncées d'ici l'été. Cela va-t-il dans le bon sens ?**

NORDINE HACHEMI : Oui, cette prise de conscience démontre d'ailleurs l'importance du logement dans l'économie française. Le logement est créateur d'emplois et de richesses. Les facteurs de blocage pour la production ont bien été identifiés. Ces mesures de simplification vont permettre de faciliter la construction de logements. D'autre part, il faut relancer l'offre, simplifier la construction mais aussi fluidifier le marché. Il faut mettre massivement à disposition des terrains pour construire. Il faut aussi soutenir la demande. C'est à dire accompagner en particulier les primo-accédants, qui représentent aujourd'hui le cœur du marché du logement neuf, afin de répondre à leur demande.

**Les rapports locatifs sont-ils équilibrés dans la loi ALUR ?**

Il y a des points positifs comme par exemple celui de monter d'un niveau les droits à construire. En revanche, il est encore toujours difficile de mesurer l'impact de l'encadrement des loyers. Pour ma part, je suis gêné par le fait que l'on veuille réguler un marché qui n'en a pas besoin aujourd'hui. On sait que le problème des prix des loyers élevés provient de l'insuffisance de l'offre. Imposer des loyers au risque de faire peur aux investisseurs, ne va pas dans le bon sens. Qui sont les investisseurs ? en majorité de familles de 40, 50 ans, souvent propriétaires de leur premier logement, qui ont décidé de mettre une partie de leur argent au service de l'économie. En investissant, près de deux emplois sont créés pour construire et c'est la possibilité pour une autre famille de se loger. Laissons donc un peu d'air aux investisseurs.

« Laissons un peu d'air aux investisseurs »

**Comment se porte l'activité du neuf ?**

Comme la plupart de nos confrères, au niveau des réservations, nous connaissons un début d'année similaire à la même période l'an dernier. En termes de prix, c'est la stabilité. Nous ne lançons des programmes que lorsque que nous sommes sûrs qu'ils rencontrent une clientèle. En revanche, nous sommes doublement impactés par les élections municipales. La période n'était pas propice à l'octroi de permis de construire. De nombreuses municipalités ont vu des changements d'équipe. Cela risque de décaler la mise à disposition de foncier.

**Où et comment bien investir aujourd'hui ?**

Il y a tout d'abord l'investissement classique en utilisant les dispositifs fiscaux mis en place par le gouvernement qui fonctionnent très bien dans certaines régions. On peut aussi investir en dehors de tout avantage fiscal. Nous avons des opérations en région parisienne, comme par exemple à Saint-Ouen l'Aumône (95), qui procure sur le marché libre des rentabilités de l'ordre de 5 %. Il y aussi l'investissement dans les résidences avec services. Il faut toujours privilégier les services qui ne sont pas obligatoires mais optionnels afin de limiter les risques de charges élevées.

**Avec des taux bas et des prix qui se stabilisent, est-ce le moment d'acheter ?**

Le moment d'acheter, est toujours très personnel. Il dépend de plusieurs facteurs : le cycle de vie, sa capacité financière, et ses besoins pour se loger. Il est certain qu'avec les taux bas, il est extrêmement intéressant d'emprunter dans ces conditions. Quand la demande est supérieure à l'offre, l'investissement immobilier est un bon choix d'autant qu'il procure une certaine sécurité.




**Nordine Hachemi, Président directeur général de Kaufman & Broad.**




avec BFM BUSINESS

En vidéo sur Explorimmo.com, Lefigaro.fr et sur BFM Business le jeudi à 10h20 et le week-end

*Rubrique réalisée par FIGARO CLASSIFIEDS – 01 56 52 80 00*



*Les annonces précédées du sigle ★ émanent des agents immobiliers, membres du Syndicat national des professionnels immobiliers (S.N.P.I.).*
*Les annonces précédées du sigle ■ émanent de notaires.*
*Les annonces précédées du sigle ◆ émanent des professionnels membres de la Fédération nationale de l'Immobilier (F.N.A.I.M.).*
*Les annonces précédées du sigle ● indiquent une vente aux enchères des chambres de notaires. M.A.P. : mise à prix.*
*Les prix de vente s'entendent frais d'agence inclus.*

## Immobilier d'entreprise

### Ventes LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

■ APPEL D'OFFRE ■
1ᵉʳ Marché St Honoré local cdal s/cour, 7P 181,07m2 libre - Visites jusqu'au 30 avril, cahier des charges consultable sur demande auprès du notaire
01.4455.3321 ■ 06.2548.8915

### Locations LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

MEAUX (77)
ZONE ARTISANALE, immeuble indépendant 444m2 bureau + 174m2 entrepôt : 3100 € HT ou 300m2 entrepôt 4900 € HT
Pptaire 01 60 36 13 62

### Ventes BUREAUX

**PTE CHAMPERRET**
RdC:724m2 et 1er ét:563m2
06.43.82.71.50

495M2 - 800.000€
Paris Nord-Est, divisible à partir de 223m2
- 07.89.49.24.04 -

### Ventes BOUTIQUES

CONSULTANTS IMMOBILIER
Murs de boutique libres :
**★ PASSY ★**
112m2 climatisé, 2 niveaux ★ 890.000€ ★
**★ AUTEUIL ★**
73m2 2 niveaux état neuf, climatisé ★ 650.000€ ★
**★ NEUILLY ★**
St-James r. de Longchamp 40m2 état neuf climatisé ★ 480.000€ ★
EXCLUSIVITÉS
★ 06.07.02.92.42 ★

MURS LIBRES
◆92 Neuilly sur Seine
Rue de l'Eglise
76m2 RdC + 53m2 sous sol
◆92 Boulogne
Jean-Baptiste Clément restaurant avec extraction 170m2
MURS OCCUPES
◆Paris 18ᵉ, Rue Damrémont
Lot de 5 boutiques louées
Loyer : 86.139€/an
RECHERCHONS MURS DE BOUTIQUES LIBRES OU OCCUPES
LA TOUR IMMO
COMMERCES & BUREAUX
01 47 64 30 00

16ᵉ AV. VERSAILLES
3 commerces occupés, 100% loués - 9 ans fermes s/50%
270m2 - 1.400.000€
06.11.50.25.84

### Locations BOUTIQUES

Paris 9ᵉ, r. Rochechouart loc. cial bail nf, 17.940 € /an hors ch. Pas de pte : 10.000 € 01.45.26.60.60.

### Ventes FONDS DE COMMERCE

4ᵉ - ILE ST LOUIS
Meilleur emplacement
Petite bout. 198.000€
1400€/mois. 06.15.05.35.35

## Immobilier ventes et achats

### Ventes 2ᵉ APPARTEMENTS

VENDOME / OPERA
Rue Volney - 4/P. 172m2 3ᵉasc. séjour 63m2 avec 5 fenêtres, rénovation contemporaine - 2.700.000€
**★ DISTRICT ★**
01.43.29.15.11

### Ventes 3ᵉ APPARTEMENTS

**MARAIS**
Prox. Place des Vosges
5P 3ᵉ et 72m2 845.000€
Capages 01.43.12.39.41

### Ventes 4ᵉ APPARTEMENTS

HOTEL DE VILLE
Séjour + 4 chbres, 5ᵉasc. 130m2, calme - 1.515.000€
**★ DISTRICT ★**
01.43.29.15.11

**MARAIS**
Beau 2 P. s/jolie cour, Refait à nf. 625.000€
Part. 06.74.67.50.81.

### Ventes 5ᵉ APPARTEMENTS

**VAUQUELIN 149M2**
3chbres, dble sej, terrasse
Parfait état. 2 caves
Challenge 06.60.46.56.28

Panthéon 2/3P. 42 m2 sud. balc. filant. Vue. Charme 468.000 €. 06.64.57.75.23

VUE PANTHEON
Vrai 2P charme poutres 495.000€ - 06.07.41.59.23

### Ventes 6ᵉ APPARTEMENTS

**ST GERMAIN DES PRÉS**
R. du Dragon studio 17 m2
Prix : nous consulter.
Capages 01.43.12.39.41

**R. MAYET STUDIO**
1ᵉʳ ét. 26.95 m2 + park.
Classe énergie : E - G
Tél. : 01.42.84.84.84.

### Ventes 7ᵉ APPARTEMENTS

◆St François XAVIER◆
106m2 - bel ancien - 2ᵉasc 3P. 1/2 chbres 1.260.000€
◆ VARENNE 312m2 ◆
Très beau volumes - 4chbres 4 bains - état exception - box
**EMILE GARCIN**
01.42.61.73.38
www.emilegarcin.fr

VUE EXCEPTIONNELLE
**QUAI D'ORSAY 5P**
148m2+balc dernier et park
WHARTON 06.83.76.25.02

**INVALIDES/DUROC**
320m2 dernier ét.,5 chbres
Belle vue - Soleil
GDI : 06.60.45.40.91

**BD ST GERMAIN / SOLFERINO**
Locare – Toutes nos annonces sur www.locare.fr
Beau 122M2 en DUPLEX
Derniers étages - Soleil
Balcon filant - Entrée, salon,s.à manger,4 chbres, 2 s.douches,1 s.bains,2 wc
Classe énergie : D
- 1.833.400€ -
01.40.40.64.20

### Ventes 8ᵉ APPARTEMENTS

**3 RUE TREILHARD**
Locare – Toutes nos annonces sur www.locare.fr
Immeuble Haussmannien
**BEAU 4/5P 102M2**
ENTIEREMENT REFAIT
1er ét.,entrée, dble sej. (vue dégagée), 3 chbres, s.douche, s.bains, 2 wc
1.080.000€ Hors droits
Photos s/LOCARE.FR
01.40.40.64.20

**HAUSSMANN**
2 P. 37 m2, 5ᵉ, soleil, calme. 390.000 €
06.60.66.34.56

**EXCLUSIVITE 165 BOULEVARD HAUSSMANN**
Locare – Toutes nos annonces sur www.locare.fr
5P. TRAVERSANT 141M2
1er étage,3 chbres+bureau
POSSIB. PROF. LIB.
- 1.270.000€ -
Classe énergie : D

Angle Rue de Berry
5P. LUMINEUX 128M2
2ᵉétage Balcon - Entrée, séj.,cuis.,bureau,3 chbres s.bains + s.douches, 2 wc
Travaux en cours
- 1.275.000€ -
Classe énergie : D
Photos s/LOCARE.FR
01.40.40.64.20

**◆PROCHE FENELON◆**
Beau Pierre/T., 2ᵉSoleil avec Balcon filant, 214m2 4 chbres - Beaux volumes parquet moulures cheminées un service de moins de 9m2 2 gdes caves - 2.315.000€
FEAU ST HONORE
- 01.53.53.07.07 -
www.feau-immobilier.fr

**HOCHE/TERNES 5P**
4ᵉét., 175m2 Parfait état 3 chbres,cuisine dînatoire Calme - Sécurité
**ODGAMM**
- 01.42.25.19.00 -

St-Philippe-du-Roule.
Dans hôtel part. 6 P. 204 m2, 3ᵉ ét. asc. 4 chbres. 2.100.000 €
Part. 06.15.01.34.73.

BASSANO 83m2 + 22m2 terrasse, 6ᵉasc, 2 chbres
**◆ MOBILIS ◆**
01.45.55.05.05
www.groupemobilis.com

MONCEAU 34m2,2P.,3ᵉ bon plan, soleil, 440.000€
**◆ MOBILIS ◆**
01.47.20.30.09
www.groupemobilis.com

### Ventes 11ᵉ APPARTEMENTS

COGEDIM
**FG ST ANTOINE**
A 2 pas de la Bastille
IMMEUBLE NEUF
Livraison :
1er trimestre 2015
Architecture contemporaine et prestations de qualité
Appt d'exception en duplex 118m2 + Terrasse et jardin 80m2 en RDC et 1er étage 1.610.000€ cave incluse
**0811.330.330**

**Mᵗ VOLTAIRE**
3P. 67 m2, très bon état 4ᵉ ét. asc. Balc. Possib. park. 645.000 €
Part. 06.10.79.51.22.

### Ventes 13ᵉ APPARTEMENTS

**CLISSON**
3P 76m2, + 8m2 Terrasse 4ᵉasc.cave.park.,580.000€
SOFINCAL 06.60.66.3456

### Ventes 14ᵉ APPARTEMENTS

**MOUTON DUVERNET**
COMME UNE MAISON
Atelier d'artiste 60m2 + 18m2 de jardin, living, chambre - 640.000€
DYNAGEST 0147.27.03.87

### Ventes 15ᵉ APPARTEMENTS

Boucicaut 3P. 61m2 rénové, 1er ét. asc. Imm. haussmannien 540.000€ (+ 27.000€ com) 06.72.91.22.89

APPTS NEUFS, standing avec terrasse, proche Mairie - 06 32 72 08 30

### Ventes 16ᵉ APPARTEMENTS

**JASMIN**
127m2 - 3 chbres
Balcons, park 1.250.000€
**OCDE**
Hôtel particulier 430m2
Terrasse. Division poss.
**MARCFOUJOLS.COM**
01.53.70.00.00

PERGOLESE 2/3P 74M2
VUE Balcon, étage élevé
810.000€ - 01.40.47.62.38

JOHN TAYLOR 150 YEARS
**JARD. DE PASSY**
Bel imm. 1930, 3P. 78m2 5ᵉ dernier et. dble séjour 2chbres, expo sud et ouest balc. 11m2, parfait état
- 1.050.000€ -
**IENA /T.EIFFEL**
Pierre/T Classique 154m2 dble réception, 2/3chbres 2 bains, exposé sud, très calme. Vue T.Eiffel
- 2.250.000€ -
01.80.18.79.40

Belles demeures de France – CHRISTIE'S INTERNATIONAL REAL ESTATE
**ETOILE 7P 246M2**
◆VICTOR HUGO◆
Classique,ét.élevé,triple récept.,4 chbres, service
Exclusivité - 2.550.000€
**HENRI MARTIN**
◆SQUARE LAMARTINE◆
Dans bel imm.Haussmannien 290m2 plein Sud, 4 chbres 3 bains - Service et Cave
Belles demeures de France
◆ 01.53.23.81.81 ◆
paris-fineresidences.com

**PLACE MEXICO**
5P. bel ancien, refait nf réceptions 3chbres 2bains 2.185.000€, Park.possible
**BELLES-FEUILLES**
4ᵉét anc. 235m2, 3/4chbres possib.studio &park en sus
Inter-Urbis 01.45.63.1777

**MANDEL**
Côte soleil, gd standing
Bel appt d'angle. 320m2 refait neuf, gde cuisine dînatoire équipée, au 2ᵉét 4m hauteur, 3 chambres 3 bains, possib.box & serv
**06.72.93.45.77**

**TROCADERO/IENA**
Ancien - 6P. 161m2
2ᵉétage asc. - 3/4 chbres
**EMILE GARCIN**
01.47.17.18.18
www.emilegarcin.fr

**V.HUGO - 115M2**
Pierre/T., 6ᵉs/cour, état parfait - 2 chbres - 2 bains
**ODGAMM**
- 01.42.25.19.00 -

**PASSY**
GD STANDING 210M2
4/5 chbres - 1.750.000€
NFI 06.77.14.01.91

**G. MANDEL - 6P**
Magnifique 230m2, hauteur s/plafond 3m70 exclusivité
WHARTON 06.83.76.25.02

**★PAUL-DOUMER★**
Pierre de t. standing 6P 3e et. 162m2 parfait état 1.770.000€ ★ 01.42.88.96.96

AV. MOZART AUTEUIL
calme, lumineux, 162 m2
Appt 3P. vide + gde remise louée. 925.000 €
PG Lance 06.19.56.11.99

### Ventes 17ᵉ APPARTEMENTS

◆RUE LAUGIER - 5P.◆
135m2 à rénover 1.150.000€
◆LEVIS-VILLIERS◆
2ᵉasc.-6P. 220m2 - 2 récept 4 chbres - dans square privé
**EMILE GARCIN**
01.58.12.02.02
www.emilegarcin.fr

PROXIMITE PLACE MARECHAL JUIN
4P 107 m2 terrasse 17 m2
3 chambres
Prix : 915 000 €
VANEAU TRINITE
01.48.00.89.89
www.vaneau.fr

**GOUVION ST-CYR**
3ᵉ et. appt 90,51m2 + cave
Classe énergie : D + E
Tél. : 01.42.84.84.84.

### Ventes 20ᵉ APPARTEMENTS

**ST FARGEAU RARE**
R.de la Justice, dans imm gd stand., superbe 3/4P. 76m2, refait neuf, 6ᵉasc. loggia & vue s/tout Paris
Cave, box, 565.000€
LAPOUS 01.45.54.28.66

### Ventes 78 APPARTEMENTS Yvelines

**VERSAILLES**
Appt 111 m2, 3 chbres, résid. privée avec gardien, jard. 2ᵉ asc. cave, park. Prox. gares 670.000 €
Part. 06.12.83.85.79

### Ventes 78 MAISONS Yvelines

BARNES
LONDON • PARIS • GENEVA
NEW YORK • MIAMI
01 55 61 92 88
**ST GERMAIN LAYE EXCLUSIVITES**

- CENTRE -
Hôtel part.350m2, 7chbres
Jardin, 1.690.000€

- ALSACE -
maison contemporaine 220m2 5 chbres, terrain 650m2
1.650.000€

- PEREIRE -
maison 145m2, 5 chbres
jardin 250m2, 1.250.000€

**PROX. ORGEVAL**
A14 Paris Défense 15 mn navette directe lycée international. PPté situation exceptionnelle contre la forêt domaniale 8.500 m2 de terrain superbe piscine chauffée 220 m2, sej. 60 m2 + 5 chbres. Prestations haut de gamme. 1.100.000 €
Part. 06.18.93.28.42.

### Ventes 92 APPARTEMENTS Hauts-de-Seine Boulogne

**PENTHOUSE**
Appartement 129 m2 neuf
A proximité immédiate de la Porte de St-Cloud.
Dernier étage, appt duplex d'exception : 5 pièces, séjour grande hauteur avec terrasse plein ciel de 130 m2, belles orientations, belles prestations, avec 2 places de park & 1cave.
**PHILIA**
Tél. : 06 89 62 10 96
www.philia.fr

Quartier résid. dans parc, vue sur Seine
Très bel appt 127 m2 + balcons, 3ᵉ et dernier étage, sans vis-à-vis
1.100.000 €
Part. 06.16.32.86.02.

### Ventes 92 APPARTEMENTS Hauts-de-Seine, Neuilly

**CHEZY-PERRONET**
Hôtel part. R+3 - 280m2 jard.100m2,5chbres,véranda garage,refait nf très belle prestation 3.965.000€
Exclusivité - 06.16.41.7134

**SAINT JAMES**
RARE 2P. avec jardin, état nf., séj., chbre, bains, wc, cave 650.000 € poss. box. 07.89.89.84.66.

**★ MADRID ★**
Bel imm. ancien ét. élevé 5P 145m2 parfait état
1.530.000€ ★ 01.41.43.99.99




## A VENDRE APPTS OCCUPES

Avenue Ste Foy

5P 131,40 m2 – 2e étage
Fin de bail février 2017
Classe énergie : D
1.097.460€

5P 137,50 m2 – 1er étage
Fin de bail juillet 2016
Classe énergie D
1.090.890€




01.42.600.100



## Ventes 92 APPARTEMENTS Hauts-de-Seine




### COURBEVOIE SKY

Rue de Bezons

IMMEUBLE NEUF
Livraison :
4ème trimestre 2014

Architecture contemporaine et prestations haut de gamme

Beau 3P. 61m2 + Balcon 11m2 au 14ème étage vue dégagée 547.000€ cave et parking inclus

Visite de l'appartement décoré sur rendez-vous
**0811.330.330**

### COURBEVOIE LA DÉFENSE

Toutes commodités. Résid. stand. sécurisée, studio 50 m2, bon plan, nombreux dressings placards, très clair, vue dégagée, très bon état, cellier à l'étage, park. Part. de préférence à part., 290.000 € 06.14.07.08.63.

### LEVALLOIS

78 rue Paul Vaillant Couturier
5 pièces duplex – 170 m2 + 30 m2 de jardin
**1 246 000 €**
Livraison 3ème trimestre 2014
Bureau de vente : 65 rue Chaptal 01.47.59.02.06



## Ventes 92 MAISONS Hauts-de-Seine

### MALAKOFF CENTRE VILLE

A 2 pas des commerces, au pied Mt plateau de Vanves Maison le Corbusier 150m2 env. Séjour 45 m2 ouvert sur belle terrasse 70 m2 plein sud, cuis. équipée indép. donnant sur véranda cheminée, 3 chambres, dressing, dble gar., cave, buanderie. Environnement calme. 959.000 €. Part 06.16.67.08.44.

PUTEAUX
Maison de ville 188 m2 patio 26 m2, 4/5 chbres, 3 s. de bains dont une balnéo, cheminée 1.190.000 € Part. 06.15.01.09.96.

ST CLOUD/GARCHES
maison 190m2 5chbres jard. 1.290.000€. 06.50.24.14.24

## Ventes 94 APPARTEMENTS Val-de-Marne

### LA VARENNE SAINT HILAIRE

3e et dernier ét. asc. Imm. 2000 sur gd jardin arboré. Appt tout confort Plein soleil, 105 m2, séj. + suite parentale + 3 chbres, cuis. équipée + terrasse sans vis à vis arborée 100 m2, 2 boxes et cave. Prox. toutes commodités. 800.000 € Part. 01.48.89.49.81

## Ventes 95 APPARTEMENTS Val-d'Oise

COGEDIM

OPPORTUNITE DANS LE BAS DE
### MONTMORENCY

IMMEUBLE NEUF
A 300m Gare d'Enghien
**DU 2P. AU 5P.**
Prestations élégantes et soignées

Maison 5P. 124m2
758.000€

Parking en sus possible
Livraison immédiate
Visite sur RDV le lundi de 14h à 19h et du jeudi au dimanche de 11h à 12h30 et de 14h à 19h
**0811.330.330**

## Ventes IMMEUBLES

### HYPER CENTRE VILLE – VUE MER PANORAMIQUE

Vd imm de rapport 84 lots Sécurisé avec intendant revenu locatif 2012 : 253.000€ et 2013 266.000€ Prix : 999.000 €. Tel : 06.99.42.62.00 phdemory@directsante.fr

Valence(26). Imm 8 logts. 555 m2, loyer 44.232 € 550.000€ 06.88.88.19.70.

## Ventes APPARTEMENTS MAISONS Ouest



A VENDRE EN IMMO INTERACTIF
### CHATEAUROUX

2 bis rue du palais de justice
Premier, deuxième et troisième étage d'un ensemble immobilier à usage de bureaux et commerce vendu pour partie occupée par le groupe LA POSTE (1er ét.) et le surplus libre d'une surface totale de 1678 m2. Façade en pierre de taille, idéalement situé, beau potentiel.
Valeur de présentation : 1065.700,00 euros
1ere offre possible : 937.700 euros émoluments de négociation inclus
Visite sur rendez-vous :
Contact : Me BARTHABURU-DEGAND notaire à INGRE (45140)

### PERCHE SECTEUR BROU

Charme, dans village, sur terrain 3.600 m2 clos de murs avec pièce d'eau
**DÉPENDANCES D'UN CHÂTEAU**
11 pièces, 380 m2 + granges et écuries. 495.000€ – Part. S/ pl. samedi 14h à 19h et dimanche 10h à 13h Tél : 06. 21. 03. 29. 85 ou 06. 72. 88. 41. 23

### NANTES

Quai Henri Barbusse, quartier recherché, rare appt dernier ét. avec vue sur Erdre, 85 m2 + terrasses, garage. Plein sud, asc. Etat impeccable, entrée, salon, cuis. équipée, 2 chbres, s. de bains, dressing, wc. 425.000 € Part. de préférence à part. 06.22.92.76.79.

### 25 KM SUD BLOIS

dans village au calme, face aux champs. Sur 1650m2 plantés d'arbres fruitiers, maison plain-pied 145m2. Greniers aménageables, ss-sol total avec garages. – 225.000 € – Part. 02.54.32.09.94.

### LOIRET

Région Chatillon Coligny 1h30 mn Paris, maison anc. 180 m2 bon état, séj. 50 m2 + cheminée, 3 chbres, sur terrain clos et boisé de 6.500 m2, traversé par cours d'eau. 195.000 € Part. 06.74.01.58.19.

### PLOUBALAY (22)

3 km mer, 5 mn à pied bourg. Maison sur 2 nivx 7 P., 173 m2 hab., 5 chbres, 1947 m2 jardin arboré 2 entrées, 370.000 € Part. 02.96.87.19.70 06.26.64.04.09

### LA BAULE

Villa récente 8 P., très bel équipement, cuis. équipée, proche toutes commodités et centre, 5 mn de la plage. 690.000 € Part. 06.68.89.00.08

### VENDÉE

POUR INVESTISSEUR EXCELLENT PLACEMENT 40 mn mer, résid. 6 appts locatifs 5 T3 +1 T2 loués bonne rentabilite 350.000€ Part. 06.18.99.49.71.

## Ventes APPARTEMENTS MAISONS Sud-Ouest

### ARCACHON

Ville d'hiver. Villa 1881, unique vue panoramique sur le Bassin depuis le jardin et la villa, dble séjour, 8 chbres, parc 2100 m2 fleuri et arboré, 5 mn plage et commerces. 1.900.000 € Part. 06.86.34.30.79

## Ventes APPARTEMENTS MAISONS Est

### A 10 KM DE JOIGNY (89)

1h20 de Paris par A 6 belle maison bourguignonne de caractère, 7P., séj. avec cheminée, cave voutée sur terrain 1.180m2 + maison d'amis + garage sur verger 3.000 m2 192.000 € Part. 06.62.72.20.47.

### VICHY (03)

dans quartier résidentiel, part. vd appt neuf de gd stand., entièrement équipé, surf. 126 m2 + terrasse, plein sud de 43 m2 Tél : 0682 595 020

### REIMS-RETHEL

maison 150 m2 + corps de ferme + gdes dépendances. Bon état. Cour enclavée importante traversante sur 2 rues. 300.000 € Part. 06.32.72.00.34.

## Ventes APPARTEMENTS MAISONS Sud-Est

Notaires de France – immo-Enchères

### STE MAXIME (83)

Villa La Buissonnière, 34 bd beau site
Villa indépendante F4, terrasse, vue mer, terrain 2500m2 – A remettre au goût du jour
Classe énergie : F
MAP : 700.000€
Consignation : 140.000€
Visites sur place sans rv 25/04 & 09/05 de 11h à 13h et le 12/05 de 13h à 15h
Me Genest, notaire
Tél. : 04.94.96.22.00
www.immobilier.notaires.fr
Rens. : Minunot : 06.18.55.01.65

### CANNES VUE MER ET ÎLES

PROCHE PLAGES dans belle résid. fermée avec piscine et gardien, 3/4 P. 95 m2, salon/séj., cuis. équipée, 2 chbres, 2 s. de bains, terrasse sud, loggia, clim., gar., cave. LIBRE 650.000 € Part. 06.77.07.41.19.

### MONTPELLIER

Résid. séniors type Jard. Arcadie, vieux quartier, tous commerces, prox tram Bel appt 58 m2, vue parc r.d.c. sécurisé, gde chbre séj. dinatoire, terrasse vitrée. Cuis. s. de bains wc. gar. privé. Récept. 24/24, restaurant. Part. 185.000 €. 04.67.63.27.15. mireille.pouget@gmail.com





### 34 MONTPELLIER

(Près), Villa 145 m2 sur 2048 m2, piscine solaire débordante vue panoramique calme, séj. 50m2, cheminée 3 chbres, 2 s. de bains, chf sol. gar. Bon état, libre, part. de préférence à part. 560.000 € www.les ameliers.de 06.75.37.23.21.

### STE MAXIME

Belle villa avec petite vue mer (11 ans), à 300 m de la mer, exposée plein sud, sur terrain arboré de 1.100 m2. Vaste séj., cuis. équipée, 4 chbres piscine, studio indép. Caves. 995.000 € Part. 06.11.41.71.28.

### CANNES

CROISETTE LE MARLY
3P. 120m2 + terrasse 40m2
PORTES OUVERTES
SAMEDIS 10H00–12H30
04.93.94.07.06
www.marlyprivilege.com

ILE DE PORQUEROLLES
Bord de mer vue port Appt 80 m2 + 30 m2 terrasse. 06.89.45.64.32

## Ventes RÉSIDENCES avec services

Résidences-services
75012 2P. 55m2, 340.000€
75015 2P. 39m2, terrasse 318.000€
75017 2P. 290.000€
75016 3P. dble expo. balcon.470.000€
Boulogne 2P 52m2 jardin 192.000€
06.89.22.30.73
maresidence-services.fr

### 16e AUTEUIL

Hespérides. 6e ét. Appt de 39 m2, entièrement rénové avec balc. et cave 280.000 € Part. 06.27.40.14.77.

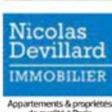
## Ventes TERRAINS PROVINCE

### (17) THORS

Terrain constructible 1479 m2. 45.000 € Part. 03.20.67.19.22

## Immobilier locations

## Locations DEMANDES VIDES




Appartements & propriétés de qualité à Paris
**VENTE-LOCATION**

20 années d'expertise au service d'une clientèle internationale :

NOUS RECHERCHONS APPARTEMENTS ET MAISONS VIDES ET MEUBLES.

Contact : 06.50.17.43.46
28 av.Raphaël 75016 Paris
www.nicolas-devillard.fr

## Locations DEMANDES MEUBLÉS

Wagram, Niel, Ternes ou Mac Mahon appt entre 60-70m2, meublé ou vide Part. 06.74.20.95.23



## Locations 6e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01.4296.0404
2P 35m2 Sèvres 1200€
6P 165m2 Odéon 4680€

## Locations 7e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01.4296.0404
1P 21m2 Varenne 720€
3p 80m2 E.Militaire 2160€

## Locations 8e OFFRES VIDES

### 4e PLEIN CIEL

ATELIER ARTISTE duplex, Monceau Villiers 3.300€ part 06.11.01.92.12

CONCORDIA 01.4296.0404
5P 137m2 Roosevelt 3150€
5P 186m2 Miromesnil 3900€

## Locations 15e OFFRES VIDES

CONCORDIA 01.4296.0404
3P 44m2 Leriche 950€
3P 57m2 Vaugirard 1195€

PRES BRETEUIL 5P
Imm gd stand parfait état 4.200€ net – 01.44.19.6262

## Locations 16e OFFRES VIDES

### BD MONTMORENCY VUE EXCEPTIONNELLE

refait neuf, 127 m2, 8e ét. balc. 4/5P., liv., 3 chbres, box 2 voitures, cave, 4.390 € ch. comp. Part. Mme Arminjon Tél. 01.47.42.16.29.

CONCORDIA 01.4296.0404
2P 53m2 Muette 1400€
5P 122m2 Passy 2685€

FAISANDERIE 58m2 4e asc,balcon,chbre,imm.stand possib park. 1890€ hors ch
**◆ MOBILIS ◆**
01.45.55.86.95
www.groupemobilis.com

## Locations 17e OFFRES VIDES

MALESHERBES 75m2 dble séj., 4m sous plafond chbre, 2e asc. imm pierre de taille 2115€ hors ch
**◆ MOBILIS ◆**
01.45.55.86.95
www.groupemobilis.com

CONCORDIA 01.4296.0404
1P 27m2 Ternes 666€
2P 37m2 Pouchet 862€
6P 170m2 Péreire 3400€
7P 196m2 Villiers 4750€

## Locations 16e OFFRES MEUBLÉS

STUDIO 20 m2, RUE DE CHAILLOT IENA MARCEAU, équipé. Imm. moderne, 4e ét., asc. clair. Coin cuis., s. de bains wc. Chf et eau chaude collectifs, vidéophone. Gardien. Tous commerces. Tous transports. 900€ ch. comp. 06.12.34.57.24

**◆ JASMIN 170M2 ◆**
3 chbres, 3 bains – Cave chf collectif 3800€ ch comp
**EMILE GARCIN**
01.47.17.18.18
www.emilegarcin.fr

## Locations 17e OFFRES MEUBLÉS

MALESHERBES BEAU 2P 33m2, 3e asc. 1210 ch comp – 01.53.95.23.80 –

## Immobilier locations saisonnières

## Locations VACANCES OFFRES Mer



### CAP D'ANTIBES VUE MER

VILLA 250 m2, 5 chbres, clim. 50 m plage. Piscine chauffée, jardin. Juin 3.500 € quinzaine Juillet 4.500 € quinzaine septembre 3.500€ quinzaine Part. 02.35.04.23.70.

### LES PORTES EN RÉ

Jolie maison, 5mn à pied coeur village, gd séjour, cuisine américaine, 4/5 chbres, 2 s. de bains, 1 douche, 3 wc, s.à manger d'été, gdes baies s/ jard. paysagé, cyprès, jasmins et agapandes. 21 juin au 12 juillet, 2 août au 27 septembre. Part. 06.74.57.55.49.

VUE MER PANORAMIQUE
### GOLFE DE ST-TROPEZ

Exceptionnelle villa, recept. 100 m2, 6 chbres, piscine à débordement, prox plages, golf et port. Eté 2014 Part. 06.74.00.56.84.

### PIEDS DANS L'EAU CAVALAIRE

part. loue VILLA sur plage de sable, 6/8 pers. mai-juin-septembre Tél. 06.07.42.63.69.

# BONNES AFFAIRES

## Antiquités

**ACHATS ESTIMATIONS SUCCESSIONS DE TOUTES ANTIQUITÉS**



**CH. HEITZMANN**
**06.19.89.55.28.**
★ Tous mobiliers anciens,
★ manteaux de fourrure,
★ tous styles de pianos,
★ tableaux et livres,
★ argenterie et bibelots,
★ services de table,
★ pendules miroirs lustres
★ bronzes et ivoires,
★ vieux vins et champagnes
■ Déplacements gratuits : PARIS – PROVINCE ■
charlesheitzmann@free.fr



## Bijoux

PERRONO EST RÉOUVERT
PERRONO-BIJOUX
[illegible]
OPÉRA : [illegible]
ÉTOILE : [illegible]
ouverts du mardi au samedi

## Décoration

**CONFECTION RÉALISATION A VOS MESURES !**



**VOILAGES RIDEAUX, STORES**
intérieurs et extérieurs
Choix de tringles et de tissus d'éditeurs.
Conseils, devis, prises de mesures, réalisations et Poses assurées par nos décorateurs.

– 15% LECTEURS DU FIGARO.
34, Rue de Bassano, 75008 Paris.
**01.47.20.78.64.**

**NETTOYAGE ENTRETIEN D'AMEUBLEMENT**

Nettoie Rénove Ravive vos Tapis Rideaux Moquettes Stores Tentures Murales, Canapés et Cuirs.
Confection Restauration de votre ameublement.
Réfection sièges et fauteuils.
Excellentes références.
Devis Livraison gratuits.

M.T.D Paris 8e
34 Rue de Bassano
**01.47.20.78.64.**

**CRÉEZ VOTRE TAPIS**

**RÉALISATION DE MODÈLES UNIQUES**
Large choix de styles formes matières textures LAINE, SOIE, LIN.
Fabrication française et sans intermédiaire.

Étude et Devis gratuits.
Manufacture Tapis Design
34 Rue de Bassano, 75008 Paris.
**01.47.20 78 84.**
www.lightandmoon.com

**SURFACE TRANSLUCIDE À IMAGINER**

PLAN DE CUISINE, TABLE, COMPTOIR PAROI, CLOISON
Texture et Couleur de votre choix.
**DESIGN LUXUEUX**
en verre et sur mesure adapté à votre intérieur.

Étude et devis gratuits.
34 rue de Bassano 75008 Paris.
**01.47.20.78.64.**

**AVEC GAVO FINI LES CORVÉES D'AMEUBLEMENT !**

Spécialiste depuis 1939 du Nettoyage d'ameublement.
Décroche et raccroche vos rideaux.
Ravive vos tapis, canapés, moquettes, tentures.
Devis gratuit.
–15 % LECTEURS DU FIGARO
84, rue Michel Ange, 75016 Paris.
**01.47.43.11.43.**

## Divers

**BILLARD (NEUF)**
CHEVILLOTTE TYPE KEOPS
Dans son emballage et colisage d'origine, 242 x 137 cm, garantie jusqu'en 2023, Prix de base 9.000€ Px de Vente (–50%) 4.500€ Part. 06.22.02.42.11

## Cours particuliers

Maths Physique Concours
**X-HEC-CENTRALE**
30€/h, Paris 5e
06.48.93.03.96.


BIEN VU
**Anthony Palou**
apalou@lefigaro.fr

## Marcello

« Le 7/9 »
**France Inter | 7 heures | Mercredi**

*« Marcello. Le cher, le parfait Marcello Mastroianni : l'ami fidèle, dévoué, sage, un ami tel qu'on en trouve seulement dans les romans des écrivains anglais. Marcello et moi, nous nous voyons très peu, presque jamais. Et c'est peut-être bien l'une des causes de notre amitié, une amitié qui n'exige rien, n'oblige pas, ne conditionne nullement, n'établit point des règles et des frontières. Une vraie, une belle amitié, fondée sur un salubre manque de confiance réciproque. Travailler avec Marcello est une joie : délicat, disponible, intelligent, il entre sur la pointe des pieds dans la peau des personnages, sans jamais rien demander, sans avoir même lu le scénario ».* Propos de Federico Fellini en 1983. Mastroianni est à l'affiche, celle du Festival de Cannes 2014. Il regarde par-delà ses lunettes Claudia Cardinale et il est si beau.

La photo est extraite de *Huit et demi*, l'histoire d'un film qui ne se fera peut-être jamais. Marcello est Guido, un cinéaste en mal d'inspiration. On le voit errer dans les jardins d'un établissement thermal. Tout embrouillé dans ses souvenirs, dépressif, il essaye de se réconcilier, avec lui-même.

Patrick Cohen a retrouvé une interview de Mastroioanni, une « Radioscopie » de Jacques Chancel. Nous sommes en 1974, l'acteur contestait humblement son image de séducteur : *« On peut être aimé par les femmes et ça ne veut pas dire que nous sommes des "Latin lovers". Etre "Latin lover", c'est une vie terrifiante, ça veut dire qu'il faut danser toute la nuit (…) il faut être toujours en forme, bien rasé, bien habillé, raconter des histoires, parler plusieurs langues ».* Cette voix de fumeur. Tout est si doux avec lui. Pas de mise en scène.

Ah, ce vieux « Snaporaz », comme disait Fellini.

## LE BUZZ TV

**Invitée : Cécile Bois**
interviewée par Philippe Larroque, aujourd'hui sur :




# Tabarly-Colas : avis de tempête

L'inimitié entre les deux marins qui ont révolutionné la course au large alimente ce numéro de « Duels ».

**BLAISE DE CHABALIER**
bdechabalier@lefigaro.fr


Alain Colas *(à gauche)* a appris la navigation auprès d'Éric Tabarly, son aîné de douze ans. Les deux rivaux sont ici réunis à Paris le 2 Mars 1973. RUE DES ARCHIVES/AGIP

France 5 21.40 ●●●○

C'est l'histoire d'une rivalité entre deux navigateurs aux caractères radicalement opposés que raconte Grégory Magne dans *Vents contraires*, documentaire diffusé ce jeudi sur France 5 dans la collection « Duels ». Comment Alain Colas, après avoir appris la navigation hauturière auprès d'Éric Tabarly, son aîné de douze ans, est-il devenu son concurrent le plus sérieux ? Le récit de cette opposition entre Colas le volubile et Tabarly le taiseux, illustré d'images d'archives et de témoignages de proches, permet de comprendre comment ces deux marins d'exception ont fait entrer la course au large dans l'ère moderne.

Quand Éric Tabarly devient un héros national, en juin 1964, en remportant à 32 ans, à bord de *Pen Duick II*, la transat anglaise en solitaire, rien ne prédestine Alain Colas, 20 ans, à devenir un jour, lui aussi, un pionnier des mers. Autant Tabarly, Breton qui tirait des bords dès sa plus tendre enfance avant de devenir officier de marine, était programmé pour défier les océans, autant Colas, terrien né dans le Morvan, avec son élégance patricienne, semblait éloigné de la vie au large.

Le destin du futur skipper de *Manureva* bascule en Australie. Alors qu'il arrive aux antipodes en 1966 pour donner des cours de lettres à l'université, Alain Colas découvre la voile dans la baie de Sydney. Le coup de foudre. À tel point qu'il demande à Éric Tabarly, l'idole qui vient de remporter la course en équipage Sydney-Hobart et s'apprête à enchainer avec une croisière en Nouvelle-Calédonie, s'il peut embarquer à son bord.

Commence l'apprentissage d'Alain Colas. *« Il était ce qu'il était, avec ce côté enthousiaste, sympathique, mais pas très compétent »*, se souvient Olivier de Kersauson, alors équipier de Tabarly. Le jeune Colas apprend vite. De retour en France, il fait partie de l'aventure *Pen Duick IV*, le bateau révolutionnaire imaginé par Tabarly, un trimaran en aluminium. Et après l'abandon de Tabarly en 1968 dans la transat anglaise, Colas lui achète le trimaran en 1970.Le jeune homme au visage allongé et aux rouflaquettes bien fournies possède le don de la communication. Il parle beaucoup et bien aux journalistes. Quant à son talent de navigateur, il éclate quand il remporte, en 1972, la transat anglaise. Face à ce succès, Tabarly, qui n'était pas de la course, a du mal à cacher son agacement.

### Le maitre contre l'élève

En 1973, c'est la rupture, quand Alain Colas se lance dans un tour du monde en solitaire, toujours à bord de son trimaran, qu'il rebaptise *Manureva*. Au même moment, Tabarly participe à la Whitbread, une course de monocoques en équipage dans laquelle il essuie de nombreux revers avant d'abandonner. Colas, lui, bat le record du tour du monde. Il devient le nouveau héros de la voile française. Tabarly refuse de reconnaitre le mérite de son ancien élève. La tension atteint des sommets lors de la transat anglaise de 1976, où les deux hommes s'affrontent pour la première fois dans la même course. Au terme d'une traversée épique, Tabarly l'emporte avec son vieux *Pen Duick III*, devant Alain Colas à bord de Club Méditerranée, un quatre-mâts monocoque de 72 mètres de long.

Tabarly est de nouveau la référence. C'est à bord de *Manureva* que Colas prend le départ de la première Route du rhum en 1978. Il disparait au large des Açores en novembre. Les deux grands marins n'auront pas eu le temps de se réconcilier. ■

# Requiem pour une fanfare anglaise

« Les Virtuoses », film réalisé par Mark Herman, est un réquisitoire grinçant contre les années Thatcher.


Pete Postlethwaite dans *Les Virtuoses.*
RUE DES ARCHIVES/BCA

**CONSTANCE JAMET** @constancejamet

Numéro 23 20.40 ●●●●

Les onze ans de Margaret Thatcher à Downing Street ont bouleversé le paysage économique du Royaume-Uni, souvent dans la douleur. Ils ont été aussi une source d'inspiration inépuisable pour le cinéma d'outre-Manche, qui y a nourri ses comédies sociales les plus réussies : *Billy Elliot*, *The Full Monty* ou *Les Virtuoses*…

La chaîne Numéro 23 propose de redécouvrir ce dernier film, signé Mark Herman, un bijou d'humour noir se déroulant en 1992 dans la ville fictive de Grimley, dans le Yorkshire. Malgré ses vastes réserves de charbon qui la rendraient encore profitable, la mine ouverte depuis 1881 est vouée à la fermeture. Ce clap de fin condamne de facto son groupe de cuivres dirigé avec passion par Danny (Pete Postlethwaite). Le mineur émacié, qui se meurt de la poussière de houille accumulée dans ses poumons, ne l'entend pas de cette oreille. Pour l'honneur, sa formation participera une dernière fois au concours national des fanfares à Londres.

Un pari risible à première vue. Les musiciens, découragés, sont plus occupés à boire et à mettre en gage leurs instruments qu'à pratiquer leurs gammes. Jusqu'au retour de l'enfant du pays, Gloria. Jouant divinement du cornet, elle séduit à nouveau son flirt d'adolescence, Andy (Ewan McGregor, jeune premier impeccable).

Autour de cette histoire d'amour, *Les Virtuoses* dressent une galerie de portraits truculents : Harry le mineur lâche auquel sa femme ne parle plus ; Phil, le fils de Danny, qui croule sous les dettes et dont le mariage prend l'eau. Le dimanche venu, il se transforme en clown triste pour les enfants. Surtout brillent le talent et l'intensité du regretté Pete Postlethwaite. Complètement habité par son rôle, le comédien trahit d'un seul regard la consternation ou la fierté de son personnage à chaque répétition, et donne l'un des plus beaux discours de protestation du septième art. ■

## MOTS CROISÉS — Par Louis Morand

### PROBLÈME N° 3450

**HORIZONTALEMENT**
**1.** Louer en charter. – **2.** Gourmande. – **3.** Elles pourraient faire passer chanson pour Samson. – **4.** Cours de l'ÉNA. Changé en bleu dans les jurons, par crainte du châtiment. – **5.** Victime d'un rapport de force. – **6.** Le point noir de l'adolescence. Réseau lettré. – **7.** Participe à la lecture. Son mont était un clou. – **8.** Sujet réservé aux femmes. Oui plus oui. – **9.** Modèle réduit. Érecteur d'académie. – **10.** Automatique à répétition. Il a peint la girafe… en feu. – **11.** Moteur des sexes. Toute la Terre passée en revue. – **12.** Peut être une torpille.

**VERTICALEMENT**
**1.** Reçoivent une double interprétation. – **2.** Pêcheur à ligne de canard boiteux. – **3.** Gros insecte de petite taille. Attache pour le cheval. – **4.** Joies anciennes. L'homme de la Trinité. Possessif. – **5.** Haut patronage. Divine quand on le double. – **6.** Une pièce à rajouter au dossier. Sorti comme un nouveau-né. – **7.** Créuse fut sa première moitié. Disposée en rayons. – **8.** Nouvelle vigueur.

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | |
| 4 | | | | ■ | | | | |
| 5 | | | | | | | ■ | |
| 6 | | | | | ■ | | | |
| 7 | | | ■ | | | | | |
| 8 | | | | | | ■ | | |
| 9 | | | | | ■ | | | |
| 10 | | | | ■ | | | | |
| 11 | | | | | ■ | | | |
| 12 | | | | | | | | |

### SOLUTION DU PROBLÈME N° 3449

**HORIZONTALEMENT** **1.** Accouple. – **2.** Tahitien. – **3.** Tmèse. oD. – **4.** Rire. Apo. – **5.** Altuglas. – **6.** Clés. CRS. – **7.** Té. Évadé. – **8.** Ica. Idem. – **9.** Votive. – **10.** Irone. On. – **11.** Tour. Lit. – **12.** Étriqués.

**VERTICALEMENT** **1.** Attractivité. – **2.** Camille Corot. – **3.** Cherté. Atour. – **4.** Oiseuse. INRI. – **5.** Ute. Vive. – **6.** Pi. Alcade. LU. – **7.** Léopardé. Oie. – **8.** Endossements.

## BRIDGE — Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

### PROBLÈME N° 1764 : Sous haute protection

♠ R 8 7
♥ R 10 4
♦ 9 6 3
♣ A D V 9




♠ A
♥ A D V 8 5 2
♦ R 7 4 2
♣ 10 5

**Contrat :** Sud joue **5 Cœurs.**

**La séquence (N.-S. vuln.) :**

| Sud | Ouest | Nord | Est |
|---|---|---|---|
| | | 1♣ | passe |
| 1♥ | 1♠ | contre | 4♠ |
| 5♥ | | | |

**Entame :** Dame de ♠ pour votre As (le 6 en Est). Vous jouez As et Roi de ♥. Est défausse le 2 de ♠.

### RÉPONSES AU TEST D'ENCHÈRES N° 1763

**Votre main en Sud**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1- ♠ A D 3 | ♥ R V 6 5 3 | ♦ 10 6 4 | ♣ D 3 |
| 2- ♠ R V 10 7 | ♥ A D V 9 7 | ♦ A D 5 | ♣ 9 |
| 3- ♠ R 9 | ♥ A 10 8 7 6 | ♦ A R D | ♣ 8 3 2 |
| 4- ♠ R 5 2 | ♥ A R D 10 8 7 | ♦ 5 4 | ♣ R 5 |
| 5- ♠ A 4 | ♥ A R D 6 5 | ♦ A D 10 8 7 | ♣ 8 |

**Le début de la séquence :**

| Sud | Ouest | Nord | Est |
|---|---|---|---|
| 1♥ | passe | 2♣ | passe |
| ? | | | |

Quelle est votre enchère en **Sud** avec chacune des cinq mains ci-contre ?

Main 1 : **2♥**. Main minimale avec laquelle vous n'avez **rien de spécial à dire**. Répétez votre couleur d'ouverture en attendant la suite.
Main 2 : **2♠**. Il s'agit d'un **bicolore cher** et vous disposez ici du minimum de force pour sélectionner cette enchère.
Main 3 : **2SA**. Avec une main régulière et des arrêts dans les couleurs non nommées, vous avez **tout ce qu'il faut** pour dire 2SA, qui garantit 15-17H.
Main 4 : **3♥**. Après un 2 sur 1, la répétition de votre majeure **avec saut** montre à la fois une **très belle couleur** et une main de 15-16H minimum.
Main 5 : **3♦**. Bicolore **5-5 forcing de manche**, promettant deux belles couleurs et un minimum de 15-16H.

## TF1

19.00 Money Drop. Jeu 20.00 Journal 20.40 Nos chers voisins. Feuilleton 20.45 C'est Canteloup

**20.55**
Série. Policière



### Alice Nevers, le juge est une femme

Fra. 3 épisodes. Avec Marine Delterme, Jean-Michel Tinivelli, Florence Darel. À sa sortie de prison, une femme trouve refuge dans un couvent. Mais une sœur est assassinée.

**23.50 New York, section criminelle** Série. Policière. EU. (2 épisodes) **1.25** New York, police judiciaire

## France 2



18.50 N'oubliez pas les paroles ! Jeu 20.00 Journal 20.40 Parents mode d'emploi. Série

**20.45**
Magazine. Reportage



### Envoyé spécial

Présentation : Guilaine Chenu, Françoise Joly. 1h35. Inédit. Au sommaire de ce magazine : «Les résidences services» – «Consommation : les promesses des circuits courts» – «Carnet de route en Ukraine».

**22.20 Complément d'enquête** Magazine. Société **23.30** Alcaline, le mag **0.25** Le Messie. Opéra

## France 3



19.00 19/20 20.00 Tout le sport 20.15 Plus belle la vie. Feuilleton. Avec Michel Cordes, Cécilia Hornus

**20.45**
Film. Western

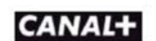


### Impitoyable

EU. 1992. Réal. : Clint Eastwood. 2h06. Avec Clint Eastwood, Gene Hackman. Un tueur à la retraite reprend du service pour venger une prostituée sauvagement attaquée. **23.00** Grand Soir/3

**23.55 Tout peut changer** Magazine. Société. Présentation : Laurent Bazin **1.50** Midi en France. Magazine

## Canal+



19.05 Le Grand journal (C) 20.00 Le Grand journal, la suite (C) 20.25 Le petit journal de la semaine (C)

**20.55**
Série. Drame



### House of Cards

EU. Saison 2. Inédit. Avec Kevin Spacey, Robin Wright, Michael Kelly, Mahershala Ali, Michael Gill. Le château de cartes des Underwood vacille après les révélations de la journaliste Ayla Sayyad.

**22.40 Weeds** Série. Comédie. 2012. Saison 8. (3 épisodes) **0.00** 30 Rock. Série **1.05** Le journal du hard

## Arte



19.00 Le jaguar, chasseur solitaire. Documentaire 19.45 Arte journal 20.05 28 minutes. Magazine

**20.50**



Série. Policière



### Les enquêtes du commissaire Winter

Suède. Saison 1. Ce doux pays (1 et 2/2). Avec Magnus Krepper. À Göteborg, le commissaire Winter planche sur un quadruple meurtre dans une cité où règne l'omerta.

**22.50 Real Humans** Série. Drame. Suède. 2012. Saison 1. (2 épisodes) **0.50** Barbara. Film. Drame

## M6



18.45 100 % mag. Magazine 19.45 Le 19.45 20.05 Scènes de ménages. Série. Avec Valérie Karsenti

**20.50**
Série. Policière



### Perception

EU. Saison 1. 2 épisodes. Inédits. Avec Eric McCormack, Roger Bart, Rachael Leigh Cook, Brett DelBuono. Kate et Daniel enquête sur une secte dont le gourou, un adolescent de 16 ans, affirme entendre Dieu.

**22.30 Perception** Série. Policière. EU. 2012. Saison 1. (2 épisodes). Inédits **0.10** The Killing. Série

## TMC



18.45 Sans aucun doute. Magazine. Présentation : Julien Courbet

**20.50 Banlieue 13 : ultimatum**
Film. Action. Fra. 2008. Réal. : Patrick Alessandrin. 1h35. Avec Cyril Raffaelli, David Belle. Banlieue 13, deux ans plus tard. Le trafic se répartit entre cinq quartiers ethniques.

22.35 Banlieue 13. Film. Action 0.10 90' enquêtes. Magazine

## W9

19.00 Les Marseillais à Rio 19.50 Les Simpson. Série 20.35 Soda. Série

**20.50 Les enfants de Timpelbach**
Film. Fantastique. Fra. 2007. Réalisation : Nicolas Bary. 1h32. Avec Gérard Depardieu, Raphaël Katz, Adèle Exarchopoulos.

22.30 Une hirondelle a fait le printemps. Film. Comédie dramatique

## D8



18.30 Touche pas à mon poste ! Talk-show 20.30 D8 le JT

**20.50 Le grand bêtisier de Pâques**
Divertissement. Prés. : Justine Fraioli, Bernard Montiel. 1h40. Inédit. Un florilège des séquences les plus drôles.

22.30 Touche pas à mon poste ! Talk-show. Prés. : Cyril Hanouna

## NT1





18.50 Les frères Scott. Série 19.45 Au nom de la vérité. Série

**20.50 Bad Teacher**
Film. Comédie. EU. 2011. Réal. : Jake Kasdan. 1h33. Avec Cameron Diaz, Justin Timberlake. Dénicher un homme fortuné pour arrêter d'enseigner, voilà le but d'Elizabeth.

22.30 American Pie 6 : campus en folie. Film. Comédie

## France 5

19.00 C à vous 20.00 C à vous, la suite. Magazine 20.15 Entrée libre

**20.40 Les carnets de route de François Busnel**
Magazine. Société. Prés. : François Busnel. 1h00. Inédit. Gens de Dublin. Invités : John Banville, Edna O'Brien, Joseph O'Connor et Colum McCann.

21.40 Colas/Tabarly : vents contraires 22.35 C dans l'air. Magazine

## NRJ 12



18.55 Stargate SG-1. Série. Les esprits – La clé de voûte

**20.50 Tellement vrai**
Magazine. Société. Prés. : Matthieu Delormeau. 1h50. Inédit. Par amour, j'accepte tout. «Tellement vrai» s'est penché sur quatre histoires d'amour vraiment pas ordinaires.

22.40 Tellement vrai. Magazine 2.25 La maison du bluff. Téléréalité

## RMC Découverte



19.05 Swamp People. Série documentaire. (2 épisodes)

**20.45 L'incroyable Mister Goodwin**
Série doc. Science et technique. 0h45. Inédit. Les lois de la gravité. Au sommaire : comment Mister Goodwin défie-t-il les lois de la gravité ?

21.30 L'incroyable Mister Goodwin 23.20 Les mystères de l'univers

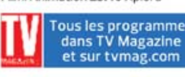
## 6ter



19.10 Charmed. Série. (2 épisodes). Avec Holly Marie Combs

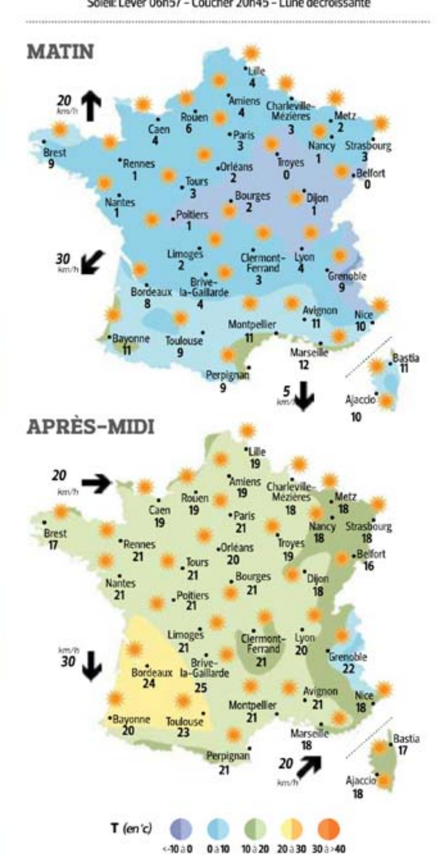
**20.50 Astérix et les Indiens**
Film. Dessin animé. All. 1993. Réal. : Gerhard Hahn. 1h30. Capturé par les romains, le druide Panoramix se retrouve prisonnier des Indiens d'Amérique.

22.15 Les douze travaux d'Astérix. Film. Animation 23.40 Xplora




# MÉTÉO PAR la chaîne météo

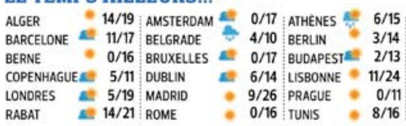
**ÉPHÉMÉRIDE St-Anicet**
Soleil: Lever 06h57 – Coucher 20h45 – Lune décroissante



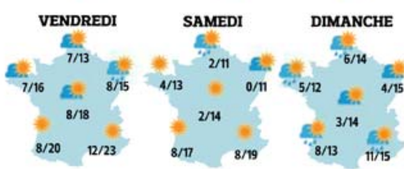




## LE TEMPS AILLEURS...



| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| ALGER | 14/19 | AMSTERDAM | 0/17 | ATHÈNES | 6/15 |
| BARCELONE | 11/17 | BELGRADE | 4/10 | BERLIN | 3/14 |
| BERNE | 0/16 | BRUXELLES | 0/17 | BUDAPEST | 2/13 |
| COPENHAGUE | 5/11 | DUBLIN | 6/14 | LISBONNE | 11/24 |
| LONDRES | 5/19 | MADRID | 9/26 | PRAGUE | 0/11 |
| RABAT | 14/21 | ROME | 0/16 | TUNIS | 8/16 |






## SUDOKU

Chaque jour un peu plus difficile

**GRILLE 894** CONFIRMÉ

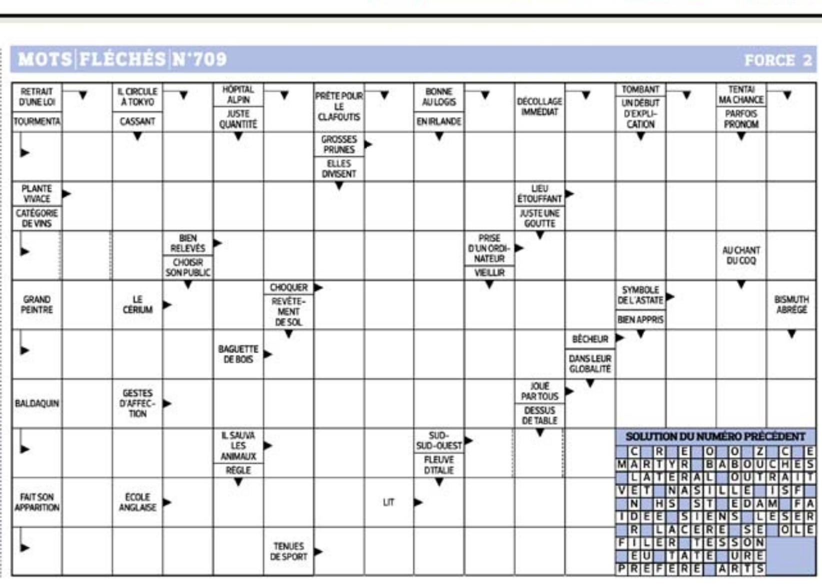
| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 5 | | 9 | | | 8 | | |
| 9 | | 6 | | 1 | 5 | 4 | | |
| | | | 6 | 4 | | 9 | | |
| | 1 | 9 | | | | | 8 | |
| 5 | | | | | | | | 2 |
| | 3 | | | | | 1 | 9 | |
| | | 5 | | 6 | 9 | | | |
| | | 8 | 2 | 3 | | 5 | | 9 |
| | | 1 | | | 8 | | 4 | 3 |

SOLUTION DU N° 893

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6 | 9 | 7 | 4 | 5 | 3 | 2 | 8 | 1 |
| 4 | 5 | 8 | 7 | 1 | 2 | 6 | 3 | 9 |
| 1 | 2 | 3 | 6 | 9 | 8 | 7 | 4 | 5 |
| 5 | 3 | 4 | 8 | 7 | 9 | 1 | 2 | 6 |
| 2 | 7 | 1 | 3 | 6 | 5 | 4 | 9 | 8 |
| 8 | 6 | 9 | 1 | 2 | 4 | 3 | 5 | 7 |
| 3 | 4 | 6 | 5 | 8 | 7 | 9 | 1 | 2 |
| 7 | 8 | 2 | 9 | 3 | 1 | 5 | 6 | 4 |
| 9 | 1 | 5 | 2 | 4 | 6 | 8 | 7 | 3 |

## MOTS FLÉCHÉS N°709

FORCE 2



# Christelle Bernardé, femme de goûts

**SUCCÈS** À la tête de Dalloyau, maison de gastronomie plus que tricentenaire, elle en a entièrement repensé la production et la création. Et envisage aujourd'hui avec délice le développement à l'international.



S. SORIANO/LE FIGARO

**Colette Monsat**
cmonsat@lefigaro.fr

En fin d'entretien, elle vous lâche avec un joli sourire : « *Aujourd'hui, je me sens alignée. Et enfin en harmonie avec ce que nous sommes.* » La coprésidente (avec son frère Stéphane Raymond-Bernardé) de la maison Dalloyau est radieuse. Elle vient d'ouvrir, il y a quelques jours, à Neuilly-sur-Seine, une boutique qui reflète exactement la nouvelle identité visuelle de la maison et ses différents savoir-faire : pâtissier, chocolatier, traiteur. Tout sauf salon de thé, l'adresse ne comptant guère que 85 mètres carrés. Si elle a succédé officiellement à sa mère, Nadine Gavillon, en février 2010, cela fait plus de dix ans que cette « quadra » pulpeuse et passionnée travaille sur l'image de l'institution gastronomique créée, en 1802, par Jean-Baptiste Dalloyau, à l'exact emplacement de la principale boutique parisienne. Enfin, ceci pour faire court, car l'épopée familiale croise la grande histoire et s'inscrit dans une dynastie de métiers de bouche, qui a démarré au XVII^e^ siècle. En 1682, l'ancêtre Charles Dalloyau, alors au service du prince de Condé, s'était fait remarquer pour la qualité de ses petits pains par Louis XIV lui-même, lors d'une réception. Immédiatement, le monarque l'avait débauché de chez son cousin pour le prendre à son service. Ainsi était née une filiation d'officiers de bouche, anoblis par le roi, qui allait perdurer jusqu'à la Révolution française. Mais lorsque Jean-Baptiste Dalloyau reprit le flambeau deux décennies plus tard, ce fut pour coller au plus près des aspirations d'une bourgeoisie naissante, soucieuse à son tour de recevoir, comme l'avait fait avant elle l'aristocratie. Il s'instaura donc « Maison de gastronomie » avec tout l'éventail des métiers de bouche indispensables à un service sur mesure.

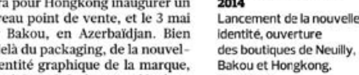
## La transmission du goût

Aujourd'hui, Christelle Bernardé porte en elle les valeurs de ses aînés et s'avoue exigeante. « *Le beau, pour nous, c'est le minimum syndical, mais être bon et avoir un service, c'est plus compliqué !* » Maison de gastronomie, toujours. Fine mouche, elle ne veut pourtant pas céder à la facilité d'une communication tournée vers le passé. L'univers de la marque, c'est son histoire mais aussi son avenir. Le 22 avril prochain, elle s'envolera pour Hongkong inaugurer un nouveau point de vente, et le 3 mai pour Bakou, en Azerbaïdjan. Bien au-delà du packaging, de la nouvelle identité graphique de la marque, tout a été remis à plat pour développer la création au sein de la production exécutive, en phase avec l'air du temps et les nouveaux comportements. « *Aujourd'hui, les gens ne vivent plus de la même manière. Ils veulent de la proximité et ne sont plus forcément prêts à traverser Paris, sauf pour des produits signatures.* » Comme la Religieuse de Rêve, créée en 2005 (la même que la classique mais en format géant), le Zelii (« *Un dessert anti-culpabilité, 100 % fruit* ») ou encore le Sensationnel, une délicieuse coque de meringue garnie de sorbet. Il faut également composer avec les clients d'un nouveau type qui « panachent » leurs menus, achètent entrées et desserts mais se réservent le privilège de préparer le plat principal…

Mille collaborateurs à travers le monde dont cinq cents en France, Dalloyau est un gros paquebot, qui cumule toutes les compétences, « *toutes les excellences* » selon Christelle Bernardé. Sur chaque créneau, il y a bien sûr des challengers : Ladurée ou Pierre Hermé pour les macarons, Jean-Paul Hévin ou Patrick Roger pour les chocolats, Lenôtre pour la pâtisserie, Potel & Chabot pour la partie traiteur. Mais aucun ne possède comme Dalloyau ce savoir-faire multiple. Et ce fonds vertigineux de 30 000 recettes dont 600 nouvelles élaborées chaque année et quelque cinquante ans de recettes de macarons en stock !

Les nouvelles créations s'ajoutent, les produits iconiques demeurent. Comme l'Opéra, créé en 1955 par Cyriaque Gavillon, un biscuit joconde au café, crème au café, ganache au chocolat noir 70 % cacao, aujourd'hui encore best-seller. Talonné de près par le Saint-Honoré, autre mythe gourmand et clin d'œil à l'adresse historique de Saint-Philippe-du-Roule. Au passage, les recettes initiales ont été revues, pour être raccord avec les goûts actuels.

Dans les années 1960 déjà, la mère de Christelle, qui avait vécu au Japon, en était revenue avec une certitude : « *Il faut désucrer la pâtisserie, refaire émerger la saveur.* » Sacrément moderne pour l'époque. Idem pour les pâtisseries gorgées d'alcool, qu'il convenait de revisiter si l'on voulait pouvoir les déguster en famille, le dimanche. Le respect du produit, du client, la générosité, l'exigence : des mots qui reviennent en boucle chez celle qui veut grandir, s'exporter à travers le monde, tout en gardant une dimension familiale et artisanale. De quoi laisser rêveur, à l'heure de la surmédiatisation d'une profession qui transforme de jeunes pâtissiers tout frais sortis de leur apprentissage en stars du millefeuille ou de la pâte à chou. « *Le monde de la pâtisserie, ce n'est pas comme cela. Ça fait rêver mais il faut connaître les bases. C'est comme la peinture, il faut savoir peindre. La paillette, cela vient quand cela doit venir…* » Et surtout ne jamais déroger au principe de base, la transmission du goût. « *Jamais plus de trois saveurs.* » Christelle Bernardé est formelle. « *La limite de la création, c'est le goût. Il faut toujours reconnaître ce que l'on déguste.* » Sur un air d'Opéra ? ■



### Bio EXPRESS

**2001**
Directrice de marque et de communication Dalloyau.

**2005**
Création de la Religieuse de Rêve.

**2010**
Est nommée coprésidente de Dalloyau.

**2011**
Signature du partenariat avec le Moulin Rouge.

**2014**
Lancement de la nouvelle identité, ouverture des boutiques de Neuilly, Bakou et Hongkong. Signature d'un partenariat avec le Domaine de Chantilly.





## UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

edemontety@lefigaro.fr

### SMIC [smik] n. m.

Sujet Majeur Instantanément Contesté

Pierre Gattaz ayant évoqué un « smic intermédiaire » s'est vu contredit hier par Manuel Valls : on ne touche pas au smic. À l'origine modeste, le mot né en 1964 a fait fortune en s'imposant dans la langue française, donnant même naissance à smicard.

Le smic est un sujet épineux, quoique sa prononciation fasse penser à une onomatopée (Gattaz : smic, ce mec se moque). Il y a toujours un hic avec le smic et qui s'y frotte s'y pique. En revanche, celui qui défend le smic (Valls) est forcément gratifié d'un smiley ou d'un smack : en français, un semi-remorque de compliments.

Soyons sérieux. Smic est l'acronyme de salaire minimum interprofessionnel de croissance. Chacun voyant midi à sa porte, les entreprises entendent le mot salaire, les bénéficiaires le mot minimum, les syndicats le mot interprofessionnel. Et le mot croissance ? Personne ne croit devoir s'y arrêter. Or peut-on continuer à ne rien faire avec le smic quand la seule croissance qu'on observe est celle du chômage ?

PS : nous avons fait hier de Marceau un général d'Empire. Or celui-ci est mort au combat en 1796. Il n'y a donc, en l'espèce, que notre étourderie qui empire. ■

## FIGARO-CI … FIGARO-LÀ

### Le patron de la FNSEA reçu à Matignon



LUCIEN LUNG/LE FIGARO

Xavier Beulin *(photo)* a rendez-vous, ce jeudi, à 15 heures, avec le premier ministre, dans le cadre des consultations avec les partenaires sociaux organisées par Manuel Valls sur le pacte de responsabilité. Le président de la FNSEA, premier syndicat agricole, qui vient d'être réélu, sera accompagné de Philippe Mangin, président de Coop de France. Les agriculteurs sont concernés au premier chef par les diminutions de charges sur les bas salaires, notamment pour les saisonniers.

### La femme dans la peinture vue par Michel Bouquet

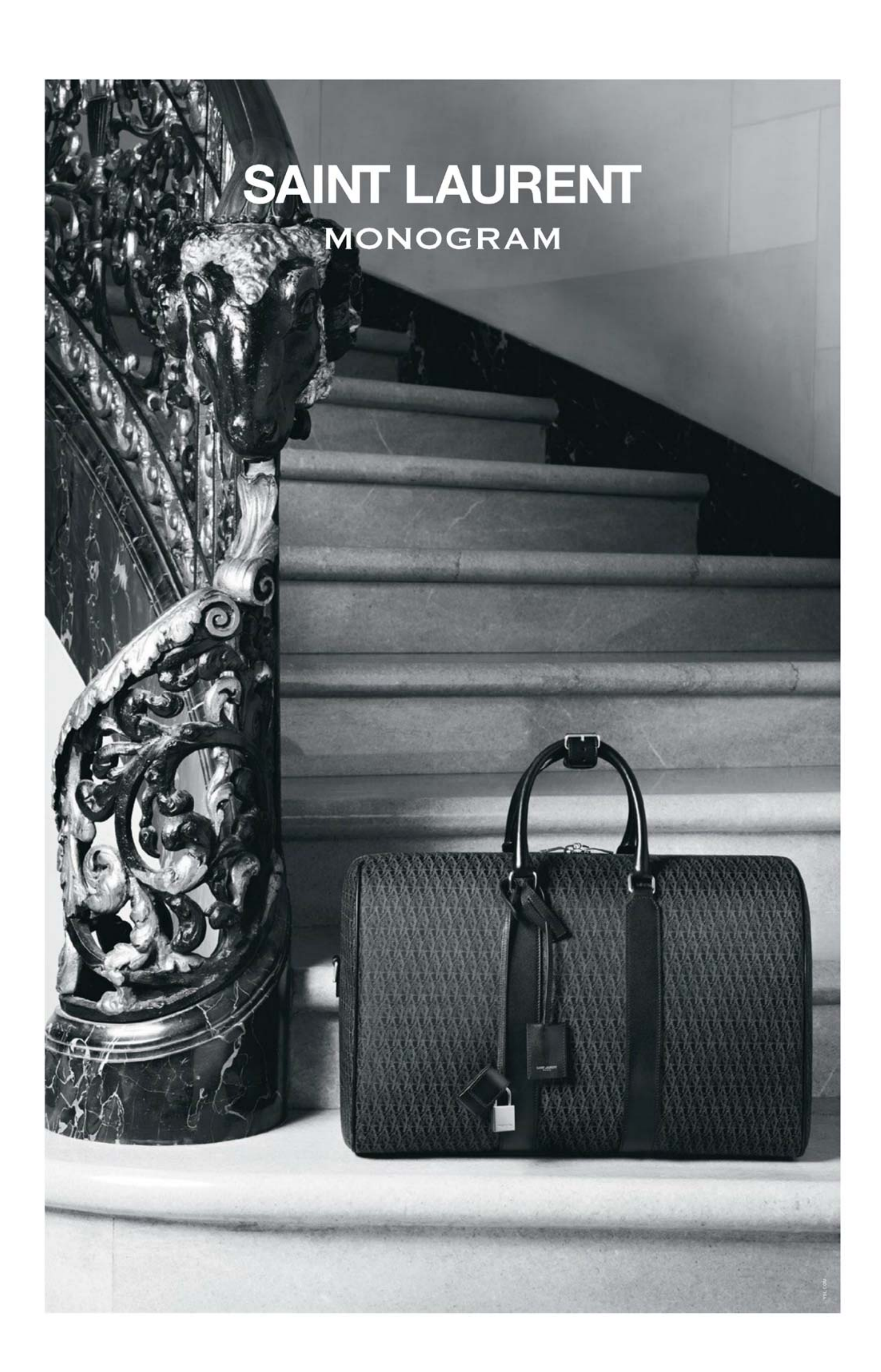
Le comédien et son épouse, Juliette Carré, se rendront en mai à Venise, avec Philippe Sollers et Roman Polanski, pour un documentaire réalisé par Jean-Pierre Larcher sur l'image de la femme dans la peinture. Michel Bouquet a eu l'idée de ce sujet en voyant *La Vénus à la fourrure*, le film de Polanski, qui s'achève sur *La Vénus au miroir*, le tableau de Vélasquez.

### L'Italie renforce sa présence en France

L'ambassadeur de France en Italie, Alain Le Roy, vient d'annoncer que l'Italie avait consolidé sa place de troisième investisseur étranger dans notre pays, derrière les États-Unis et l'Allemagne, par le nombre de projets industriels développés : 64 en 2013, soit la création ou le sauvetage de 2 500 postes de travail (17 % de plus qu'en 2012).

### Fabien Galthié a dit non au XV d'Angleterre

Dans sa biographie, *Retour intérieur*, à paraître le 24 avril (Éditions Solar), Fabien Galthié révèle qu'il a repoussé une proposition de la Fédération anglaise pour entraîner le XV de la Rose en binôme, au côté du Sud-Africain Nick Mallett. L'actuel entraîneur de Montpellier a également décliné le poste de manager général des Pumas argentins, pour la Coupe du monde 2015.


SAINT LAURENT
MONOGRAM

LE FIGARO littéraire

lefigaro.fr/livres



**ANNIE ERNAUX**
UNE CURIEUSE VISITE DANS UN HYPERMARCHÉ PAGE 5



**ANTONIO LOBO ANTUNES**
UN ROMAN FAIT DE VOIX QUI SE RÉPONDENT PAGE 4

# On a retrouvé un inédit de Chateaubriand

**DOSSIER** Ce texte éclaire d'un jour nouveau les relations tumultueuses entre l'auteur des «Mémoires d'outre-tombe» et l'Institut de France. PAGES 2 ET 3

Feuillets de la «Lettre sur l'Institut» et portrait de Chateaubriand par Anne-Louis Girodet (1809).

CI-CONTRE : DE BAECQUE&ASSOCIÉS ; RUE DES ARCHIVES/RDA/MUSÉE D'HISTOIRE ET DU PAYS MALOUIN/ST MALO ; EN HAUT, À GAUCHE : MAURICE ROUGEMONT/OPALE ; À DROITE : FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

## *Je vous écris d'Italie*

LE VOYAGE en Italie est un classique de la littérature française. De Du Bellay à Michel Déon, de Stendhal à Fraigneau, il a donné de magnifiques romans, des récits de voyage et un sonnet qui commence ainsi : « *Veux-tu savoir (Du Thier) quelle chose c'est Rome ?* »

À la suite de ces grands noms, sans trembler, Sébastien Berlendis se lance et publie *L'Autre pays*, court texte qui nous procure un plaisir simple, fait de fraîcheur et de lumière. Le livre tient du carnet rédigé à cheval et de la poésie en prose où l'auteur exhale son *spleen d'Ostuni*.

Il part de Turin jusqu'aux bords du Tibre, en passant par Rimini, Vico et Tarente. Il est à la recherche de son aïeul qui quitta les Pouilles pour les Corbières, adjoignant à son nom un «s» pour faire français et servant entre les deux guerres sur le *Jules-Michelet*.

Comment s'arrêter à Ferrare sans rendre à Giorgio Bassani l'hommage qui lui est dû ? L'auteur y sacrifie, qui cite une phrase de l'auteur du *Jardin des Finzi Contini*, et ce clin d'œil nous renvoie à cette interrogation de Bassani dans son roman : « *Alors pourquoi envoyer de pauvres touristes dans la gueule du loup ?, se sont demandés, j'imagine, les compilateurs de la dernière édition du guide du Touring. Et finalement, du reste, pour voir quoi ?* »

La réponse, Bassani ne l'aura jamais : on la trouve chez Berlendis. Il n'écrit pas pour les touristes mais pour lui, pour dessiner une route qui est celle de son histoire.

Il feint de rechercher quelqu'un, une femme aimée, mais c'est de lui qu'il parle. L'habite une étrange nostalgie d'une Italie qu'il n'a pas connue, comme si ce sentiment pouvait être héréditaire. Un curieux symptôme, qui n'est pas sans nous émouvoir.



**LA CHRONIQUE** d'Étienne de Montety

Berlendis écrit encore pour les flâneurs et les amoureux. Une place de village ? « *Théâtre d'enfants éparpillés, parades de ragazzi venus des villages voisins, des jeunes filles en pleine beauté, toujours le même émerveillement.* » Il ne fait pas que voir et écrire, il filme aussi. Un dos nu de femme, superbe image, le sommet d'une hêtraie des Pouilles. Berlendis a l'art du flou artistique, celui de l'ellipse, à merveille.

Quelques mots lui suffisent pour camper un paysage, enfiler une rue, suivre du regard une gracieuse silhouette. Il laisse à d'autres l'arsenal des mots solennels. Une poignée lui suffit. Berlendis aime à voyager léger. Cette sobriété est hautement appréciable. Il descend jusqu'à Craco, ville de sa famille, éboulée, devenue fantôme. On ne saurait mieux symboliser sa mémoire italienne.

Des images de cinéma passent dans son livre, du temps où Rome était ville ouverte, et d'autres imaginaires, qu'on croirait tournées à Cinecitta, tant le pays qu'il décrit paraît rythmé par une éternelle *dolce vita*. « *Gianna retire ses ballerines et prend mon bras. Elle porte une robe de soie noire, une longue frange sombre dissimule ce soir l'ovale blanc du visage. Elle parle à une vitesse folle, trottine au milieu de la rue, là où l'eau se transforme en ruisseaux glissants.* » Qui tient la caméra ? Et le rôle de Gianna ?

L'auteur clôt son livre par cette phrase : « *Gianna quitte Rome pour l'Amérique. L'Amérique qui n'est pas si loin. Not so far, comme elle dit dans sa nouvelle langue* », nous soufflant la morale de son livre : nous sommes tous à la recherche d'un nouveau monde ; mais celui de Berlendis, et le nôtre, ce sera toujours l'Italie, belle comme un matin d'été. ■



**L'AUTRE PAYS**
*De Sébastien Berlendis, Stock, 71 p., 13 €.*

## LE CONTEXTE

Le 30 janvier dernier, à Lyon, l'Institut de France a acquis aux enchères un manuscrit de Chateaubriand intitulé *Lettre sur l'Institut*. Ce texte éclaire d'un jour nouveau les relations tumultueuses entre l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe* et l'institution. Alors que ses amis royalistes voulaient supprimer l'Institut, Chateaubriand, fort de son importante caution morale, militera pour sa survie…

**25 000 euros**

C'est le montant de la vente du manuscrit « Lettre sur l'Institut » de Chateaubriand.



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

> Les relations entre Chateaubriand et l'Académie sont en réalité les relations entre Chateaubriand et Napoléon
>
> GABRIEL DE BROGLIE, CHANCELIER DE L'INSTITUT DANS UN ENTRETIEN AU « FIGARO », LE 30 JANVIER 2014

# L'étonnante histoire du manuscrit retrouvé de Chateaubriand

**DOSSIER** Un manuscrit passionnant dans lequel l'auteur des «Mémoires d'outre-tombe» soutenait l'Institut de France, voué à être supprimé, vient d'être offert au Quai de Conti par un mécène. Récit de son acquisition.

MOHAMMED AÏSSAOUI
maissaoui@lefigaro.fr

Il est 18 heures, ce jeudi 27 mars, au deuxième étage de l'Institut de France, quai de Conti. Ici se trouve la somptueuse bibliothèque. N'était un homme qui consulte compulsivement son téléphone portable, on pourrait bien s'imaginer être au XIXe siècle. Ce soir-là, en petit comité, les membres de l'Institut accueillent en leur sein un trésor : un manuscrit signé de Chateaubriand. Un texte, rédigé en 1816, d'autant plus précieux que l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe* y évoque le sort de… l'Institut. Quatre académiciens vont se succéder pour dire toute l'importance de ce texte titré *Lettre sur l'Institut* et pour dire leur bonheur de le voir ici : Gabriel de Broglie, chancelier de l'Institut, Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuel de l'Académie française, Jean d'Ormesson et Marc Fumaroli. Un homme, très discret, conclura cette série de discours, il s'agit de Jean Bonna, le mécène qui a permis l'acquisition de cette *Lettre sur l'Institut*.

Car, pour que ce texte se retrouve en gloire dans la bibliothèque, il a fallu franchir de nombreux obstacles.

D'abord, la plupart des spécialistes ignoraient jusqu'à l'existence du manuscrit. En début d'année, Gabriel de Broglie fut informé qu'un inédit de Chateaubriand était mis en vente aux enchères, à Lyon, par l'étude De Baecque. En temps normal, ce genre de manuscrit aurait eu les honneurs d'une vente à Drouot, Christie's ou à Sotheby's – il se murmure que des études parisiennes se sont montrées affreusement jalouses et ont essayé de dénigrer la vente.

### « C'est une jubilation »

En fait, la *Lettre sur l'Institut* provient des archives des descendants de Jean-Pierre Louis de Fontanes, écrivain et ami de Chateaubriand. Il passa avec lui des années d'exil en Angleterre. Fontanes, son « *ami de trente ans* », fut ministre de Napoléon et… membre de l'Académie française.

Ce manuscrit se compose de quinze pages avec de nombreuses additions et corrections ; certains feuillets sont découpés pour l'impression et recollés. Sur la dernière page, on remarque une énorme tache d'encre.

« *C'est une jubilation de le voir ici*, dit Gabriel de Broglie. *Ce manuscrit est l'un des documents les plus significatifs, il en dit beaucoup sur le sort de l'Institut, qui était alors en suspens.* » Durant cette période, on débattait du maintien ou de la suppression de l'Institut, création de la Convention. Les royalistes voulaient le supprimer. « *Chateaubriand prend une position courageuse pour l'époque* », explique Gabriel de Broglie. Dans ce manuscrit, l'auteur du *Génie du christianisme* écrit « (…) *Je suis royaliste incorrigible* (…). *Vous vous attendiez peut-être, d'après ces aveux, que j'allais prononcer la destruction de l'Institut : pas du tout. Je voudrais même que ce nom d'Institut fût conservé.* » Ce passage est essentiel, souligne Gabriel de Broglie au *Figaro* : « *Parce que nous sommes en pleine période de royalisme triomphant et Chateaubriand, lui-même royaliste, exprime sa volonté de ne pas supprimer l'Institut. Il apporte une caution morale importante en sa faveur.* »

> Ce manuscrit est merveilleux. Chateaubriand pense comme un ministre de la Culture. Il sauve l'Institut. N'écrit-il pas "Ce serait une grande faute de renoncer à ce que la Révolution peut avoir produit d'heureux au milieu de tant de malheurs" ?
>
> JEAN D'ORMESSON

J.-C. MARMARA/LE FIGARO

Quant à Jean d'Ormesson, il est enchanté par cette acquisition. Il souligne à quel point Chateaubriand soutient, dans ce texte, l'Institut et le cite : « *Ce serait une grande faute de renoncer à ce que la Révolution peut avoir produit d'heureux au milieu de tant de malheurs (…). Conservons donc, je le répète, ce nom d'Institut : tout mot qui peut réclamer quelque gloire est naturalisé français* ».

Bien sûr, la maison De Baecque fait ardemment la promotion de cet objet de désir : « *Rarissime et très précieux manuscrit de sa* Lettre sur l'Institut, *développant ses vues sur la réorganisation et l'épuration de l'Académie française* », est-il écrit, en gras, sur le catalogue de vente. Même Chateaubriand le promeut à sa manière, il en parle dans son journal de voyage en Orient. Il dit : « *J'ai détruit tous mes manuscrits* (ce qui n'est pas vrai, NLDR) *; le seul qui me reste est celui de mon voyage à Jérusalem (…) Je n'ai pas eu le courage de le brûler parce qu'il ressemble trop à ma vie.* »

En réalité, ce texte a déjà été publié, mais anonymement, dans *Le Journal des débats* – il était signé d'un « Z »… Quelques jours plus tard, il sera, à nouveau, imprimé à Londres, en 1816, dans *L'Ambigu*, et avec, cette fois, la signature de Chateaubriand. Cela n'enlève rien à sa valeur. L'étude De Baecque fixe le prix entre 20 000 et 30 000 euros, espérant sans doute plus. Sa valeur peut être largement supérieure à l'estimation, le document ne figurant dans aucune des nombreuses publications ou les œuvres complètes de l'auteur de *Vie de Rancé*.

### Droit de préemption

Gabriel de Broglie sait tout ça. Cependant, il fait publiquement savoir qu'il n'est pas acheteur, histoire de ne pas faire monter les enchères. Discrètement, il prévient le ministère de l'Enseignement supérieur que l'Institut se porterait bien acquéreur et demande que l'État fasse valoir son droit de préemption. Le mécène Jean Bonna apporte son soutien à l'initiative : si le prix du manuscrit reste dans les fourchettes de l'estimation, il l'offrira à l'Institut.

Le 30 janvier 2014, au matin, à Lyon, lors de la vente aux enchères, le précieux manuscrit a failli partir pour les États-Unis. Deux acquéreurs potentiels étaient fortement intéressés ; l'un d'eux était un adjudicateur américain effectuant ses offres par téléphone. In extremis, l'Institut de France réussit à arracher le manuscrit à l'Américain : grâce à la loi, car l'institution a fait jouer son droit de préemption au nom de l'État. Ce privilège lui permet d'acquérir un document en vente publique en se substituant au dernier enchérisseur, même si ce dernier souhaite surenchérir. Pour veiller au grain, la directrice des Archives nationales s'était déplacée en personne. L'Institut emporta le document pour 25 000 euros, un bon prix selon les spécialistes, surtout si l'on sait que le mystérieux Américain était prêt à mettre beaucoup plus. À titre de comparaison, ce même jour, à Lyon, d'autres manuscrits, de moindre importance, signés de Léon Bloy, Sacha Guitry, Edmond de Goncourt, et des lettres adressées à Antoine Blondin ont été achetés pour la somme de 110 000 euros.

« *Ce manuscrit intéresse l'Institut, il devait revenir à l'Institut* », conclut le chancelier. C'est ainsi que cette *Lettre sur l'Institut* a rejoint, à la bibliothèque, un autre document précieux dont on a longtemps déploré la perte : le discours de réception à l'Académie française de Chateaubriand, en 1811 *(voir encadré)*. Discours qu'il n'a jamais pu prononcer… comme si l'histoire de Chateaubriand et de l'Institut était décidément placée sous le signe de la complexité. ■





La coupole de l'Institut de France, quai de Conti, à Paris. *Ci-contre*, un feuillet de la *Lettre sur l'Institut*, de la main de Chateaubriand *(ci-dessous)*. Les rapports qu'entretenait l'écrivain avec l'illustre maison ont été grandement influencés par ses liens avec Napoléon *(à droite)*.

JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO



MARIE EVANS/RUE DES ARCHIVES

## UN « DISCOURS » FANTÔME

La bibliothèque de l'Institut de France détient un autre précieux document qui touche de près aux relations tumultueuses entre l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe* et l'Académie française. Il a rejoint la prestigieuse bibliothèque en 1995 et est conservé comme un trésor : c'est le *Discours de réception* de Chateaubriand. On a longtemps cru que ce texte avait été brûlé, le vicomte ayant lui-même brouillé les pistes. Son histoire est rocambolesque. Chateaubriand fut élu à l'Académie le 20 février 1811, au fauteuil de Marie-Joseph Chénier. De peu : au second tour, il obtint treize voix contre douze à Lacretelle jeune. Comme tous les académiciens, il avait pris sa plus belle plume pour composer son *Discours de réception*, lequel discours sera prononcé devant ses pairs. Un moment toujours solennel. Mais voilà, l'Empereur, comme aujourd'hui le président de la République, est le protecteur de l'Académie, et, en tant que tel, on le lui soumet. A priori, ce ne devait être qu'une formalité : c'est Napoléon lui-même qui a poussé l'auteur du *Génie du christianisme* à accéder à l'immortalité. Il n'en fut pas ainsi. « *Napoléon s'est mis dans une colère noire. On a demandé à Chateaubriand de corriger, d'atténuer, il a refusé* », raconte Hélène Carrère d'Encausse. Lors de la célébration du bicentenaire de l'élection de Chateaubriand, le secrétaire perpétuel avait narré, avec plus de détails, la réaction de l'Empereur : « *Il porta au texte maints coups de plume, barrant des passages entiers, en soulignant d'autres avec des exclamations indignées ; seule la dernière page, celle qui faisait son éloge, fut épargnée !* » Aussi ce *Discours de réception* n'a-t-il jamais été prononcé. En vérité, il fit du bruit sans avoir été imprimé – il circula rapidement à travers le pays en copies manuscrites. Il fut imprimé la première fois, isolément, en 1815. On a pu lire des extraits çà et là, notamment dans la biographie de Jean-Claude Berchet. Mais l'original est précieusement conservé à la bibliothèque de l'Institut… Et trônera désormais avec la *Lettre sur l'Institut* fraîchement acquise. **M. A.**

MÉCÈNE

**Jean Bonna, le banquier généreux**

Lors de la cérémonie de l'acquisition de la *Lettre sur l'Institut*, un nom fut sur toutes les lèvres : Jean Bonna. C'est lui qui a financé l'acquisition du précieux manuscrit et l'a offert à l'Institut. Tour à tour, Hélène Carrère d'Encausse, Gabriel de Broglie, Jean d'Ormesson et Marc Fumaroli ont eu des mots chaleureux à son égard. Il a même eu l'honneur de conclure la série de discours. Ce banquier genevois a dit son émotion et son amour pour la France : « *Je suis particulièrement heureux de vous offrir cette* Lettre sur l'Institut. *Ce document, important, vous revient.* » Correspondant de l'Académie des beaux-arts, il est un bibliophile passionné par la littérature française du XIXe siècle. Il possède une collection exceptionnelle de manuscrits signés Chateaubriand. Jean Bonna avait déjà fait preuve de générosité en 2011 quand il a fait don d'une lettre de Descartes qui avait appartenu à un lot dérobé à l'Institut de France au XIXe siècle.



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



« Le point de vue de Chateaubriand sur l'Institut est courageux. L'écrivain montre un grand sens de la responsabilité de l'État. »

MARC FUMAROLI

S. SORIANO/LE FIGARO

INSTITUT DE FRANCE

RUE DES ARCHIVES/PVDE

# Les meilleurs ennemis du monde

**Entre admiration et détestation, les rapports entre l'Empereur et l'auteur des « Mémoires d'outre-tombe » n'ont jamais été simples.**

JACQUES DE SAINT VICTOR

LA CONTROVERSE qui s'est élevée entre Napoléon et Chateaubriand à l'occasion de l'élection de ce dernier à l'Académie française, en 1811, illustre bien la difficulté pour ces deux génies de parvenir à s'entendre. Entre le monarque impérieux et l'écrivain susceptible, tous les deux conscients de leur destinée et de l'importance de leur mission, c'est une succession d'occasions manquées, de malentendus grotesques, de dépits réciproques. L'homme d'État et l'homme de lettres furent deux grandes figures de ce temps. Le premier pouvait parfois craindre le second, tout en le recherchant, et vice versa. Chateaubriand sut en jouer lorsqu'en 1807 il écrivit dans le *Mercure* cette phrase célèbre : « *C'est en vain que Néron triomphe. Tacite est déjà né dans l'Empire (…) et déjà l'intègre providence a livré à un enfant obscur la gloire du maître du monde.* » Chateaubriand ose ainsi défier César-Napoléon en lui rappelant, par une métaphore antique, que Tacite-Chateaubriand peut disposer de sa « gloire ». « *L'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples.* » Le décor est planté. Jamais les deux génies ne parviendront à se supporter.

Pourtant, entre Napoléon et Chateaubriand, l'admiration existait. Dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, l'écrivain avouera : « *Mon admiration a été grande et sincère alors même que j'attaquais Napoléon avec le plus de vivacité.* » On peut affirmer que la réciproque était vraie, même si l'Empereur avait moins de temps à consacrer à son rival des lettres. Leur relation avait bien commencé. En 1800, peu de temps après le coup d'État du 18 Brumaire, Chateaubriand s'empresse de rentrer en France, abandonnant Londres, les princes et les émigrés. Il est sincèrement impressionné par le talent politique du premier consul.

## « Bonaparte, un grand découvreur d'hommes »

Chateaubriand est alors un jeune émigré, issu de la noblesse frondeuse de Bretagne, nourri aux lectures de Rousseau et des nobles hostiles à la monarchie absolue, tout en étant des défenseurs de l'ancienne société, comme Boulainvilliers. Il penche pour ce que les historiens appellent, depuis J. G. A. Pocock, le « *républicanisme classique* », un courant popularisé par Machiavel et qui peut parfaitement se concilier avec une fidélité monarchique (cela favorisera l'évolution ultime de Chateaubriand). En quittant Londres, l'auteur de l'*Essai sur les révolutions* nourrit une fascination sincère pour le héros d'Italie. Il ne se contente pas, comme tant de royalistes de son temps, de voir en lui un général Monck, ce militaire qui rétablit les Stuarts après la révolution anglaise de Cromwell.

Chateaubriand considère que Bonaparte a l'âme d'un bâtisseur : c'est « *un chef sorti du principe populaire* ». Il le loue d'avoir signé le concordat de 1801 avec le pape et il écrit le *Génie du christianisme* pour l'approuver. Il espère avoir une belle carrière. « *Bonaparte (…) était un grand découvreur d'hommes* », souligne-t-il, comme dans une prophétie autoréalisatrice. Las. Chateaubriand hérite d'une modeste fonction de secrétaire de légation à Rome. L'impatiente ambition de l'écrivain irritera très vite l'homme d'État, qui doit subir les récriminations de son oncle, le cardinal Fesch, qui n'apprécie pas les manœuvres de l'écrivain à Rome. Cela conduira à une rapide incompréhension. « *Ne me parlez plus de votre Chateaubriand,* dira Bonaparte à ses proches ; *j'honore son talent comme écrivain mais c'est un brouillon et je n'en veux plus pour mes affaires.* »



IBO/SIPA

« L'histoire académique de Chateaubriand est complexe car elle s'inscrit dans la relation singulière qui unit durablement l'Empereur et le poète, relations de fascination mutuelle et d'irritation mutuelle. »

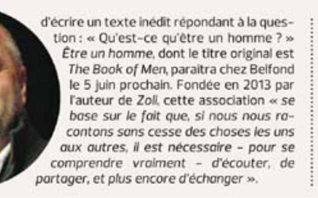
HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE, SECRÉTAIRE PERPÉTUEL

De l'assassinat du duc d'Enghien, qui marquera le début de la prise de distance officielle de Chateaubriand, jusqu'à la chute de l'Empire, les deux hommes se croiseront parfois mais ne se rencontreront jamais. La controverse à propos de l'élection de Chateaubriand au siège de Marie-Joseph Chénier, à l'Académie, en offre une belle illustration. Pour Chateaubriand, l'exercice était délicat. Jacobin et régicide, Chénier n'était pas un homme du goût de Chateaubriand. Lorsque ce dernier fut élu, le 20 février 1811, il fallut rédiger un discours d'éloge de son prédécesseur. Napoléon laissa entendre qu'il pourrait donner à Chateaubriand la fonction prestigieuse de directeur des bibliothèques. Mais l'auteur du *Génie du christianisme*, en composant son discours de réception, se refusa à louer Chénier le Jacobin, préférant souligner les talents de son frère, le poète royaliste André Chénier, s'appesantissant surtout sur le régicide.

On porta le texte à Napoléon. Ce dernier le trouva « *inconvenant* ». « *Lorsqu'on est chargé de faire l'éloge d'une femme qui est borgne, on parle de tous ses traits excepté de l'œil qu'elle n'a plus.* » Et c'est ainsi que le discours ne fut jamais prononcé et que Chateaubriand ne fut jamais reçu. ■

EN TOUTES confidences

**Les hommes de Colum McCann**
De Salman Rushdie à Ian McEwan, en passant par Michael Cunningham, Khaled Hosseini ou Joseph O'Connor, soixante-quinze auteurs ont été réunis par le plus new-yorkais des écrivains irlandais, Colum McCann, pour soutenir son association caritative Narrative 4. Ils ont tous accepté d'écrire un texte inédit répondant à la question : « Qu'est-ce qu'être un homme ? » *Être un homme*, dont le titre original est *The Book of Men*, paraîtra chez Belfond le 5 juin prochain. Fondée en 2013 par l'auteur de *Zoli*, cette association « *se base sur le fait que, si nous nous racontons sans cesse des choses les uns aux autres, il est nécessaire – pour se comprendre vraiment – d'écouter, de partager, et plus encore d'échanger* ».



AP

**Connelly romancier et chroniqueur**
En attendant les traductions de *The Black Box* (2012) et de *The Gods of Guilt* (2013), les fans de Michael Connelly auront droit le 2 mai à une nouvelle enquête de Harry Bosch intitulée *Ceux qui tombent* (Calmann-Lévy). Ils retrouveront également l'Américain au sommaire de la nouvelle collection « Points/crime » de Stéphane Bourgoin. Lequel reprend *Chroniques sur crime*, le volume d'articles de Connelly parus dans le *Los Angeles Times* entre 1984 et 1992.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES
**Par Éric Neuhoff** eneuhoff@lefigaro.fr



# *Jeu de massacre*

Décidément. Même en Angleterre, les prix littéraires ont du plomb dans l'aile. Nos derniers espoirs s'envolent en fumée. Il faut voir ce qui arrive au sein du prix Elysian. Déjà, le mécène est une firme agrochimique à la réputation douteuse. L'argent n'ayant pas d'odeur, les auteurs se bousculent pour obtenir la récompense.
Au sein du comité, il s'en passe de belles. Il y a une journaliste qui enquiquine tout le monde, un acteur qui n'assiste jamais aux réunions parce qu'il joue dans une adaptation hip-hop d'*En attendant Godot*, une ancienne maîtresse du ministre des Affaires étrangères, une universitaire. L'ensemble est présidé par un député rêvant d'indépendance pour l'Écosse.
Les uns ne jurent que par la « *pertinence* », les autres parlent de métafiction. Personne ne lit rien. La routine, quoi. Autour grenouillent les prétendants. Un prince indien a rédigé un pavé indigeste. Une romancière qui a en moyenne une vingtaine d'amants par an ne doute pas d'être dans la dernière ligne droite. Un « *sous-Irvine Welsh* », secoue le cocotier. Edward St Aubyn a abandonné son personnage de Patrick Melrose pour suivre les déboires de ce petit personnel. Il s'agit d'un pur divertissement. Visiblement, l'auteur connaît son affaire. A-t-il siégé ou été candidat ? Les deux apparemment, puisqu'il saute sans cesse des membres du jury à la cohorte des prétendants, cite des extraits (polar, roman historique dont le héros est Shakespeare). Le clou du spectacle réside dans le fait qu'un livre de cuisine a été envoyé par mégarde, puis sélectionné. Gros problème. Il faut bien justifier ce choix. Les recettes se transforment en analyses spectrales de la société.
Cela donne lieu à des discussions tordantes, des tractations dignes d'une primaire au PS ou à l'UMP. Dans la bataille, un éditeur perd son job. Un redoutable agent commet une bourde irréparable. Le premier prend une chambre d'hôtel, ne se rase plus, se réfugie dans l'alcool et la dépression. Le second essaie de recoller les morceaux. Tout cela se déroule comme de juste dans des pubs et des restaurants. Les ruptures sentimentales se font par mails. Un intellectuel français fourre son gros nez là-dedans. Une gamine anorexique ridiculise sa mère à la télévision. Telles sont les mœurs contemporaines.

> Personne ne lit rien. La routine, quoi.

St Aubyn s'en fait le chroniqueur sarcastique et enjoué. Cela tourne vite au jeu de massacre. Un postulant écarté envisage carrément l'assassinat pour se venger. Les mensonges et les coups fourrés se multiplient. Une prose à l'allégresse communicative agite ces pages où les formules crépitent. « *Les romans historiques étaient merveilleux, on y rencontrait tant de personnages célèbres. C'était comme lire un très vieux numéro du magazine* Hello. » St Aubyn sait pasticher les tics du moment. On se demande sans cesse si ce milieu l'amuse ou s'il le méprise. Ces ego se frottent comme des silex. Quand ils pleurent, ils se consolent en se disant que cela leur fournira un futur chapitre. Par bonté, on ne dévoilera pas le nom de l'heureux élu. Précisons seulement qu'un ascenseur en panne entre deux étages ne sera pas pour rien dans le résultat final. De telles choses risquent-elles de se produire chez nous ? L'automne prochain, vous verrez, le Goncourt ira à Jean-Pierre Coffe ou à Julie Andrieu.

**SANS VOIX**
D'Edward St Aubyn, traduit de l'anglais par Jacqueline Odin, Christian Bourgois éditeur, 218 p., 17 €.

# Les ombres furtives

## ANTONIO LOBO ANTUNES Un roman polyphonique envoûtant sur la mort d'une mère à Lisbonne le jour de Pâques.

BRUNO CORTY
bcorty@lefigaro.fr

COMME il y a trois ans, lors de notre dernière rencontre, il a pris place dans le même canapé vert de l'hôtel de la rue Vaneau où il a ses habitudes et où ses livres trônent dans une vitrine du salon. À 71 ans, Antonio Lobo Antunes continue de ne pas vouloir jouer le jeu de l'entretien classique. « *Pourquoi les gens veulent-ils m'interroger ? Je n'ai pas lu mes livres, je les ai juste écrits.* »

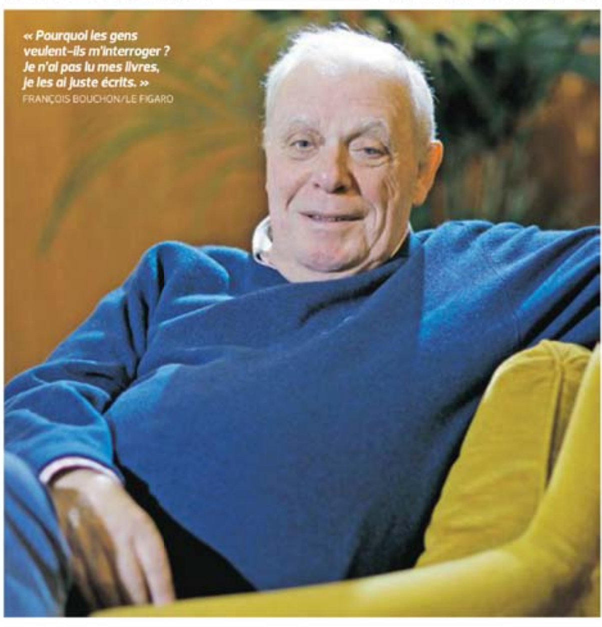
Au fil de la conversation informelle, entre une cigarette sur le trottoir et l'arrivée d'un vieux copain venu déjeuner avec lui, il livre, ici ou là, un peu de sa vérité. Sur ce nouveau roman au titre *antunesien* à souhait, *Quels sont ces chevaux qui jettent leur ombre sur la mer ?* il dit : « *J'ai assisté un jour à une corrida à Barcelone, j'avais sept ans. J'en ai conservé une impression... J'ai vomi et une blessure est restée en moi.* » Plus de six décennies ont passé mais, pour parler d'une fratrie qui règle ses comptes à la mort de la mère, un dimanche de Pâques, à Lisbonne, c'est à la dramaturgie tauromachique qu'il a fait appel. Sept grandes parties de quatre chapitres au cours desquels les principaux acteurs prennent la parole composent ce roman. Et dans ce cadre se déploie la magie d'un style à nul autre pareil.

**QUELS SONT CES CHEVAUX QUI JETTENT LEUR OMBRE SUR LA MER ?**
D'Antonio Lobo Antunes, traduit du portugais par Dominique Nédellec, 428 p., 23 €.



Depuis une dizaine de titres, Lobo Antunes utilise la forme du puzzle fait de voix qui se répondent, s'apostrophent, se perdent dans les limbes du souvenir, s'accrochent à des motifs récurrents. Francisco, Joao, Ana, Beatriz, les quatre enfants, vivent chacun à sa manière l'agonie de la mère. En attendant la (mise à) mort, chacun laisse parler ses émotions, confesse sa douleur, crie sa colère. Ou balbutie, incapable de dire les choses. La famille est en lambeaux, ruinée à cause du père. La maladie, les névroses la rongent. Il pleut sans cesse mais l'écrivain, qui s'est invité dans l'histoire, démiurge provocateur, prévient : « *Ce n'est pas la pluie qui tombe (...) Ce sont des personnes, des épisodes, des souvenirs, le grenier poussiéreux que constitue une existence.* »

Joao, le fils préféré, le fils maudit, paie dans sa chair la fréquentation des garçons dans le parc. Ana, pour sa part, n'a pas quitté le terrain vague où l'attendent les dealers et sa prochaine dose. Francisco les maudit tous, parents, frère et sœurs, coupables à ses yeux de l'avoir lésé, méprisé. Et Beatriz, pauvre Beatriz en panique, elle ne cesse de voir l'ombre des chevaux se jeter dans la mer.



*« Pourquoi les gens veulent-ils m'interroger ? Je n'ai pas lu mes livres, je les ai juste écrits. »*
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

> Lobo Antunes utilise la forme du puzzle fait de voix qui se répondent, s'apostrophent, se perdent dans les limbes du souvenir, s'accrochent à des motifs récurrents

En ancien psychiatre, Lobo Antunes connaît les névroses, les ressassements infinis, les impossibilités à dire et à faire. Il sait « *ce qui nous ronge sans qu'on le sache, ce qui nous coûte sans qu'on s'en rende compte et je ne parle pas de nos secrets étranglés ni de nos misères conscientes, toutes ces poupées mortes, tous ces yeux rien qu'à nous qui nous accablent de reproches* ». Lire la prose du plus grand écrivain portugais – qui est aussi l'un des écrivains majeurs de son temps –, portée par la traduction magnifique de Dominique Nédellec, est une expérience rare, dérangeante et captivante à la fois. Comme un rêve éveillé. Comme entrer dans les ténèbres de Faulkner ou de Virginia Woolf. ■

# Rome, ville ouverte

## ELISABETTA RASY Une rencontre inattendue bouleverse la vie d'une italienne.

Journaliste et essayiste, Elisabetta Rasy livre des romans discrets et justes, tout en virtuosité.
ANNIE ASSOULINE/HANNAH/OPALE

THIERRY CLERMONT
tclermont@lefigaro.fr

VOILÀ bientôt trente ans que cette journaliste et essayiste nous livre, depuis la péninsule, des romans discrets, animés par une délicatesse tout en virtuosité et portés par un regard d'une justesse captivante. Dernièrement, elle a fait revivre le destin de la veuve d'Ossip Mandelstam, Nadejda (*La Science des adieux*), dressé le tombeau de sainte Thérèse de Lisieux (*La Première Extase*) et composé un requiem à la mémoire de sa mère (*L'Obscure Ennemie*).

Une ville, une saison et trois hommes : pour son onzième livre traduit en français, Elisabetta Rasy a portraituré, le temps d'un hiver, une Romaine au seuil de la soixantaine, Costanza, partagée entre son mari, Vincenzo, un photographe défunt et un jeune Espagnol. Le titre original, *Molta luce in pieno inverno* (« Beaucoup de lumière en plein hiver »), est explicite : c'est un véritable printemps inespéré que va vivre Costanza à travers ses rencontres. Costanza « *qui ne se souvient plus de l'amour* » et dont le cœur, à nouveau, pourra battre la chamade.

Installé depuis de longues années à Rome, le photographe et reporter autrichien Bruno Schneider vient de mourir d'une longue maladie. Il a légué à son assistante Costanza ses archives classées dans son ordinateur. Elle y découvre de nombreux clichés en noir et blanc qui constituent son testament artistique : statues mutilées, arbustes isolés, ruines floues, visages de pierre ombrés ou endommagés, silhouettes en lambeaux : tout ce qu'il a secrètement aimé de Rome. Lui reviennent alors les mots de Bruno, lequel « *menait sa vie par fragments* », sous forme de credo : « *Il faut utiliser les deux yeux lorsqu'on fait de la photo, mais que l'un doit regarder dehors et l'autre à l'intérieur de soi, et que l'image se forme au moment où les deux yeux voient la même chose.* »

**UN HIVER À ROME**
D'Elisabetta Rasy, traduit de l'italien par Nathalie Bauer, Seuil, 114 p., 15 €.




### Un double ambigu

Piquée par la curiosité, Costanza ouvre le courrier électronique de Bruno et découvre d'étranges messages adressés par Martin Vega, un jeune Espagnol, qui fut le dernier amour du photographe... Pour Costanza, ce sera là le début d'un épisode romanesque dont on ne dira mot ici...

Entre réminiscences et souvenirs, la ville de Rome est l'autre personnage cardinal de ce roman ; une Rome évoquée et chantée en pointillé, s'enroulant autour du Tibre et tournant autour du mausolée de Santa Costanza et de ses mosaïques, attenant à la basilique Sant'Agnese Fuori le Mura. Cette Costanza-là, double ambigu de la protagoniste, était affectée d'une maladie incurable ; selon l'une des nombreuses légendes qui courent sur elle, cette femme qui avait mené une vie dissolue se serait rendue sur la tombe de sainte Agnese, où elle aurait été miraculeusement guérie. Par la suite, elle fit élever une basilique pour s'y retirer avec ses deux filles, et y vivre selon les préceptes de chasteté et d'austérité de la martyre romaine. C'est dans cet ancien baptistère que Costanza donne son premier rendez-vous à Martin... *Un hiver à Rome* : une délicate et lumineuse romance, quelque chose entre la tendresse cruelle d'un Cesare Pavese et l'imaginaire d'un Italo Svevo. ■







**Le succession Hillerman**
Cinq ans après la disparition de l'écrivain américain qui mit en scène deux détectives navajos Joe Leaphorn et Jim Chee, c'est sa journaliste de fille, Anne, qui reprend le flambeau et les deux personnages cultes de son père. *La Fille de femme-araignée* paraîtra chez Rivages le 7 mai.

**Relire Francisco Coloane**
Les éditions Phébus ont l'excellente idée de rééditer quatre titres du grand auteur chilien Francisco Coloane, décédé en août 2002 à 92 ans : *Le Golfe des peines*, *Antartida*, *Le Sillage de la baleine* et *Le Dernier Mousse*. Les trois derniers titres cités paraissent avec des préfaces inédites signées Caryl Ferey, Eric Plamondon et Emmanuel Kherad.

**Souvenirs de Grenier**
Poursuivant la galerie de portraits qu'il avait inaugurée avec un premier volume d'*Instantanés*, Roger Grenier (95 ans) évoque cette fois ses souvenirs de Gaston Bachelard, Hector Bianciotti, Roger Caillois, Louis Guilloux, J.-B. Pontalis et quelques autres. À paraître le 5 mai chez Gallimard, sous le titre *Instantanés II*.

**Conrad par deux**
Joseph Conrad a toujours la faveur des biographes. Le 20 mai paraîtra en « Folio Biographies » *Conrad* de Michel Renouard. Le même jour sortira, à La Table Ronde, *Conrad, la vie à la mer* d'Alain Dugrand, qui revient sur les années françaises de l'auteur de *Lord Jim*, débarqué à Marseille à 17 ans.

# Tête de gondole

## ANNIE ERNAUX Une année de fréquentation d'un hypermarché fait-elle un bon livre ?

PAR ALICE FERNEY

DANS la collection « Raconter la vie », aux éditions du Seuil, Annie Ernaux publie *Regarde les lumières mon amour*, journal de ses visites pendant un an à l'hypermarché du centre commercial les Trois Fontaines, dans la ville nouvelle que filma Eric Rohmer, Cergy-Pontoise.

Elle écrit la géographie et l'architecture du lieu, les rayons et les produits, les prix et les promotions, le calendrier de la distribution, la profusion et la différenciation : notre société de consommation.

Elle évoque les personnes venues acheter ou travailler, la déshumanisation par l'automatisation, une communauté qui subit les malices du capitalisme. Ces descriptions sont agrémentées des idées que l'observation suggère à l'auteur.

### Impératif de profitabilité

Dans ce journal qui a parfois le style de la note, on reconnaît son « écriture blanche », sa tournure d'esprit, sa conscience morale qui fait attention à autrui. Les détails qui la frappent sont cohérents avec l'ensemble de son œuvre. Tout ce que l'impératif de profitabilité impose à la ville et ses habitants, ce que la société réclame de docilité au nom de l'efficacité, l'écrivain le suggère en paraissant s'en accommoder : aucune révolte dans cette prose du ravitaillement.

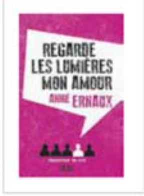
Se distraire au McDonald's plutôt que pique-niquer dans une clairière, c'est peut-être terrible, cependant Annie Ernaux, sa modestie et son sérieux, fait l'effort d'y trouver un *« air de promenade et d'insouciance »*. Et si l'auteur a souvent aimé faire ses courses dans les hypermarchés de France, c'est aussi qu'elle échappait à la difficulté d'écrire.



**L'auteur évoque les personnes venues acheter ou travailler, la déshumanisation par l'automatisation, une communauté qui subit les malices du capitalisme.**
FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Celui ou celle qui a lu Annie Ernaux et déjà fait des courses aura donc peu de surprises. Il fera une rencontre avec le plus familier et récurrent des rituels que nous impose l'intendance de la vie. Il ne lira pas ce livre pour son exotisme, les aventures qu'il raconte ou sa finesse psychologique, mais pour sa vérité nue, pour une manière qu'il aurait de lui parler de lui-même, pour se regarder dans un miroir qui parle, pour trouver quelque chose qu'il n'aurait pas pensé à propos de ce qu'il connaît déjà. C'est aussi là que l'on attend la littérature.

**REGARDE LES LUMIÈRES MON AMOUR**
D'Annie Ernaux, Seuil, coll. « Raconter la vie », 80 p., 5,90 €.




### Ici, le prosaïque devient sociologie

L'opuscule fait réfléchir à quelques questions la concernant. Tout objet peut-il devenir un bon objet littéraire ? Certains sujets sont-ils par nature mauvais ? Le sujet réclame-t-il au style une qualité qui lui soit dédiée de sorte à le percer ou le transfigurer ? L'écriture doit-elle hausser l'objet jusqu'au statut littéraire ?

Les supermarchés *« fixent en souvenirs des sensations et des émotions »* dit l'auteur qui défend son choix. On trouvera peut-être que « l'écriture blanche » ne suffit pas et que le prosaïque ainsi transcrit dépasse une limite du champ littéraire, devient une sociologie.

Annie Ernaux qui cite *Le Bonheur des dames* de Zola a choisi d'écrire un journal. Mais sans envolées baroques, sans fantaisie, sans personnages romanesques et sans intrigue, l'objet que le langage s'est refusé à embraser a petite mine. Sans jeu de mots : à l'hypermarché peut-être fallait-il l'hyperbole. ■

# La fin d'un monde

## FRANÇOIS TAILLANDIER L'écrivain publie le second tome de sa suite médiévale.

SÉBASTIEN LAPAQUE
slapaque@lefigaro.fr

« QUE SE PASSE-T-IL, *que se passe-t-il vraiment ? »* se demandaient les personnages de *Des hommes qui s'éloignent*, un roman de François Taillandier paru en 1997. À distance, nous nous demandons toujours si ce texte a été lu ainsi qu'il le méritait : comme un des livres majeurs de notre date. N'importe. Deux ans plus tard, François Taillandier recevait le grand prix du roman de l'Académie française pour *Anielka*. Chacun de ses livres jouit désormais de ce dont rêve tout écrivain : un public d'inconditionnels. On a beau dire, c'est quand même autre chose que d'avoir la possibilité de s'asseoir sur le fauteuil d'une quelconque académie de littérature.

### Pour mieux comprendre le présent

*« Que se passe-t-il, que se passe-t-il vraiment ? »* Voilà la question que se posent à leur tour les personnages de *La Croix et le Croissant*, deuxième volet de la suite médiévale entreprise par l'écrivain l'an passé avec *L'Écriture du monde*. Nous sommes au VII[e] siècle, au moment où Héraclius est sacré empereur à Constantinople. Ces 250 pages serrées vont nous conduire jusqu'au milieu du VIII[e] siècle, tandis que Karl Martel agonisera et que ses fils Carloman et Pépin lui succéderont. C'est la naissance de la dynastie carolingienne, un demi-siècle avant l'avènement de Charlemagne, que restitue François Taillandier dans ce roman d'un genre un peu particulier. Car si les chroniqueurs du temps passé nous ont renseignés sur les événements historiques, l'écrivain, lui, a pour ambition de nous renseigner sur leurs plus secrètes pensées. Nous n'avons pas là affaire à l'intrusion de la tragédie grecque dans le roman policier – comme André Malraux s'en félicitait jadis en lisant *Sanctuaire* de William Faulkner –, mais à l'intrusion de l'introspection proustienne dans le manuel d'histoire. Car *La Croix et le Croissant*, en plus d'être la formidable restitution romanesque d'une époque charnière, est aussi un grand livre d'histoire pour tous ceux qui sont attachés à comprendre le passé pour mieux l'aimer – et à mieux l'aimer pour mieux comprendre le présent. L'entrée dans La Mecque de Muhammad à la tête de 10 000 soldats en 630 n'est pas un événement anodin ; ni les premières victoires des guerriers arabes contre les armées byzantines dans les années qui ont suivi. Ce qui intéresse Taillandier, c'est la façon dont chaque camp s'est attaché à raconter cette histoire. Qu'est-ce que l'islam ? La question que nous nous posons souvent a surgi avec une extrême violence au cœur du VII[e] siècle restitué par François Taillandier. Au risque de paraître sévère, nous ne sommes pas loin, sur ce point, de partager l'opinion de Louis Massignon et de Jacques Ellul – il nous semble d'ailleurs qu'elle éclaire l'élan et l'intention de *La Croix et le Croissant*. *« Mahomet est le "prophète négatif", écrit Jacques Ellul, c'est-à-dire celui ayant prétendu se situer après le judaïsme et le christianisme – et les dépasser n'a en réalité, dans aucun domaine, strictement rien apporté de nouveau : c'est une redite du judaïsme et du christianisme. Il est alors prophète en ce sens qu'il atteste que, dans cette voie, rien ne peut être ajouté, ni renouvelé. »* Lisez Taillandier. ■

**LA CROIX ET LE CROISSANT**
De François Taillandier, Stock, 259 p., 19 €.



# Cinq garçons dans le vent

## CYRILLE MARTINEZ L'histoire mouvementée et bruyante d'un groupe de rock français.



**Cyrille Martinez livre ici une œuvre aussi singulière que poétique.**
HÉLOÏSE JOUANNARD

THIERRY CLERMONT
tclermont@lefigaro.fr

ON L'AVAIT découvert en 2008 avec le tordu *Enlèvement de Bill Clinton* ; on était tombé sous le charme, deux ans plus tard, de *Chansons de France*, où Cyrille Martinez réécrivait et distordait des séquences politiques à la lumière de l'histoire du rock'n'roll. Après *Deux jeunes artistes au chômage*, il revient sur l'univers du rock avec ce bref, cet étrange et envoûtant *Musique rapide et lente*. L'histoire de cinq garçons dans le vent. Le vent de leur temps, le vent de leur adolescence bruyante et désordonnée. Leur meneur, avec sa *« tête de quelqu'un venu d'ailleurs »*, s'appelle Wladimir, on l'appelle Wally. Ses parents tiennent un salon de coiffure dans la morne périphérie d'une ville de canaux s'ouvrant sur l'Atlantique. La mère est d'origine ukrainienne, le père est un repris de justice. Réfractaire à toute forme d'emploi y compris les petits boulots qu'il appelle des *« enculettes »*, Wally passe ses heures perdues à lire de la poésie et à écouter du rock. La nuit, ce jeune garçon, qui déteste à peu près tout le monde, est assistant proxénète dans un tripot à matelots.

La révélation trompant l'ennui, il décide de fonder un groupe de rock, pour faire du *« bruit musical »* entre amis. Ils nomment leur *garage band* Les Étrangers : *« On ralentit, on accélère, on accélère, on ralentit, on joue fort, on joue doucement, on joue très fort, très doucement, on crée des rythmes et des durées, on construit des blocs d'intensité. »* Dans leur garage, Les Étrangers, qui n'ont jamais touché un instrument, *« jouent une musique rapide et lente parce qu'ils ne savent pas faire autrement »*. À la ville, *« ils cherchent à se donner des airs, ils s'inventent des ancêtres improbables, ils se la jouent aristocrates déchus »*. L'une de leurs devises est *« J'espère mourir avant d'être vieux »*, tirée d'une chanson des Who, cuvée 1965.

### Jusqu'à l'apocalypse finale

S'en suivent les tribulations (souvent décrites avec humour) du groupe et son ascension vers les plus hauts sommets, depuis ses premiers enregistrements (« Allongé toute la journée », « Fumer en pyjama », « Je ne suis un modèle pour personne ») jusqu'à l'apocalypse finale. Leur CV de présentation est composé de citations empruntées aux Clash et aux Sex Pistols. Entretemps, Wally s'est lié d'amour avec la brune Zsarrahh qui aime sa voix mais reste sourde aux paroles de ses chansons. Les Étrangers ont su relever le défi de leurs rivaux, Les Boucles d'Or et leurs midinets. Avec ses comparses, il a été initié à la coco par un certain Keith Richards ; ce qui permet à Martinez de rendre un bel hommage aux Stones, rebaptisés ici Les Voyageurs.

L'épilogue résume tout ce livre aussi singulier que poétique et qui se lit comme un conte : *« Les fins sont à réinventer. Comme les musiques et les bibliothèques. Un, deux, trois, quatre. »* ■

**MUSIQUE RAPIDE ET LENTE**
De Cyrille Martinez, Buchet Chastel, 160 p., 15 €.






## LA BONNE idée

LES ÉDITIONS OMNIBUS LANCENT LA COLLECTION « BIBLIOMNIBUS ». DES OUVRAGES À BAS PRIX SUR L'HISTOIRE, LA LITTÉRATURE POLICIÈRE OU L'HUMOUR.

### Bibliomnibus, la lecture à la portée de tous !

On ne présente plus les éditions Omnibus. Fortes de leur succès, elles se lancent aujourd'hui dans la publication d'ouvrages au même format mais ne dépassant pas les 200 pages et un prix plutôt modique de 9 euros. Slogan de la campagne : « *La lecture n'est pas du luxe !* » Le 13 mars sont sortis six titres « Histoire » parmi lesquels un procès de Jeanne d'Arc (février 1431), le procès de Riom (février 1942) et des témoignages de soldats de Napoléon. Il y a quelques jours sont parus six classiques de la littérature policière : des éditions devenues introuvables en librairie comme ces trois nouvelles de Dashiell Hammett, une aventure du Père Brown (Chesterton), un Mickey Spillane, une enquête de l'inspecteur Van der Valk (Nicolas Freeling). Les couvertures des polars sont illustrées par l'excellent Mark Taraskoff. Enfin, en septembre, l'humour sera à l'honneur avec, entre autres, des nouvelles délirantes de Mark Twain et des textes de Pierre Dac.

B. C.

# Sexe, chewing-gum et chocolat

**ESSAI** Pour motiver ses troupes avant le Jour J, l'armée américaine présenta la France comme le paradis des plaisirs sans penser aux conséquences.

JEAN-MARC BASTIÈRE

AU HAVRE, les boys ont copulé à tous les coins de rue, en plein jour et en public, même devant les enfants. Ce fut une situation extrême, mais cela n'arriva pas par hasard. Aux soldats libérateurs, on présenta Paris comme un paradis où s'assouvissaient tous les désirs érotiques. Et la France comme *« un gigantesque bordel dans lequel vivent 40 millions d'hédonistes qui passent leur temps à manger, à boire et à faire l'amour »*. La satisfaction libidinale a été un argument publicitaire central pour motiver les soldats américains, transformés en touristes armés avant le Jour J !

Le cliché montrant un GI ravi se laissant embrasser par des Françaises pâmées a fait le tour du monde. Il symbolise le mythe du Débarquement comme une mission consistant à sauver les femmes françaises des griffes du nazisme. Gagner la guerre, c'est ramener le sourire sur le visage de la Française. Une fois excitée, la libido des GI se révélera difficile à contrôler. Ce commerce sexuel – dans tous les sens du terme – recueille maladies vénériennes, mais aussi troubles sociaux. Tel est le thème central du livre dérangeant – car il touche des choses intimes, refoulées, explosives – de l'historienne américaine Mary Louise Roberts. Son travail est documenté, notamment le matériau concernant le bocage normand, et son approche à la fois franche et nuancée.

Elle explique pourquoi la Libération a été une grande joie mais a aussi laissé un goût amer aux Français. Un certain antiaméricanisme s'explique aussi par ce qui s'est passé durant ces quelques mois.

### Idylle, prostitution et viol

Inutile de dire que, dans ce schéma, l'homme français n'existe pas. Il semble s'être volatilisé. De fait, 2 millions d'hommes sont prisonniers en Allemagne ou internés dans des camps de travail. Des dizaines de milliers d'autres sont entrés dans la clandestinité avec la Résistance – qui est aussi l'ultime refuge d'une virilité mise à mal. Les GI ont l'image d'un pays laissé sans défense, vidé de ses habitants. Il semble n'y avoir que des femmes, des enfants et des vieux.

Ces comportements – et ces exactions – ont eu bien sûr une influence sur les hommes français. Pas seulement sur leur masculinité, blessée. Cela aura des conséquences politiques graves. Cette arrogance américaine et l'humiliation qu'elle a engendrée ont eu un impact profond sur les relations entre les deux nations.

Les États-Unis accèdent au statut de grande puissance. Leur armée est de plus en plus convaincue que le monde peut se soumettre à ses quatre volontés.

À l'inverse, la France, qui a déjà subi le poids de la défaite de 1940, la honte de l'occupation allemande, éprouve son déclassement. Le paradoxe, c'est que la France est à la fois un allié des États-Unis et un pays conquis.

Au début, ni Roosevelt ni Churchill ne reconnaissent de Gaulle comme dirigeant à part entière. L'alliance militaire ne s'est pas engagée à faire de la France une nation pleinement souveraine et prévoit de mettre en place un gouvernement militaire. Les alliés ignorent le Général et ne reconnaissent son pouvoir qu'à la fin d'octobre 1944.

Trois types de relations sexuelles se sont nouées entre GI et Françaises : idylle, prostitution et viol. La nouvelle prostitution, qu'encourage la détresse économique, exprime une relation de domination dégradée par l'argent. Le viol écorne le mythe de l'idylle sexuelle. À l'été 1944, en Normandie, des femmes françaises lancent une vague d'accusations qui menacent de détruire l'idéalisation érotique. Militaires américains et civils français vont coopérer. Pour les civils, c'est la perte de contrôle sur leur propre pays qui est en jeu. Pour l'armée américaine, c'est l'image de sa mission en Europe qui risque d'être atteinte. Elle va préférer faire des soldats noirs les boucs émissaires des débordements de sa nouvelle puissance. ■

**DES GI'S ET DES FEMMES. AMOURS, VIOLS ET PROSTITUTION À LA LIBÉRATION**
De Mary Louise Roberts, traduit de l'anglais par C. Deniard et L. Drouet, Seuil, 410 p., 22 €.






**Mary Louise Roberts explique pourquoi la Libération a laissé un goût amer, bien loin du cliché du GI sauvant les femmes françaises des griffes du nazisme.** RUE DES ARCHIVES/RDA

# La chute de l'Empire austro-hongrois

**ESSAI** Jean-Paul Bled raconte l'effondrement de la monarchie et ses conséquences sur la Première Guerre mondiale.

**L'AGONIE D'UNE MONARCHIE. AUTRICHE-HONGRIE 1914-1920**
De Jean-Paul Bled, Tallandier, 462 p., 25,90 €.

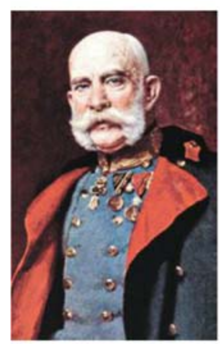



FRÉDÉRIC DE MONICAULT
fdemonicault@lefigaro.fr

C'EST l'histoire d'un empire qui s'écroule. Et cet effondrement se révèle d'autant plus dramatique qu'il contient les ferments de la Première Guerre mondiale, attisant les tensions d'une Europe *« déjà divisée en blocs antagonistes »*. À l'heure du centenaire de ce conflit hors normes, la lecture de Jean-Paul Bled est donc instructive à plus d'un titre : spécialiste reconnu de l'Autriche-Hongrie, son ouvrage analyse un corps géant en décomposition, la double monarchie forgée par l'empereur François-Joseph Ier, monté sur le trône en 1848 et mort en 1916 avant les ultimes soubresauts de son grand œuvre : un territoire constitué d'un large éventail de peuples et qui s'est retrouvé brutalement démembré, au profit de cinq nouveaux pays – cinq ans exactement après l'assassinat à Sarajevo du prince héritier François-Ferdinand. Dans l'intervalle, la guerre de 1914-1918 a tout emporté.

### Tour de Babel linguistique

La monarchie austro-hongroise était-elle *« condamnée à disparaître de la scène de l'Histoire »*, s'interroge dès la première page le professeur émérite à l'université de Paris-IV-Sorbonne, avant de rappeler utilement qu'*« héritage d'un long passé, elle incarne un principe multinational qui n'a pas alors d'équivalent en Europe »*. Certes, il a été largement malmené après la bataille de Sadowa en 1866 – quand François-Joseph doit s'incliner devant la Prusse –, mais cette *« véritable tour de Babel linguistique »* aura cherché jusqu'au bout à cimenter ses nationalités.



**Portrait de l'empereur François-Joseph Ier (1904-1906) par Leopold Horowitz.** RUE DES ARCHIVES/THE GRANGER COLLECTION

Détaillant pas à pas le déclin d'un espace habsbourgeois qui *« offre à l'agriculture et à l'industrie des pays austro-hongrois un vaste marché intérieur de quelque 51 millions d'habitants »*, *L'Agonie d'une monarchie* donne aussi un formidable résumé d'un continent en crise. Jean-Paul Bled évoque les liens, même artificiels, qui se sont tissés puis défaits entre les régions. Il soulève le poids des minorités, l'ascension des extrémistes, l'ébranlement des monarques, bref, tout ce qui concourt à l'inéluctable montée des périls. Le récit est vivant, daté, surligné sans arrêt par des querelles de frontières. S'il n'y avait qu'un enseignement à retenir, l'observateur noterait qu'à force de vouloir fédérer des peuples hétérogènes on alimente dangereusement une poudrière.

Tout cela aurait-il pu être évité ? La question se pose d'autant plus que les deux principaux intéressés – François-Joseph d'une part, François-Ferdinand d'autre part – ne campent pas sur la même ligne. Là où le premier juge la monarchie *« trop fragile pour supporter des secousses brutales »*, le second réclame *« sans retard des réformes radicales »*. Lequel des deux intéressés est le plus proche d'une solution pacifique ? La grille d'analyse élaborée par Jean-Paul Bled montre bien qu'un réformisme surgi en fin de parcours a peu de chances d'aboutir. De même, des habitudes trop longtemps ancrées finissent par obscurcir complètement l'horizon : en l'occurrence, François-Joseph, le vieil empereur, ne veut surtout pas que la Hongrie élargisse *« son périmètre d'influence au détriment de son partenaire autrichien »*. Il n'a pas compris qu'une large partie de l'Europe cherchait à s'affranchir de sa tutelle. *L'Agonie d'une monarchie* décrit aussi un empire privé de vision. ■

# Une Roumanie fasciste jusqu'à la garde

**ESSAI** L'histoire de la Légion de l'Archange Michel qui donnera naissance à la Garde de fer chère au jeune Cioran.

**UN FASCISME ROUMAIN. HISTOIRE DE LA GARDE DE FER**
De Traian Sandu, Perrin, 494 p., 24,50 €.




PAUL FRANCOIS PAOLI

DANS quelle mesure peut-on comparer le fascisme roumain à ses homologues allemand et italien ? C'est la question qu'aborde Traian Sandu dans cet essai ardu.

L'auteur y relate l'histoire de la Légion de l'Archange Michel, fondée en 1927 par Corneliu Codreanu, figure charismatique de ce mouvement dont allait naître la fameuse Garde de fer, organisation à laquelle appartiendra Cioran. Comme en Italie ou en Allemagne, la mouvance roumaine se veut révolutionnaire : il s'agit, ni plus ni moins, de régénérer la nation. *« Contrairement au pessimisme conservateur à l'égard de la nature de l'homme, le fascisme croit à la possibilité de sa transfiguration ici-bas »*, écrit Sandu, qui rappelle que ce n'est pas la guerre (la Roumanie fait partie des vainqueurs en 1918) qui fut la cause du fascisme, mais un rejet du libéralisme perçu comme étranger à l'identité nationale.

### L'exaltation des valeurs traditionnelles

Influencé par les historiens Emilio Gentile et Roger Griffin, Sandu met en relief la contradiction qui minera la *« synthèse fasciste »* en Roumanie entre, d'une part, l'exaltation des valeurs traditionnelles – notamment celles de la chrétienté orthodoxe – et une fascination prométhéenne pour l'État moderne et son volontarisme.

Particulièrement intéressant est le chapitre où sont confrontés les engagements emblématiques de Cioran et de Mircea Eliade en faveur du « Capitan » Codreanu, dont les idées influenceront l'État roumain durant une guerre où ce pays s'alliera à Hitler. Si Eliade est traditionaliste, Cioran, au contraire, prêche l'impérialisme pour revigorer *« l'âme roumaine »*. *« Je crois qu'il y a peu d'hommes – même en Allemagne – qui aient une admiration plus grande pour Hitler que moi »*, écrira-t-il. Une formule dont il aura honte plus tard, mais qui témoigne de l'attraction que le fascisme a exercée, non seulement sur le peuple roumain, mais aussi sur les grands esprits de ce pays. ■



GUSTAU NACARINO/REUTERS

« Il faut lancer un appel aux intellectuels pour qu'ils traitent de la réalité d'aujourd'hui et ne pas laisser cela aux politiciens ou aux économistes »

LE PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE GAO XINGJIAN, DANS « EL PAIS »

Retrouvez sur Internet, chaque mardi, la chronique « Livres pour la jeunesse ».



SUR WWW.LEFIGARO.FR/LIVRES

**LE CHIFFRE DE LA SEMAINE**

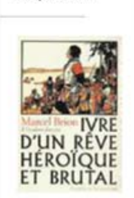
**14**

C'est le nombre

d'auteurs réunis dans l'anthologie « Marseille Noir » réalisée par Cédric Fabre chez Asphalte. Parmi les signataires de ces textes inédits, Christian Garcin, René Fregni, Emmanuel Loi, Philippe Carrese.




**IVRE D'UN RÊVE HÉROÏQUE ET BRUTAL**
De Marcel Brion, Éditions de Fallois, 253 p., 19,50 €.




# Le Paradis perdu

**MARCEL BRION** L'extraordinaire aventure du conquistador Hernando de Soto.

PAUL FRANÇOIS PAOLI

VOICI un roman qui ne nous quitte plus une fois sa lecture entamée. Ou l'histoire d'un jeune hidalgo ruiné qui, au début du XVIe siècle, part à la conquête du Nouveau Monde, sans savoir ce qui l'attend. La gloire, l'or et les femmes mais aussi la guerre, la souffrance et la mort. Moins connue que celle de Cortes ou de Pizarro, la destinée de l'Espagnol Hernando de Soto, un des premiers Européens à traverser le Mississippi, n'en a pas moins été prodigieuse. C'est cette destinée que narre Marcel Brion dans ce roman dédié à José Maria de Heredia dont le poème *Les Conquérants* est cité en exergue du récit : « *Ils allaient conquérir le fabuleux métal/ Que Cipango mûrit dans ses mines lointaines (...)/ Chaque soir, espérant des lendemains épiques,/ L'azur phosphorescent de la mer des Tropiques/Enchantait leur sommeil d'un mirage doré* »... Écrit en 1939 et publié grâce à Agnès Brion qui a rédigé la préface, ce récit est d'une curieuse modernité. La description des Indiens y est crédible sur le plan ethnologique. Ni créatures d'enfer, ni bons et doux sauvages, les Indiens sont tout simplement hermétiques aux conquistadors. Parti avec Pizarro en quête de l'or des Incas, Hernando de Soto tente d'établir un lien de confiance avec l'empereur péruvien Atahualpa, qui ne comprend rien aux aspirations de ces Européens si avides.

### « Princesse aux perles »

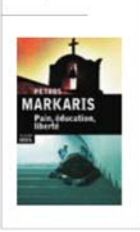
Quatorze ans avant *Tristes tropiques*, Marcel Brion ne cache rien de la cupidité et de la cruauté des Espagnols qui vont décimer les Incas et s'approprier leur or, tout en proclamant l'Evangile, au désespoir d'Hernando de Soto que l'auteur idéalise peut-être. Mais les pages les plus belles sont celles qui sont consacrées à la rencontre de la « *princesse aux perles* », la reine de Cofachiqui qui règne sur un petit royaume indien de Floride. Avec l'or et la quête de l'immortalité, la femme rouge irradie le rêve espagnol. « *Hernando ne pensait plus à l'or. Il avait trouvé ce qu'il désirait inconsciemment depuis son enfance, la joie paisible de l'amour partagé, les délices d'un Eden d'avant le péché, une terre propice où mûrissaient tous les fruits, des enfants de la nature qui ignoraient le vice aussi bien que la pudeur et dont l'amour candide se donnait librement, joyeusement...* ». Autrement dit, le Paradis perdu. ■

# Meurtres sous l'Acropole

**PÉTROS MÁRKARIS**

Le dernier volet de sa trilogie policière consacrée à la crise grecque.

**PAIN, ÉDUCATION, LIBERTÉ**
De Petros Markaris, Traduit du grec par Michel Volkovitch Seuil Policiers, 252 p., 21 €.






ANDREAS SOLARO/AFP

SÉBASTIEN LAPAQUE

L'ÉCRIVAIN et économiste Bernard Maris, que nous interrogions récemment sur les raisons pour lesquelles il se range désormais aux côtés de ses confrères Frédéric Lordon et Jacques Sapir pour suggérer une sortie la plus prompte possible de l'euro, nous répondit tout de go : « *Pour éviter que soit détruit ce qu'il reste d'amitié entre les peuples européens* ». C'est cette Europe déchirée par une épouvantable querelle de famille autour de sa monnaie unique que met en scène le romancier athénien Pétros Márkaris dans *Pain, éducation, liberté*, dernier volet de sa trilogie consacrée à la crise grecque.

Publié en Grèce il y a deux ans, ce polar d'un genre un peu particulier imagine un scénario de sortie de l'euro dans les premiers mois de l'année 2014. Comme l'ont montré avec beaucoup de justesse les auteurs de *Casser l'euro pour sauver l'Europe* (Les liens qui libèrent, 200 p., 19 €), ce scénario est non seulement probable mais souhaitable, l'Europe du Nord (Allemagne, Autriche, Finlande) et l'Europe du Sud (Grèce, Italie, Portugal, France) ne pouvant faire monnaie commune encore très longtemps sans finir par se haïr.

### Conflit des générations

Né de la rencontre inattendue du roman policier et de la théorie politique, *Pain, éducation, liberté* évoque ce durcissement des relations entre les peuples au pire moment de l'histoire d'une Grèce mise en pièces par les experts financiers de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international. Il met également en scène le conflit des générations à l'intérieur d'un pays où les aînés, détenteurs du capital, s'opposent à leurs enfants qui n'ont plus de travail. Cette confrontation est encore plus brutale lorsque les parents sont des gauchistes rangés des voitures. Voyez la façon dont l'entrepreneur Yerassimos Demertzis, enrichi à la faveur des travaux des Jeux olympiques de 2004, s'adresse à son fils Kyriakos, un jeune Grec décidé à résister aux émissaires allemands et américains comme ses ancêtres tinrent tête aux Perses lors des guerres médiques : « *Je ne comprends pas pourquoi tu me détestes à ce point. J'ai des idées progressistes, j'ai milité quand j'étais étudiant. Je ne suis pas un tyran de droite. Alors pourquoi me détester ?* » Quelques heures plus tard, Yerassimos Demertzis est retrouvé mort sur un tas d'ordures au Centre olympique de Faliro. Cousin athénien du Sicilien Salvo Montalbano et du Catalan

**Ce polar d'un genre un peu particulier évoque le durcissement des relations entre les peuples au pire moment de l'histoire de la Grèce.**

Pepe Carvalho, le commissaire Costas Charitos comprend que le Centre olympique, symbole de Jeux qui ont enrichi quelques Grecs et ruiné le pays, n'a pas été choisi au hasard par le meurtrier. Le mode opératoire ainsi qu'un message laissé sur le téléphone portable de Demertzis laissent supposer qu'il a été la cible de gauchistes. Mais Charitos ne veut écarter aucune piste. Dans une Athènes dévastée par la crise, la promenade dans les pas du commissaire est éprouvante. Mais très instructive. ■

**SOLILOQUES DE L'EXIL**
De Samuel Brussell, Grasset, 206 p., 18 €.




# Un manteau d'Arlequin

**SAMUEL BRUSSELL** Récits de rencontres avec des hommes, des livres et des paysages.

THIERRY CLERMONT
tclermont@lefigaro.fr

LES ITALIENS ont ce mot qui désigne à la fois une plaisanterie et une fantaisie : le *scherzo*. Il va comme un gant à Samuel Brussell et à son nouvel opus, *Soliloques de l'exil*, un an après la parution de *Métronome vénitien*.

Brussell, c'est l'homme des exils, des ailleurs et des rencontres ; on le sait depuis ses activités d'éditeur et de défricheur (il avait créé la maison Anatolia qui nous fit connaître, entre autres, Vassili Rozanov, le penseur catholique Nicolás Gómez Dávila, James Boswell ou le fils d'Evelyn Waugh, Auberon) et la parution de *Généalogie de l'ère nouvelle*.

Guidé par ses intuitions, ce petit-fils de Stendhal rencontre des hommes, des livres, des paysages ; il regarde, amusé, la pâture de l'actualité ; il se souvient de quelques-uns de ses maîtres (le Nobel Josef Brodsky, Fellini, Rohmer...) qu'on aime retrouver.

### Quelques flèches acérées

Ses vagabondages le portent vers Venise (l'occasion d'évoquer Édouard Limonov revisité par Emmanuel Carrère, et dont il nous dit pis que pendre), Zermatt, Bruges, Paris, Manhattan, sur les rives du Léman (« *ce dernier Eldorado de l'Europe* ») où notre sautre-ruisseau et fin lettré chante l'automne, rebaptisé « *octembre* » et où lui revient ce distique de Pasternak : « *Il n'est d'angoisse au monde telle/ Que la neige ne puisse guérir* ». On l'aura compris, la littérature russe est la seconde patrie de Samuel Brussell, « *né sous l'étoile mosaïque* ». D'ailleurs, *Soliloques de l'exil* s'ouvre sur deux citations de Gogol et de Tolstoï, même si son goût l'incline plutôt du côté des exilés (Sergueï Dovlatov, Brodsky...).

À ce spectateur amusé et sarcastique la France et le microcosme germanopratin donnent l'occasion de décocher quelques flèches bien acérées. Stéphane Hessel, « *magnat de l'industrie de l'indignation* », a ainsi droit à son chapitre et à son chapitrage, tout comme les bien-pensants qui ont crié haro sur Richard Millet en cette fin d'été 2012.

C'est l'occasion pour Brussell de régler son compte à Tahar Ben Jelloun, « *en proie aux démons de sa propre névrose* » et de nous livrer cette réflexion : « *Cracher au visage de celui qui nous offense, ou lever la jambe face aux icônes dans le but d'offenser, demande un minimum de talent et de courage. Offensés et offenseurs, taisons-nous si nous en sommes dépourvus.* »

Ce talent-là, Brussell, qui a fait du latin sa langue d'adoption, en jouit sans en abuser, y compris quand il propose sa lecture très personnelle et humoristique d'une autre affaire, celle du Sofitel de DSK. Explicite, le titre de son billet se passe de commentaire et de traduction : « *Fellatio coacta non est sine periculo* »... Ce qui est un peu vrai. *Soliloques de l'exil* : un manteau d'Arlequin, taillé sur mesure. ■

## JEUNESSE

### Rencontre au sommet

Jewel est née le jour où son frère aîné est mort. Le petit garçon, que sa famille surnommait Bird, est tombé d'une falaise. Douze ans ont passé et la blessure ne s'est toujours pas refermée. Jewel doit composer avec des parents enfermés dans leur douleur et un grand-père mutique. L'adolescente trouve fréquemment refuge dans la nature et puise son réconfort dans ce lien qu'elle entretient avec les arbres et les minéraux. Un jour, elle rencontre, perché dans son chêne, un jeune garçon qui se prénomme John comme son frère disparu. Le courant passe, les confidences fusent sous les frondaisons et bientôt, les adultes s'en mêlent. La romancière Crystal Chan évoque avec finesse la force des amitiés adolescentes à travers la voix particulièrement juste de son héroïne. Elle compose une intrigue originale dans cette famille d'origine jamaïquaine où les esprits, bons et mauvais, s'invitent à table et nimbent l'atmosphère d'étrangeté. Cela, ajouté au lyrisme de l'écriture, donne ce roman envoûtant. F. D.




**BIRD**
De Crystal Chan, traduit de l'anglais (États-Unis) par Pierre Marmiesse, Helium, 256 p., 14,90 € (à partir de 12 ans).

## POCHE

### Quand Paris rit...

Poussant encore plus loin le sens de l'humour et de l'insolite exprimé par Queneau dans *Connaissez-vous Paris ?*, Georges Perec nous avait laissé un délicieux opus ludique sur la capitale : *Perec/rinations*, composé et assemblé en 1980, deux ans avant sa disparition. Pour chaque arrondissement, l'auteur des *Choses* a créé une grille de mots croisés (64 cases), complétée, selon son loisir, par des anagrammes, des devinettes (sur les demeures d'écrivains, sur la quarantaine de rues parisiennes portant le nom de personnalités prénommées Pierre...), des calembours, des exercices pédestres pour Oulipiens (comment aller de Faidherbe-Chaligny au cours de Vincennes en empruntant six rues dont les noms commencent tous par la même lettre...). Le tout arrosé de citations rares, de records insolites et porté par ce goût si singulier pour la fantaisie érudite. Perec/rinations ou comment arpenter Paris en souriant. T. C.

**PEREC/RINATIONS**
De Georges Perec, Zulma, 140 p., 7,95 €.




L'HISTOIRE de la semaine

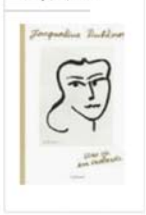
## Les 10 000 lettres du couple Sollers-Rolin

PHILIPPE SOLLERS A DÉPOSÉ À LA BIBLIOTHÈQUE ROYALE DE BELGIQUE SA CORRESPONDANCE AVEC DOMINIQUE ROLIN, ENTRE 1958 ET 2008.

Philippe Sollers a annoncé sur son site avoir confié à la Bibliothèque royale de Belgique l'intégralité de sa correspondance avec Dominique Rolin. L'ensemble, qui atteste de cette *« clandestine révélation magnétique »*, selon l'épistolière disparue en 2012, est constitué de plus de 10 000 lettres échangées entre 1958 et 2008. Il est complété par les 35 volumes du journal intime de l'auteur de *Trente ans d'amour fou*, lauréate du prix Femina 1952 pour *Le Souffle*, née en 1913 à Bruxelles. Le fonds Philippe Sollers-Dominique Rolin est désormais accessible à la Bibliothèque royale. Il y est répertorié et étudié en vue d'une publication d'envergure. Selon le directeur de la Bibliothèque royale, Patrick Lefèvre : *« Il s'agit d'une correspondance assez unique, une mine pour l'histoire littéraire du XX^e siècle tant belge que française. Une aventure certes très différente de celle entre Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, mais de même envergure et de même qualité. »*

T. C.

**UNE VIE EN CROBARDS**
De Jacqueline Duhême, Gallimard, 190 p., 19,90 €.





**Jacqueline Duhême à sa table de travail, chez elle, en mars 2014.**
FRANÇOIS BOUCHON/ LE FIGARO

# Jacqueline Duhême : une vie à dessiner

**PORTRAIT** Une autobiographie en mots et en images. De Matisse à Éluard, ils sont tous croqués, tout crus.

FRANCOISE DARGENT
fdargent@lefigaro.fr

L'UN lui a laissé une photo, le second un dessin, le troisième un collage. Les œuvres qui la représentent, signées Man Ray, Matisse et Prévert, trônent toujours dans son petit salon parisien. Ils sont posés là parmi ses dessins. De la couleur, du mouvement, de la vie. Celle de Jacqueline Duhême a été placée sous ce triptyque depuis sa naissance. D'aussi loin qu'elle se souvienne, Jacqueline Duhême a toujours dessiné pour vivre. Enfant, elle échangeait des croquis contre des croissants à la boulangerie. C'est Matisse, chez qui elle travaillait comme « petite main », qui lui fit vendre sa première œuvre. Elle avait vingt ans. *« Pourquoi n'achèteriez-vous pas un dessin à Jacqueline ? »* suggéra le peintre à son client, le directeur de la Banque d'Italie, qui n'osa refuser. Elle raconte l'anecdote avec gourmandise.

Un appétit et un culot monstres. On retrouve ce ton, franc, pas sentencieux pour un sou, dans *Une vie en crobards*, étonnante autobiographie dessinée, une existence passée sous le signe de la création, mise en images aquarellées et en texte entièrement calligraphié à la main. Le pinceau virevoltant et la parole vive de l'intéressée y font merveille.

Lorsqu'on l'écoute raconter sa vie, la dame de quatre-vingt-sept ans, lumineuse et gouailleuse, redevient la jeune muse qui inspira poètes et peintres avant de devenir artiste à son tour. *« J'étais jolie à regarder »*, convient-elle, comme elle lancera plus tard : *« J'ai toujours eu du mal à faire la distinction entre amour et amitié. »* L'après-guerre était propice aux jeunes filles culottées et talentueuses. Une lettre envoyée à Matisse disant son souhait de travailler auprès de lui pouvait suffire à se faire embaucher. C'est ce qui arriva à Jacqueline qui devint l'assistante de l'artiste au soir de sa vie. *« Il était très organisé, constructif tout le temps. Je lui passais les couleurs, je préparais le papier. Il me laissait dessiner pour moi après le travail et me donnait des conseils. Il m'a tout appris »*, dit-elle du *« patron »*.

Début avril, elle était à Londres pour l'inauguration d'une exposition Matisse à la Tate, invitée d'honneur comme le dernier témoin d'un temps miraculeux pour l'art. C'était un temps où les peintres parlaient aux poètes dans une constante émulation. De Nice, le patron l'envoie à Saint-Paul-de-Vence faire dédicacer un exemplaire de *Paroles* pour son fils Pierre. Elle rencontre Prévert. Elle ne quittera plus la famille bohème qui s'entichera de cette jeune dessinatrice douée, baby-sitter à ses heures de la petite Michèle, réputée difficile. Elle a fini par illustrer tous les grands poèmes de Prévert, à commencer par le fameux *En sortant de l'école*, dont les rimes sont indissociables de son chemin de fer ondulant, pour tous les écoliers de France. Éluard lui aussi fut charmé. Elle, *« raide amoureuse »* jusqu'à ce que l'entourage s'en mêle. *« Vous êtes si jeune, ce n'est pas une bonne image pour le parti »*, lui dira Elsa Triolet. Éluard repentant lui offrit d'illustrer *Grain d'aile*, l'histoire qu'il voulait écrire pour les enfants. Il lui dédiera aussi ce verbe de son invention : imager plutôt qu'illustrer. Elle est devenue ainsi « l'imagière des poètes ».

*« Je n'ai jamais eu de doute sur ma vocation. J'ai eu mon opinion très tôt, même si, à la maison, je n'avais pas le droit de la ramener. De toute façon, à l'époque, les enfants devaient se taire »*, dit celle qui les a toujours écoutés dans les salles de classe qu'elle visitait. Son enfance ne fut pas rose. Père grec envolé, mère suffragette qui s'échina à gagner sa vie. Très vite, celle-ci, débordée, l'envoie en pension. Elle échoue en Grèce dans un pensionnat religieux, puis chez les sœurs à Picpus entre deux séjours chez sa tante à Clermont-Ferrand ou à Saint-Germain-en-Laye. Elle développe de cette enfance itinérante un don d'adaptation certain et le sens de la débrouille. Petite, elle a appris à lire en déchiffrant les journaux. En grandissant, elle crayonne ce qu'elle voit, dessine des images qu'elle donne aux sœurs pour améliorer son ordinaire. Lors d'un court séjour à Clermont, elle entre avec dispense à treize ans aux Beaux-arts, mais se voit obligée de repartir alors que la guerre éclate. La jeune fille est placée dans une ferme comme vachère. *« Je n'ai jamais autant travaillé de ma vie »*, souffle-t-elle, en racontant sa préférence pour le métier d'ouvrière qu'elle embrassera brièvement à son retour à Paris.

> *Pourquoi n'achèteriez-vous pas un dessin à Jacqueline ?* suggéra Matisse à son client

Ce n'est finalement pas auprès des poètes qu'elle trouve comment gagner sa vie, mais dans le journalisme. Hélène Lazareff l'engage comme illustratrice pour *Elle*. La jeune femme est chargée de dessiner et surtout de trouver des idées, notamment pour les pages enfants, que la patronne considère comme essentielles, baby-boom oblige. Lors de la venue du couple Kennedy en France, Jacqueline propose d'illustrer la visite présidentielle pour leur fille Caroline restée à Washington. Six pages pleines dans *Elle*. Quelques jours passent, et la patronne l'interpelle : *« Jacqueline Kennedy m'a appelée pour me demander si je pouvais lui vendre les dessins, qu'ils ont adorés. Je les lui ai donnés. »* Jacqueline manque de s'étrangler : donnés ! Elle finira par être invitée à la Maison-Blanche et entretenir une correspondance avec Jackie. Ses dessins sont aujourd'hui au Musée Kennedy à Boston. Elle continuera ensuite à embellir le texte de grands auteurs, soufflera à Maurice Druon l'image d'un homme qui empêche le mal de passer grâce à des fleurs, le futur *Tistou les pouces verts*. Encore un classique.

Elle dessine toujours aujourd'hui, de ce trait distinctif, à l'aquarelle, des petits personnages qui semblent s'animer une fois couchés sur papier. Sous son pinceau, le défilé n'est jamais terminé. ■

# L'opération militaire de Kiev prise dans les filets des prorusses

**Les chars et soldats envoyés dans l'est de l'Ukraine ont été arrêtés par des militants prorusses et des habitants sans arme.**




Un blindé de l'armée ukrainienne, dont l'équipage n'a pas fait défection, est entouré par la foule, à côté d'un passage à niveau aux environs de Kramatorsk. L'opération lancée par l'Ukraine contre les milices prorusses du Donbass fait déjà long feu. E. MALOLETKA/AP

**ADRIEN JAULMES** ajaulmes@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À KRAMATORSK

**EUROPE** Au passage à niveau de Tcholkino, dans les faubourgs sud de Kramatorsk, quatorze blindés de transport de troupes de l'armée ukrainienne sont bloqués par une petite foule d'habitants. *« Ne tirez pas ! »*, crient les gens autour des engins. *« Vous venez tirer sur le peuple ? ! »*, hurlent des femmes aux soldats. *« Arrête, on n'a tiré sur personne ! Tu as vu des victimes ? »*, répond un soldat à une dame. *« Ce matin, quand ils sont arrivés, ils tiraient en l'air, et ils ont détruit deux voitures »*, dit une habitante. *« Nous sommes tous venus pour les arrêter et défendre notre ville. Ce gouvernement de Kiev est irresponsable. Il lance l'armée contre son propre peuple. »*

Garés dans l'herbe, les chars sont entourés par une foule qui grossit. Des femmes donnent aux soldats du pain, des bouteilles d'eau, des cigarettes, des légumes en conserve dans des bocaux. Les soldats assis sur les blindés sont épuisés. Les traits tirés, ils fument des cigarettes, l'air absent, ou dorment, la tête en arrière. Leurs uniformes sont dépareillés. Certains ont même des tenues achetées dans des surplus militaires. Les blindés, des vieux BMD soviétiques, sont en mauvais état. L'un est en panne. Deux autres se sont perdus. Les fusils ne sont pas approvisionnés, et les canons des engins sont recouverts de capuchons.

Vingt-quatre heures après son déclenchement, l'opération lancée par l'Ukraine contre les milices prorusses du Donbass a déjà fait long feu. Présentée comme une action *« antiterroriste »* par le gouvernement de Kiev, elle n'a réussi qu'à compliquer encore un peu plus les choses, sans débloquer quoi que ce soit.

## Peu de capacités opérationnelles

Les militants prorusses tiennent toujours les villes dont ils se sont emparés autour de Donetsk. Leur moral est plus élevé que jamais, et chaque jour qui passe assoit l'autorité de leur *« République du Donbass »* autoproclamée. L'armée ukrainienne a de son côté démontré ses faibles capacités opérationnelles, le peu de motivation de ses soldats, et son incapacité à rétablir l'autorité de l'État sur la région. Seul point positif, les troupes ukrainiennes ont fait preuve de retenue. Leur action n'a fait jusqu'à présent aucune victime civile ou militaire, qui aurait pu fournir à Moscou un prétexte pour intervenir sur le territoire ukrainien.

L'opération avait commencé mardi soir par un raid héliporté sur l'aérodrome militaire désaffecté de Kramatorsk, une ville industrielle à une centaine de kilomètres au nord de Donetsk, tombée dimanche dernier sous le contrôle des militants prorusses. Des hélicoptères de transport ont débarqué des commandos du ministère de l'Intérieur et des soldats, contournant ainsi les barrages routiers placés sur l'autoroute Karkhiv-Donetsk par les prorusses. Si ces derniers ont été surpris, ils ont vite réagi, mobilisant les habitants et construisant une barricade devant le portail de l'aérodrome. Un officier ukrainien a été bousculé par une foule hostile et les soldats ont dû faire des tirs de sommation pour se dégager. Les rumeurs, relayées par les médias russes, ont fait état d'une dizaine de morts dans cet incident. Le bilan était en fait de deux blessés légers.

Mercredi matin, le volet terrestre de l'opération n'a pas été plus heureux. Des blindés appartenant à la 25e brigade aéroportée de Dnipropetrovsk sont envoyés vers Kramatorsk. Mais dès son entrée dans la ville, la tête de la colonne est entourée par les habitants. Les six premiers blindés font défection et se rallient aux insurgés sous les vivats de la foule. Les drapeaux ukrainiens qui flottent sur les engins sont remplacés par des drapeaux russes et les blindés foncent vers Sloviansk, la ville voisine. Là, les blindés sont stationnés derrière le siège de la municipalité. *« Ces soldats ont été envoyés par un gouvernement illégitime et irresponsable. Ils se sont ralliés à notre république »*, dit Viaceslav Ponomarov, le *« coordinateur »* du conseil municipal, qui a remplacé le maire après sa fuite dimanche.

## Des armes devenues inutiles

Les autres blindés, qui ont refusé de faire défection, passent la journée à côté du passage à niveau de Tcholkino, entourés par la foule. Des discussions interminables s'enchaînent, sous les cris des commères. Les habitants, représentés par un mystérieux comité, exigent que les soldats abandonnent leurs armes. Les officiers refusent. Le chef du détachement ukrainien monte sur un blindé pour parler à la foule. *« Je suis le colonel Shvets »*, dit-il, l'air conciliant. *« Mes ordres sont de protéger l'aérodrome. L'armée ukrainienne n'a jamais tiré contre son peuple. Je vous demande seulement de nous laisser retourner sur nos positions de départ. » « Non ! »*, répond la foule, *« qui nous dit que vous n'allez pas recommencer à tirer une fois repartis ? »*. Un homme, qui se présente comme le président de l'Union des vétérans d'Afghanistan de Kramatovsk, monte sur le blindé à côté du colonel. *« Les représentants de la République de Donetsk sont en route, ils vont négocier avec les soldats. »*

En fin de journée, un accord est trouvé : les militaires ukrainiens acceptent que les culasses de leurs armes soient retirées, empaquetées, et envoyées à Sloviank, sauvant ainsi les apparences en conservant leurs armes devenues inutiles. À la nuit tombée, le détachement désarmé était toujours stationné. En moins de vingt-quatre heures, l'autorité déjà sérieusement contestée du gouvernement ukrainien vient de perdre encore un peu de terrain, et la région du Donbass de faire un pas de plus vers la sécession. ■

# L'armée ukrainienne laisse apparaître son amateurisme

**EMMANUEL GRYNSZPAN**
DONETSK

LES INSURGÉS prorusses ont exhibé mercredi pour la première fois des blindés légers, des fusils de snipers, des lance-roquettes antichars et des fantassins équipés comme ceux qui ont pris le contrôle de la Crimée en février dernier. D'où viennent leurs armes ? *« Un certain nombre de dépôts militaires ont été saisis par les rebelles »*, note l'expert militaire Iouri Romanenko. *« Des armes viennent également de Russie, mais là n'est pas l'important. Ce qui l'est, c'est l'impunité totale dans laquelle les insurgés amassent leur armement. »* L'expert souligne que six blindés ayant rejoint les forces rebelles mercredi viennent de la brigade de Dniepropetrovsk, *« connue pour son incompétence et ses liens étroits avec le régime de* (l'ex-président) *Ianoukovitch. Le fait que cette brigade ait été choisie pour aller combattre dans le fief de l'ancien président témoigne d'une impéritie criminelle. »*

L'une des principales difficultés auxquelles fait face l'armée ukrainienne est d'affronter des rebelles abrités derrière un bouclier humain offert par des habitants sympathisants. *« L'armée ukrainienne fait face à son premier défi en 23 ans et n'a aucune compétence »*, explique Romanenko. Pour lui, il ne s'agit pas d'une *« opération antiterroriste »*, comme l'appelle le gouvernement, mais d'une guerre civile. L'expert Alexander Kava affirme que *« la plupart des soldats sont réticents à se battre contre des civils. Je pense que beaucoup de soldats ignoreront les ordres agressifs, car la Constitution leur donne le droit ne pas obéir aux ordres criminels »*.

Déjà peu populaire à l'est, le gouvernement paierait un lourd prix politique s'il faisait couler du sang civil, ce qui servirait d'excuse à l'armée russe pour intervenir. La force de 40.000 soldats bien entraînés et équipés attendant à la frontière russo-ukrainienne possède un puissant effet dissuasif.

## La question de la loyauté

Beaucoup d'observateurs mettent en doute la loyauté des généraux et des officiers. Des rumeurs courent qu'un certain nombre de haut-gradés ukrainiens sont passés du côté russe en Crimée contre monnaie sonnante et trébuchante. Mais la loyauté est une question secondaire pour Romanenko. *« L'armée ukrainienne n'existe pas, tout simplement parce que les dirigeants politiques refusent de l'utiliser. Je ne vois que de la simulation. La purge des éléments corrompus par l'adversaire n'a pas été effectuée. Kiev a déjà perdu le contrôle sur les autorités régionales de l'est. J'en viens à penser que le gouvernement est lui-même sous influence. »*

De son côté l'armée ukrainienne, forte de 135.000 hommes, soit 2,5 fois moins que la France et sept fois moins que la Russie. L'essentiel de son équipement est d'origine soviétique et date des années 1970. *« L'armée a été complètement délaissée par l'État ukrainien durant ces dernières 23 années, elle arrive loin derrière la police et la sécurité d'État (SBU) en terme de priorité »*, note l'expert. En faire partie est peu prestigieux. Les officiers reçoivent des salaires quatre fois inférieurs à ceux de leurs collègues russes. La désorganisation de l'armée ukrainienne est connue de tous. L'expert militaire russe Rouslan Poukhov note qu'elle est peu mobile et mal disposée : la plupart de ses bases sont orientées à l'ouest, un héritage de la guerre froide. ■

# Les Européens en ordre dispersé face à Poutine

**ALAIN BARLUET** @abarluet

*« LES Russes cherchent à diviser les Européens, à cajoler les Allemands et à ignorer les Français »* : la formule d'un haut fonctionnaire parisien à la manœuvre sur le dossier de l'Ukraine reflète peu ou prou la dispersion des Vingt-Huit à l'amorce de la réunion de Genève. L'Ukraine, la Russie, les États-Unis et l'UE se retrouvent jeudi sur les bords du Léman pour tenter de dénouer la crise ukrainienne, mais la pusillanimité des Européens n'est pas du meilleur augure pour relever un défi déjà très lourd.

Lundi, à Luxembourg, les ministres des Affaires étrangères européens se sont accordés pour élargir leur liste de 33 individus visés par des gels d'avoirs et des interdictions de voyager en raison de leur rôle dans l'annexion de la Crimée. En revanche, les chefs de la diplomatie ont divergé sur les critères qui les conduiraient à alourdir les sanctions économiques contre Moscou. Laurent Fabius a bien évoqué la possibilité d'un sommet extraordinaire, dès la semaine prochaine, si la réunion de Genève n'aboutissait à rien de concret, pour adopter un nouveau train de sanctions. Une perspective qui, à cette échéance, a laissé dubitatifs nombre de ses homologues européens, tant les positions entre les uns et les autres demeurent éloignées.

**Même les plus allants pour sanctionner Moscou veulent s'éviter de porter le fardeau**

En pointant explicitement dans ses déclarations la responsabilité de Moscou, Laurent Fabius n'aura d'ailleurs pas tout à fait été « ignoré » : le ministère russe des Affaires étrangères russe a nommément accusé la diplomatie française de se livrer à des *« accusations gratuites »*…

Avec la France, un certain nombre de pays européens seraient favorables à un alourdissement des sanctions : la Grande-Bretagne, la Pologne - très militante -, la Suède, le Danemark, la République tchèque et les trois pays Baltes, eux aussi fortement « concernés ». Un second groupe de pays apparaît plus réticent, comme l'Italie, la Grèce, la Bulgarie, le Luxembourg, l'Autriche, l'Espagne, le Portugal, Chypre - des sanctions économiques contre la Russie *« détruiraient l'économie chypriote »*, a estimé le chef de la diplomatie de l'île, Ioannis Kasoulidès. Un troisième groupe de pays navigue entre deux eaux, les Pays-Bas, la Belgique, la Finlande, l'Irlande, la Roumanie, la Slovaquie, la Croatie et surtout l'Allemagne, pièce importante sur l'échiquier de la crise actuelle.

Lundi, à Luxembourg, le chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier, a maintenu un profil bas. Et le lendemain, le vice-chancelier Sigmar Gabriel, en charge de l'Économie et de l'Énergie, a envoyé des signaux plutôt conciliants à la Russie, l'enjoignant de faire preuve de bonne volonté à Genève pour engager une désescalade. Une position qu'expliquent les intérêts économiques et le fait que l'Allemagne importe une bonne part de son énergie de Russie.

À cette aune, la France a aussi en jeu la vente de ses deux bateaux Mistral et le souci que Moscou continue à faciliter jusqu'au bout le retrait des troupes d'Afghanistan. La Grande-Bretagne, elle, sert de centre financier offshore pour les riches hommes d'affaires russes.

Même les plus allants pour sanctionner Moscou veulent s'éviter de porter le fardeau. Ainsi, les Britanniques mettent l'accent sur la réduction de la dépendance énergétique à l'égard de la Russie et l'interruption des ventes d'armes à ce pays, mais rechignent au blocage des flux financiers. En revanche, la Lituanie, totalement dépendante du gaz russe, veut sévir sur le secteur bancaire. Une équation compliquée, qui fait dire à certains que si la Russie s'abstient de franchir la ligne rouge d'une intervention militaire, un renforcement des sanctions européennes paraît peu probable. ■

## EN BREF

**Frappes jordaniennes à la frontière syrienne**
L'armée de l'air jordanienne a annoncé avoir détruit mercredi des véhicules militaires qui tentaient de pénétrer sur son territoire depuis la Syrie, la première frappe de ce type depuis le début du conflit chez son voisin il y a trois ans. Les véhicules visés transportaient des trafiquants d'armes a ensuite corrigé la Jordanie.

**Retrait des troupes du Tchad de Centrafrique**
Le Tchad a annoncé mercredi avoir achevé le retrait de Centrafrique de l'ensemble de son contingent au sein de la force africaine (Misca), lors d'une cérémonie à Sarh (sud) présidée par le premier ministre Pahimi Deubet Kalzeubé.

**L'élection du chef de l'État libanais fixée au 23 avril**
Les députés libanais ont été convoqués le 23 avril pour élire un nouveau chef de l'État devant succéder à Michel Sleimane dont le mandat s'achève le 25 mai, a indiqué mercredi l'agence officielle libanaise (ANI).

**RDC : espoir de guérison pour Emmanuel de Mérode**
*« L'espoir »* de guérison était *« permis »*, mercredi, pour le Belge Emmanuel de Mérode, le directeur du parc des Virunga gravement blessé par des hommes armés au nord de Goma dans l'est de la République démocratique du Congo, selon l'hôpital où il est en *« soins intensifs »*.

**Arabie saoudite : un célèbre avocat arrêté**
Un tribunal saoudien a ordonné mardi l'arrestation de Walid Aboulkheir, un éminent militant des droits de l'homme, qui était jugé pour insulte aux autorités.